Vincent REYNOUARD



HITLER :
HOMME DE LA PROVIDENCE FACE AUX MENTEURS DE 1919

HITLER : L'HOMME DE LA PROVIDENCE...

FACE AUX MENTEURS DE 1919

AVERTISSEMENT

Le 26 mars 1946, à Nuremberg, le Tribunal interdit à la Défense — et plus particulièrement à l'avocat de Rudolf Hess — d'apporter des « *preuves tendant à établir l'injustice du traité de Versailles ou son imposition par la force* » (voy. *TMI*, X, p. 99).

Le Tribunal savait en effet que si ces preuves étaient apportées, c'est toute l'histoire des années 1900-1940 — une histoire imposée par les vainqueurs — qui s'effondrerait.

Ce travail qui a été interdit à la Défense en 1946, je l'ai réalisé — sans doute imparfaitement — pour le soixantième anniversaire de la disparition d'Adolf Hitler.

Afin de ne rien laisser dans l'ombre, j'ai tout d'abord choisi de remonter non pas en 1900, mais en 1850, afin d'exposer les débuts du panslavisme. J'ai ensuite repris le travail d'un auteur français, Henri Pozzi, qui dévoile avec précision les ultimes manœuvres des panslaves, en juillet 1914, pour rendre la guerre inévitable.

Pourquoi être remonté si loin et avec tant de précision ? Parce que quiconque ignore ces chapitres de l'Histoire se condamne à ne jamais appréhender les vraies raisons de la première guerre mondiale et les responsabilités réelles dans le déclenchement du conflit. En conséquence, il comprendra jamais l'injustice foncière de la « paix » de 1919, donc les vraies causes de l'irruption d'Hitler sur la cène internationale et, enfin, les raisons la crise sans précédent qui vit actuellement l'Occident.

Le lecteur qui aura la patience de me lire jusqu'au bout comprendra pourquoi, le 20 mars 1946, les juges de Nuremberg n'ont pas hésité à violer de façon éhontée les droits de la Défense en lui interdisant de discuter sur le traité de Versailles. Pour les vainqueurs, c'était une question de vie ou de mort.

Quant à moi, je remercie la Providence de m'avoir permis de réaliser ce travail...

Vincent Reynouard
Le 25 avril 2005,
fête de Saint-Marc

TABLES DES MATIÈRES

Première partie

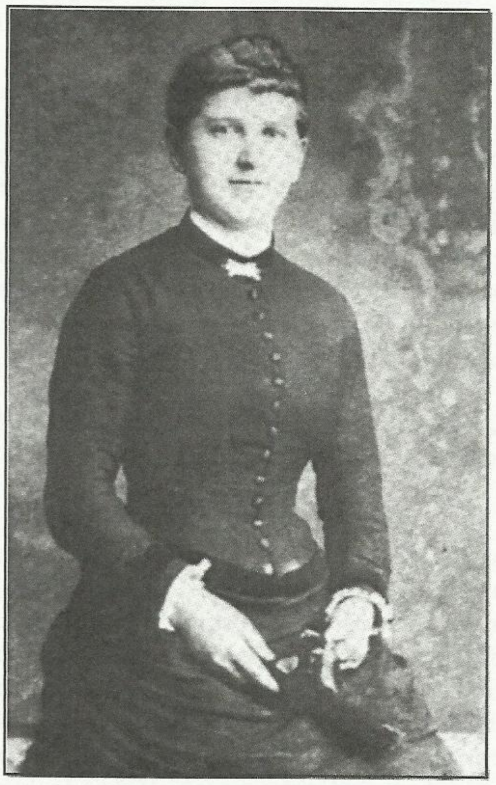
LE PANSLAVISME : PRINCIPAL RESPONABLE DE LA GRANDE GUERRE

L'ACTION DES PANSALVES DE 1850 À 1914

Hitler est né de l'article 231 du traité de Versailles

Il y a eu soixante ans, le 30 avril 2005, le Führer se suicidait dans son Bunker en compagnie d'Éva Braun. Avec lui mourrait l'Europe, la vraie, pas sa caricature connue sous le nom d'Union européenne.

Physiquement, Hitler est né de Klara Polzl, le 20 avril 1889 à Braunau-sur-Inn (Autriche), Vorstadt 219. Mais tout cela ne nous intéresse pas. Rappelons d'ailleurs qu'Adolf Hitler a une parenté très embrouillée : son père, Aloïs Schicklgruber, avait pris le nom d'Hitler en 1877, dans sa quarantième année, lors d'une légitimation aussi tardive que suspecte et contraire à la loi [1]. Quant à sa mère, elle était — légalement au moins — la nièce d'Aloïs, elle avait été sa servante et sa maîtresse et s'était retrouvée enceinte alors que la seconde épouse du géniteur était encore en vie...



Klara Polzl, mère biologique d'Adolf Hitler. Mais le Hitler qui nous intéresse est véritablement né de l'article 231 du traité de Versailles, en 1919.

Ce qui nous intéresse, c'est Adolf Hitler en tant qu'homme politique. Celui-ci est né le 28 juin 1919 en France, à Versailles, lors de la signature du fameux traité qui consacrait la défaite de l'Allemagne et d'un l'un des auteurs principaux était le germanophobe André Tardieu [2]. Mais dire cela n'est pas suffisant, car certains seront alors tentés de voir dans Hitler une créature de l'esprit « revanchard » : « les Allemands, diront-ils, n'avaient pas accepté leur

(1) : Voy., par exemple, Joachim Fest, *Hitler*, tome I : « Jeunesse et conquête du pouvoir » (version française éditée chez Gallimard, 1973), pp. 6-7. **(2)** : « *M. Tardieu a été l'un des principaux artisans du traité de Versailles* » (déclaration d'Aristide Briand à la tribune en février 1921 ; voy. la *Documentation Catholique*, t. V, 1921, p. 170, col. B).

défaite, ils se sont donc choisis un homme qui allait leur permettre de “se revancher” ».

Quand on rappelle qu'Hitler est venu au monde à Versailles, il faut préciser : c'est l'article 231 du traité qui l'a fait naître. Cet article commençait la partie VIII intitulée : « Réparations ». Il s'énonçait ainsi :

> **ART. 231**. —Les Gouvernements alliés et associés déclarent et l'Allemagne reconnaît que l'Allemagne et ses alliés sont responsables, pour les avoir causés, de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les Gouvernements alliés et associés, qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés.

En juin 1919, donc, les vainqueurs contraignirent les vaincus à reconnaître non seulement leur défaite militaire, mais aussi leur responsabilité entière dans le déclenchement de la guerre. Et cette reconnaissance allait servir à justifier les réparations exorbitantes exigées notamment de l'Allemagne (nous y reviendrons).

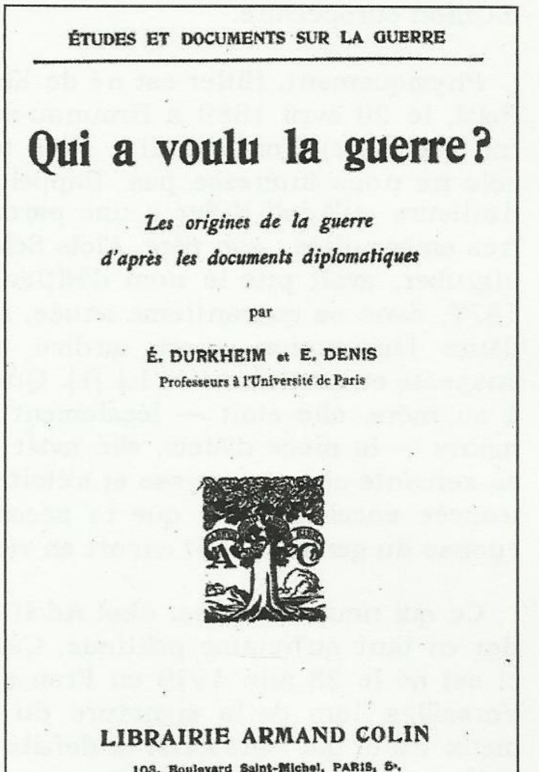
La thèse officielle de la responsabilité unilatérale austro-allemande

Il est vrai que la thèse de la responsabilité entière austro-allemande semblait bien établie. En France, elle avait été répétée, martelée même, pendant toute la durée du conflit. Des politiciens, des universitaires, des hommes de lettres, des religieux même avaient contribué à la répandre. Simple exemple parmi tant d'autres : en 1915, la Librairie Armand Colin avait publié une petite brochure d'une soixantaine de pages intitulée : Qui *a voulu la guerre ? Les origines de la guerre d'après les documents diplomatiques*. D'un prix modique (50 centimes), elle avait été rédigée par deux professeurs à l'Université de Paris, É. Durkheim et E. Denis, ce qui lui donnait un aspect de sérieux et d'impartialité.

Les arguments développés par les propagateurs de cette thèse étaient très nombreux, qui accusaient l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie : à la base, disait-on, se trouvait le désir — fou — de constituer un Grand Empire Allemand qui irait de Dantzig à Bagdad et, ainsi, de dominer le monde [1]. Mais pour cela, l'Allemagne devait affaiblir durablement ses deux rivales, la France et la Russie, et l'Autriche devait atteindre Salonique afin de régner sur tous les Balkans ; or, elle ne pouvait l'atteindre qu'en écrasant la Serbie, « *le seul obstacle sérieux à ce grand dessein* » ; alors :

> d'un bond, on sera à Salonique, en face de Suez, le grand débouché de l'Asie : de Hambourg à Bagdad, par les Balkans soumis à l'hégémonie allemande et

Exemple de livre qui paraissait en France pendant la guerre afin de « prouver » que la responsabilité du conflit incombait entièrement à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie..



ÉTUDES ET DOCUMENTS SUR LA GUERRE

Qui a voulu la guerre?

Les origines de la guerre d'après les documents diplomatiques

par

É. DURKHEIM et E. DENIS

Professeurs à l'Université de Paris

LIBRAIRIE ARMAND COLIN

103, Boulevard Saint-Michel, PARIS, 5e.

Prix : 0 fr. 50 — 2e tirage.

---

(1) : « *La guerre de 1914-1918, déchaînée par l'Allemagne en vue de dominer le Monde...* » pouvait-on lire en 1928 dans un manuel scolaire de géographie à l'usage des élèves français de classe de troisième (Voy. *Géographie de l'Europe*, manuel pour classe de troisième [Librairie Hachette, 1928], p. 216).



LE PROJET ALLEMAND DE MITTEL-EUROPA.

Les Allemands avaient, avant 1914, conçu le projet de soumettre à leur hégémonie tous les Etats de l'Europe centrale et des Balkans (Autriche-Hongrie, Serbie, Roumanie, Bulgarie, Turquie). Ainsi, ils auraient dominé sur toute l'Europe centrale (Mittel-Europa), depuis la mer du Nord et la mer Baltique jusqu'à l'Adriatique, l'Archipel, la mer Noire et le Bosphore. Par ces pays et par l'Asie Mineure, ils auraient commandé les routes stratégiques et commerciales menant dans l'Inde par terre. Les traités de 1919, notamment par la création d'Etats slaves (Tchéco-Slovaquie, Yougo-Slavie) ennemis de l'élément germanique, ont provisoirement ruiné ce grand projet. Il importe à la paix du Monde de veiller à ce qu'il reste impossible à réaliser dans l'avenir. Mais il est important, pour la vie économique de l'Europe Centrale, que le grand chemin de fer du Mittel-Europa se fasse en dehors de l'hégémonie germanique.

Le rêve pangermaniste fou tel qu'il était présenté aux élèves français en 1928 (voy. *Géographie de l'Europe*, manuel pour classe de troisième [Librairie Hachette, 1928], p. 243).

austro-allemande, par la Turquie, où l'influence allemande était prépondérante, le grand tronc impérial allemand traverserait une succession ininterrompue de pays allemands ou vassaux de la colossale Allemagne [1].

Telle était, disait-on, le dessein de base. La preuve en était apportée par les initiatives prises depuis vingt ans du côté du bloc austro-allemand : l'Allemagne ne s'était-elle pas lancée dans l'armement naval en 1898 avec le premier projet von Tirpitz qui prévoyait la construction de 25 cuirassés et 47 croiseurs avant 1904, puis en 1900, avec le deuxième projet von Tirpitz encore plus audacieux ? N'avait-elle pas :

- laissé se développer, à partir de 1891, la très active « ligue pangermaniste » qui rêvait de domination mondiale ?
- cru pouvoir déclarer la guerre à la France avec le « coup de Tanger » en mars 1905 ?
- organisé, en novembre 1909, des manœuvres militaires durant lesquelles des dirigeables avaient simulé l'attaque d'une forteresse, démontrant ainsi des projets agressifs ?
- provoqué une deuxième fois la France en envoyant une canonnière mouiller devant le port d'Agadir le 1er juillet 1909 ?
- organisé des manœuvres navales impressionnantes devant l'île d'Héligoland (récemment fortifiée) en septembre 1912 ?
- promulgué une loi accélérant le réarmement le 3 juillet 1913 ?
- signé un accord militaire avec la Turquie le 28 octobre 1913 ?

De son côté, son alliée l'Autriche n'avait-elle pas démontré sa volonté expansionniste aux dépens des Slaves en durcissant sa politique de germanisation de la Bohême et de la Moravie à partir de 1899 ? N'avait-elle pas tenté d'asphyxier économiquement la Serbie en 1906 en rompant l'accord commercial qui la liait à Belgrade et en fermant ses frontières ? N'avait-elle pas annexé la Bosnie-Herzégovine en octobre 1908 ?

La chronologie officielle établissant les responsabilités

Mais surtout, la chronologie *officielle* de la crise de juin-août 1914 semblait confirmer la préméditation austro-allemande :

28 juin : assassinat de l'archiduc François-Ferdinand ;
5 juillet : Guillaume II demande au général von Falkenhayn, ministre de la guerre, de prendre les mesures préparatoires à un conflit ;
23 juillet : ultimatum « inacceptable » de l'Autriche à la Serbie ;

(1) : Voy. Gustave Hervé, *Nouvelle Histoire d'Europe* (éd. de « La Victoire », Paris, 1931), p. 378.

25 juillet : la Russie se déclare solidaire de l'indépendance serbe menacée par l'Autriche-Hongrie ; l'Angleterre propose en vain à l'Allemagne sa médiation ;
28 juillet : l'Autriche déclare la guerre à la Serbie ;
29 juillet : des navires de guerre autrichiens descendant le Danube et la Save bombardent Belgrade ; la Russie, en même temps soucieuse de protéger son alliée serbe et de ne pas jeter le l'huile sur le feu, mobilise partiellement ;
29-30 juillet : l'Angleterre tente une ultime médiation. L'Allemagne rejette ces propositions. La Russie exige, avant toute négociation, l'arrêt des hostilités austro-serbes ;
30 juillet : la Russie mobilise...
31 juillet : ...ce qui provoque de la part de Berlin l'envoi d'un ultimatum à la Russie la sommant de démobiliser.
1er août : l'Allemagne déclare la guerre à la Russie et procède à la mobilisation générale.
2 août : en réponse, la France mobilise à son tour.
3 août : l'Allemagne déclare la guerre à la France et à la Belgique.
4 au 13 août : la mécanique des alliances entraîne la généralisation de la guerre.

23 juillet	: l'Autriche lance un ultimatum* à la Serbie.
25 juillet	: la Russie apporte son soutien à la Serbie.
28 juillet	: l'Autriche déclare la guerre à la Serbie.
30 juillet	: la Russie mobilise.
31 juillet	: l'Allemagne lance un ultimatum à la Russie. À Paris, Jean Jaurès est assassiné.
1er août	: l'Allemagne déclare la guerre à la Russie.
2 août	: la France mobilise.
3 août	: l'Allemagne envahit la Belgique et le Luxembourg, et déclare la guerre à la France.
4 août	: le Royaume-Uni déclare la guerre à l'Allemagne.

Chronologie extraite d'un manuel scolaire français pour classes de troisième paru en 1989 (*histoire/ géographie, 3e*, par JM Lambin; J. Martin et P. Desplanques, Hachette, p. 12).

Tout, dans cette chronologie, accusait l'Autriche et l'Allemagne : l'ultimatum inacceptable du 23 juillet, la déclaration de guerre du 28 et le refus allemand de négocier...

1919 : le vainqueur charge le vaincu de la responsabilité du conflit

Voilà pourquoi prenant la parole à l'ouverture de la Conférence des préliminaires de paix, le 19 janvier 1919, le Président de la République française Raymond Poincaré lança :

Besoin n'est pas d'informations complémentaires ou d'enquêtes exceptionnelles pour connaître les origines du drame qui vient d'agiter le monde. La vérité, toute couverte de sang, s'est déjà évadée des archives impériales. La préméditation du guet-apens est aujourd'hui clairement démontrée. Dans l'espoir de conquérir d'abord l'hégémonie européenne, et bientôt la maîtrise du globe, les Empires du centre, rivés l'un à l'autre par une secrète complicité, ont inventé les prétextes les plus odieux pour tâcher de passer sur le corps de la Serbie et se frayer un chemin vers l'Orient. En même temps, ils ont renié les engagements les plus solennels pour pouvoir passer sur le corps de la Belgique et se frayer un chemin vers le cœur de la France. Voilà les deux inoubliables forfaits qui ont ouvert la voie à l'agression. Les efforts combinés de l'Angleterre, de la France et de la Russie, se sont brisés contre cette folie d'orgueil.
Si, après de longues vicissitudes, ceux qui voulaient régner par le fer ont péri par le fer, ils n'ont à s'en prendre qu'à eux. C'est leur aveuglement qui les a perdus [1].

L'impudence du vainqueur

Ce discours pouvait toutefois surprendre, au moins sur un point : R. Poincaré qualifiait de « *prétextes les*

(1) : Voy. la *Documentation catholique*, t. I, 1919, p. 6, col. B. Aucune occasion ne fut perdue pour rappeler la thèse officielle. Voy. par exemple le *Memorandum économique* que les alliés publièrent début 1920. Alors qu'il n'était plus question de la guerre en elle-même, le document commençait ainsi : « *La guerre que les démocraties de l'Europe occidentale ont été forcées d'entreprendre pour défendre leur liberté et qu'elles ont conduite jusqu'à une conclusion triomphante* »... (Voy . la *Documentation Catholique*, t. III, 1920, p. 837, col. A).

plus odieux pour tâcher de passer sur le corps de la Serbie » l'assassinat, par un terroriste serbe, de l'archiduc François-Ferdinand, neveu et héritier présomptif de l'empereur François-Joseph. C'était faire preuve d'impudence. Depuis longtemps, d'ailleurs, les Allemands condamnaient cette façon de minimiser le geste des terroristes serbes. Dans une réponse à des catholiques français publiée en 1915, on lisait :

> [...] comme dans presque toutes les publications de nos adversaires, nous retrouvons le même phénomène, assez singulier d'ailleurs : le crime de Sarajevo et la culpabilité de la Serbie passent pour ainsi dire inaperçus. L'héritier d'un grand Empire, caractère chevaleresque, catholique fervent et fidèle, tombe avec son épouse sous les coups d'assassins serbes, victime sur son propre territoire d'une conjuration dont les membres sont des fonctionnaires serbes également en plein exercice. On serait tenté de supposer que, justement dans un ouvrage rédigé par des catholiques, la plus vive réprobation devrait éclater contre ce crime monstrueux et contre l'État complice. Il n'en est rien ! [1]



L'archiduc François-Ferdinand d'Autriche. Il tombera assassiné, avec son épouse, le 28 juin 1914 par des terroristes serbes...

Un mensonge en forme d'aveu

Il est d'ailleurs intéressant de noter que, par la suite, les accusateurs de l'Allemagne et de l'Autriche allèrent plus loin. Reprenant un vieux mensonge serbe de 1916 (voy. plus loin l'exposé d'Henri Pozzi), ils prétendirent que, selon toute probabilité, l'attentat du 28 juin 1914 avait été commandité par... les autorités austro-hongroises. Dans un article du prince Wladimir Chika publié en avril 1921, on lisait :

> Tout était préparé de longue main pour susciter les événements dont l'assassinat de l'archiduc fut l'occasion ou le prétexte. Rien de sérieux n'a été fait pour prévenir un tel drame ; tout, au contraire, semble avoir été disposé pour qu'il se produisît. Des attentats truqués l'ont précédé où se reconnaissent les procédés ordinaires des dirigeants politiques d'un pays où l'on n'hésite pas à se servir d'agents provocateurs et de faux témoins (voir le procès d'Agram) [2].

Plus loin, cependant, l'auteur avouait qu'il ne disposait d'aucune preuve tangible pour étayer ses accusations :

> Cet incident, si bien fait pour le but qu'on voulait atteindre, a-t-il été voulu, directement organisé, selon une version que l'on pourrait qualifier de romanti-

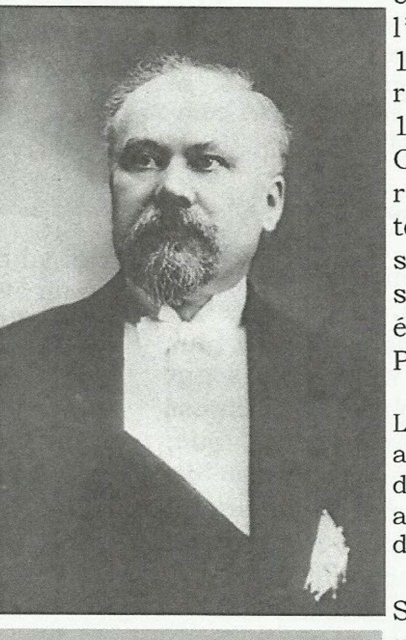
(1) : Voy. Georg Pfeilschifter, *La culture allemande, le catholicisme et la guerre* (éd. C.L. van Langenhuysen, Pays-Bas, 1916), p. 42. Dans son édition du 2 octobre 1920, le quotidien *La Croix* prétendit réfuter l'ensemble de l'ouvrage en une... vingtaine de lignes. On a l'impression de lire une « réfutation » du révisionnisme dans une revue juive... **(2)** : Voy. la *Revue Universelle*, 15 avril 1921, article intitulé : « Les origines de la Grande Guerre et la préméditation austro-allemande »

que ? On ne saurait encore l'affirmer, et il faut nous en tenir aux propositions que nous indiquâmes au début de cet article, jusqu'à ce qu'une preuve plus positive de culpabilité nous soit fournie [*Id.*].

Bref, il n'y avait rien que des constructions mentales. Mais la manœuvre était révélatrice : elle démontrait que l'affirmation selon laquelle l'attentat aurait été un « *odieux prétexte* » pour l'Autriche était irrecevable, car l'assassinat d'un héritier au trône d'un gigantesque empire n'est pas un vol à l'étalage. Dès lors, les chantres de la préméditation austro-allemande n'avaient plus le choix : puisqu'il était impossible de nier qu'un terroriste serbe avait fait le coup, il fallait démontrer — et les Serbes l'avaient compris dès 1916 — que l'assassin avait été manipulé...

Graves incohérences

Cela dit, revenons au discours de R. Poincaré. Outre la légèreté avec laquelle il traitait l'assassinat de l'archiduc, le Président français éludait deux questions capitales : si, vraiment, l'Allemagne et l'Autriche avaient voulu la guerre ; si elles avaient comploté pour la faire éclater, attendant le premier prétexte pour prendre les armes :



Raymond Poincaré en 1918.

- pourquoi l'Allemagne n'avait-elle pas mobilisé dès le 23 juillet (lorsque l'Autriche avait déclaré la guerre à la Serbie) et attaqué deux jours plus tard (quand la Russie avait manifesté sa volonté de protéger l'indépendance serbe) ? Pourquoi avait-elle ainsi perdu six précieux jours, laissant à ses adversaires le temps de se concerter et de s'organiser ? Et surtout :

- pourquoi l'Autriche n'avait-elle pas, de son côté, préparé la guerre, à tel point qu'en août 1914, avec une population comparable à celle de la France, elle n'avait pu mobiliser que 2,3 millions d'hommes, pendant que la France, elle, allait en mobiliser 3,8 millions [1] ?

L'Allemagne était isolée en 1914

De plus, à supposer que l'Allemagne ait voulu dominer l'Europe puis le monde, elle aurait dû travailler depuis des années à s'entourer d'alliés sûrs ; au moins pour, dans un premier temps, rassurer l'étranger, voire l'endormir. Or, elle vit l'Italie s'éloigner irrémédiablement d'elle en 1900 et, en 1901, elle ne donna pas suite à l'offre anglaise de défense commune. La France, elle, en profita ; elle conclut en accord secret avec l'Italie (1902) et, six ans après Fachoda, elle signa avec Londres l'Entente cordiale (8 avril 1904). Les tentatives de rattrapage effectuées en 1906, 1907 et 1911 par Guillaume II lorsqu'il rencontra le roi d'Angleterre Édouard VII puis son successeur George V se soldèrent par un échec. Comme l'a rappelé Pierre Benaerts en 1939 :

> L'Allemagne de Guillaume II avait manqué tous ses buts diplomatiques et provoqué, au contraire, une coalition d'autres Puissances [2].

Si bien qu'à la veille de la guerre :

> l'Allemagne était systématiquement et complètement encerclée, isolée. Il ne lui restait plus que l'Autriche, considérée par [ses] adversaires comme un corps agonisant, dénué de toute force sérieuse [3].

---

(1) : Voy. Henri Pozzi, *Les Coupables* (Éditions Européennes, Paris, 1935), p. 77. **(2)** : Voy. P. Benaerts, *L'unité allemande. 1806-1938* (éd. Armand Collin, 1948 [première édition de 1939]), pp. 123-4. **(3)** : Voy. Georg Pfeilschifter, *op. cit.*, p. 41.

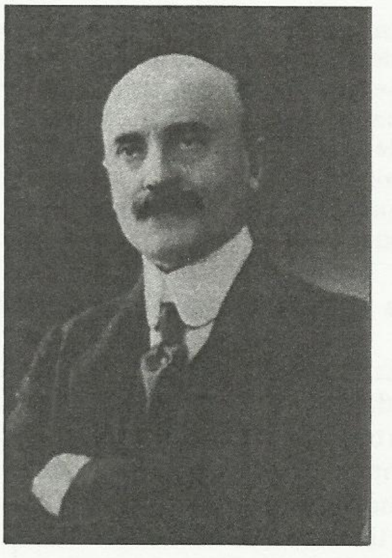
L'Allemagne ne cherchait pas la guerre avant 1914

A cette époque, il n'y avait plus que le cardinal Rampolla pour parler d'une Allemagne qui aurait eu « *la supériorité diplomatique* » [1]. Dans ces conditions, vouloir conquérir l'Europe et le monde par les armes aurait été une folie pure. Voilà d'ailleurs pourquoi, contrairement à ce qui a été dit (et à ce que l'on répète encore), l'Allemagne ne réarmait pas en vue d'une guerre agressive. Les plans von Tirpitz démontraient uniquement que, pour pallier sa faiblesse coloniale, l'Allemagne désirait devenir une puissance maritime. Quant aux grandes manœuvres des années 1909-13, elles constituaient des mesures normales à une époque où tout le monde réarmait et où le progrès technique entraînait des réorganisations au sein des armées. Dans ses mémoires, Franz von Papen, qui avait travaillé au Grand État-Major allemand à partir de 1911, écrit :

> Je n'étais alors qu'un petit rouage dans une immense machine, mais je dois dire qu'à mon échelon d'observation, je ne voyais, dans l'activité du Grand État-Major, rien qui eût pu hâter la grande conflagration. Au contraire, notre connaissance des effets des armes modernes et de l'envergure des préparatifs militaires dans la plupart des pays d'Europe nous rendaient bien plus anxieux de sauvegarder la paix que ne l'étaient certains hommes politiques [2].

En 1916, l'Allemagne voulait la paix

Ajoutons enfin qu'en 1920, lors du procès de Joseph Caillaux devant la Haute-Cour, la France leva le masque en accusant l'ancien président du Conseil d'avoir (involontairement) aidé l'Allemagne dans ses tentatives de... conclure la paix. Les accusateurs produisirent notamment un témoin à charge, l'abbé Delsor, qui, au printemps 1916, siégeait au Reichstag comme député de l'Alsace annexé. Il rapportait qu'à cette époque, le représentant du gouvernement allemand avait déclaré lors d'une séance secrète de la Commission du budget : « *D'ici à l'automne, il y aura en France un changement de gouvernement. M. Caillaux reviendra au pouvoir et ce sera la paix. M. Caillaux est notre homme* » [3]. Preuve que, plongée dans une guerre qu'elle n'avait pas voulue, l'Allemagne aspirait à la paix sans vainqueur ni vaincu... tout comme le Pape d'ailleurs [4]. Or, rappelons qu'au moment d'entrer en guerre du côté des alliés, le 26 avril 1915, l'Italie dut signer un traité secret dont l'article 15 était le suivant :



Joseph Caillaux. Son procès devant la Haute-Cour en 1920 confirma que l'Allemagne voulait la paix et qu'elle espérait son retour en 1916.

---

(1) : « *L'heure est grave pour la France, je vous le répète. L'Allemagne a la supériorité militaire : elle a également la supériorité diplomatique* » ; propos tenus le 20 septembre 1913 par le cardinal Rampolla au vicaire général de Paris, Mgr Odelin (voy. *La Documentation Catholique*, t. I, 1919, p. 29, col. A). **(2)** : Voy. F. von Papen, *Mémoires* (éd. Flammarion, 1953), p. 13. **(3)** : Voy. l'acte d'accusation de J. Caillaux devant la Haute-Cour. Reproduit *in extenso* dans la *Documentation Catholique*, t. III, 1920, p. 293. **(4)** : En 1915, Benoit XV avait lancé aux belligérants un appel dans lequel il affirmait : « *Chacun devrait consentir de bon gré à des concessions, même au prix de certains sacrifices, pour ne pas assumer devant Dieu et devant les hommes l'énorme responsabilité de la continuation de ce carnage sans exemple et tel que, s'il se prolonge encore, il pourrait bien marquer pour l'Europe le signal de*

La France, la Grande-Bretagne et la Russie s'engagent à soutenir l'Italie en vue de ne pas permettre aux représentant du Saint-Siège d'entreprendre aucune démarche diplomatique tendant à la conclusion de la paix ou au règlement de questions se rattachant à la présente guerre [1].

Une thèse échafaudée sur l'omission

En vérité, les chantres de la thèse de la préméditation austro-allemande avaient, comme d'habitude, bâti leur démonstration en éclairant la moitié de la scène et en laissant dans l'ombre des événements importants voire capitaux. Eux qui, à l'aide de cartes inquiétantes, ne cessaient de brandir la menace « pangermaniste », ils oubliaient de dire qu'en Allemagne, cette ligue regroupait vingt mille personnes environ, sur une population de plusieurs dizaines de millions de personnes [2]. Dès 1915, d'ailleurs, des Allemands avaient tenu à rappeler que le pangermanisme n'avait jamais pénétré les milieux gouvernementaux :

> De temps à autre, il est vrai, quelque pangermaniste à l'esprit peu lucide, baptisé du nom d'impérialiste, a pu manifester le désir d'une plus grande Allemagne ; mais jamais pareilles utopies n'ont trouvé accès dans les milieux dirigeants de notre politique [3].

Mais surtout, les chantres de la thèse de la préméditation austro-allemande oubliaient d'évoquer une menace bien plus réelle, qu'ils avaient soutenue volontairement ou non, le « panslavisme ». Ainsi véhiculaient-ils une histoire d'Europe mensongère à cause des omissions dont elle était truffée. Et aujourd'hui encore, la plupart des manuels d'Histoire passent sous silence l'action panslaviste dans les années 1850-1914. Qu'on me permettent donc, ici, de combler cette lacune importante, en revenant aux origines et en décrivant le développement du chauvinisme slave jusqu'à la déflagration d'août 1914.



Carte publiée à de multiples reprises dans la dernière partie de la guerre 14-18. Ici dans *L'Image de Guerre* en 1917.

*
* *

---

la déchéance » (voy . la *Documentation Catholique*, t. III, 1920, p. 720, col. A). Un an plus tard, il écrivit : « *Il ne nous est pas possible de nous abstenir d'élever encore une fois la voix contre cette guerre, qui nous apparaît comme un suicide de l'Europe civilisée* » (*Id.*).

(1) : Voy . la *Documentation Catholique*, t. III, 1920, p. 720, col. A. Notons que, là encore, cette information a été divulguée pour des raisons d'intérêt. Dans le cas présent, des catholiques répondaient à des anticatholiques qui reprochaient au Pape de n'avoir eu aucune de pitié pour l'humanité sanglante pendant la guerre. **(2)** : Voy. Serge Cosseron et Philippe Faverjon, *L'Europe de 1815 à nos jours* (éd. La Manufacture, Besançon, 1991), p. 214. **(3)** : Voy. Georg Pfeilschifter, *op. cit.*, p. 28.

LE PANSLAVISME AVANT 1914

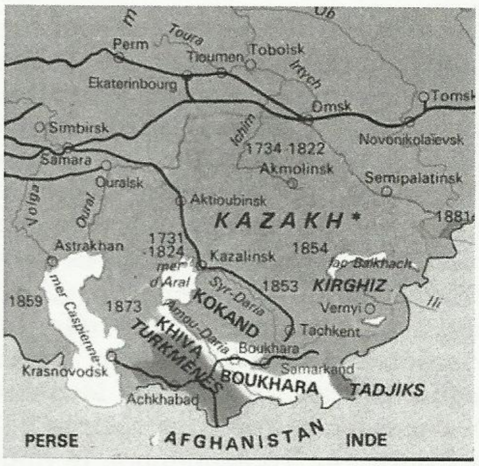
L'impérialisme russe

Poussée au sud-est

A partir de 1815, la Russie, militairement forte, avait mené des entreprises d'expansion. Au sud-est, elle avait tout d'abord étendu sa domination sur la région des Kazakhs, le territoire de l'Amour et Sakhaline (1816-1856). Puis elle avait conquis le Kokand (partie de l'Ouzbékistan) et pénétré en Mandchourie et en Corée (1856-1876). Enfin, elle avait soumis les Turkmènes et les Tadjiks, à la frontière de l'Afghanistan (1877-1900).

Échec relatif dans les Balkans

Dans les Balkans, alors sous domination ottomane, la Russie avait également œuvré ; non seulement parce que les sujets turcs étaient des Slaves orthodoxes, mais aussi parce qu'elle voulait s'emparer de Constantinople, ce qui lui aurait assuré un accès à la mer Méditerranée. Toutefois, ses premières entreprises avaient globalement échoué, tout d'abord parce ce qu'en Europe, la France, la Prusse et l'Autriche nourrissaient également des ambitions impérialistes dans les Balkans. Ensuite, parce que l'Angleterre, qui voulait protéger la route des Indes, était fermement opposée à tout expansion russe... Voilà pourquoi la Russie n'avait pu profiter des conquêtes danubiennes et de la destruction de la flotte turque sur la mer Noire en 1853 : la France et la Grande-Bretagne avaient réagi en envahissant.la Crimée et en contraignant le Tsar à signer l'humiliant traité de Paris (30 mars 1856). Celui-ci interdisait aux Russes de garder leur flotte en mer Noire et de conserver les bases sur ses côtes. De plus, il garantissait l'indépendance de la Moldavie et de la Valachie, deux provinces roumaines.



Les conquêtes russes à partir de 1815

Les Russes prennent leur revanche

Dans les années 1870, cependant, l'affaiblissement du pouvoir ottoman et les événements en Europe allaient permettre à la Russie d'agir avec plus de réussite. Profitant de la guerre franco-allemande et des ennuis de la France, le Tsar dénonça le traité de Paris en octobre 1870. La remilitarisation de la mer Noire par les Russes fut admise le 13 mars suivant lors de la signature du traité de Londres.

En 1872, une première révolte des sujets bulgares survint. Bien qu'elle ait été finalement matée et que le meneur, Vasil Levsli, ait été arrêté puis pendu (le



L'empire turque d'Europe à son apogée vers 1850.
Il sera désormais la proie du panslavisme. En 1853, la Russie remportera une grande victoire en détruisant la flotte turque en mer Noire. Mais les Puissances occidentales réagiront en envahissant la Crimée (entourée sur la carte) afin de contrarier les ambitions russes.

6 février 1873), ce premier soulèvement allait marquer le début de l'effondrement de l'empire ottoman dans les Balkans. Le 13 janvier 1874, la Russie réforma en profondeur son armée en s'inspirant du modèle prussien et en instaurant le service militaire obligatoire. Le 29 juillet 1875, les paysans d'Herzégovine se soulevèrent contre l'autorité ottomane dans une affaire d'impôts. Rapidement, la rébellion gagna la Bosnie puis le Monténégro. Des massacres furent perpétrés de part et d'autre. Le 16 septembre, le nouveau chef du comité révolutionnaire bulgare, Christo Botev, lança une insurrection à Stara Zagora. Elle fut durement réprimée par les Ottomans. Afin de calmer le jeu, le pouvoir turc promit de mener une politique plus libérale, garantissant la liberté de culte, la possibilité pour les paysans d'acheter les terres qu'ils cultivaient etc. Mais le 20 avril 1876, une nouvelle révolte armée éclata en Bulgarie. Dans le cadre de la répression, les armées ottomanes perpétrèrent de nombreux massacres (à Batak, par exemple) qui firent de 10 à 15 000 victimes.

Premières victoires du panslavisme aux dépens de la Turquie*

Le 2 juillet 1876, la Serbie* et le Monténégro* déclarèrent la guerre au sultan ottoman après que Constantinople* eut refusé de céder à la première la Bosnie* et au deuxième l'Herzégovine*. Comme par hasard, l'armée serbe était commandée par un officier... russe, le général Tchenaiev. Celle-ci fut cependant défaite par les Turcs en août devant la ville d'Alexinac. Mais le 31 octobre, le Tzar adressa un ultimatum au sultan : si, dans les 48 heures, Constantinople ne signait pas un armistice avec la Serbie et le Monténégro*, la Russie entrerait en guerre. Le sultan s'inclina et, le 23 décembre, un armistice fut signé.

Afin de régler les problèmes balkaniques, une conférence internationale s'ouvrit à Constantinople le 20 février 1877. Les Ottomans ayant refusé d'accéder aux exigences des Européens, le 19 avril, la Russie déclara la guerre à la Turquie. Attaquant à l'ouest par les Balkans et à l'est par le Caucase, les armées russes balayèrent les garnisons ottomanes avant toutefois d'être stoppées au col de Chipka et à Pleven. Mais en décembre 1877, elles forcèrent le passage, puis déferlèrent sur la Bulgarie* (janvier 1878), avant de s'emparer d'Édirne/Adrinople* (le 20 janvier) et d'atteindre Rodosto* (le 30 janvier), à 100 km seulement de Constantinople. Le 31 janvier, un armistice fut signé à Adrinople. Malgré cet armistice, les Russes étaient résolus à continuer leur offensive. Mais lé 15 février, la flotte



Carte des Balkans avant 1914

* Les noms qui, dans le texte, sont accompagnés d'un astérisque (*) figurent sur la carte.

anglaise prit position devant Constantinople pour amener le tzar à cesser l'offensive. Le 3 mars, fut signé le traité de San Stefano. Certes, la Russie n'avait pas entièrement profité de sa victoire, mais elle obtint : l'indépendance de la Roumanie, de la Serbie et du Monténégro ; la création d'une principauté bulgare autonome ; l'introduction de réformes profondes en Bosnie, Herzégovine, Épire* (au sud de l'Albanie) et Thessalie ; l'annexion par la Russie de la Dobroujda* et du delta du Danube.

Une victoire de courte durée

La victoire du panslavisme russe fut cependant de courte durée. L'Angleterre voyait d'un mauvais œil l'hégémonie russe dans la région ; l'Autriche s'estimait flouée et mobilisa ses troupes ; quant aux pays balkaniques, et plus particulièrement la Serbie, ils étaient mécontents car aucun n'avait bénéficié de gains territoriaux. Face à la fronde, Bismarck obtint la réunion d'une conférence internationale à Berlin. Celle-ci eut lieu du 15 juin au 14 juillet 1878. Elle fut une défaite pour le panslavisme aussi bien russe que serbe, puisque, finalement, la Russie obtint uniquement la Bessarabie (la Dobroujna ayant été donnée à la Roumanie en guise de dédommagement) et la Serbie seulement les villes de Pirot* et de Nisch*. Quant à la Bulgarie, elle fut bien élevée au rang de principauté autonome, mais amputée au sud de la Macédoine et de la Roumélie orientale, celle-ci demeurant sous domination ottomane (voy. la carte ci-dessous). Dans les faits, le pays restait un vassal de la Turquie. Enfin, la Bosnie et l'Herzégovine restaient des territoires turcs mais leur administration était confiée à l'Autriche. Bref, la conférence de Berlin avait réduit à néant les espoirs slaves de constituer une confédération d'États forts.

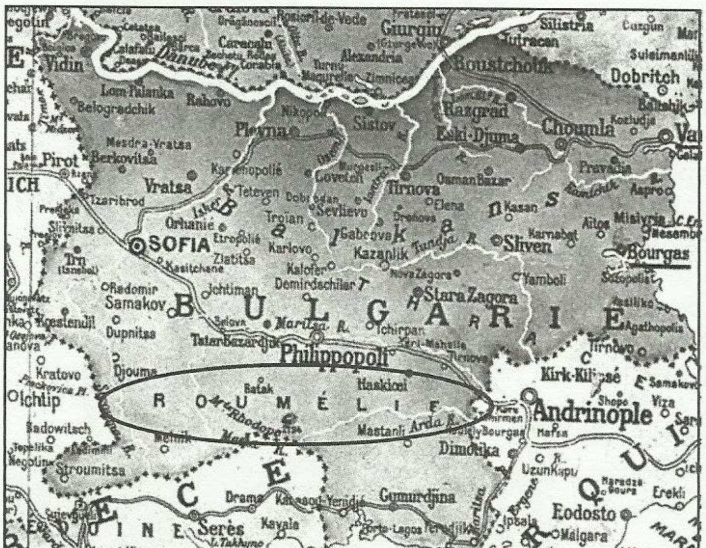
La Russie s'éloigne de l'Allemagne ; création du la Duplice

Les conséquences ne se firent point attendre. Le 15 août 1879, le tzar Alexandre II écrivit à l'empereur allemand pour se plaindre de l'attitude de Bismarck lors de la crise russo-ottomane. La Russie s'éloigna ainsi de l'Allemagne, rompant de fait l'alliance entre les trois empereurs (Russie, Allemagne et Autriche) qui avait été conclue quelques années plus tôt. En réaction, Bismarck signa avec Vienne un accord militaire secret, la Duplice. Il s'agissait d'une alliance défensive en cas d'agression d'un des deux pays par une coalition franco-russe.

Une réconciliation trompeuse

En 1881, toutefois, la situation changea radicalement : le 13 mars, Alexandre II fut assassiné par un révolutionnaire. Son fils, Alexandre III, revint sur la politique anti-autrichienne, ce qui permit un renouvellement de l'alliance des trois empereurs, le 18 juin suivant.

Dix jours plus tard, eut lieu un événement très important : un traité secret fut signé entre l'Autriche et la Serbie. Alors que cette initiative semblait sceller l'amitié germano-slave pour le plus grand bien de la paix, elle allait en réalité nourrir le panslavisme et, ainsi, précipiter le monde à la catastrophe.



La Roumélie : cette province sera, bien indirectement, le révélateur de la volonté serbe de dominer les Balkans

La Serbie dévoile sa volonté de puissance

Le 6 janvier 1882, fort de cette alliance secrète, le prince Milan Obrtenovic érigea la Serbie en royaume totalement indépendant. En septembre, les premières élections furent organisées, qui donnèrent la victoire aux radicaux, face aux libéraux et aux conservateurs.

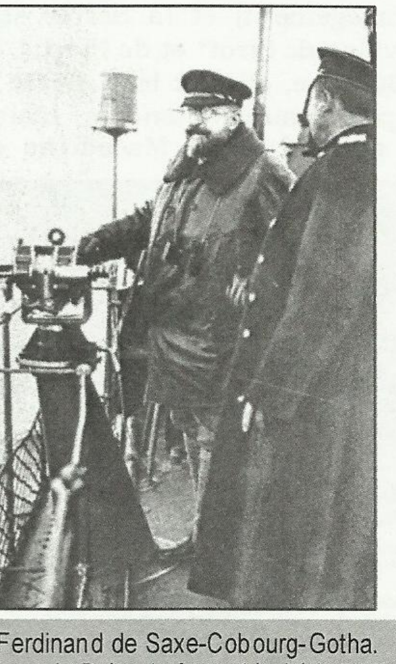
Trois ans plus tard, un premier signal d'alarme retentit : depuis plusieurs années, la Bulgarie était devenue une puissance dans la Balkans ; le 20 septembre 1885, l'entrée triomphale du prince Alexandre de Battenberg à Plovdiv avait officialisé sa réunion définitive (rappelons qu'au traité de Berlin, le pays avait été amputé au sud). Cette montée en puissance ne plaisait ni au tzar, ni à la Serbie qui voyait s'éloigner ses espoirs de servir de point de ralliement pour tous les Slaves des Balkans. Dès lors, les événement s'enchaînèrent : l'entrée triomphale d'Alexandre à Plodiv provoqua un violent conflit entre le Bulgarie et la Serbie. Les deux pays mobilisèrent. A cette époque, l'armée bulgare était encadrée par des officiers russes. Mais alors que la mobilisation battait son plein, le Tzar ordonna à ses officiers de... rentrer immédiatement au pays. Cet abandon soudain profita aux Serbes dont les armées parvinrent à 40 km de Sofia. Toutefois, des erreurs commises par l'état-major permirent à la Bulgarie de redresser la situation : le 5 novembre, les armées serbes furent battues à Slivinitza.

Cette défaite provoqua un ultimatum de l'allié autrichien ; Vienne exigea la tenue d'une conférence internationale afin d'avaliser la nouvelle situation. Celle-ci se tint à Constantinople ; la réunion de la Bulgarie fut acceptée ainsi que sa constitution en un État totalement indépendant. Le 3 mars 1886, la paix serbo-bulgare fut signée. Bien que cette aventure n'ait guère profité à la Serbie, celle-ci avait clairement exprimé sa volonté de devenir le centre d'une grande confédération slave, même s'il fallait, pour cela, recourir à la violence. En outre, elle savait désormais pouvoir compter sur l'appui russe pour la seconder dans ses entreprises...

Le conflit entre slavisme et germanisme éclate au grand jour

La preuve en fut d'ailleurs très rapidement apportée : en Bulgarie, le champion de l'indépendance et de la puissance nationale, le prince Alexandre, fut l'objet de la vindicte des éléments pro-russes disséminés dans l'armée et dans l'administration. Le 8 août, il fut arrêté lors d'une tentative de coup d'État et poussé à abdiquer. L'action échoua, car un triumvirat reprit le pouvoir à partir de Plovdiv et rappela le prince. Mais immédiatement, la Russie découvrit son jeu et lança un ultimatum. Alexandre s'inclina et abdiqua. C'était le 7 septembre 1886.

Pourtant, le panslavisme échoua là encore : en décembre 1886, des élections donnèrent la majorité aux nationalistes hostiles à la Russie. Cette victoire permit au gouvernement provisoire de choisir un nouveau prince ami de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie : un officier de l'armée hongroise répondant au nom de Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha. Mais le conflit entre le slavisme et le germanisme était désormais ouvert.



Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha.
Prince de Bulgarie favorable à l'Autriche.

Création de la Triplice



L'empereur Guillaume II

Voilà d'ailleurs pourquoi le 20 février 1887, l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie renforcèrent leurs liens dans une alliance secrète désormais appelée Triplice. Deux ans plus tard, le nouvel empereur d'Allemagne, Guillaume II, se rendit à Constantinople où il obtint pour un groupe ferroviaire allemand la construction de lignes reliant trois grandes villes turques. Au-delà de l'aspect économique, cette visite avait une connotation géopolitique évidente : soucieuse de prévenir le danger panslaviste, l'Allemagne cherchait des alliés...

L'Allemagne prise au piège de la politique internationale

Le 27 mars 1890, survint un nouveau fait important : l'Allemagne refusa de renouveler le « traité de contre-assurance » avec la Russie. Par ce traité, signé en 1887, les deux empires s'engageaient à la neutralité en cas de conflit austro-russe ou franco-allemand. Pourquoi ce refus, alors que Guillaume II était favorable à cette entente germano-russe ? Tout simplement parce que, comme le fit alors remarquer le nouveau chancelier allemand Léo Caprivi, cet engagement à la neutralité en cas de conflit autro-russe était en contradiction totale avec la Triple-Alliance (Triplice). Il l'était d'autant plus qu'un protocole additionnel ultrasecret reconnaissait les intérêts russes en Bulgarie, alors que ces intérêts s'opposaient radicalement à ceux de l'allié autrichien.

D'où un gouvernement allemand contraint de ne pas renouveler le traité. Pour la première fois, ainsi, l'Allemagne se trouvait prise dans l'engrenage fatal où l'avait entraîné la menace panslaviste : elle n'était plus véritablement maître de sa politique.

La Russie se rapproche de la France

Comme on pouvait s'y attendre, le Tzar réagit à ce refus en se tournant vers la France. Depuis 1888, des emprunts russes avaient été introduits à la Bourse de Paris. En août 1890, le sous-chef de l'état-major français, le général de Boisdeffre, assista aux grandes manœuvres de l'armée russe. Bien qu'aucun traité militaire n'ait alors été signé, la voie était désormais ouverte à une large collaboration. Une première concrétisation survint le 27 août 1891, lorsque le tsar ratifia un premier accord secret d'alliance entre la Russie et la France : les deux pays s'engageaient à se concerter en cas de conflit européen.

Signature d'un traité militaire

Un an plus tard, le 17 août 1892, un nouveau pas fut franchi : à Saint-Pétersbourg, le général de Boisdeffre signa avec son homologue russe Obroutcheff une première convention militaire secrète. Celle-ci prévoyait la mobilisation générale des deux partenaires en cas de mobilisation d'un des membres de la Triplice et, en cas d'agression, l'intervention immédiate des troupes. De plus, les deux pays s'engageaient à ne pas signer de paix séparée.

Pour la France, cette convention était naturellement tournée contre l'Allemagne. Pour le Tsar (qui attendra 17 mois avant de la ratifier), elle devait servir à s'opposer à l'Autriche-Hongrie. Mais l'important était ailleurs : en signant avec la Russie un accord de mobilisation *automatique* en cas de conflit autro-russe, la France était — bien involontairement, certes — montée dans la barque du panslavisme. On devine d'ailleurs aisément la satisfaction des panslavistes lorsque, le 13 octobre 1893, la flotte russe reçut un accueil triomphal à Toulon...

Nicolas II entre en scène

Des débuts prometteurs

Le 1er novembre 1894, Nicolas II, alors âgé de 26 ans, succéda à Alexandre III et devint tzar de toutes les Russies. Le début de son règne sembla marquer une pause dans le conflit entre slavisme et germanisme. En décembre, des navires de guerre allemands et russes participèrent ensemble à une mission dans le détroit des Dardanelles afin de faire pression sur la Turquie accusée de massacrer des Arméniens. Le 19 février 1896, le nouveau tzar reconnut Ferdinand de Saxe-Cobourg comme roi de Bulgarie. Le 30 avril 1897, une convention austro-russe fut signée à Saint-Pétersbourg qui prévoyait le maintien du *statu quo* dans les Balkans.

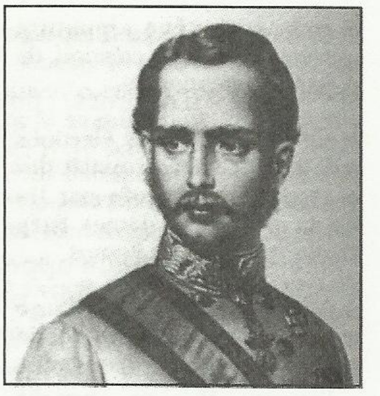
La France se désengage partiellement

La France profita de cette époque pour tenter de descendre de la barque du panslavisme dans laquelle elle était bien imprudemment montée en 1892. Le 9 août 1899, la convention militaire secrète franco-russe fut modifiée : si la mobilisation restait automatique en cas de mobilisation allemande, un accord préalable serait nécessaire en cas de mobilisation autrichienne. De façon évidente, la France ne souhaitait pas être engagée malgré elle dans une guerre balkanique qui pourrait être provoquée par quelques fanatiques panslavistes. Cette modification se révèlera capitale par la suite...

L'Italie s'éloigne de la Triplice

Le 4 mai 1900, lors d'une visite officielle à Berlin, l'empereur François-Joseph rencontra Guillaume II et réaffirma l'alliance austro-allemande. Cette démarche survenait alors que l'Italie s'éloignait de plus en plus de l'Allemagne. Son adhésion à la Triplice avait été motivée notamment par la tension qui existait entre elle et la France pour des raisons coloniales. Mais à partir de 1896, avec le premier accord sur la question

L'empereur François-Joseph lors de sa montée sur le trône d'Autriche. Il verra son empire se morceler et son pays agoniser.



tunisienne, la situation avait évolué vers la détente. D'où une Italie qui, petit à petit, se dégageait de la Triplice. Le 16 décembre 1900, un nouvel accord franco-italien fut signé au terme duquel Paris se désintéressait de la Tripolitaine et Rome du Maroc. Quatre mois plus tard, les deux pays prouvèrent mutuellement leur amitié dans dimpressionnantes manifestations organisées à Toulon d'abord, et à Naples ensuite.

L'Allemagne et l'Autriche de plus en plus isolées

Onze ans après avoir refusé de renouveler le « traite de contre-assurance » germano-russe, l'Allemagne se retrouvait donc, dans les faits, très isolée. Elle n'avait plus pour alliés que la faible l'Autriche-Hongrie et la Turquie dont l'empire craquait.

Sans surprise, cette situation fut mise à profit par les panslavistes. Ceux-ci ne cachèrent plus leurs visées expansionnistes, pour la création d'une confédération d'États forts. L'Autriche-Hongrie réagit dès août 1901 en dénonçant la politique russe.

Le 10 juillet 1902, l'isolement de l'Allemagne se renforça lorsque la France et l'Italie signèrent un accord secret d'alliance défensive. Cet accord sera entériné le 14 octobre 1903 lors d'un voyage du roi Victor-Emmanuel III à Paris.

Le 1er septembre 1902, l'armée austro-hongroise dut intervenir suite aux graves troubles survenus en Croatie, à Agram, entre des Croates et des Serbes. Le 2 janvier 1903, la Bulgarie dénonça le traité commercial qui la liait à l'Autri-



Le Tzar Nicolas II

che depuis 1882. En juin, survint un événement important : depuis 1893, la Serbie était gouvernée par Alexandre Ier Obrenovic, qui avait instauré une constitution libérale et suivit une politique de complaisance à l'égard de l'Autriche-Hongrie. Le 11 juin 1903, lui et sa femme Draga furent assassinés lors d'un coup d'État mené par des officiers hostiles à la politique extérieure qui était menée. Le prince Karadjordjevic lui succéda, qui allait mener une politique panslave. Déjà affaiblie, l'Autriche réagit mollement à ce changement.

Le panslavisme se met en marche

Le 20 juillet, suite à l'assassinat de son consul à Monastir (voir carte p. 14), la Russie envoya ses troupes en Macédoine, province soulevée contre les Turcs. La Turquie tenta de calmer le jeu en acceptant de verser des réparations. Mais le 2 août suivant, un groupe de révolutionnaires macédoniens tenta de s'affranchir de la tutelle ottomane.

Le panslavisme s'était définitivement mis en marche. Si la catastrophe ne survint pas plus tôt, c'est qu'à l'époque, la Russie connaissait de graves problèmes avec le Japon suite à sa politique de pénétration en Extrême-Orient (le conflit armé éclatera le 8 février 1904). Elle ne pouvait donc laisser s'installer des désordres sur ses arrières balkaniques. D'où la reconduction de l'accord austro-russe sur le *statu quo* dans les Balkans le 2 octobre 1903. Mais il ne s'agissait que d'une pause purement stratégique. Lorsque, deux ans plus tard, profitant des troubles survenus à l'intérieur de la Russie, Guillaume II tenta de raviver la collaboration germano-russe en invitant le tzar Nicolas II à signer une alliance défensive, celui-ci accéda à la demande, mais l'alliance ne fut jamais ratifiée.

1904-5 : si elle avait voulu la guerre, l'Allemagne aurait dû saisir l'occasion

Or, il est à noter que si, vraiment, Guillaume II avait voulu faire la guerre pour anéantir la France et son alliée russe, il aurait dû profiter de la débâcle russe face au Japon et des graves tensions intérieures qui paralysaient la France en cette année 1904 pour prendre l'initiative. Telle fut d'ailleurs la réponse que le chancelier T. von Bethmann-Hollweg fit à Lord Haldane en 1912, lorsque celui-ci l'interrogea sur les prétendus projets d'agression allemand ; il rétorqua que l'Allemagne aurait « *bénéficié de la meilleure opportunité pour montrer [son] amour de la guerre lors [...] du conflit russo-japonais* » [1]. Trois ans plus tard, en 1915, dans une réponse à la propagande française, des Allemands écrivirent : « *Une Allemagne pénétrée d'idées guerrières pouvait à ce moment-là [1904] réduire à l'impuissance pour une génération ses deux voisins, chacun isolément. Son amour de la paix l'emporta* » [2].

---

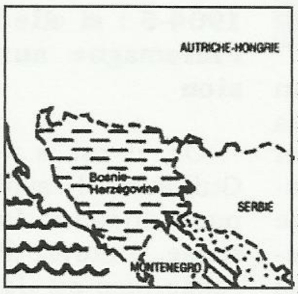
(1) : Voy. le discours prononcé par T. von Bethmann-Hollweg le 19 août 1915 et reproduit dans *The New York Times Current History*, octobre 1915, p. 62, col. B. **(2)** : Voy. G. Pfeilschifter, *op. cit.*, p. 33.

Cela dit, revenons à notre chronologie des faits.

1905 : le panslavisme gagne en puissance

L'année 1905 marqua une novelle poussée du panslavisme. Le 8 septembre, en Macédoine, des violents combats opposèrent Turcs et Bulgares. Un mois plus tard, à Fiume, en plein territoire autrichien, des députés croates et serbes revendiquèrent leur autonomie politique, culturelle et économique.

En janvier 1906, à la conférence d'Algésiras sur la question marocaine, l'Allemagne apparut très esseulée : la France fut soutenue par la Russie, l'Angleterre et l'Italie alors que l'Allemagne reçut l'appui de la seule Autriche. Rendu inquiet par cet isolement, Guillaume II tenta de se rapprocher de l'Angleterre. Le 15 août 1906, il reçut Édouard VII à Kronberg. Mais l'entrevue ne donna rien de concret.



A cette époque le panslavisme devenait de plus en plus fort. Pourquoi ? Parce que le 29 août 1905, la paix avait été signée entre le Japon et la Russie. Certes, cette paix marquait l'échec de l'impérialisme russe en Extrême-Orient, mais elle rendait les mains libres au Tsar qui allait pouvoir compenser l'humiliation en reportant ses appétits sur les Balkans. A partir de novembre 1906, la Russie agit à nouveau au sud, en direction des États slaves. Les premiers résultats ne se firent guère attendre : en juin 1907, des bandes serbes et bulgares (épaulées par des Grecs) fomentèrent des troubles en Macédoine afin de compromettre le fragile équilibre que la Turquie avait réussi à trouver après les événements de septembre 1905. A la même époque, les mouvements panserbes reçurent l'appui de Belgrade qui favorisa les projets de rattachement de la Bosnie à la Serbie.

Guillaume II tente désespérément de rompre l'isolement de l'Allemagne

Le 14 août, Guillaume II tenta une nouvelle fois de rompre l'isolement diplomatique de l'Allemagne en recevant le roi d'Angleterre à Kassel et en décidant de se rendre à Londres le 10 novembre suivant. Mais le 31 août, des négociations couronnées de succès entre l'Angleterre et la Russie débouchèrent, après l'adhésion de la France, sur la Triple-Entente. Les espoirs de l'empereur allemand s'évanouirent alors : l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie se retrouvaient esseulées, avec un panslavisme qui, chaque jour, s'exacerbait.

L'Autriche souhaite annexer la Bosnie-Herzégovine

En décembre 1907, soucieuse de contrarier les projets bulgares qui favorisaient les panserbes, l'Autriche annonça son projet d'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Rappelons que, depuis le congrès de Berlin en 1878, l'Autriche administrait cette région qui appartenait à la Turquie. Dans le faits, donc, cette annexion équivalait uniquement à l'éviction des dernières présences ottomanes. Il n'était nullement question d'envahir et de renverser un quelconque régime.

La panserbisme, fils du panslavisme en plein essor, survient

Le 25 mars 1908, Guillaume II se rendit à Venise pour tenter de resserrer les liens très distendus avec l'Italie. En juillet, à l'occasion d'un congrès panslave organisé à Prague, de violents incidents éclatèrent entre Tchèques et Allemands, contraignant les autorités à décréter l'état de siège.

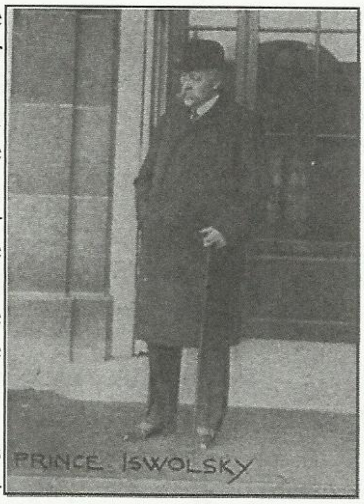
Trois mois plus tard eut lieu un autre événement très peu connu mais d'une importance capitale. Au cours d'une assemblée de toutes les notabilités civiles et militaires de Belgrade, sous la présidence du général Bochko Jankovitch, fut créée l'organisation de propagande et de combat panserbe la *Narod-*

na Odbrana. Très puissante, elle allait bientôt compter 223 comités locaux dont les ramifications s'étendraient en Slovénie, en Istrie, en Bosnie et en Herzégovine [1].

L'annexion de la Bosnie-Herzégovine et la réaction serbe ; l'Europe à deux doigts de la guerre

Puis vint le deuxième signal d'alarme, bien plus sérieux que le premier de 1885. Le 5 octobre 1908, après de nouveaux incidents survenus en Macédoine, l'Autriche annexa purement et simplement la Bosnie-Herzégovine : François-Joseph annonça dans une lettre rendue publique qu'il étendait sur la région ses droits de souveraineté aux dépens des Ottomans.

Afin de prévenir une crise grave qui aurait pu survenir du fait des panslaves, l'Autriche avait pris soin d'acheter le ministre russe des Affaires étrangères, Iswolsky, pour qu'il déconseille au Tzar de prendre des mesures militaires [2]. La Turquie, quant à elle, se contenta de protester et de boycotter les produits importés d'Autriche.



Iswolsky en France en 1918

Mais immédiatement, les nationalistes russes réagirent. Ils exigèrent et obtirent le départ immédiat d'Iswolsky, coupable à leurs yeux de « trahison ». Celui-ci fut démis de ses fonctions et nommé ambassadeur à Paris. Il fut remplacé par un homme bien plus ouvert aux idées panslaves : Sazonov. Croyant pouvoir cette fois bénéficier de l'appui russe, en décembre, la Serbie rappela soudainement ses réservistes. L'Autriche répondit en envoyant vingt-neuf bataillons et 80 000 réservistes en Bosnie. Sans attendre, la Russie consulta la France : d'après le traité de 1892 révisé en 1899, une mobilisation autrichienne pouvait entraîner celle de la Russie et celle de la France. A cet instant, l'Europe était donc à deux doigts de la guerre. Mais le gouvernement français garda son sang-froid. Estimant que la Bosnie ne faisait pas partie des intérêts vitaux russes, il refusa de mobiliser.

Le 9 janvier 1909, toujours soucieuse d'apaiser la crise, l'Autriche proposa à la Turquie des compensations pour la perte de ses biens d'État en Bosnie et en Herzégovine. Un accord intervint et le 26 février, en échange de compensations financières et du district de Novibazar (une dépendance de la Bosnie-Herzégovine que l'Autriche occupait militairement depuis 1878, mais qui était restée sous administration turque [3]), la Turquie reconnut l'annexion. La crise aurait donc du s'achever là. Mais les panslaves ne désespéraient pas d'obtenir leur guerre. Soutenue par eux, la Serbie refusa de démobiliser. C'est alors que Berlin entra en scène. Le 22 mars, l'ambassadeur allemand à Moscou exigea de la Russie une réponse précise sur l'annexion : reconnaissance ou non. Or, le 25 et le 27 février, la France et l'Angleterre avaient fait savoir au Tsar qu'elles ne soutiendraient pas une guerre contre l'Autriche. Incapable, sans soutien, d'entamer une épreuve de force, le tsar s'inclina. Le 24 mars, il reconnut à son tour l'annexion. Il fut suivi cinq jours plus tard par la Serbie, mais celle-ci resta en état de mobilisation jusqu'au 31, date à laquelle il lui fallut céder. Dans un message au gouvernement autrichien, elle écrivit :

---

(1) : Voy. Henri Pozzi, *La guerre revient* (éd. Paul Berger, Paris, 1933), pp. 120-1. **(2)** : Voy. H. Pozzi, *Les coupables. Documents officiels inédits sur la responsabilité de la guerre et les dessous de la paix* (Aux Éditions Européennes, 1937), p. 179 : Iswolsky reçut 20 000 £ qui lui furent remises le 15 septembre 1908 lors d'un rendez-vous dans la forêt de Buchlau. **(3)** : Sur Novibazar, voy. *The New York Times Current History*, 1915, p. 990, col. B.

> La Serbie reconnaît qu'elle n'a pas été atteinte dans ses droits par le fait accompli créé en Bosnie-Herzégovine [...] la Serbie s'engage dès à présent à abandonner l'attitude de protestation et d'opposition qu'elle a observée à l'égard de l'annexion depuis l'automne dernier [...] elle s'engage, en outre, à changer le cours de sa politique actuelle envers l'Autriche-Hongrie pour vivre désormais avec cette dernière sur le pied d'un bon voisinage [1].

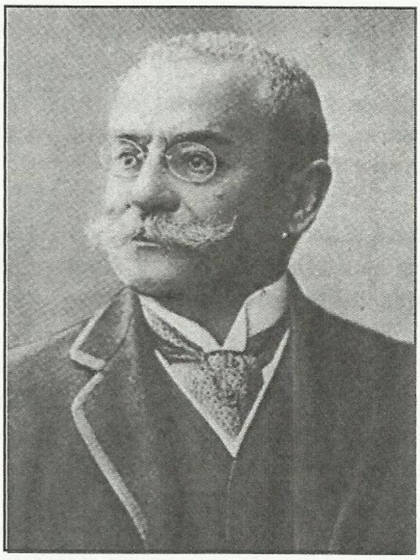
Grâce à la révision de 1899 et au sang-froid de la France, les bellicistes panslaves avaient perdu.

Les panslaves ne désarment pas et tirent les leçon de l'échec

Mais, malgré la déclaration solennelle à l'Autriche, les panslaves ne désarmèrent pas pour autant. S'adressant au président du Conseil serbe Pachitch, Nicolas II eut ses mots lourds de menaces : « *Attendez ! L'heure n'est pas encore venue. Attendez et armez !* » [2]. De plus, le tsar savait désormais que, pour parvenir à liquider l'Autriche, une mobilisation allemande serait nécessaire. Car en vertu de l'accord signé en 1899, cette mobilisation entraînerait automatiquement celle de la France, celle-ci ne pouvant alors opposer un quelconque veto.

1911 : la paix sauvée une nouvelle fois par le sang-froid de J. Caillaux et de Guillaume II

Un premier espoir — pour eux — survint le 1er juillet 1911 lorsque, furieuse de constater la « tunisification » du Maroc en violation des accords passés en 1909, l'Allemagne envoya la canonnière *Panther* mouiller devant Agadir. Le 21 juillet, Lloyd George, oubliant ses convictions pacifistes, conseilla à la France une politique de fermeté face à Guillaume II. Mais c'était sans compter sur le sang-froid de Joseph Caillaux. Malgré l'opposition du ministre français



Le germanophobe Théophile Delcassé. S'il avait été à la place de J. Caillaux en 1911, la guerre aurait probablement éclaté cette année-là.

des Affaires étrangères Justin de Selves, partisan de la politique germanophobe de Delcassé, et malgré une intense campagne de presse menée contre lui, le courageux président du Conseil parvint à trouver un accord avec l'Allemagne. Celui-ci fut signé le 4 novembre 1911, évitant une mobilisation qui aurait été fatale.

Les nuages s'amoncellent...

Cette victoire de la raison fut cependant de courte durée. Dans l'ombre le panslavisme travaillait. Durant l'année, la Russie avait financé la constitution, par le major Dimitrievitch-Apis et ses collaborateurs militaires, de l'association secrète férocement panserbe *Crna Ruka* ou *Main Noire* [3].

Douze jours après la signature de l'accord franco-allemand sur le Maroc, la France reçut Pierre Ier, roi de Serbie. Deux mois plus tard, le 11 janvier 1912, isolé sur la politique à suivre vis-à-vis de l'Allemagne, J. Caillaux démissionna. Là encore, les panserbes se frottèrent les mains. La France était de plus en plus engagée, même malgré elle, à leurs côtés.

---

(1) : Voy. *British Documents on the Origins of the War* [1898-1914], [London : His Majesty's Stationery Office, 1926], vol. XI, p. 364, appendix A. **(2)** : Voy. H. Pozzi, *Les coupables*..., p. 179. **(3)** : Voy. H. Pozzi, *Les coupables*..., p. 184.

La Serbie et la Bulgarie signent secrètement une alliance offensive

En mars eut lieu un événement qui allait avoir une influence décisive sur les événements de juin-juillet 1914. Le 13, suite à l'action russe menée dans l'ombre, la Serbie et la Bulgarie signèrent secrètement un traité d'alliance défensive [1]. Officiellement, il s'agissait uniquement de « *protection des intérêts mutuels, au cas d'une modification du statu quo dans les Balkans ou d'une agression de la part d'une tierce puissance* » [2]. Mais dans les milieux diplomatiques, des bruits couraient, selon lesquels l'accord allait beaucoup plus loin. Et en effet, deux clauses secrètes révélaient la véritable nature de ce traité :

- par la première, la Bulgarie s'engageait à mettre 200 000 hommes à la disposition de la Serbie dans le cas où celle-ci serait menacée « *dans sa sécurité ou ses intérêts par l'Autriche* ». Or, était considéré comme une « menace » un retour éventuel des troupes autrichiennes dans le district de Novibazar, un district que l'Autriche-Hongrie occupait avec l'assentiment de tous depuis 1878 et qu'elle avait cédé à la Turquie en 1909 afin d'apaiser la crise [3] ;

- par la deuxième les deux pays s'engageaient, en gros, à ne jamais agir sans le consentement de... la Russie.



Pierre Ier de Serbie. Sous son règne, les panserbes se déchaînèrent...

Lorsqu'il connut ces clauses qu'on lui avait cachées pendant huit mois, Raymond Poincaré dit à Sazanov :

> Le traité contient donc en germe, non seulement une guerre contre la Turquie, mais une guerre contre l'Autriche. Il établit, en outre, l'hégémonie de la Russie sur les deux royaumes slaves des Balkans [...]. [C]ette convention [...] est, à vrai dire, une convention de guerre [...]. [N]on seulement, elle révèle des arrière-pensées chez les Serbes et les Bulgares, mais [...] il est à craindre que leurs espérances ne paraissent encouragées par la Russie [4].

La France prise au piège panslave

De façon évidente, s'il avait connu ces clauses plus tôt, R. Poincaré aurait hésité avant d'engager son pays dans la politique balkanique. Mais puisqu'elles étaient restées ignorées, les 13 et

(1) : « *M. Georges Louis [ambassadeur français à Saint-Pétersbourg], ne se doutait pas de ce qui se passait depuis plusieurs mois à Sofia et à Belgrade, en collaboration avec les agents russes ; et, à Paris, nous ne nous en doutions pas davantage* » (voy. Raymond Poincaré, *Les Balkans en feu* [éd. Plon, Paris, réédition de 1945], p. 20). **(2)** : Voy. le texte du télégramme de M. Sazonov à Londres et à Paris le 30 mars 1912, cité par R. Poincaré, *Les Balkans...*, *op. cit.*, p. 31. **(3)** : Voy. R. Poincaré, *Les Balkans...*, *op. cit.*, p. 35. **(4)** : Voy. R. Poincaré, *Les Balkans...*, *op. cit.*, pp. 115-6.

16 juillet 1912, la France et la Russie avaient signé deux protocoles militaires : un terrestre et un naval. Ceux-ci prévoyaient l'aide russe en cas de guerre avec l'Allemagne. Mais le plus important était la contrepartie offerte par la France : la promesse de défendre les intérêts russes dans les Balkans, permettant au tzar de restaurer sa politique de prestige. Certes, il n'y avait là rien de purement militaire ; mais cet appui allait naturellement renforcer considérablement la position des fanatiques panslaves.

D'autant qu'en mai 1911, une deuxième société panserbe, « *L'union ou la Mort* », plus connue sous le nom de « *Main Noire* », avait été créée, dont l'objectif était de « *travailler à libérer les Serbes vivant sous l'oppression étrangère* » [1]. Bien plus agressive que la *Narodna Odbrana* fondée en 1908, dès juillet 1912, elle en avait absorbé les éléments les plus actifs et avait imposé à celle-ci un de ses chefs, Milan Vasitch (*Id.*).

Les Balkans s'embrasent

Là encore, les conséquences de tous ces événements survinrent rapidement. Le 12 septembre 1912, le gouvernement bulgare exigea de l'empire ottoman l'autonomie pour la Macédoine avec menace de mobiliser en cas de refus. Soucieuse de ne pas être prise au dépourvu, la Turquie déplaça des troupes vers les frontières. Le 30 septembre, la Bulgarie et la Serbie prirent prétexte de ces mouvements pour mobiliser. Et le 8 octobre, Nicolas Ier du Monténégro déclara brusquement la guerre à la Turquie.

Inquiètes face à ces événements, les puissances européennes se prononcèrent pour le maintien du *statu quo* dans les Balkans. En mars 1912, d'ailleurs, R. Poincaré avait fait dire plusieurs fois à la Russie que des « *intérêts puissants* » attachaient fermement la France « *au maintien de l'intégrité de l'empire ottoman* » et qu'elle n'acceptait pas « *l'idée d'un agrandissement des États balkaniques, c'est-à-dire d'un bouleversement oriental* » [2]. Mais la Serbie, la Grèce et la Bulgarie passèrent outre. Le 13 octobre, elles envoyèrent un ultimatum à Constantinople exigeant non seulement des réformes constitutionnelles, mais aussi la démobilisation de l'armée ottomane. Comme on pouvait s'y attendre, la Turquie réagit en déclarant la guerre à la Bulgarie et à la Serbie (le 17 octobre), mais non à la Grèce dont elle espérait pouvoir éviter l'intervention. Les premiers combats virent la victoire serbo-bulgare. Monastir tomba et Andrinople fut assiégée. Le 4 novembre, à la demande de la Turquie, une conférence se réunit à Londres pour tenter de trouver une issue acceptable. Mais les Grecs entrèrent dans le conflit et le 8 novembre, ils atteignirent Salonique.

La Serbie provoque l'Autriche

Dix jours plus tard, les Serbes pénétrèrent en Albanie, dans la ville d'Alessio, ouvrant ainsi la voie vers l'Adriatique. Or, l'Albanie n'avait aucune part dans le conflit et rien, à priori, ne justifiait la venue des troupes serbes. Rien sauf la volonté de provoquer l'Autriche qui avait toujours fait de l'indépendance



(1) : Voy. H. Pozzi, *La guerre revient…*, *op. cit.*, p. 121. (2) : Voy. R. Poincaré, *Les Balkans…*, *op. cit.*, pp. 25 et 26.

albanaise le principe primordial de sa politique. Le coup faillit marcher : immédiatement, l'Autriche réagit et ordonna à Belgrade de retirer ses troupes du territoire albanais. Allait-on vers un embrasement général ? Non, car une intervention collective franco-anglo-italienne appuyant la démarche autrichienne obligea les Serbes à s'incliner et la Russie à demeurer tranquille. Une nouvelle fois, cependant, l'Europe avait frôlé la catastrophe, par la faute du panslavisme.

Sur le terrain des opérations, la Turquie parvint à redresser la situation, stoppant les Bulgares devant Tchatalja, à 150 km de Constantinople. Le 3 décembre, un armistice général fut signé à Londres, suspendant les combats.

L'empire ottoman d'Europe finit de se désagréger

Des pourparlers s'engagèrent pour trouver une paix honorable. Notons qu'à cette époque, Guillaume II manifesta une nouvelle fois son désir de paix en prenant une initiative singulière : en janvier 1913, il donna l'ordre à son état-major de ne pas préparer, comme cela se faisait chaque année, un plan d'offensive contre la Russie. F. von Papen écrit : « *On espérait probablement, en haut lieu, que les services secrets russes finiraient, d'une façon ou d'une autre, par avoir connaissance de cette omission volontaire, ce qui aurait eu pour effet d'apaiser quelque peu la tension entre Berlin et Saint-Pétersbourg* » [1]. Mais les revendications serbes pour un accès vers l'Adriatique furent une pierre d'achoppement lors des négociations de paix dans les Balkans. L'Autriche-Hongrie s'y opposait farouchement. Répétant qu'elle « *ne laisserait pas édifier à sa frontière un grand État slave* » [2], elle proposait la création d'un État tampon composé d'Albanais et de Serbes. Afin de contourner l'obstacle autrichien, les Serbes reprirent le combat, occupèrent San Giovanni, marchèrent sur Scutari et prirent Adrinople. Un nouvel armistice fut signé le 16 avril et le 30 mai 1913, l'Empire ottoman céda toutes ses possessions européennes, ne gardant que Constantinople et les Détroits.

Les panslaves obtiennent leur première grande victoire...

Cette cession provoqua des tensions chez les alliés d'hier, chacun voulant obtenir la meilleure part du gâteau, surtout le roi Ferdinand de Bulgarie qui entendait régner sur Constantinople et se faire couronner empereur d'Orient. D'où un deuxième conflit balkanique qui se déroula du 29 juin au 10 août 1913 et un Guillaume II qui demanda en précipitation à son état-major d'élaborer un plan d'offensive contre la Russie. Ce deuxième conflit vit la victoire de la

Ferdinand de Bulgarie. Sa mégalomanie lui fit perdre l'appui russe et profita à la Serbie...



(1) : Voy. F. von Papen, *op. cit.*, p. 13. **(2)** : Voy. H. Pozzi, *Les Coupables...*, *op. cit.*, p. 198.

Serbie car, à cette époque, la Russie avait définitivement abandonné la Bulgarie dont la mégalomanie du roi contrariait les projets du Tzar. Au terme de la paix signée le 10 août, la Serbie reçut, entre autres, une grande partie de la Macédoine. En un instant, sa superficie passa de 48 300 à 87 000 km² et sa population de 2,9 à 4,5 millions d'habitants.

... et vont se tourner maintenant contre l'Autriche-Hongrie

Pour la première fois, le panslavisme avait remporté une éclatante victoire. Le rêve de la Grande Serbie était devenu réalité ; ce pays était devenu le rival direct de l'Autriche. Et tout portait à croire que les panslaves ne souhaiteraient pas en rester là, qu'enfin débarrassés de l'ennemi ottoman, ils allaient se retourner contre l'ennemi autrichien [1]. Car maintenant que la Macédoine était devenue serbe en majeure partie, l'encerclement autrichien par le slavisme était quasi complet. Dès le 6 mai 1913, d'ailleurs, le ministre russe des Affaires étrangères Sazonov avait fait dire au président du Conseil serbe Pachitch : « *L'agonie de l'Autriche ne peut plus se prolonger maintenant que très peu de temps* » [2]. Une semaine plus tard, ce même Pachitch recevait le télégramme suivant de l'ambassadeur serbe à Saint-Pétersbourg :

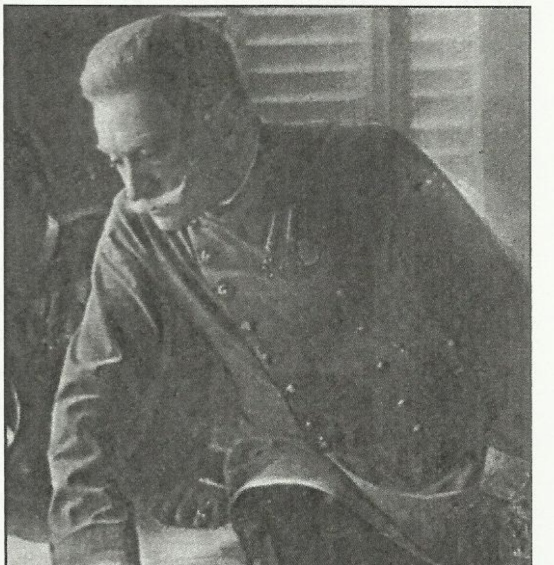
> Sazonov vient de me confirmer que nous devons consacrer immédiatement toutes nous forces à préparer l'avenir, car nous allons bientôt pouvoir enlever de grands territoires à l'Autriche [*Ibid.*, p. 199].

L'Autriche souhaite agir préventivement

Sentant la catastrophe se profiler à l'horizon, l'Autriche se résolut à agir en déclenchant une guerre préventive contre la Serbie. Le 8 août 1913, elle informa l'Allemagne et l'Italie de sa décision. Mais les deux pays refusèrent de prendre part à une telle entreprise. L'Italie parce qu'elle était liée à la Russie et qu'elle ne souhaitait pas s'aliéner l'amitié française ; l'Allemagne parce qu'elle ne voulait pas s'engager dans une action dont les conséquences auraient été incalculables. Dans ses mémoires, F. von Papen écrit :

> Je me rappelle également les efforts de von Hötzendorf, chef d'état-major de l'armée autrichienne, de persuader l'Allemagne à se joindre à l'Autriche pour une guerre offensive dans les Balkans. Il affirmait [avec raison] que le temps travaillait pour la Russie et que, la guerre austro-russe étant inévitable, il valait mieux la déclencher sans tarder. Conception singulière qui ne trouvait aucun écho à Berlin ; nous connaissions la faiblesse militaire de notre alliée, et de plus, von Moltke, résolument opposé à toute guerre préventive, s'employait à freiner son collègue autrichien [3].

Le comte von Hötzendorf, qui commandait l'Armée autrichienne. En 1913, prévoyant la catastrophe, il voulut agir préventivement contre la Serbie. Mais l'Allemagne refusa de le suivre...



(1) : « *La Turquie vaincue, cette alliance [balkanique] ne pouvait être dirigée à l'avenir que contre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne* » (voy. *Le Livre Rouge austro-hongrois. Pièces diplomatiques concernant les antécédents de la guerre 1914* [Vienne, 1915], p. 5). **(2)** : Voy. H. Pozzi, *op. cit.*, p. 199. **(3)** : Voy. F. von Papen, *op. cit.*, p. 14.

Face à ces refus, l'Autriche s'inclina [1]. On le voit, le bellicisme n'était pas du côté de la Triplice...

L'Allemagne prend ses précautions

Tout ce que l'Allemagne acceptait, c'était de travailler fébrilement pour tenter de parer le danger. Le 3 juillet, elle avait approuvé une loi sur le réarmement aux termes de laquelle les effectifs en temps de paix passeraient de 700 000 à 850 000 hommes. Le 7 septembre, elle resserra les liens au sein de la Triplice. Sachant en outre qu'elle ne pouvait plus rompre l'isolement en s'alliant avec l'Angleterre, elle entreprit des négociations pour se lier avec la Turquie. Celles-ci furent couronnées de succès et, le 28 octobre 1913, un traité fut signé qui permit à l'Allemagne d'envoyer une importante mission d'officiers instructeurs dirigés par le général Liman von Sanders.

La panslaves attendent leur heure

La Russie rassure la Serbie sur son soutien et lui demande de s'armer

Pendant ce temps, la Russie et la Serbie attendaient leur heure. Le 12 octobre, l'ambassadeur serbe à Saint-Pétersbourg télégraphia à Belgrade :

> Ministre des Affaires étrangères [Sazonov] exprima aujourd'hui chaleureusement confiance absolue en valeur notre concours militaire et réalisation prochaine tous nos espoirs. Stop. Affirma pouvions compter toutes circonstances entier appui Russie [2].

Cinq jours plus tard, il envoya cet autre télégramme encore plus accusateur :

> Ministres des Affaires étrangères confirma hier soir en termes les plus cordiaux ses paroles semaine dernière. Nos grands succès ont donné au Tzar et État-Major nouvelle et absolue confiance en nos forces. Compétents maintenant persuadés ici sommes capables de tenir tête à Autriche. Mais ministre me charge de vous avertir que devons pour le moment nous tenir tranquilles en paraissant satisfaits nos avantages actuels, étant bien entendu ne sont que temporaires et que l'avenir est à nous. Ministre a conclu en insistant fortement sur nécessité réorganisation militaire et notamment augmentation nos approvisionnements en matériel et munition [*Ibid.*, p. 205].

La Serbie renforce ses armements

Joignant le geste à la parole, la Serbie profita de l'augmentation soudaine de sa population pour accroître ses effectifs. militaires. En moins de deux mois, vingt-deux régiments nouveaux firent constitués avec les recrues des provinces annexées, qui subirent un entraînement intensif [*Ibid.*, p. 207.]. Afin d'augmenter les approvisionnements en armes, Pachitch chargea son gendre de s'entendre avec des Français pour une livraison rapide de fusils. Le 29 novembre 1913, dans une lettre à Edgar Roël (dont l'existence ne sera dévoilée qu'en 1917), celui-ci réclama d'urgence des armes, acceptant de payer le fusil jusqu'à 80 francs pièce [*Ibid.*, p. 208.].

La Russie se prépare à la guerre

En mars 1914, enfin, survint un événement qui démontrait l'imminence du danger. Depuis 1905, avec la défaite contre le Japon, l'armée russe avait connu de nombreuses réorganisations. Les leçons de l'échec avaient été tirées, qui avaient permis d'élaborer de nouvelles stratégies. A partir de 1908, l'instruction des cadres avaient été régulièrement entretenue et depuis 1912, le règlement accordait à la manœuvre et au feu une place de choix. Soudainement, le 17 mars 1914, la Russie décida d'augmenter ses effectifs militaires en temps de paix, et dans une proportion gigantesque : de 460 000, cet effectif allait passer à 1 700 000, soit une augmentation de 400 % !

---

(1) : Voy. H. Pozzi, *Les Coupables...*, *op. cit.*, p. 202. **(2)** : *Ibid.*, pp. 204-5.

Tout était en place, militairement, pour la liquidation définitive de l'Autriche-Hongrie. Le premier acte fut l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, le 28 juin 1914, résultat d'un complot ourdi en Serbie [1]. Mais rappelons que depuis la crise de 1908-1909, les panserbes savaient qu'ils ne pourraient arriver à leur fin sans provoquer la mobilisation allemande. En 1912, d'ailleurs, le ministre russe des Affaires étrangères avait clairement écrit, suite à des conversations avec R. Poincaré :

> M. Poincaré considère comme son devoir de souligner [...] que l'opinion publique en France ne permettrait pas au gouvernement de la République de se décider à une action militaire pour des questions purement balkaniques, si l'Allemagne n'y prenait point part et si elle ne provoquait pas, DE SA PROPRE INITIATIVE, l'application du *casus fœderis*. Dans ce dernier cas, nous pourrions certainement compter sur la France pour l'accomplissement exact et entier de ses obligations envers nous [2].

Comment les panslaves parvinrent-ils à rendre la catastrophe inévitable en provoquant la mobilisation allemande ? Pour répondre à cette question, laissons la parole à Henri Pozzi.

---

(1) : Encore aujourd'hui, on répète que l'attentat qui coûta la vie à l'archiduc fut l'œuvre de Gavrilo Princip, un terroriste serbe. Ainsi laisse-t-on accroire que le geste a été celui d'un exalté esseulé. C'est faux. L'enquête autrichienne démontra que cinq personnes, au moins, étaient à l'origine du complot : « *Gavrilo Princip, Nedeljko Cabrinovic, le nommé Milan Giganovic et Trifko Grabež avec le concours du commandant Voija Tankosic* » (voy. l'annexe à la note autrichienne remise à la Serbie le 23 juillet 1914 ; reproduite dans *British Documents on the Origins of the War*..., déjà cité, vol. XI, p. 365). Pour réaliser leur coup, les terroristes avaient reçu quatre pistolets et six bombes, qui provenaient « *du dépôt d'armes de l'armée serbe à Kragujevac* » (*Id.*). Plus tard, la version du complot ourdi en Serbie fut confirmée ; on apprit alors que tout avait été organisé « *dans [l]es moindres détails* » par le colonel Dimitrievitch-Apis, le grand maître de l'organisation secrète panserbe la *Main Noire* (voy. H. Pozzi, *La guerre revient*..., pp. 123-4). Après la guerre, l'ancien chargé d'Affaires de Serbie à Paris, Dragomir Stéfanovitch, devenu depuis chef de service à la Banque nationale, déclara à H. Pozzi : « *Si la Russie ne nous avait pas soutenus, si nous avions dû subir l'enquête que réclamait l'ultimatum autrichien, en juillet 1914, nous étions pris la main dans le sac !* » (*Ibid.*, p. 125). **(2)** : Voy. R. Poincaré, *Les Balkans*..., p. 117. Voy. également *Un Livre Noir. Diplomatie d'avant guerre d'après les documents des archives russes* (éd. La Librairie du Travail, s. d.), p. 342.

Deuxième partie

COMMENT LES PANSLAVES ONT DÉCHAÎNÉ LA GUERRE EN JUILLET 1914

Les révélations d'Henri Pozzi en 1937

Sur le travail d'Henri Pozzi

En 1933, Henri Pozzi fit paraître aux éditions Paul Berger un ouvrage intitulé : *La guerre revient* [1]. Il le dédiait à ses deux fils, Paul et Nevill ainsi qu' « *à tous les jeunes hommes de France leurs camarades, qui, demain, si notre pays ne veut pas voir la vérité et laisse agir ceux par qui revient la guerre, mourront...* ». Dans son introduction, l'auteur prévenait :

> La guerre, de toutes parts, irrésistiblement, revient...
> Elle revient parce que les traités de paix, là même où il y avait le plus d'opprimés à libérer — dans la vallée du Danube et dans la péninsule balkanique — ont créé plus d'injustice, de désordre, d'arbitraire qu'ils n'en détruisaient ; parce que leurs hautes et nobles formules ont servi de masque aux appétits les plus vils, aux plus abominables combinaisons de conquête et d'affaires... [p. IX].

Pour mener son enquête, cet ancien membre de l'*Agence des Balkans* avait effectué cinq voyages sur place, voyages durant lesquels il avait observé, rencontré des gens, parlé avec eux etc.

Sans surprise, la parution de son ouvrage provoqua une polémique. Certains l'accusèrent de provoquer à la guerre sous prétexte de la prévenir, et de colporter pour cela de graves mensonges. Afin de répondre à ses accusateurs, H. Pozzi fit paraître en 1937 un deuxième ouvrage, capital celui-ci, intitulé : *Les coupables. Documents officiels inédits sur la responsabilité de la guerre et les dessous de la paix* (aux Éditions Européennes). L'auteur dévoilait une partie des documents serbes confidentiels et inédits qui lui avaient permis de rédiger son premier livre. Ces documents lui étaient tombés entre les mains notamment grâce à des personnes qui avaient travaillé dans des ambassades ou des légations. Parmi eux figurait un ancien deuxième secrétaire de la légation serbe à Londres, Pétrovitch. A la veille de la Grande Guerre, il était chargé de traduire les télégrammes secrets venus de Belgrade. Il garda la copie d'un certain nombre d'entre eux, ainsi que d'autres pièces officielles. Lorsque, plus tard, les autorités yougoslaves (comprenez : serbes) l'apprirent, elles firent tout leur possible pour les lui enlever. Traqué et harcelé par des agents de la police secrète, Pétrovitch se suicida le 24 novembre 1934 à Londres. Mais auparavant, il avait pris soin de confier ses papiers à des amis anglais sûrs.

Le lecteur découvrira ci-dessous deux chapitres très importants du deuxième livre d'Henri Pozzi : « Le guet-apens » (pp. 20-38) et « Les télégrammes

(1) : Introuvable aujourd'hui, cet ouvrage est consultable à la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine (BDIC, Nanterre) sous la cote : S 17208.

serbes » (pp. 53-71). Ils prouvent l'écrasante culpabilité russo-serbe dans le déclenchement de la première guerre mondiale.

Seul reproche que l'on peut faire à l'auteur : soucieux de remettre les documents inédits dans leur contexte, il a voulu rédiger une étude historique globale sur les causes de la première guerre mondiale. Mais il a commis l'imprudence de se référer à certains livres sans les avoir lus, uniquement d'après ce qu'en disaient d'autres personnes qui avaient écrit sur le sujet, comme par exemple Raymond Poincaré. Il en résulte certaines erreurs qui m'ont amené à amender le texte. Pour cela, j'ai vérifié chaque citation (du moins lorsque c'était possible) et j'ai recoupé des informations avec d'autres ouvrages. Mes corrections de détail et mes ajouts sont placés entre crochets. Lorsque, enfin, j'ai dû corriger le texte (omettant notamment certains passages peu sûrs), j'explique à chaque fois pourquoi j'ai apporté une modification.

LE GUET-APENS

[La situation en 1914]

Il y a vingt ans, si les masses françaises, si notre Parlement avaient su pourquoi la guerre menaçait en Europe, il n'y aurait pas eu de guerre...

Rien n'obligeait, en effet, la Russie à se mêler de la querelle austro-serbe.

Elle était notre alliée. Elle était, grâce à nous, l'amie, presque l'alliée de l'Angleterre. Elle avait depuis 1908 des accords formels avec l'Italie... [1]. Avec la Serbie, elle n'avait rien, aucune entente, aucune convention d'assistance ou de solidarité. Tout au moins officiellement, publiquement...

En fait, on va le voir, il y avait secrètement partie liée sur tous les points, en toutes choses, une collaboration, une complicité continues depuis dix ans entre Saint-Pétersbourg et Belgrade. Le geste décisif de Sarajevo lui-même, il avait été conçu, préparé, réalisé par les organisations militaires panserbes, non seulement avec l'approbation, mais avec la collaboration effective du représentant russe auprès du gouvernement serbe [2]. Mais si cela explique pourquoi



(1) : « *La Russie, liée à l'Italie par les accords de Racconigi...* » (voy. R. Poincaré, *Les Balkans..., op. cit.*, p. 6). **(2)** : « *M. de Hartwig avait mis à la disposition du colonel Dimitrievitch-Amis ses collaborateurs militaires, le colonel Atamanov et le capitaine Werchowsky* » (D. Stéfanovitch : *Souvenirs et documents d'un diplomate serbe*, p. 146 du manuscrit à paraître en 1937). [Dragomir Stéfanovitch était un ancien secrétaire général au ministère des Affaires étrangères serbe. J'ignore si son manuscrit a finalement été publié. Je n'ai trouvé nulle trace d'un livre qui porterait ce titre. Je n'ai donc pas pu vérifier ici. Je supprime la deuxième référence que donne l'auteur, un livre sans indication de page (NdVR)].

la Russie a fait sien tout de suite, comme elle l'a fait, le conflit austro-serbe, cela lui conférait-il le droit, vis-à-vis de nous, ses alliés, d'exiger que nous exécutions nos engagements d'appui militaire ? L'alliance nous y obligeait-elle ?

En aucune façon...

Lorsque la Russie tsariste, en effet, s'était officiellement, irrévocablement placée aux côtés de la Serbie, elle ne nous avait ni consultés ni même avertis.

Or, nos gouvernements, depuis cinq ans — depuis la grande alerte de février 1909 — l'avaient continuellement prévenue que nous ne la soutiendrions pas si elle entrait en guerre contre l'Autriche pour une question non prévue par l'alliance et non discutée avec nous [1].

Son intervention brusquée risquait donc de laisser la Russie isolée...

[Le plan russe pour précipiter la France dans la guerre]

La Russie se rendait parfaitement compte du danger. Elle savait que si elle jouait cartes sur table, si elle nous avouait que la Serbie n'était qu'un prétexte et qu'elle ne la défendait que pour défendre le slavisme et ses visées dans les Balkans, nous nous refuserions à la suivre.

Mais à ce péril la Russie connaissait le remède. M. Poincaré lui-même le lui avait indiqué.

Le 9 août 1912, lorsque Sazonov lui avait communiqué, avec six mois de retard. la stupéfiante « *convention de guerre contre l'Autriche* » [2] que constituaient les stipulations secrètes du pacte d'alliance serbo-bulgare du 13 mars précédent, notre ministre des Affaires étrangères avait nettement spécifié a Sazonov qu'il ne fallait pas que la Russie comptât sur notre concours s'il lui prenait fantaisie de se lancer dans une aventure balkanique.

L'alliance ne jouerait — avait alors déclaré notre ministre des Affaires étrangères —, l'appui français ne serait acquis à la Russie que si l'Allemagne intervenait militairement contre elle [3]. Dans ce cas, immédiatement, nous interviendrions nous aussi avec toutes nos forces — mais nous n'interviendrions que dans ce seul cas.

Cette intervention allemande, sans laquelle il n'y aurait pas d'intervention française — et, par conséquent aussi, en vertu de nos accords militaires et navals avec Londres, pas d'intervention anglaise — les dirigeants russes, en juillet 1914, n'ont eu qu'une préoccupation, qu'un but : la provoquer.

Un seul moyen, mais infaillible, s'offrait à eux pour cela : pousser l'Allemagne à les attaquer en mobilisant et en le faisant dans des conditions telles que cette mobilisation constituât une menace intolérable pour l'Allemagne.

C'est exactement ce qu'ils ont fait...

Mais il était nécessaire aussi, pour éviter que nous ne nous opposions — comme nous nous y étions opposés en février 1909 — à une mesure qui devait

(1) : « *Vous n'avez pas le droit d'agir isolément et de nous engager sans vous être concertés avec nous* » (R. Poincaré, déclaration à Iswolsky, janvier 1912 : voy. *Les Balkans*..., p. 2[7]). **(2)** : Voy. R. Poincaré, *Les Balkans*..., p. 11[6]. [Voici ce qu'écrit R. Poincaré : « *Je fais remarquer à M. Sazonoff [ou Sazonov] que cette convention ne répond aucunement à la définitions qui m'en avait été donnée, qu'elle est, à vrai dire, une convention de guerre...* » (pp. 115-116). (NdVR)]. **(3)** : [Dans sa note, H. Pozzi cite un passage d'un rapport de M. Sazonov au Tzar en date du 9 août 1902, rapport qu'il dit avoir extrait du *Livre Noir*, t. II, p. 342. Mais le texte qu'il cite ne se trouve ni à la page 342, ni ailleurs dans le document. En revanche, on trouve œci, qui dit la même chose (rapport de M. Sazonov au Tzar en date du 4 août 1912) : « *M. Poincaré considéra comme son devoir de souligner sur ce point que l'opinion publique en France ne permettrait pas au Gouvernement de la République de se décider à une action militaire pour des questions purement balkaniques, si l'Allemagne n'y prenait point part et si elle ne provoquait pas de sa propre initiative l'application du* casus fœderis. *Dans ce cas nous pourrions certainement compter sur la France pour l'accomplissement exact et entier de ses obligations envers nous* » (voy. *Un Livre Noir* (éd. La Librairie du Travail, Paris, s. d.), p. 342 ; voy. R. Poincaré, *Les Balkans*..., p. 117. (NdVR).]

inévitablement déchaîner la guerre générale que cette mobilisation provocatrice restât ignorée de nous jusqu'à ce qu'elle ait déterminé le résultat escompté.

Nous ne l'avons, effectivement, connue que lorsqu'il a été trop tard et aujourd'hui encore [1935, date de rédaction du livre], vingt-et-un ans après le crime inexpiable commis par les dirigeants russes, notre opinion continue à n'en rien savoir... On trouvera à cet égard, dans les pages qui suivent, d'irréfutables précisions.

[La thèse officielle mensongère]

Cette mobilisation provocatrice, à qui nous devons l'intervention allemande et la guerre, elle a été violemment, obstinément niée. Elle l'est encore. A en croire nos historiographes officiels et officieux, la Russie n'aurait mobilisé qu'à partir du 30 juillet, et uniquement pour répondre à la mobilisation austro-hongroise [1].

— « *C'est non point la mobilisation russe (elle n'est que du 30 juillet), mais la déclaration de guerre autrichienne à la Serbie (elle est du 28) qui, dans la suite des événements aboutissant à la conflagration générale, marque le fait* important, capital. *[...] lorsque la nouvelle de cette mobilisation russe fut connue, le* jour suivant, *à Vienne et à Berlin, le gouvernement autrichien avait déjà décidé* la mobilisation générale de son armée » [2].



Autant d'affirmations, autant d'inexactitudes.

[La Russie a mobilisé (en secret) dès le 24 juillet 1914]

La mobilisation officielle russe n'est pas du 30 juillet. Elle est du 28 [1] . Mais la mobilisation réelle de l'armée russe — comme l'établissent des documents déjà publiés et qu'on se garde bien de signaler à l'attention de notre opinion...

[J'interrompt la citation pour le motif suivant : à l'appui de son allégation, H. Pozzi mentionne deux ouvrages : celui de R. Poincaré, *L'union sacrée*, p. 391, et celui de Maurice Paléologue, *La Russie des Tsars pendant la grande guerre* (éd. Plon, 1922), t. I, pp. 24-25. Mais il ne donne pas les textes précis. J'ai donc été vérifier. M. Paléologue rapporte que le 24 juillet, à huit heures du soir, il a vu M. Sazonov qui lui a dit : « *j'ai déclaré très net à [l'ambassadeur allemand] que nous ne laisserons pas la Serbie seule en tête-à-tête avec l'Autriche* » (p. 25). De son côté, R. Poincaré souligne que le général russe Youri Danilov, qui « *était en congé avant le 24 juillet, avait été rappelé en hâte à Saint-Pétersbourg à la nouvelle de l'ultimatum autrichien* » (p. 391). Sans nier que ces textes constituent des indices d'une mobilisation russe le 24 juillet, j'estime qu'il ne s'agit pas de preuves qui l'« établissent ».

---

(1) : Le fait caractéristique, capital de cette mobilisation secrète du 24 juillet, faite en vue de provoquer une riposte allemande qui ferait jouer l'alliance française, c'est, à coup sûr, la mobilisation des deux flottes de guerre : celle de la Baltique et celle de la mer Noire. L'argument que la Russie n'a mobilisé que par « mesure de précaution » et pour parer une éventuelle attaque autrichienne ne peut, en effet, s'appliquer aux « deux flottes » dont il paraît improbable que l'état-major russe ait envisagé l'emploi dans les Carpathes... En revanche, la mobilisation de la flotte de la Baltique constituait pour l'Allemagne une menace directe. **(2)** : R. Recouly, *Histoire de la Grande Guerre*, pp. 11 et 12. **(3)** : Voy. R. Poincaré, *L'union sacrée* (éd. Plon, Paris, 1927), p. 391. [Je supprime les autres références que donne l'auteur, des livres sans indication de page. Quant à R. Poincaré, il s'appuie notamment sur *Un Livre Noir*, p. 283. Et en effet, on y apprend que le 28 juillet 1914, M. Sazonov télégraphia à Vienne, Paris, Londres et Rome : « *Par suite de la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie, nous proclamerons demain la mobilisation dans les districts d'Odessa, de Kiev, de Moscou et de Kazan* » (NdVR).].

Je suis surpris que H. Pozzi n'ait pas plutôt mentionné un aveu de taille que, dans son livre, M. Paléologue formule deux pages plus loin ; à la date du **25 juillet 1914**, il écrit : « *A sept heures du soit, je me rends à la garde de Varsovie [...]. Sur les quais, l'animation est vive : les trains sont bondés d'officiers et de soldats. Cela sent déjà la mobilisation* » (p. 27). C'est clair. Mais H. Pozzi aurait pu citer un document plus net encore, le *Livre blanc allemand*, dans lequel sont publiés trois télégrammes très importants de l'ambassadeur allemand à Pétersbourg. Dans le premier, daté du 25 juillet, se fondant sur les dires de l'attaché militaire allemand en Russie von Chelius, le comte Pourtalès informait l'empereur Guillaume II qu'au camp de Krasnoïé, les exercices militaires venaient d'être subitement interrompus, que les régiments « *rentr[aient] immédiatement dans leurs garnisons* » et que les élèves de l'École militaire avaient « *été nommés officiers aujourd'hui, sans attendre l'automne* ». L'ambassadeur terminait ainsi : « *J'ai l'impression que tous les préparatifs se font pour une mobilisation contre l'Autriche* » [1]. Dans le deuxième, très court, du lendemain, l'ambassadeur déclarait :

L'attaché militaire prie de transmettre la nouvelle suivante à l'état-major :
Je considère comme certain l'ordre de mobilisation pour Kiev et Odessa. Il est douteux pour Varsovie et Moscou et n'est pas encore donné pour les autres gouvernements [*Id.*].

Le troisième, enfin, daté du 27 juillet, se bornait à une simple phrase : « *État de guerre déclaré à Kowno* » (*Id.*). (Ajout de VR)]

...et comme le prouvent de façon définitive, irréfutablement, les pièces officielles jusqu'ici inédites que l'on lira plus loin — [la mobilisation russe] est du 24 juillet. Elle est donc antérieure de quatre jours à la déclaration de guerre autrichienne à la Serbie, de cinq jours à la mobilisation générale austro-hongroise.

[Dès le 25 juillet, l'Allemagne était informée de la mobilisation russe]

Cette mobilisation russe a été connue à Vienne et à Berlin, non point le 31 juillet, comme l'écrit M. Recouly, qui a oublié à cet égard de se mettre d'accord avec M. Raymond Poincaré, mais le 25 dans la soirée [2].

Dès le lendemain, 26 juillet, l'Allemagne, sans mobiliser, se mit en devoir de prendre des mesures de précaution massives [3].



La mobilisation russe en juillet 1914. Les historiens la placent le 30 juillet, alors qu'elle a réellement commencé le 24, rendant la guerre inévitable...

(1) : Voy. *Le Livre blanc allemand. Traduction autorisée. Documents sur les préliminaires de la guerre augmentés de documents nouveaux* (s. l. n. d., 86 pages), p. 54. **(2)** : [Exact, voy. le télégramme du *Libre blanc allemand* reproduit ci-dessus (NdVR)]. **(3)** : Voy. le télégramme de Jules Cambon, ambassadeur à Berlin, 27 juillet.

[L'Allemagne et l'Autriche n'ont fait que réagir aux préparatifs russes]

C'est la connaissance par l'Allemagne, le 25 juillet, de la mobilisation secrète russe — et non pas sa préméditation de guerre — qui, en lui donnant la certitude que la Russie était résolue à la guerre, lui a fait prendre les dispositions qui ont été invoquées contre elle, depuis, comme preuves de sa préméditation.

— « *...le matin suivant [31 juillet], avant d'être informé de la mobilisation russe, le gouvernement germanique expédiait à son représentant à Bruxelles un document cacheté exigeant de la Belgique le libre passage des armées allemandes à travers son territoire. Ce document avait été rédigé par le chef d'état-major de Moltke, trois jours avant [c'est-à-dire le 28]. Rien ne prouve davantage que les chefs militaires et les chefs civils considéraient la guerre comme certaine* » [1].

Ils la considéraient comme certaine [...] [2] et ils prenaient toutes ces mesures encore une fois non pas parce qu'ils avaient prémédité la guerre, mais parce qu'ils connaissaient depuis le 25 juillet la mobilisation russe et que celle-ci les obligeait à une riposte immédiate... En fait — on le sait aujourd'hui et on trouvera plus loin des documents officiels, irréfutables, qui l'établissent — la mobilisation russe était secrètement commencée depuis le 8 juillet [3]

Dès le 14 juillet, au matin, le gouvernement austro-hongrois avait été averti par ses services d'espionnage du rappel en Europe des troupes russes d'Asie, ainsi que des mouvements de troupes dans la région de Kiev [4].

L'argument décisif qui amena le comte Étienne Tisza, au conseil tenu à Vienne le 14 juillet, à cesser son opposition aux propositions de Berchtold, fut précisément la connaissance des renseignements parvenus à Vienne, le matin même, sur l'étendue des préparatifs militaires russes [5].

[Les incohérences chronologiques de la thèse officielle]

Au reste, si l'Allemagne n'a connu la mobilisation russe que le 31 juillet, comment M. Raymond Recouly, qui l'affirme [6], explique-t-il alors qu'elle ait pu envoyer à la Russie, dès le 30 juillet au soir, un ultimatum la sommant de « démobiliser »... ?

[En vérité, dès le 29 juillet, l'Allemagne a sommé la Russie de cesser ses préparatifs militaires. On le sait grâce

---

(1) : R. Recouly, *Histoire de la Grande Guerre*, p[p. 13 et] 14. **(2)** : [J'ai omis le passage où l'auteur écrit : « — *et nous aussi* — », car il appuie son affirmation en citant une « *intervention de Joffre, 30 juillet* », mais sans la reproduire et sans donner de référence précise. Ne l'ayant pas retrouvée, j'ai donc omis ces trois mots, par prudence. (NdVR)] **(3)** : Télégr. Secrets de Spalaïkovitch, ministre serbe à Saint-Pétersbourg, à Pachitch, 22, 23, 24 juillet 1914. [Ces télégrammes sont reproduits plus loin. Notons tout de même que s'ils établissent — notamment le premier — une mobilisation qui durait depuis pas mal de temps (puisque le 22 juillet, on annonçait : « *transport Europe troupes Sibérie terminé* ») aucune ne parle pas explicitement du 8 juillet. Enfin, j'ai omis les autres références mentionnées, des livres sans indication de page. (NdVR).] **(4)** : Il ne connut que le 16, par le déchiffrage d'un télégramme de Spalaïkovitch, à Pachitch, communiqué à l'attaché militaire austro-hongrois à Belgrade par l'agent secret Arsa Popovitch, les préparatifs analogues faits à Moscou, Odessa et Kazan. **(5)** : Voy. [H. Pozzi], *La guerre revient...*, p. 315. [Dans cet ouvrage, H. Pozzi expliquait pourquoi, après avoir refusé l'envoi d'un ultimatum à la Serbie, le comte Tisza, premier ministre de Hongrie, fit soudainement volte-face le 14 juillet 1914 : « *Deux motifs ont amené Tisza à modifier son attitude : la nouvelle que la mobilisation russe était commencée (et l'on sait aujourd'hui qu'elle l'était effectivement) et la communication de la circulaire télégraphique par laquelle Sazonov, quelques heures plus tôt, avait informé tous les gouvernements, au nom du tzar Nicolas II, que* « la Russie repoussait par avance toute action modératrice qui pourrait être tentée à Pétrograd. » (p. 315)... (NdVR)]. **(6)** : Voy. R. Recouly, *Histoire de la Grande Guerre*, p. 12. [On lit : « *[...] lorsque la nouvelle de la mobilisation russe fut connue,* le jour suivant, *à Vienne et à Berlin* » (NdVR)].

au télégramme que M. Sazonov a envoyé le 29 juillet à l'ambassadeur russe à Paris et qui commençait ainsi : « *L'Ambassadeur d'Allemagne m'a déclaré aujourd'hui la décision de son gouvernement de mobiliser ses forces si la Russie n'arrêtait pas ses préparatifs militaires* » [1]. Nouvelle preuve que la Russie avait commencé à mobiliser avant le 29...].

S'il est vrai, comme l'écrit aussi (après tant d'autres !) M. Recouly, que la Russie n'a commencé à mobiliser que le 30 juillet, comment expliquer, surtout, le télégramme où Sazonov, le 29, informait notre gouvernement que la Russie « *était obligée de poursuivre ses préparatifs militaires* » [2] ?

Si la Russie les « poursuivait », c'est donc qu'elle les avait « commencés »...

Arrestation de Gavrilo Princip qui vient de commettre l'attentat à Sarajevo le 28 juin 1914. Dans les jours qui suivirent, personne — sauf les conjurés panslaves — ne pensait que la paix était menacée.



Ce qui achèverait de démontrer, s'il le fallait, l'intérêt capital, dans l'étude des responsabilités de guerre, de la mobilisation générale russe ordonnée à notre insu le 24 juillet 1914, c'est le soin avec lequel, depuis vingt ans, on s'est efforcé de la cacher à notre opinion.

Parachevant le geste serbe de Sarajevo, la mobilisation hâtive et secrète de la Russie — poursuivie parallèlement à la mobilisation serbe, ordonnée à Belgrade par le gouvernement russe [3] — écrase, en effet, le slavisme sous la plus effroyable des responsabilités.

Ce n'est pas la préméditation allemande, dont le monde entier, et ceux-la mêmes qui, chez nous, l'affirment encore, savent aujourd'hui qu'elle n'est qu'une légende imaginée pour les besoins de la cause — c'est le geste russe du 24 juillet qui a été la raison directe, unique de la guerre...

[En juillet 1914, personne — sauf les conjurés — ne pensait qu'une guerre mondiale éclaterait]

Pas une chancellerie européenne n'avait eu le sentiment, au lendemain de Sarajevo, que la guerre générale était désormais inévitable et n'était plus qu'une question de jours.

Toutes ont eu la pensée, partagée par leurs opinions [4], que l'événement était gros de complications fâcheuses, mais aucune —pas plus celle de Berlin que la nôtre [5] — n'a discerné sur le moment que l'irréparable venait de s'accomplir.

Un seul homme, chez nous — parmi ceux qui ne travaillaient pas d'accord avec Saint-Pétersbourg et Belgrade — a eu la prescience de la catastrophe, et encore ne l'a-t-il eue que lorsque a été connue la volonté autrichienne de châtier les culpabilités serbes... « *Il est à craindre*, télégraphiait le 24 juillet notre

(1) : [Voy. *Un Livre Noir*, déjà cité, p. 289, télégramme n° 1551. (NdVR)] **(2)** : Voy. R. Recouly, *Histoire de la Grande Guerre*, p. 16. [On lit : « *Dans la nuit du 29 au 30, Viviani, venant réveiller Poincaré à l'Élysée, lui apporte un télégramme urgent de Saint-Pétersbourg [...]. Le gouvernement russe informe le gouvernement français qu'il est obligé [...] de poursuivre les préparatifs militaires.* »]. **(3)** : Voy. plus loin les télégrammes secrets de Spalaïkovitch à Pachitch. **(4)** : Voy. les journaux anglais, belges, suisses, français de l'époque. **(5)** : Voy. les télégrammes de Jules Cambon.

ambassadeur à Londres, Paul Cambon, *que la Russie, exaspérée par les exigences de Vienne, prenne parti militairement pour les Serbes ; qu'elle n'ait ainsi l'initiative d'une agression contre l'Autriche et que l'Allemagne ne soit amenée à soutenir son alliée. Ce sera la guerre générale...* » (Télégr. n° 132, 133).

Personne en Europe — en dehors des dirigeants russes et serbes et des rares personnalités françaises en relations intimes avec eux — ne se doutait, en effet, que le coup de revolver de Gavrilo Princip avait eu pour but de provoquer, en Russie et en Autriche, les réactions même qui s'y produisaient...

[La légende selon laquelle l'Autriche aurait saisi l'occasion rêvée]

On a soutenu le contraire.

Ne pouvant tout de même pas aller jusqu'à dire — comme avaient osé le faire les Serbes en 1916 [1] — que l'Autriche avait organisé elle-même l'attentat du 28 juin 1914, on a affirmé que l'Allemagne, dès le lendemain de Sarajevo, avait été d'accord avec son alliée pour envenimer et pousser les choses à l'extrême. Elle aurait vu dans l'assassinat du 28 juin une occasion inespérée de réaliser ses projets d'agression.

— « *Toutes les concessions serbes,* a-t-on écrit, *eussent été inutiles, comme ont été inutiles tous les efforts de conciliation des puissances pacifiques. L'Allemagne, sûre de son écrasante supériorité militaire, voulait la guerre. Elle la voulait tout de suite. Tous ses actes, dès le premier jour, n'ont tendu qu'à l'aggravation, à la généralisation du conflit.*

« *Mais lorsque l'Autriche sembla disposée à transiger, l'Allemagne, résolue à la guerre, brusqua le dénouement. Après avoir rejeté la proposition anglaise de soumettre le différend à une conférence, et la proposition française de constituer une commission internationale, elle n'accueillit pas davantage la demande d'arbitrage adressée personnellement au Kaiser par le Tzar Nicolas* » [2].

Aucune discussion, ajoute-t-on, n'est possible sur ce point, devant la précision des documents et des faits... Aucune discussion, en effet, n'est possible, en présence de toutes les révélations et précisions qui établissent aujourd'hui la réalité.

[Pourquoi l'Allemagne n'a pas pris en compte la proposition russe de conciliation]

Ce n'est pas l'Allemagne — les déclarations du ministre de Roumanie à Paris, Lahovary, qu'on lira tout à l'heure [3], fixent à cet égard la vérité — irréfutablement — c'est Philippe Berthelot, secrétaire général du quai d'Orsay, qui a fait échouer les offres autrichiennes, et cela de sa propre autorité...

C'est la Russie qui a repoussé la proposition britannique de conférence internationale, acceptée par l'Allemagne sous la seule réserve que la Serbie, puissance de troisième ordre, n'y serait pas traitée en égale de l'Autriche...

L'Allemagne n'a pas accueilli la demande faite à Guillaume II par le Tzar, le 29 juillet, de soumettre le conflit austro-serbe à la cour de La Haye ? Mais, en premier lieu, et contrairement à tout ce qui a été écrit et enseigné chez nous depuis vingt ans, il n'y a jamais eu de demande formelle, impliquant une réponse affirmative ou négative également formelle...

Il y a eu de la part du Tzar une simple expression d'opinion, placée en post-scriptum, pour ainsi dire, d'un message sans rapport avec ce post-scriptum.

---

(1) : Dans sa brochure célèbre : *Détruisez l'Autriche-Hongrie*, publiée à Paris en 1916, Édouard Bénès avait accusé le premier ministre hongrois, Étienne Tisza, d'avoir poussé l'Autriche à la guerre. Pour appuyer son mensonge, aujourd'hui universellement reconnu, de leur allié tchèque, les Serbes avaient été plus loin et affirmé avoir en mains les preuves que Tisza avait connu et favorisé les projets des assassins. L'honneur de cette invention revient au ministre serbe à Paris, Vesnitch, qui l'exposa pour la première fois dans les bureaux du *Temps*. **(2)** : *Petit Larousse Illustré* : Historique de la Grande Guerre, p. 1665, col. 1. **(3)** : [Non, car le chapitre n'a pas été reproduit (NdVR).]

« *Merci pour votre télégramme conciliant et amical. Attendu que le message officiel présenté aujourd'hui par votre ambassadeur à mon ministre était conçu en termes très différents, je vous prie de m'expliquer cette différence. Il serait juste de remettre le problème austro-serbe à la Cour de La Haye. J'ai confiance en Votre sagesse et en votre amitié* » [1].

En second lieu, au moment même ou il expédiait ce télégramme, Nicolas II signait l'ordre officiel de mobilisation générale — de cette mobilisation générale qu'il avait, en réalité, secrètement ordonnée et qui s'effectuait à plein depuis le 24 juillet...

Comment l'Allemagne, qui le savait, pouvait-elle prendre la « suggestion » de Nicolas II autrement que comme une ruse destinée à gagner du temps [2] ?

[L'Allemagne savait l'Autriche gravement menacée par les convoitises des panslaves]

Depuis 1909, et surtout depuis les victoires serbes de 1911 et de 1913, l'Allemagne sentait monter de toutes parts autour de son alliée autrichienne l'assaut de plus en plus menaçant, de plus en plus violent du slavisme. Comme tous les autres gouvernements, elle connaissait les convoitises de la Serbie, l'intense propagande menée par les organisations nationalistes, avec l'appui de la Russie, dans les provinces méridionales de l'Autriche, les vastes et rapides préparatifs militaires de l'Etat-major serbe. Elle savait — comme toutes les chancelleries européennes — que le jour ne pouvait plus tarder où l'Autriche serait acculée à une lutte à mort.

Dans cette lutte, qui déciderait non seulement du sort de l'Autriche, mais aussi de celui du germanisme tout entier, l'intérêt personnel de l'Allemagne, comme ses devoirs d'alliée, l'obligeraient à intervenir — exactement comme notre intérêt personnel et les obligations de notre alliance nous obligeraient, le jour où la Russie aurait à faire face à une attaque austro-allemande, à aller à son secours.

[Un ultimatum inacceptable ?]

Il n'est pas douteux que l'Allemagne a vu dans l'assassinat de Sarajevo, où la complicité évidente du gouvernement serbe plaçait celui-ci dans une situation difficile, une occasion inespérée pour son alliée de se débarrasser tout de suite, et dans des conditions exceptionnellement favorables, d'un adversaire que chaque jour écoulé rendait plus puissant et plus dangereux.

Incontestablement elle a poussé l'Autriche à profiter de cette occasion, à exiger de Belgrade des satisfactions décisives...

Exigences inacceptables, excessives, a-t-on dit... [3]

Il y a un an, en mai 1934, le gouvernement yougoslave a formulé exactement les mêmes à Sofia. Il a mis le gouvernement bulgare en demeure de détruire les organisations révolutionnaires macédoniennes d'Ivan Mihaïlov comme Berchtold, le 23 juillet 1914, avait mis Pachitch en demeure de détruire les organisations panserbes du colonel Dimitrievitch-Apis. Il a imposé à Sofia, sous menace d'intervention armée, le désaveu public des revendications bulgaro-

---

(1) : Texte publié le 31 janvier 1915 par le *Messager Officiel* de Pétrograd, et transmis le même jour par l'*Agence Havas*. **(2)** : [Dans *Un Livre Noir*, on trouve une « lettre autographe » du Tzar à M. Sazonov en date du 27 juillet 1914 — 14 juillet selon le calendrier russe — et dans laquelle il proposait l'arbitrage de La Haye. Nicolas II terminait ainsi : « *Peut-être la minute n'est-elle pas encore perdue avant qu'interviennent des événements déjà irréparables. Essayez de faire ce pas aujourd'hui, avant votre rapport, afin de gagner du temps. En moi l'espoir de paix n'est toujours pas éteint.* » Quand on connaît l'action russe, tout porte à croire que cette lettre était soit un piège destiné à tromper la France ou les services secrets allemands sur les réelles motivations de la Russie, soit une pièce rédigée après coup pour faire croire que Tsar avait lutté pour la paix (NdVR).] **(3)** : On le dit encore. Dans un article publié par *Le Monde* en 1992, l'auteur écrivait : « *après que le 23 juillet le gouvernement austro-hongrois eut adressé un ultimatum inacceptable à la Serbie* » (voy. *Le Monde*, 22 août 1992, p. 2, col. A).

macédoniennes sur la Serbie du Sud comme Vienne avait réclamé en 1914, sous menace de guerre, le désaveu des revendications panserbes sur la Bosnie, la Dalmatie, la Croatie...

Il a tout obtenu. Personne n'a protesté [1].

Ce qui était inacceptable, intolérable, il y a vingt ans, lorsqu'il s'agissait de la Serbie et de l'Autriche, avait-il donc cessé de l'être, il y a un an, lorsqu'il s'agissait de la Yougoslavie et de la Bulgarie ?

[Si l'Allemagne avait voulu la guerre générale...]

Mais, dit-on aussi, en poussant ainsi l'Autriche à se montrer intraitable, l'Allemagne escomptait provoquer cette guerre générale qu'elle préparait depuis 1911... Si telle avait été réellement l'intention de l'Allemagne, comment se fait-il alors qu'elle ait attendu, pour agir, jusqu'aux derniers jours de juillet ? Qu'elle ait ainsi donné à ses adversaires le temps de se concerter ? De toute évidence — si l'Allemagne était décidée à attaquer — son intérêt était d'intervenir dès les premières mesures de mobilisation russe.

Elle évitait de perdre ainsi, pour sa propre mobilisation, les six jours qu'elle a laissé gagner à la Russie — et qui eussent assuré sa défaite rapide si les Russes avaient eu d'autres chefs...

En réalité — et cela n'est plus discutable aujourd'hui — l'Allemagne, jusqu'au dernier moment, a cru que la Russie reculerait devant l'énormité des conséquences qu'entraînerait son intervention armée contre l'Autriche, elle a été persuadée que le conflit austro-serbe demeurerait localisé.

[Elle souhaitait d'ailleurs que le conflit restât localisé. Dans un télégramme secret du 24 juillet 1914, le chargé d'Affaire russe à Paris, Sévastopoulo, qui venait d'avoir des informations concernant la visite de l'ambassadeur allemand au ministère français de la Justice, écrivit :

La conclusion était que l'Allemagne considérait que [...] l'intérêt des Puissances était de localiser l'affaire en l'abandonnant aux parties intéressées. L'Allemagne désire chaleureusement la liquidation du conflit, car l'intervention d'une tierce puissance doit, en raison des traités existants, « avoir des conséquences incalculables » [2].]

[L'Allemagne n'avait plus le choix]

— « *L'Autriche,* écrivait le 18 juillet, le secrétaire d'État von Jagow, à l'ambassadeur d'Allemagne à Londres, prince Lichnowsky, « *l'Autriche veut maintenant régler ses comptes avec la Serbie et elle nous fait part de ses intentions. Nous ne devons et ne pouvons arrêter son bras... Si l'on ne parvenait pas à la localisation de ce règlement de comptes, alors ce serait la guerre. Nous ne pouvons sacrifier l'Autriche...* »

Toute la politique de l'Allemagne en 1914, tous les mobiles qui l'ont fait agir, sont exposés, résumés dans ces [...] lignes.

L'Allemagne, en effet, sous peine de se perdre elle-même — il ne faut jamais l'oublier lorsqu'on veut juger ses actes de 1914 — ne pouvait abandonner l'Autriche, sa seule alliée. Elle ne pouvait, non plus, sachant ce qu'elle savait, et ce que toute l'Europe savait avec elle, la blâmer de vouloir casser les reins, tant qu'il était encore faible, à l'adversaire qui ne cachait pas son intention de la détruire dès qu'il en aurait la force. L'Autriche engagée dans une lutte inégale avec la Russie, accourue au secours de la Serbie, force était à l'Allemagne de la soutenir.

[L'Allemagne a frappé la première parce qu'elle était menacée]

La faute impardonnable de l'Allemagne, celle qui justifie, aux yeux des masses qui s'en tiennent aux apparences, toutes les accusations portées contre elle, c'est d'être intervenue sans attendre l'attaque russe contre l'Autriche, d'avoir commencé la guerre...

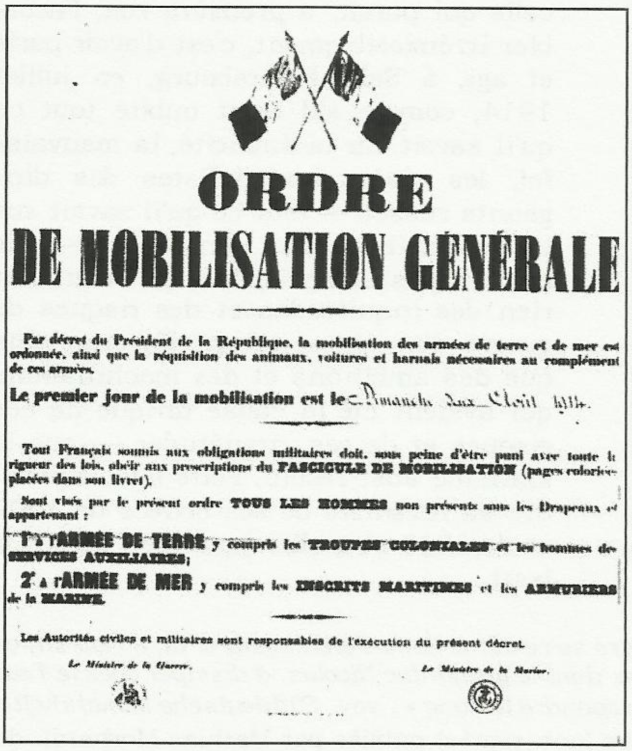
---

(1) : Le coup d'État du 19 mai 1934 a été un coup de force payé par Belgrade, exécuté par ses agents. **(2)** : [Voy. *Un Livre Noir, déjà cité,* p. 276.]

On le sait aujourd'hui : elle l'a fait sous la pression du terrible péril que constituait pour elle la mobilisation qui se poursuivait secrètement en Russie depuis le 24 juillet ; elle a attaqué parce qu'elle estimait que frapper la première constituait sa seule chance de salut — et Napoléon n'a jamais agi autrement... — mais elle s'est chargée ainsi de toutes les responsabilités d'une catastrophe qu'elle n'avait, en réalité, pas plus voulue que nous-mêmes.

[La mobilisation française a précédé la mobilisation allemande]

Notre mobilisation — contrairement à ce que croit aujourd'hui encore notre opinion — a, d'ailleurs, précédé la mobilisation allemande. C'est, en effet, à neuf heures du matin, le samedi 1er août 1914, que M. Messimy, ministre de la guerre. fit signer par M. Raymond Poincaré le décret de mobilisation et reçut du Conseil des Ministres la mission de le mettre immédiatement à exécution.



M. Messimy prit sur lui — il l'a dit lui-même à M. Raymond Recouly — de garder le décret par devers lui jusqu'a 15 heures. Il ne le remit au général Ebener, envoyé du général Joffre, qu'à 15 h 30. L'ordre de mobilisation fut télégraphié à partir de 15 h 45. A 16 heures, lorsque M. Viviani accourut au Ministère de la Guerre, dans l'espoir qu'il était encore temps de tout arrêter, il était trop tard...

Or, l'ordre de mobilisation n'a été lance en Allemagne qu'à 17 heures [1], lorsque le grand état-major a connu le nôtre par un télégramme de M. de Schoen...

[Juillet 1914 : Le gouvernement français ne pouvait s'imaginer que la guerre allait éclater]

Quant à nous, le fait que le président de la République et le président du Conseil sont partis pour Saint-Pétersbourg, le 15 juillet, en ne laissant pour gérer les affaires de la France que des sous-ordres, démontre irréfutablement que notre gouvernement, à quinze jours de la guerre, n'était au courant de rien, ne prévoyait rien.

Jusqu'après leur arrivée en Russie, ni M. Poincaré ni M. Viviani n'ont rien su, n'ont rien pressenti. Ils ont vécu dans une euphorie tellement extraordinaire qu'elle en apparaît invraisemblable !

— « *Que se passe-t-il à Vienne et à Berlin*, note le 17 juillet, au large des côtes du Danemark, le Président de la République. *Nous nous le demandons tous deux, avec plus de curiosité que d'inquiétude* » [2].

L'inquiétude, hélas ! n'allait par tarder, chez eux, à remplacer la curiosité...

Nos représentants ne se sont pas embarqués pour la Russie, comme on les en a accusés, malgré la gravité de la situation européenne. A bien plus

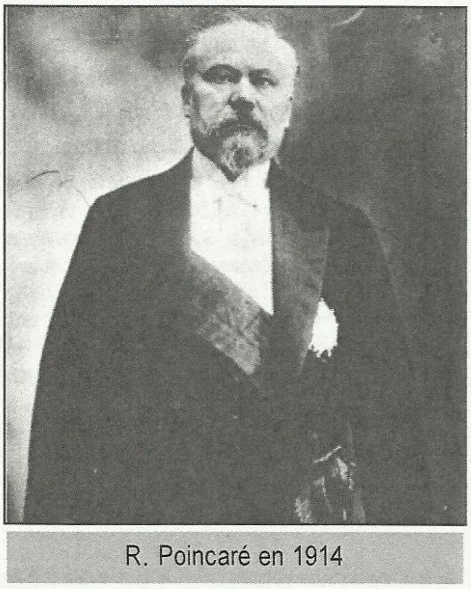
(1) : [Vrai, voy. *Le Livre blanc...*, déjà cité, p. 18 : « *Sa Majesté l'Empereur et Roi ordonna le 1er août, à 5 heures du soir, la mobilisation générale de l'armée et de la marine allemandes* » (p. 18).] **(2)** : Voy. R. Poincaré, *L'Union sacrée*, déjà cité, p. 225.

forte raison, ne sont-ils pas partis à cause de sa gravité. S'ils ont quitté la France au moment même où leur présence y eut été le plus nécessaire, c'est qu'ils ont jugé, et tous les membres du gouvernement avec eux, cette situation beaucoup moins périlleuse qu'elle ne l'était effectivement.

On a prétendu — et pas seulement chez nos anciens adversaires... — que M. Raymond Poincaré et M. Viviani étaient parfaitement renseignés, au moment de leur départ, et qu'ils ont été en Russie pour s'y entendre de vive voix avec nos alliés, y arrêter avec eux les dernières dispositions de guerre [1].

L'accusation est d'une absurdité proprement stupide.

Pour tous ceux qui ont personnellement connu l'autoritarisme, la confiance en soi, le besoin quasiment physique de se mêler de tout, de tout connaître, de tout diriger qu'avait Raymond Poincaré, l'idée même qu'il ait consenti, à une heure de notre histoire qui pouvait être suprême, à céder son poste de commandement à d'autres, est d'une naïveté risible...



R. Poincaré en 1914

Je ne plaide pas le procès Poincaré. J'y témoignerai, au contraire, tout à l'heure, et contre l'accusé... Mais j'y témoignerai sur des faits précis, non pas sur des hypothèses et des rêves. L'énormité même, la folle déraison des accusations qui ont été dirigées, depuis vingt ans — dans une débauche de documents truqués et de fausses interprétations de documents vrais — contre l'ancien Président de la République, ont été directement à l'encontre du but que leurs auteurs se proposaient.

[Les terribles fautes du R. Poincaré]

Les erreurs commises par M. Poincaré, pendant les trente-quatre jours qui séparent l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand de la déclaration de guerre, ont été assez nombreuses et assez grandes, les responsabilités qu'il a encourues de ce chef sont assez lourdes pour que la haine et l'ignorance n'y ajoutent rien.

La faute immense, inconcevable venant de lui, qu'on peut lui reprocher, celle qui paraît, a première vue, l'accabler irrémissiblement, c'est d'avoir parlé et agi, à Saint-Pétersbourg, en juillet 1914, comme s'il avait oublié tout ce qu'il savait sur la duplicité, la mauvaise foi, les visées impérialistes des dirigeants russes — tout ce qu'il savait sur la culpabilité des panserbes — de n'avoir pas compris, lui qui n'ignorait rien des inquiétudes et des risques de guerre d'un passé récent [2], non plus que des ambitions et des machinations qui avaient été la cause unique de ces risques et de ces inquiétudes — que le slavisme était résolu, cette fois, à prendre sa revanche de ses échecs de 1909 et de 1913 et à aller pour cela jusqu'au bout...

(1) : « *Après l'attentat de Sarajevo, Poincaré se rendit à Saint-Pétersbourg et là, il réussit, en collaborant avec les partisans de la guerre, dont le grand-duc Nicolas, à dissiper chez le Tzar les dernières préventions contre l'idée de répandre le sang* » ; voy. *Süddeutsche Monatshefte*, octobre 1922 ; voy. également les articles (non signés) publiés par Mathias Morherdt, de décembre 1934 à février 1935, dans *Forces*. **(2)** : « *Tout ne semblait pas perdu, cependant, puisqu'en 1912 et en 1913, des mobilisation analogues n'avaient pas entraîné la guerre* » (voy. « Le testament politique de Raymond Poincaré », paru dans *Le Matin*, 28 octobre 1934, p. 1, col. B).

Il l'a dit lui-même, deux ans plus tard : il n'a vu l'abîme qu'une fois dans le précipice.

— « *Pendant tout notre séjour en Russie, nous avons ignoré tout ce qui se tramait* » [1].

Viviani et lui, en effet, en débarquant à Cronstadt, sont tombés dans un monde où ils étaient aussi dépaysés, aussi incapables de se reconnaître que s'ils étaient tombés dans Sirius. Pas un instant, par exemple, ils ne se sont doutés que tous ceux qui les entouraient — à la Cour, au gouvernement, dans l'armée — et qui tous étaient décidés à la guerre, guettaient, pour en tirer parti, leurs moindres réactions, leurs moindres gestes, leurs moindres paroles, leurs silences même...

La plus insignifiante erreur de jugement, l'imprudence verbale la plus infime, l'acte qui partout ailleurs et en d'autres circonstances eut été le plus normal et le plus simple, pouvaient avoir, dans cette atmosphère surchargée d'électricité, dans ce milieu grouillant de calculs, d'ambitions, d'espérances insensées, les plus extrêmes conséquences...

Ils les ont eues...

[L'impardonnable maladresse de R. Poincaré face à l'ambassadeur d'Autriche]

En particulier, d'inimaginables, d'irréparables maladresses ont été commises par M. Poincaré, le 21 juillet, au cours de sa réception des ambassadeurs et ministres étrangers accrédités auprès du Tzar.

L'ancien Président de la République l'a vainement nié. Ce qu'il n'a pas jugé à propos de nous dire [2], d'autres, en effet, l'ont dit, qui étaient là [3] et dont le témoignage ne peut pas être récusé.

Lorsque M. Poincaré déclarait au ministre de Serbie, à ce Spalaïkovitch, que ses chefs eux-mêmes jugeaient si cruellement [4] : — « *Ne craignez rien : la Serbie a des amis chauds chez nous* » [5] — lorsqu'il usait vis-à-vis de l'ambassadeur d'Autriche, comte Szapary, d'un langage dont le moins qu'on en puisse dire c'est qu'il était inconsidéré [6] —

(1) : *Ibid.* [Notons que lorsqu'il écrivit cette phrase, R. Poincaré pensait plutôt à ce qui se « tramait » en Autriche ; il écrit en effet : « *il était impossible de prévoir l'extraordinaire ultimatum que le Ballplatz projetait d'adresser à Belgrade. Pendant tout notre séjour en Russie, nous avons ignoré ce qui se tramait* ». A première vue, donc, H. Pozzi commet une erreur. Cependant, R. Poincaré écrit immédiatement après : « *Dans les conversations que j'ai eues avec l'empereur [russe], dans celles que M. Viviani a tenues avec M. Sazonov, comme dans les toasts que nous avons publiquement échangés, nous avons répété que la Russie et la France étaient plus fermement attachées à l'alliance que jamais, et que cette alliance était une des meilleures garanties de la paix* ». Or, si la Russie était fermement attachée à l'alliance avec la France, c'est parce qu'elle voulait son soutien pour la guerre prochaine... On en déduit qu'effectivement, R. Poincaré a ignoré « *tout ce qui se tramait* » également au pays du Tzar... (NdVR).]. **(2)** : Voy. R. Poincaré, *L'Union sacrée*, déjà cité, pp. 253 et suiv. **(3)** : Maurice Paléologue [qui raconte le voyage de R. Poincaré dans son livre intitulé] *La Russie des Tsars...*, déjà cité, [pp. 6 à 11] ; D. S. Sazonov, *Sechs Schwere Iahre*, Berlin, 1927 [Je n'ai pas pu me procurer l'ouvrage en allemand mais j'ai pu consulter la version française parue chez Payot en 1927 et intitulée : *Les années fatales. Souvenirs de S. Sazonov.* L'auteur parle du voyage de R. Poincaré aux pp. 159 et suiv.] ; Comte de Carthagène, ambassadeur d'Espagne : *Souvenirs d'un diplomate*, Madrid, 1933 [Je n'ai pas pu me procurer cet ouvrage. J'omets enfin trois autres références que, visiblement, H. Pozzi a prises dans l'ouvrage de R. Poincaré, mais sans vérifier. L'une d'entre elle, d'ailleurs, est fausse (*Un Livre Noir*, tome II, p. 225 : à cette page, on ne trouve rien sur le voyage de R. Poincaré).]. **(4)** : « *Je me demande toujours si Spalaïkovitch est plus canaille que sot, ou aussi sot que canaille* » (voy. Dragomir Stéfanovitch, ancien secrétaire général au ministère des Affaires étrangères serbe, 11 janvier 1924). **(5)** : Comte de Carthagène, *Souvenirs d'un diplomate* ; Spalaïkovitch à Pachitch, télégr. n° 194/7, 8/21 juillet 1914, archives serbes, dossier K 21, folio 1. (6) : « [...] *je fais remarquer à l'ambassadeur que la Serbie a, en Russie, des amis qui s'étonneraient sans doute de la savoir en butte à des mesures de rigueur, et que cette surprise pourrait être partagée dans d'autres pays d'Europe, amis de la Russie. On*



R. Poincaré lors de son voyage en Russie en juillet 1914. Durant ce voyage, il commit des maladresses dont les conséquences allaient être très graves...

lorsqu'il se portait garant envers Sazonov et le grand-duc Nicolas, chef avéré du parti de la guerre que « *la France était prête à tenir tous les engagements de son alliance* » [1] — il se chargeait des pires responsabilités...

Il exaspérait l'Autriche, il achevait de convaincre l'Allemagne que nous marchions en plein accord avec les bellicistes russes et panserbes, et il apportait a ces derniers, — inconsciemment, mais avec quelle force ! — un encouragement, des arguments qu'ils allaient exploiter a fond.

— « *Dans l'abominable inquiétude où nous étions* », me disait Stefanovitch trois ans plus tard, « *les télégrammes de Spalaikovitch nous rapportant les paroles et l'attitude de M. Poincaré, nous ont empli d'une immense espérance.* »

* * *

LES TÉLÉGRAMMES SERBES

[La France n'a ni voulu la guerre, ni su pourquoi elle a été déclarée]

La France, qui ne voulut pas la guerre, et qui, jusqu'au bout, fit tout ce qui dépendait d'elle pour l'éviter, n'a rien à craindre de la vérité.

Elle peut la regarder en face et l'accueillir, lorsqu'elle se présente, avec la sérénité d'un juge.

Mais elle sait si peu de cette vérité, et elle le sait si mal sur les points essentiels — les origines vraies, les causes déterminantes, les responsabilités directes de la catastrophe — qu'autant dire qu'elle n'en sait rien.

Aucun des futurs belligérants, en juillet 1914, n'était plus inconscient des réalités qui se dissimulaient sous les apparences. Lorsque a éclaté le coup de foudre de la guerre, notre pays n'avait

---

risquerait alors de voir recommencer une crise balkanique, et naître des complications regrettables » (voy. Raymond Poincaré, *L'Union sacrée*, déjà cité, p. 254). [J'omets les autres références, des livres sans indication de page...]

(1) : [A l'appui de cette allégation, H. Pozzi cite tout deux livres, mais sans indication de page, d'où le fait que je les omets. Il mentionne ensuite le *Livre Noir*, tome II, p. 2. Je n'ai rien trouvé à cette page, mais à la page 354, on lit sous la plume de M. Sazonov, à propos de R. Poincaré : « *en sa personne la Russie possède un ami sûr et fidèle* », preuve que le Président français avait donné toutes les garanties... (NdVR).]

même pas la plus vague idée des intérêts et des hommes pour le compte et pour la plus grande gloire desquels, dans l'illusion de formules magnifiques, il allait souffrir, lutter et mourir pendant cinquante-deux mois.

Le 2 août 1914, sur les quatre millions de mobilisés qui sont partis le cœur serré, mais en chantant, vers l'horreur des batailles prochaines, il n'y en avait pas cent, il n'y en avait pas vingt, chez nous, qui eussent la moindre notion des causes réelles de la guerre.

Il n'y en avait guère plus, d'ailleurs, quatre ans plus tard... Aujourd'hui même, parmi les survivants, combien se doutent de la vérité ?

Notre peuple, il y a vingt ans, a été au carnage avec une âme d'enfant, pénétré de la conviction qu'il avait été l'objet d'une injustifiable agression, et sans même chercher à savoir, à comprendre le pourquoi de cette inexplicable et soudaine agression...

De nos adversaires, de nos alliés, de toutes les querelles lointaines et compliquées, de toutes les négociations et machinations secrètes qui avaient menacé la paix depuis quelques années, il ne savait que ce qu'il en avait lu dans une presse qui était alors [...] tout entière à vendre au plus offrant [1]. De l'implacable bataille engagée, depuis un demi-siècle, en Europe Centrale et dans les Balkans, entre le germanisme et le slavisme ; des conflits séculaires de races et d'ambitions d'où venait de surgir la tempête, il ignorait tout...

Les incidents bosniaques, les deux guerres balkaniques, la guerre italo-turque, les alertes successives de Tanger, de Casablanca et d'Agadir, avaient glissé sur notre opinion comme passent dans un ciel d'été de lointains coups de tonnerre.

Il y avait si longtemps que la paix durait qu'elle lui paraissait devoir durer toujours... Comme aujourd'hui — et infiniment plus qu'aujourd'hui —, la France faisait confiance à ceux qui la gouvernaient, alarmée quand on l'alarmait, rassurée quand on la rassurait. Elle se laissait mener.

Mais s'il en était ainsi des combattants, de l'immense foule anonyme dont les cadavres allaient emplir les charniers du front, que dire de ceux qui avaient dû la jeter au combat — de notre gouvernement d'alors ?

Aucun des hommes qui eurent la charge effroyable de conduire la France en 1914 n'étaient des bellicistes ni des affairistes. Aucun n'était à la solde des grandes puissances occultes, qui, par dessus la vie des peuples, ne pensaient et n'agissaient qu'en vue de leurs intérêts égoïstes. Ni Poincaré ni Viviani ni aucun de leurs collaborateurs n'étaient des André Tardieu.

La guerre — qu'ils avaient vu venir depuis trois ans — depuis Agadir et depuis qu'ils connaissaient les clauses secrètes du pacte d'alliance serbo-bulgare du 13 mars 1912 (« *Le traité,* s'était écrié M. Poincaré, le 9 août 1912, lorsque Sazonov, sur son insistance, avait fini par lui donner connaissance du document qu'il nous cachait depuis six mois, *le traité contient donc en germe, non seulement une guerre contre la Turquie, mais aussi d'une guerre contre l'Autriche...* » [2]) — elle leur faisait horreur, ils n'attendaient d'elle ni honneurs ni argent, et quand elle est venue, elle les a épouvantés...

---

(1) : H. Pozzi traite cette question pp. 156 et suivantes, dans un chapitre intitulé : « La presse française », que nous ne reproduisons pas ici. **(2)** : Voy. R. Poincaré, *Les Balkans...*, déjà cité, p. 115. H. Pozzi poursuit en citant Sazonov qui aurait déclaré : « *Je ne pus qu'acquiescer.* » Comme référence, il écrit : *(D.S. Sazonov :* Sechs Schwere Jahre *; Berlin, 1927)*, mais sans donner la page. Dans la traduction française des mémoires de M. Sazonov, je n'ai trouvé nulle part une telle réponse. L'ancien ministre russe concède uniquement que cet accord serbo-bulgare avait des « *aspects négatifs* », « *qui d'ailleurs étaient nombreux et sur lesquels je ne fermais pas les yeux* » (voy. D. Sazonov, *Les années fatales...*, déjà cité, p. 57). Plus loin, il précise : « *nous considérions une guerre balkanique comme possible et même probable, mais nous en voyions la cause beaucoup moins dans la conclusion d'une alliance, même offensive, entre la Serbie et la Bulgarie, que dans l'état de guerre qui existait*

Ils connaissaient depuis longtemps toutes les causes qui rendraient, un jour ou l'autre, la guerre inévitable, toutes les causes qui, peu à peu, et de plus en plus vite, la rapprochaient...

Mais en connaissaient-ils, eux, lorsqu'elle nous a été imposée, les raisons déterminantes et les responsables immédiats ?

Et s'ils les connaissaient, s'ils savaient comment et par qui, réellement, la catastrophe avait été voulue, préparée et soudainement déchaînée, pourquoi alors n' ont-ils pas parlé, pourquoi ont-ils laissé notre opinion dans l'ignorance ?

Pourquoi, surtout, depuis que la paix est revenue, ont-ils permis, en continuant a se taire, que se prolongent et s'affermissent les mensonges du temps des batailles ?

[Ce que les gouvernants français ont incontestablement su]

Pour poser une question plus précise, — notre gouvernement savait-il, le 1er août 1914, que notre pays était jeté à la guerre, non par la volonté préméditée de l'Allemagne — comme il l'a affirmé alors et comme on le dit encore — mais par la volonté préméditée, un geste réfléchi de nos alliés russes, agissant de concert avec ceux qui venaient de faire assassiner l'archiduc autrichien ?

Il est incontestable que notre gouvernement, ou tout au moins ses chefs, savaient à la déclaration de guerre — exactement depuis qu'ils avaient reçu le télégramme où notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg, M. Maurice Paléologue, les informait des décisions prises le 24, au conseil des ministres tenu à Krasnoïé-Sélo — que l'Europe devait la guerre, et la devait uniquement, à l'ordre de mobilisation lancé ce jour-là — à notre insu — par la Russie...

Au reste, l'évidence de la culpabilité russe est si écrasante, il est apparu tellement nécessaire, en 1914, à notre gouvernement de cacher à tout prix à notre opinion la provocation délibérée vis-à-vis de l'Allemagne et la félonie à l'égard de notre pays que constituait la mobilisation secrète russe du 24 juillet, que la dépêche où Maurice Paléologue annonçait cette mobilisation a été supprimée dans le *Livre Jaune* sur les origines de la guerre publié par notre Quai d'Orsay et dont les rédacteurs n'avaient pas prévu que, [...] Maurice Paléologue [...] [1] rétablirai[t] un jour la vérité. »

[La mobilisation russe cause de tout]

Car la mobilisation russe — le premier geste de guerre fait en Europe, il y a vingt ans — ne date pas du 30 juillet, comme on l'écrit et comme on l'enseigne encore officiellement chez nous. La mobilisation russe, celle qui a déterminé toutes les autres, date du 24... La mobilisation générale ordonnée par l'ukase impérial du 29, n'a été qu'un trompe-l'œil, un alibi cynique pour écarter les responsabilités.

Il est incontestable, aussi, que nos dirigeants savaient que cette mobilisa-

---

depuis l'automne 1911 entre la Turquie et l'Italie pour la possession de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque » (p. 59). J'ignore s'il existe des divergences entre la version allemande et la version française des mémoires de M. Sazonov. J'indique cette différence uniquement par souci d'honnêteté.].

(1) : [Dans cette note H. Pozzi cite à nouveau *La Russie des Tsars*, pp. 24-25. Or, j'ai déjà dit plus haut qu'il fallait leur préférer la page 27, avec cet aveu de taille : « [25 juillet 1914 :] *A sept heures du soit, je me rends à la garde de Varsovie [...]. Sur les quais, l'animation est vive : les trains sont bondés d'officiers et de soldats. Cela sent déjà la mobilisation.* » J'ai omis le passage où H. Pozzi écrit : « *mais Sazonov lui-même* », prétendant ainsi que l'ancien ministre du tzar aurait, dans ses mémoires, avoué la date réelle de la mobilisation russe. Je note que là encore, H. Pozzi mentionne la version allemande des mémoires de M. Sazonov, mais sans indication de page. Or, dans la version française, je ne trouve aucun aveu semblable ; bien au contraire, l'ancien ministre affirme que Nicolas II décida une première mobilisation partielle le 28 juillet, et que l'ordre officiel fut donné le lendemain 29 (voy. D. Sazonov, *Les années fatales*..., déjà cité, p. 201). (NdVR)]

tion, qui devait provoquer en Allemagne des répercussions fatales à la paix, avait été précisément décidée par le gouvernement russe, en vue de provoquer cette réaction allemande...

Les Allemands auraient donc raison, qui affirment depuis vingt ans — depuis le 26 juillet 1914 — qu'ils n'ont mobilisé que pour répondre à une mobilisation russe d'autant plus inexplicable, d'autant plus inquiétante qu'elle s'opérait dans le plus grand secret.

Ils ont raison...

Mais si cette mobilisation russe — dont l'immense majorité de notre pays n'a jamais entendu parler — comme elle n'a jamais entendu parler des événements les plus importants, les plus décisifs de la guerre et de l'après-guerre — frappe le tsarisme d'une responsabilité écrasante, sans excuses, elle ne nous atteint, elle ne nous compromet — nous — d'aucune manière... Elle laisse intacte, inattaquable, notre affirmation que nous n'avons pas voulu la guerre.

Mieux que cela — elle la renforce...

La mobilisation russe du 24 juillet, qui a provoqué la contre mobilisation allemande a été voulue, en effet, décidée et réalisée en dehors de nous, a notre insu — malgré nous... Elle a été un guet-apens autant contre notre pays que contre la paix.

[Nouvelles preuves que la Russie agissait dans le dos de la France]

Pour en avoir la preuve — une preuve irréfutable, matérielle, et où l'Allemagne n'est pour rien — un simple rapprochement de dates, un simple rappel de faits suffit...

A qui fera-t-on croire, par exemple, que si Poincaré et Viviani avaient été, dès alors, d'accord avec lui, Sazonov en eut été réduit, le 23 juillet 1914 — tandis qu'ils faisaient hâtivement leurs adieux au Tzar — à tenter de leur faire signer par surprise — comme il a tenté de le faire — une déclaration qui devait placer notre pays, pieds et poings liés, aux côtés de la Russie tsariste, dans son conflit avec l'Autriche ?

Et que nos représentants — immédiatement, catégoriquement... — se fussent refusés à lui donner cette signature [1] ?

Si M. Raymond Poincaré et M. Viviani quittaient la Russie avec la certitude que la situation européenne — pour des raisons dont une partie, d'ailleurs, leur échappait encore — était autrement périlleuse qu'ils ne le supposaient à leur arrivée... ; s'ils avaient examiné avec les ministres du Tzar toutes les éventualités ; si un accord complet s'était établi entre eux et nos alliés pour le cas où certaines de ces éventualités se réaliseraient [2] leur action s'était bornée à cela.

[Le Tzar a tout caché à R. Poincaré]

Au cours de leurs entretiens avec nos représentants, pendant le séjour présidentiel à Saint-Pétersbourg, les dirigeants russes ne leur avaient soufflé mot des préparatifs militaires qui se poursuivaient fiévreusement d'un bout à l'autre de l'Empire.

Aucun de leurs interlocuteurs russes ne leur avait jamais dit, ne leur avait même jamais laissé soupçonner qu'ils envisageaient, qu'ils se disposaient à commettre le geste irréparable que constituerait une mobilisation secrète et quasiment générale.

---

(1) : « *M. Viviani et moi nous trouvons que cette rédaction* [...] *nous engagerait trop à suivre, dans les Balkans, la politique de la Russie* [...]. *Nous faisons donc modifier le projet* [...] » (voy. Raymond Poincaré, *L'Union sacrée*, p. 279). **(2)** : « *Informé de la remise de l'ultimatum, [Sir George Buchanan] avait été prié par M. Sazonov de conférer, dès le matin, avec M. Paléologue et avec lui. Le ministre des Affaires étrangères et l'ambassadeur de France lui avaient dit confidentiellement qu'à la suite de ma visite et de celle de M. Viviani l'accord s'était établi entre les gouvernements russe et français* » (voy. R. Poincaré, *L'Union sacrée*, p. 292). Voy. également *British Documents on the Origins of the War* [1898-1914], [London : His Majesty's Stationery Office, 1926], vol. XI, télégr. 101 et 164.

— [« *L'impression que Nicolas II me laissait, à M. Viviani et à moi, à l'heure où nous quittions la Russie, était donc très rassurante. C'était un allié fidèle. C'était un sincère ami de la paix* »] [2].

La véracité de cette affirmation a été mise en doute...

Elle ne peut plus l'être.

[La France a été certaine que la Russie mobilisait le 26 juillet]

Elle est formellement confirmée, en effet, par la dépêche ou Maurice Paléologue, dans la nuit du 24 au 25 juillet, rend compte à notre gouvernement de la démarche [...] qu'il vient de faire auprès de Sazonov, ainsi que de la réponse du ministre des Affaires étrangères du Tzar. Elle l'est encore davantage par la seconde dépêche, en date du 26, où Maurice Paléologue avise le quai d'Orsay des mesures de mobilisation brusquement décidées à Krasnoïé-Sélo, dans l'après-midi du 24, et qu'il n'a connues que dans la nuit du 25 au 26 [2].

Il tombe sous le sens que si M. Raymond Poincaré et M. Viviani avaient été mis au courant, avant leur départ, des intentions russes, si les décisions militaires prises le 24 l'avaient été d'accord avec eux, notre ambassadeur n'aurait pas été questionner Sazonov à leur sujet, et celui-ci, pour rassurer M. Maurice Paléologue, n'aurait pas jugé nécessaire de mentir comme il l'a fait [3].

Il n'y a donc aucun doute possible : M. Poincaré a dit vrai et la mobilisation russe du 24 a été ordonnée à son insu, à l'insu de notre gouvernement.

[Une preuve inédite de la duplicité russe]

Il existe une autre preuve de l'ignorance où se trouvaient nos représentants — à la fois du geste que méditaient les dirigeants russes et de leur volonté de nous le laisser ignorer jusqu'après ses conséquences réalisées...

Cette preuve — ni M. Raymond Poincaré ni M. Viviani ne l'ont connue.

Les bolchevistes n'en pouvaient trouver aucune trace, non plus, dans les archives impériales russes, où ils ont découvert, cependant, tant de documents accablants pour le tsarisme et ses complices.

Elle est publiée ici, aujourd'hui, pour la première fois...

C'est le télégramme envoyé le 9/22 juillet 1914, sous le N° 194/8, par le ministre de Serbie à Saint-Pétersbourg, Spalaïkovitch, au président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Pachitch [4].

En voici le texte :

---

(1) : [Voy. R. Poicaré, *L'Union sacrée*, p. 282. La citation entre crochet remplace le texte d'Henri Pozzi lorsqu'il écrit : « "Ni à M. Viviani ni à moi, M. Sazonov n'avait laissé pressentir ces dispositions militaires", *a spécifié, formellement, au sujet de la mobilisation russe du 24 juillet, l'ancien président de la République* » (R. Poincaré : *L'Union Sacrée*, p. 271). Car après vérification, cette phrase ne se trouve ni à la page 271, ni ailleurs. J'ignore l'origine de l'erreur commise par l'auteur. Il n'en reste pas moins vrai que H. Pozzi n'a pas menti : les officiels russes ont tout caché de leurs préparatifs militaires. (NdVR)] **(2)** : [Exact : dans son ouvrage déjà cité *La Russie des Tsars...*, M. Paléologue écrit : « *Rentré à l'ambassade* [la scène se passe le 25 juillet après 19 heures], *j'apprends que l'empereur vient d'ordonner les mesures préliminaires de la mobilisation dans les circonscriptions militaires de Kiev, d'Odessa, de Kazan et de Moscou.. De plus, les villes et gouvernement de Saint-Pétersbourg et de Moscou, sont déclarés en état de siège. Enfin, le camp de Krasnoïé-Sélo est levé et les troupes sont renvoyées, dès ce soir, dans leurs garnisons normales* » (p. 28). (NdVR)] **(3)** : Voy. M. Paléologue, *La Russie des Tsars...*, t. I, pp. 24-25. [« [M. Paléologue.]— *Puis-je certifier à mon gouvernement que vous n'avez ordonné encore aucune mesure militaire ?* [D. Sazonov.]— *Aucune, je vous l'affirme. Nous avons seulement décidé de faire rentrer en secret les quatre-vingts millions de roubles, que nous avons en dépôt dans les banques allemandes* » (p. 25).] **(4)** : Archives diplomatiques serbes, Présidence du Conseil, visas Pacù-Pachicht, case 19, dossier 11/B, folio 7 : « Pétersbourg », 2/15 juillet à 18/31 juillet 1914.

« Présidence du Conseil, Béograd (pour Pachitch) — Extrêmement Urgent — Secret —
Sazonov demande intensifions maximum préparatifs militaires, mais éviter toute manifestation populaire avant achèvement préparatifs russes stop Négociations Sazonov avec Poincaré Viviani très difficiles stop tous deux opposés toute mesure ou engagement pouvant entraîner France dans guerre pour question ou intérêts français non engagés stop attitude président République envers Szapary [1] **produit immense sensation milieux officiels et diplomatiques stop Sazonov insiste sous aucun prétexte France doit connaître dispositions militaires en cours stop transport Europe troupes Sibérie terminé stop mobilisation grandes régions militaires sera ordonnée immédiatement après départ Poincaré Viviani stop Sazonov informe remise ultimatum autrichien aura lieu demain dix juillet SPALAIKOVITCH** ».

La connaissance de ce document, il y a vingt ans, par l'opinion et le Parlement de notre pays — par l'opinion et les dirigeants de l'un quelconque des pays qui allaient être jetés à l'extermination — aurait changé la face du monde...

Son authenticité sera furieusement niée par ceux qu'il accable. Il existe un moyen facile, immédiat, de savoir si celui qui a déchiffré, à Belgrade, dans la nuit du 22 au 23 juillet 1914, dans son bureau de secrétaire-général du ministère des Affaires étrangères, le télégramme Spalaïkovitch, et qui m'a communiqué son texte, le 8 octobre 1917, à l'Agence des Balkans, à Paris, en me faisant promettre de ne m'en servir que cinq ans, au plus tôt, après sa mort, m'a confié une pièce falsifiée.

Le gouvernement de Belgrade n'a qu'à ouvrir ses archives — au folio, à la case, au dossier indiqués — à une commission internationale et à lui soumettre le télégramme en chiffre du 9/22 juillet 1914, N° 194/8, avec le texte en clair qui l'accompagne et qui est tout entier écrit — avec trois annotations à l'encre rouge et le passage « Sazonov insiste sous aucun prétexte France... » souligné d'un double trait bleu... — de la main de son traducteur, Dragomir Stefanovitch...

L'épreuve sera concluante...

[Un second télégramme terriblement accusateur]

On ignore ce qui s'est dit, ce qui a été convenu à Saint-Pétersbourg, entre Sazonov et les chefs nationalistes russes, dans la soirée du 23 juillet. Sur ce point, aucun document, aucune déclaration, aucun aveu des intéressés n'est venu, jusqu'ici, apporter la moindre lumière.

[...] [2]

Dans l'après-midi du 24, un conseil des ministres est réuni d'urgence à Krasnoïé-Sélo, sous la présidence de Nicolas II. En quelques instants, sans discussion, il décide la mobilisation immédiate des circonscriptions militaires de

---

(1) : Ambassadeur d'Autriche-Hongrie, M. R. Poincaré au cours de la réception diplomatique du 21 juillet lui avait adressé des paroles extrêmement vives, des avertissements ressemblant à des menaces. La scène avait fait scandale (voy. R. Poincaré, *L'Union sacrée*, p. 254). [J'omets trois autres références.]. **(2)** : [J'omets le passage où H. Pozzi écrit : « *Nous savons, en revanche, que le 24 juillet au matin, Sazonov s'est rendu chez Nicolas II, puis s'est longuement entretenu avec le grand-duc Nicolas Nicolaïevitch, oncle du Tzar. Nous le savons par Sazonov lui-même* (1) ». Car là encore, l'auteur mentionne dans sa note les mémoire de M. Sazonov en langue allemande, mais sans référence de page et dans la version française, je ne trouve nulle trace de cette entrevue du 24 juillet au matin. Naturellement, cela ne signifie pas qu'elle n'ait pas eu lieu. Dans les mémoires de Sazonov, un véritable fouillis règne ; l'auteur ne cesse de faire des rappels, des digressions etc., si bien qu'il est impossible de dégager une chronologie cohérente. J'y vois l'indice fort d'une volonté de voiler la vérité. Nous allons d'ailleurs voir (note suivante) que, sur un point précis, M. Sazonov est pris en flagrant délit de mensonge...]

Moscou, Kiev, Kazan et Odessa et des flottes de la Baltique et de la Mer Noire.

De cette mobilisation, qui va porter sur les deux tiers des forces russes de première ligne et qui va rendre la guerre inévitable, notre gouvernement n'est pas avisé. Il ne le sera que quarante-huit heures plus tard, le surlendemain, 26 juillet, par un télégramme de notre ambassade. Dans l'intervalle — le 25 — il a été informé, par M. Maurice Paléologue que le bruit avait couru d'une mobilisation, mais que, vérification faite auprès de Sazonov, ce bruit ne répond à aucune réalité.

Si nous, les alliés de la Russie, nous sommes ainsi tenus dans l'ignorance absolue, totale, de l'acte décisif accompli par la Russie — par contre le gouvernement serbe, lui, est exactement et immédiatement renseigné.

Quelques heures à peine, en effet, après la réunion de Krasnoïé-Sélo, Spalaïkovitch adressait à Pachitch un deuxième télégramme.

Comme celui qu'on vient de lire, il est publié pour la première fois...

En voici le texte :

— « **Présidence du conseil, Béograd (pour Pachitch) — Extrêmement urgent — Secret — Issue conseil ministres tenu aujourd'hui [24 juillet] trois heures sous présidence Tzar Krasnoïé-Sélo Sazonov me charge vous avertir mobilisation générale ordonnée** comme convenu **dans régions militaires Odessa Kiev Kazan Moscou avec mobilisation flottes Baltique et Mer Noire stop ordre envoyé autres régions hâter préparatifs mobilisation générale stop** Sazonov confirme divisions sibériennes concentrées en arrière Moscou Kazan **stop tous élèves écoles militaires promus officiers tous officiers en congé rappelés stop Sazonov demande rédigions réponse ultimatum en termes très conciliants mais rejetions catégoriquement tous points surtout sixième** [1] **portant atteinte notre prestige stop Tzar désire mobilisions immédiatement mais si Autriche engage hostilités devons reculer sans résister pour garder forces militaires intactes et attendre développement événements stop Sazonov aura conférence avec Paléologue et Buchanan** [Ambassadeur d'Angleterre] **pour arrêter bases action commune et moyens nous fournir armements stop Russie et France maintiennent thèse que conflit austro-serbe pas conflit local mais partie grande question européenne que seules toutes Puissances peuvent résoudre stop cercles compétents ici témoignent grande irritation contre Autriche stop mot d'ordre est guerre stop entière nation russe enthousiaste pour guerre grandes ovations devant légation stop Tzar répondra personnellement télégramme prince régent** [2] **SPALAIKOVITCH** » [3].

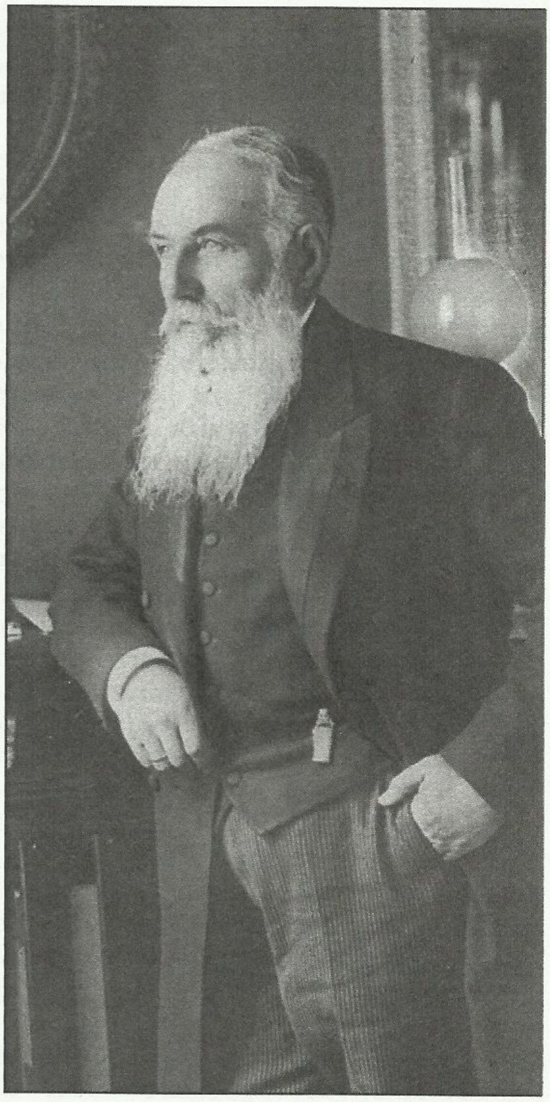
L'authenticité de ce document, qui porte le numéro d'ordre 196/8, et la date du 11/24 juillet, ne souffre — malheureusement — aucune discussion.

Son inspirateur et son signataire ont l'un et l'autre commis, d'ailleurs, l'imprudence de le confirmer, de l'authentifier eux-mêmes.

---

(1) : Dans le sixième point, l'Autriche exigeait la recherche et le châtiment des complices serbes des assassins de Sarajevo et la participation à l'enquête de magistrats autrichiens [En voici le texte : « *6° à ouvrir une enquête judiciaire contre les partisans du complot du 28 juin se trouvant sur le territoire serbe ; des organes, délégués par le Gouvernement I[mpérial] et R[oyal d'Autriche], prendront par aux recherches y relatives,* » (voy. *Le Livre Rouge...*, déjà cité, p. 15 ; voy. également *British Documents...*, vol. XI, p. 365)]. Il était bien impossible au gouvernement serbe de faire droit à cette demande, dont l'acceptation aurait signifié l'arrestation du colonel Dimitrievitch-Amis. C'est le colonel, en effet, ou tout au moins la *Crna Ruka* qu'il dirigeait, qui avait placé sur le trône le roi Pierre. **(2)** : Dans ce télégramme, le prince régent priait le Tzar de se hâter. **(3)** : Archives diplomatiques serbes, Présidence du Conseil, visas Pacù-Pachicht, case 19, dossier 11/B, folio 7 : « Pétersbourg », 2/15 juillet à 18/31 juillet 1914.

Dans un article publié en juillet 1934 dans la *Revue d'Histoire Diplomatique*, de Paris, sous le titre : « Une journée du Ministre de Serbie à Petrograd : [le] 24 juillet 1914 », Spalaïkovitch, par exemple, reproduit un certain nombre des « recommandations » que Sazonov, ce jour-là, l'avait chargé de transmettre à Belgrade. TOUTES se retrouvent dans le télégramme chiffré qu'on vient de lire, et dont Spalaïkovitch était bien sur que nul ne pourrait jamais donner le texte — y compris celle de « *reculer sans résister...* » [1].



Le président du Conseil serbe Pachicht.

[Le télégramme ci-dessus achève de démontrer les mensonges qui ont été colportés (consciemment ou non) par les défenseur de la thèse de la préméditation austro-allemande.

Dans son livre *La Russie des Tsars...*, par exemple, M. Paléologue place le conseil des ministres russe de Krasnoïé-Sélo le 25 juillet au matin et en diminue l'importance. Il écrit : « [25 juillet : D. Sazonov] *nous annonce qu'un conseil extraordinaire a été tenu ce matin, à Krasnoïé-Sélo, sous la présidence de l'Empereur, et que Sa Majesté a décidé*, en principe, *de mobiliser les treize corps d'armée qui sont éventuellement destinés à opérer contre l'Autriche-Hongrie* » (p. 26). Il ne se serait donc agi qu'une mobilisation de principe (?) prise le matin. A mon avis, M. Paléologue a été trompé par D. Sazonov lui-même. Dans son livre, d'ailleurs, il a la candeur de rapporter que, le soir même en gare de Varsovie, il vit des « *trains bondés d'officiers et de soldats* » (p. 27) ; comment une décision de principe prise le matin même aurait-elle pu avoir de tels effets visibles dès la fin de l'après-midi ? M. Paléologue ne s'interroge pas.

Maintenant, ouvrons les mémoires de M. Sazonov. Alors qu'il mentionne des événements survenus le 28 juillet, il écrit : « *Le conseil des ministres, tenu sous la présidence de l'Empereur, décida de mobiliser tout de suite quatre districts militaires — environ 13 corps d'armée — destinés à agir, le cas échéant, contre l'Autriche-Hongrie. L'ordre de mobilisation fut publié le 29 juillet* » (voy. D. Sazonov, *Les années fatales...*, p. 201). De façon évidente, il s'agit du même événement : la mobilisation de 13 treize corps d'armée tournés contre l'Autriche. Or, cette fois, le fait est placé le 28 juillet. Le mensonge est ici très net...

---

(1) : Texte reproduit par le journal officieux de M. Bénès, *L'Europe Centrale*, n° 30, 28 juillet 1934, p. 480. [On y lit en effet : « *Au cours des conversations qu'il [Spalaïkovitch] eut à maintes reprises avec M. Sazonov, le ministre russe [...] n'a cependant cessé un seul instant de conseiller à Belgrade de nouvelles concession et recommander à la Serbie d'aller jusqu'à ne pas opposer de résistance à l'agression austro-hongroise, de se laisser envahir* » (voy. *L'Europe centrale*, n° 30, p. 480, col. B)].

Concernant les éléments qui attestent l'authenticité du télégramme publié par H. Pozzi, j'en ajoute plusieurs autres :

1°) Dans ce télégramme, M. Spalaïkowitch écrit : « *Sazonov demande rédigions réponse ultimatum en termes très conciliants mais rejetions catégoriquement tous points surtout sixième* ». Il s'agissait donc de donner une réponse conciliante mais, finalement, négative. Sachant que le conseil des ministres russe avait eu lieu à 15 h, cette instruction est probablement parvenue à Belgrade en fin d'après-midi. Or, un premier conseil des ministres serbes s'est réuni le 24 au soir, durant lequel la réponse à l'ultimatum autrichien fut rédigée. On le sait notamment grâce à l'ambassadeur d'Autriche à Belgrade, le baron Giesl. Dans un télégramme du 25, il écrivit : « *Hier soir et aujourd'hui matin le Conseil des ministre s'est réuni ; selon plusieurs version, la réponse à notre note me serait donnée avant l'expiration du délai* » [1]. Et en effet, un réponse lui fut apportée dans la journée, qui fut qualifiée par les Autrichiens d' « *insuffisante* » (preuve qu'elle était conciliante mais, finalement, négative) [2].

2°) Dans le télégramme du 24 juillet, M. Spalaïkowitch rapportait : « *Tzar désire mobilisions immédiatement* ». Or, qu'a donc écrit le baron Giesl dans son premier télégramme du 25 juillet ?

> J'apprends qu'on prépare le train de la Cour ; l'argent de la Banque nationale et du chemin de fer, ainsi que les archives du ministère des Affaires étrangères sont transportés à l'intérieur du pays. [...] ; à la légation russe spécialement, on fait les malles. La garnison a quitté la ville en équipement de campagne, les dépôts de munition de la forteresse ont été évacués. Grand mouvement militaire à la gare [*Ibid.*, p. 74, document n° 22.].

Et quelques heures plus tard, dans un second télégramme, il annonça : « *A trois heures de l'après-midi la mobilisation générale a été ordonnée en Serbie* » (*Ibid.*, document n° 23). Le gouvernement serbe avait donc suivi à la lettre les instructions du Tzar...]

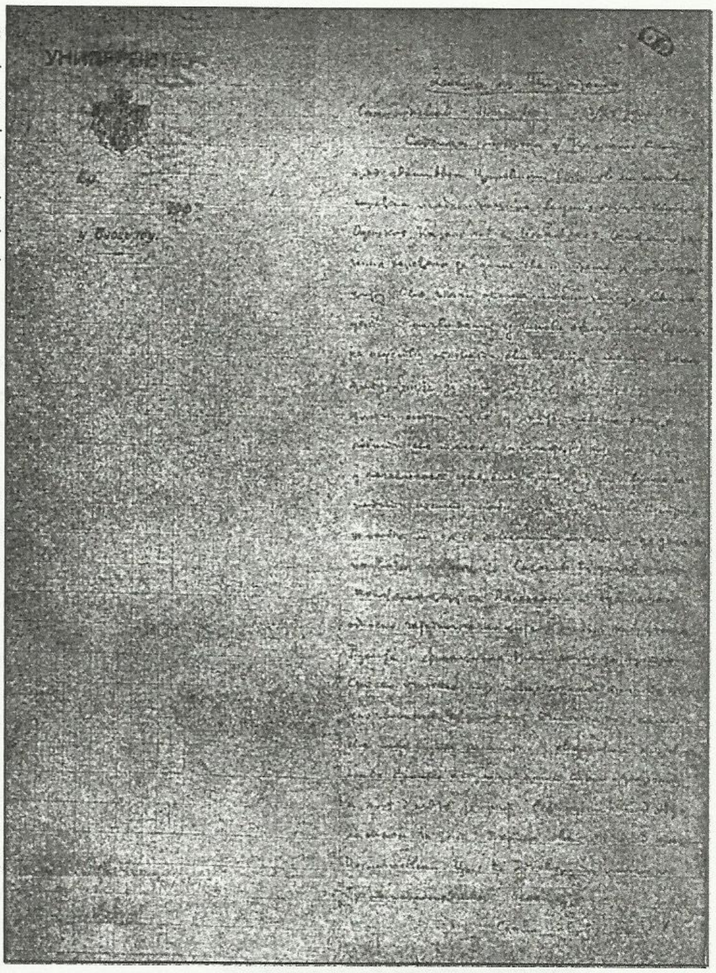
J'ai dit plus haut, aussi, que le gouvernement français, depuis le 9 juillet, possédait la clef du chiffre secret de la légation Serbe à Paris. Il a pu déchiffrer ainsi, le 25 juillet, la ré-expedition du télégramme Spalaïkovitch, n° 196/8, faite par Belgrade à son ministre en France. Qu'il l'ait fait, M. Poincaré lui-même nous en a donné, involontairement, la preuve. « *Le 24 juillet*, a-t-il écrit, en effet, *Sazonov donnait à la Serbie le conseil de replier ses troupes.* » Or, ce conseil — par lui-même inexplicable, puisque, le 24, personne ne savait, sauf Sazonov, que la Serbie rejetterait l'ultimatum autrichien et qu'il y aurait la guerre... — M. Poincaré n'a pu le connaître parce qu'il a connu le déchiffrement du télégramme Spalaïkovitch...

Le télégramme Spalaïkovitch avait été communiqué en outre, le jour même, par le gouvernement serbe — où Pacù faisait l'interim de Pachitch, alors en tournée électorale — au ministre serbe à Londres, Gruitch. Une copie en avait été prise, tandis qu'il le traduisait, par le deuxième secrétaire de la légation, Pétrovitch.

Le gouvernement yougoslave, informé en septembre 1934, que le diplomate détenait ce document terrible, a essayé, par tous les moyens, de le lui enlever. Il n'a pu y parvenir... [3].

---

(1) : Voy. *Le Livre Rouge Austro-hongrois. Pièces diplomatiques concernant les antécédents de la guerre 1914* (Vienne, 1915), p. 74, document 22. **(2)** : *Ibid.*, p. 75, document n° 24. Le baron Giesl commence ainsi : « *A la suite de la réponse insuffisante du Gouvernement Royal Serbe à nos réclamations...* ». **(3)** : Traqué, harcelé par la police secrète yougoslave et les agents de la *Main Blanche*, Pétrovitch s'est suicidé à Londres, le 24 novembre 1934, après avoir confié ses papiers, parmi lesquels de nombreuses pièces officielles, à des amis anglais sûrs. Certains ont été publiés en juin dernier [juin 1935] à Londres (voy. [H. Pozzi], *Black Hand over Europe*, F. Mott and C°, [Londres, 1935]. [Il s'agit, semble-t-il, d'une version anglaise, bien augmentée, de l'ouvrage paru en 1933 en France sous le titre : *La guerre revient*]).



Le fac-similé de la copie d'un télégramme serbe (voy. H. Pozzi, *Les Coupables...*, p. 67). Ces pièces, H. Pozzi les a obtenues de personnes qui les avaient prises à l'époque et qui le lui donnèrent en 1917 et après la guerre.

Dans le texte qu'on vient de lire, les mots en caractères romains ont été omis par Belgrade — pour une raison ignorée — dans la copie du télégramme Spalaïkovitch, transmise à Londres, le 25 juillet, par le ministre des Affaires étrangères par intérim, Pacù, et dont on trouvera ci-contre la reproduction photographique... A huit heures du soir, cependant, le 24 juillet, inquiet des bruits étranges qui lui parviennent, notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg se rend au ministère des Affaires étrangères, où il a déjà été le matin, mais où on ne lui a rien dit [1].

Il pose à Sazonov une question catégorique : « *Puis-je certifier à mon gouvernement que vous n'avez ordonné encore aucune mesure militaire ?* »

— « *Aucune, je vous l'affirme !* », répond tranquillement Sazonov [*Id.*].

Quelques heures plus tard, Spalaïkovitch, par un troisième télégramme, N° 197/8, prévenait Pachitch de l'incident et lui renouvelait, de la part de Sazonov, une impérieuse consigne de silence.

Ce document est ainsi libellé :

— « **Présidence du conseil Béograd (pour Pachitch). Extrêmement urgent — Secret —Paléologue demanda ce soir Sazonov si bruit mobilisation circonscriptions militaires Odessa Kazan Kiev Odessa et deux flottes conforme vérité stop exprima vif mécontentement si mesure susceptible provoquer graves complications ordonnée insu France stop Sazonov opposa démenti formel stop vous confirme nécessité éviter moindre indiscrétion stop Sazonov informera Paléologue aussitôt départ Scandinavie Poincaré Viviani stop avertissez Vesnitch Gruitch.** SPALAIKOVITCH [2]

Les Serbes font le nécessaire

Ainsi mis en garde, le gouvernement serbe fit immédiatement le nécessaire. Dans la matinée du 25, le télégramme suivant, enregistré à Belgrade sous le N° 432/VP/14, et à la légation de Paris sous le n° 291/3, BP/31, était adressé par Pacù au ministre de Serbie a Paris, Vesnitch :

(1) : « *A huit heures du soir, Paléologue se rend au ministère russe des Affaires étrangères...* » (voy. R. Poicaré, *L'Union sacrée...*, p. 29[5]). Voy. aussi M. Paléologue, *La Russie des Tsars*, t. I, pp. 24-25. **(2)** : Archives diplomatiques serbes, Présidence du Conseil, visas Pacù-Pachicht, case 19, dossier 11/B, folio 7 : « Pétersbourg », 2/15 juillet à 18/31 juillet 1914. »

— « **Béograd, 12/25 juillet — Légation Serbie, Paris, (pour Vesnitch) — Extrêmement Urgent — Secret — Refusez jusqu'à instructions nouvelles tous renseignements sur mesures prises ici ou Pétersbourg stop affirmez situation sérieuse mais nullement désespérée malgré violence ultimatum insistez sur notre profond désir conciliation et confiance en résultat intervention grandes Puissances amies stop absolument nécessaire opinion Parlement français ignorent tous préparatifs militaires ici et Pétersbourg stop conformément désir Tzar pressons mobilisation avons commencé transfert Nisch archives trésor services officiels stop évacuation arsenal Kragoujevatz terminée stop informez Tardieu Berthelot stop accord Sazonov réponse ultimatum conciliante forme négative fond stop guerre certaine stop urgent faciliter voyage Londres ou seront sécurité Madame Pachitch et famille PACU** » [1]



Vesnitch en 1919

Nous savons, par les Mémoires de l'ancien secrétaire de la Légation serbe a Londres, Pétrovitch, publiés en juin dernier, qu'un télégramme identique — jusque dans ses recommandations finales — avait été adressé le même jour, par Pacù a Gruitch [2].

En France, c'est le troisième secrétaire de la Légation serbe, Bochko Christitch [3], qui escorta la famille Pachitch jusqu'à Calais. En Angleterre, c'est Pétrovitch qui l'accueillit à Douvres.

Le télégramme 432 V/P 14, reçu par Vesnitch un peu avant midi, le 25, fut communiqué par lui dans l'après-midi à André Tardieu et à l'administrateur de l'Agence des Balkans, Edgar Roëls.

Lorsque Vesnitch, venant du quai d'Orsay, pénétra dans le bureau de Roëls, à l'Agence (alors installée 48, rue Taitbout), on eut dit un somnambule... Son émotion était si grande qu'il étouffait.

— « *C'est la guerre !* me disait quelques instants plus tard Bochko Christitch, *et la victoire sûre pour nos deux pays... Roëls et Tardieu l'ont dit au ministre* ».

[La France prise au piège]

Pourquoi ce soin mis par la Russie à nous dissimuler les mesures militaires qu'elle venait d'ordonner ?

Tout simplement parce que la manœuvre ourdie par le parti de la guerre russe, en plein accord avec les organisations panserbes, ne pouvait réussir qu'à une seule condition : il fallait que notre gouvernement — et aussi celui de Londres — ne connut la mobilisation décidée à Krasnoïé-Sélo qu'après l'Allemagne...

Ne pouvant plus rien arrêter, rien empêcher, force serait alors à notre gouvernement de s'incliner devant le fait accompli, d'en accepter toutes les conséquences. Sazonov, en effet, entendait éviter à tout prix — pour la Russie et pour son associée serbe — que se renouvelât l'échec qu'elles avaient subi en février 1909, au moment de l'affaire bosniaque, lorsque nous avions coupé court, d'accord avec l'Angleterre [4], à leurs initiatives belliqueuses.

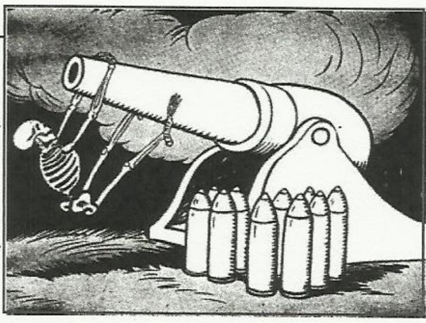
(1) : Archives diplomatiques serbes, Présidence du Conseil, visas Pacù-Pachicht, case 19, dossier 11/B, folio 7 : « Pétersbourg », 2/15 juillet à 18/31 juillet 1914. **(2)** : Voy. [H. Pozzi], *Black Hand over Europe...*, p. 265. **(3)** : Mon ancien collaborateur à l'*Agence des Balkans* ; actuellement ministre yougoslave à Athènes. **(4)** : La note du Foreign Office au gouverne-

Quand notre gouvernement, le 26 juillet, a été enfin prévenu, d'abord par le télégramme de notre ambassade, puis par un télégramme de notre attaché militaire, il était effectivement trop tard.

Depuis quarante-huit heures, la mobilisation des quatre principales circonscriptions militaires russes — c'est-à-dire, en y comprenant les troupes sibériennes, des deux tiers de l'armée impériale de première ligne — battait son plein. Berlin en était déjà informé et prenait fiévreusement ses mesures.

Toutes les tentatives de conciliation, toutes les négociations diplomatiques n'étaient plus qu'hypocrisies ou vains bavardages. La guerre générale voulue par les nationalistes russes et panserbes [1], était désormais inévitable...

Nous étions tombés dans le guet-apens — et le monde avec nous.



Si le livre d'H. Pozzi a pu faire découvrir la vérité à certains Français, il n'a rien appris aux Allemands. Car à partir d'août 1914, ils n'ont cessé de répéter publiquement que la catastrophe était survenue suite à la mobilisation russe. Dans son discours prononcé le 19 août 1915, le chancelier allemand déclara : « *La guerre est devenu inévitable seulement après la mobilisation russe* » [2]. Dans un livre paru la même année, des catholiques allemands répondirent à la propagande française en déclarant :

> La Russie a été incontestablement l'incendiaire dans ces journées fatales. Dès le 25 juillet [non : le 24], elle décidait la mobilisation d'une grande partie de ses troupes, soi-disant à cause des préparatifs de l'Autriche-Hongrie, qui, c'est bien évident, ne songeait aucunement à attaquer la Russie. Cette mobilisation impliquait donc uniquement une intervention russe dans le conflit austro-serbe. En dépit des prières et des objurgations de l'Empereur d'Allemagne et du Gouvernement allemand, les réservistes d'un certain nombre de Gouvernements furent appelés sous les drapeaux, le 30 juillet, par la voie des journaux. « Connaissant la discrétion des communiqués officiels russes, écrit le Chargé d'affaires de Belgique, on peut hardiment prétendre qu'on mobilise partout ». C'était vrai : et cela deux jours avant la mobilisation allemande !
>
> Contre qui donc cette mobilisation générale russe, effrontément niée jusqu'à la dernière minute ? Contre l'Autriche seule ? Il n'était plus possible de le croire. L'Allemagne envoya alors sa déclaration de guerre.
>
> Cette suprême résolution s'imposait-elle à l'Allemagne, et la guerre était-elle donc une nécessité pour elle ? En parcourant les seuls documents de la dernière semaine, on est tenté de rester un moment indécis, bien que la ferme volonté des Puissances de l'Entente de faire la guerre apparaisse de jour en jour de plus évidente même ici. Pour quiconque a étudié la période préliminaire et le mouvement d'opinions dans les trois pays en question pendant ces dix dernières années, une conviction absolue se dégage : pour échapper au sort terrible d'être écrasée de tous les côtés, l'Allemagne n'avait d'autre moyen de salut qu'une franche énergie et une claire notion de la marche à suivre. La déclaration de guerre eu 1er août était une nécessité [Voy. G. Pfeilschifter, *op. cit.*, p. 48].

ment russe est du 27 février 1909, celle du Quai d'Orsay du 25 [Voy. ici p. 21, col. B].

(1) : En particulier par la Crna Ruka (Main Noire), qui, après avoir fait assassiner le roi Alexandre Obrenovitch, suspect de sympathies autrichienne, après avoir placé sur le trône Pierre Karageorgevitch, venait d'organiser et de réaliser l'attentat de Sarajevo. **(2)** : Voy. le discours prononcé par T. von Bethmann-Hollweg le 19 août 1915 et reproduit dans *The New York Times Current History*, octobre 1915, p. 64, col. B.

Troisième partie

HITLER, FRUIT DU TRAITÉ DE VERSAILLES

Un traité imposé

Le 26 mai 1920, s'exprimant devant la Chambre, le député français M. Bellet lança :

> Jusqu'en 1918, quelle que fût la défaite du vaincu, la paix se négociait avec lui. Pour la première fois, revenant aux méthodes de l'ancienne Rome, la paix, les traités de paix sont établis par le vainqueur et imposés aux vaincus [1].

Non seulement les vaincus ne furent pas admis à discuter, mais, en France, les Chambres ne furent même pas consultées (sauf au moment de la ratification). Comme l'a rappelé Aristide Briand en 1921, les délégués des pays vainqueurs discutèrent « *en vase clos* », sans informer les parlementaires de ce qui se passait [2]. Ensuite, les vaincus furent contraints de signer sous la menace de la continuation du blocus qui les affamait.

C'était déjà très grave en soi. Mais l'épouvante de l'Allemagne et de l'Autriche s'accrut lorsqu'elles connurent le texte du traité de Versailles (de Saint-Germain pour l'Autriche) avec le fameux article 231 (art. 177 pour l'Autriche) : la reconnaissance de leur responsabilité entière dans le déclenchement du conflit. Elles surent en effet que ces articles allaient justifier l'imposition, jusqu'au bout, d'une paix de vengeance (démembrements, saisie des colonies, désarmement quasi-total, réparations...). Car il était impossible qu'un règlement fondé sur un mensonge grossier puisse faire naître une paix juste, une paix dont Dieu Lui-même aurait assuré l'exécution, comme le pensait, dans son aveuglement, le parlementaire catholique français M. Jénouvier [3].

*
* *

---

(1) : Voy. le *Journal Officiel*, 27 mai 1920, p. 1626. **(2)** : voy. la *Documentation Catholique*, t. V, 1921, p. 171, col. A. **(3)** : En octobre 1919, M. Jénouvier déclara qu'il voterait la ratification du traité de Versailles parce que :

« [...] *vieux croyant que je suis, je crois que son exécution ne sera pas seulement surveillée par la Société des nations, mais par un Être dont aucun de nos grands chefs ne récuse la collaboration [...] : "Dieu a été avec nous, Dieu a été avec eux ; Dieu a été blasphémé par les Allemands, Dieu a pris sa revanche ; il la prend toujours !"* (Très bien ! et applaudissements à droite.) *Et lorsqu'au mois de septembre 1914 [...] j'ai vu le flot barbare battant presque les murs de la capitale [...] lorsque j'ai vu cela et que, soudain, sans qu'aucune explication matérielle suffisante ne puisse en être donnée...* (Exclamations à gauche et mouvements divers).

« ***M. Debierre***. — *Permettez ; et le poilu français ?*

« ***M. Gustave Rivet***. — *Nous vous écoutons avec la plus grande sympathie ; mais je vous en pris, ne parlez pas de miracle ici !* (Très bien ! à gauche) [Suite page suivante...]

LE SORT DE L'AUTRICHE

Un pays démembré, laminé

Le cas de l'Autriche-Hongrie fut particulièrement clair. L'empire dont le panslavisme avec juré la perte — en 1916, Édouard Bénès, futur président de la Tchécoslovaquie créée en 1919, avait publié une brochure dont le titre était : *Détruisez l'Autriche-Hongrie !* — cet empire fut littéralement démembré et morcelé en États indépendants. Alors qu'en 1914, la couronne d'Autriche administrait une vaste étendue de 650 000 km² peuplée de plus de 50 millions d'habitants, l'Autriche de 1919 couvrait 83 000 km² avec une population de 6,5 millions de personnes. Ce qui faisait d'elle « *un des plus petits États de l'Europe, moindre que le Portugal, un peu supérieur à la Suisse* » [1], autrement dit : « *un avorton mal constitué, incapable de se suffire à lui-même, privé des éléments qui lui revenaient de droit* » [2]. La première carte (ci-contre) montre la façon dont fut démembré l'empire en 1919.

Des protestations s'élèvent contre le sort réservé à l'Autriche

Sans attendre, des protestation s'élevèrent : au retour d'un voyage en Autriche, le président de la Fédération internationale des syndicats, M. Appleton, lança :

> Une des plus fortes impressions que je rapporte de mon voyage en Autriche, c'est que le « droit de libre disposition » des peuples est un mot, une pure phraséologie. Les déterminations de frontières au moyen de ce droit sont beaucoup plus inhumaines que celles de l'ancienne politique. Le « droit de libre disposition » a séparé de l'Autriche une série de nouveaux pays, de telle sorte que l'Autriche s'est vue privée de toute possibilité d'existence. Tous les terrains fertiles lui ont été ravis ; elle n'a gardé que les territoires ingrats, où peut pousser un peu de seigle et d'avoine, mais point de blé [3].

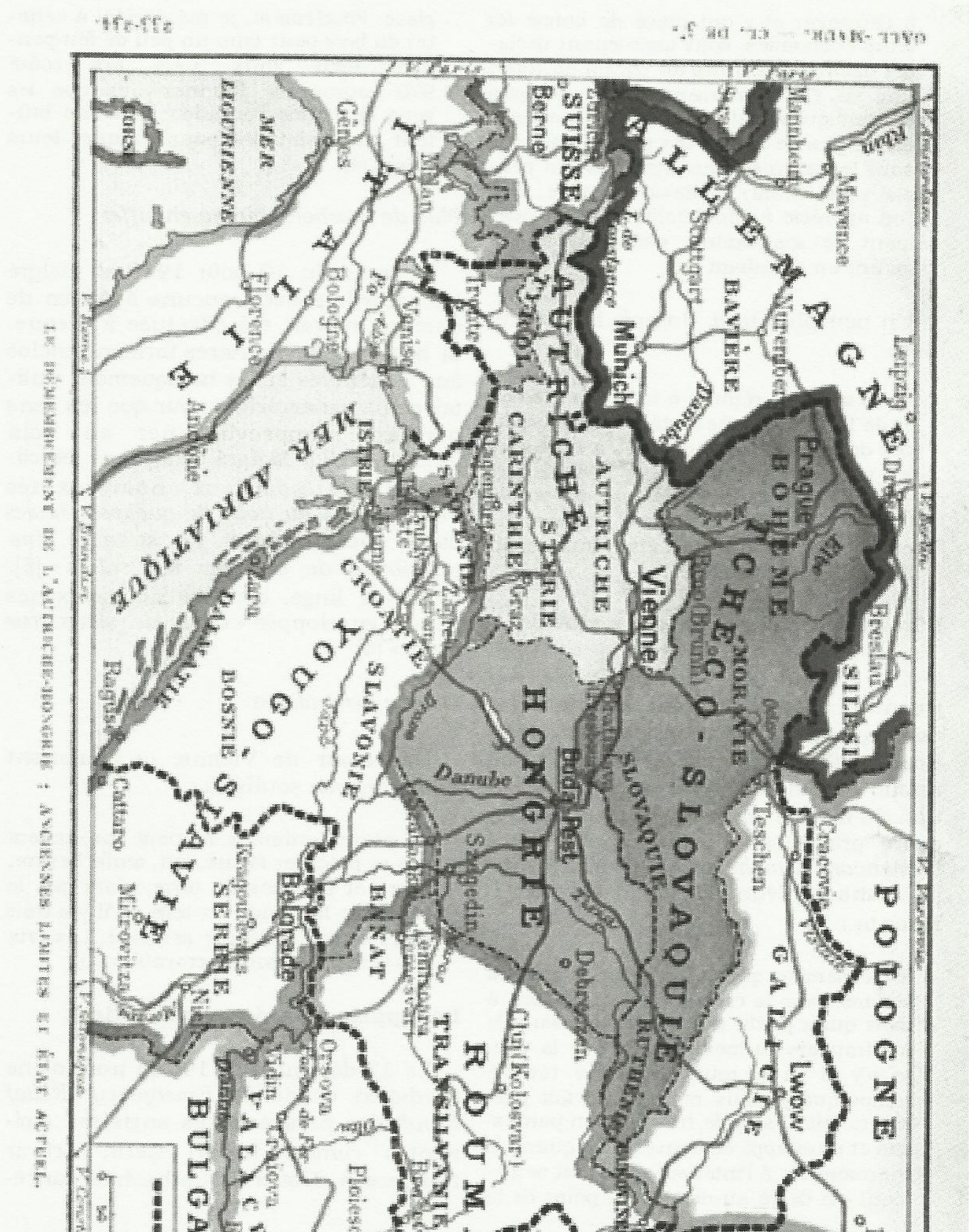
Au sein du pays mutilé, des Autrichiens se levèrent. Dans une protestation publiée à la Pentecôte 1919, le parti chrétien-social écrivit :

> Le traité de paix de Saint-Germain menace l'Autriche allemande d'anéantissement total. [...] sur six millions d'Autrichiens on en condamne quatre à la captivité permanente chez leurs ennemis. On veut même nous arracher la partie tyrolienne de Walther von der Vogelweide et d'Andreas Hofer, purement allemande de temps immémorial.
> Cependant, au débris malheureux de notre peuple qui doit rester à notre État, on prend aussi la liberté et la vitalité, on confisque les nœuds de communication de nos frontières, les cours d'eau les plus importants, on sillonne notre pays avec de lignes de chemins de fer étrangers, après nous avoir séparés de la mer et détruit notre antique marine. Notre économie nationale est privée de ses garanties, notre commerce est exproprié, même l'avoir privé de nos concitoyens est confisqué. Beaucoup, qui, confiants en l'inviolabilité du régime juridique d'avant la guerre, ont gagné honnêtement leur pain

---

« ***M. Jénouvier***. — *Oui, le poilu français a été héroïque, il a fait l'admiration du monde, mais ce n'est pas, j'imagine, amoindrir sa gloire que d'affirmer que Dieu a béni et couronné ses efforts. Je n'ai pas le droit de vous imposer ma conviction [...] ; mais permettez-moi de vous dire que moi, j'ai eu cette sensation [...] qu'une nouvelle Geneviève était apparue au nouvel Attila !* (Vive approbation à droite. — Exclamations à gauche).
« [...] *Voilà donc, Messieurs, pourquoi je voterai le Traité ; c'est que son exécution sera sanctionnée, sera rendue certaine par Dieu, en qui je crois.* (Applaudissements à droite) » (voy. *J.O.*, 11 octobre 1919, p. 1609). » Moins d'un an plus tard, à la conférence de San-Remo, la France catholique était contrainte d'abandonner la Palestine, donc la Terre Sainte, où elle était implantée depuis 700 ans, à l'Angleterre. J'ignore si ce fait révélateur fit réfléchir le brave M. Jénouvier.

(1) : Voy. *Géographie de l'Europe*, manuel pour classe de troisième (Librairie Hachette, 1928), p. 232. **(2)** : Voy. l'article de Paul Fortin publié dans la *Documentation Catholique*, t. III, 1920, p. 315. **(3)** : Voy. *Telegraaf* (Amsterdam), 5 mars 1920, cité par la *Documentation Catholique*, t. III, 1920, p. 574, col. B.



LE DÉMEMBREMENT DE L'AUTRICHE-HONGRIE : ANCIENNES LIMITES ET ÉTAT ACTUEL.

à l'étranger et y ont placé de bonne foi leurs économies, sont maintenant déclarés déchus des fruits du travail de toute une vie. On nous menace de conditions économiques qui ne nous permettent même pas de sauver les sommes placées pour les veuves et les orphelins. Un peuple persévérant, modeste et doué, que l'on apprécie à l'hospitalité et à l'enjouement de ses mœurs, est condamné à mourir en mendiant [1].

Un peu plus tard, Joseph Eberlé déclara :

> Nous sommes réduits à la misère de Job et de Lazare, ruinés matériellement, affligés de maladies, condamnés à ramasser les miettes qui tombent de la table des riches ; pis que cette détresse des corps, il y a la détresse des âmes. Nous avons perdu tout ressort, tout élan, tout espoir [2].

L'horrible détresse de la population

Un Anglais, sir William Goode, séjourna dix jours à Vienne alors que les pourparlers de paix se poursuivaient. Bouleversé par ce qu'il vit là-bas, à son retour en Angleterre, il appela l'attention du monde anglophone dans un discours prononcé le 5 décembre 1919 à l'*American Luncheon Club* de Londres [3]. Dans la revue *Relief* qu'il dirigeait, il raconta :

> Il me semble que j'y ai passé dix jours comme dans la cellule d'un condamné à mort qui a perdu tout espoir de salut. Je me trouvais au meilleur hôtel de la ville, je n'y ai vu ni œufs ni beurre tout le temps que j'y suis resté... J'ai fait plusieurs fois l'essai de travailler en pardessus et enveloppé de couvertures quand le thermomètre à l'intérieur marquait seulement un degré au-dessus du point de la glace. Finalement, je me décidai à acheter du bois pour faire un peu de feu pendant deux jours. Cela m'a coûté 970 couronnes. Étonnez-vous que les gens de bonne condition à Vienne brûlent leurs meubles pour chauffer leurs foyers [4].

Plus de charbon pour se chauffer

A partir du 10 août 1919 et malgré les accords passés, aucune livraison de charbon n'avait été effectuée à Vienne. Si bien que les barrières formant enclos aux cimetières et les baraquement militaires furent arrachés pour que les gens puissent s'approvisionner en bois [*Ibid.* p. 318.]. Malgré cela, dans les cliniques, de nombreux nouveaux-nés mourraient « *au bout de quelques heures ou de quelques jours, par suite de l'impossibilité de chauffer les salles* » [5]. Faute de linge, certains nouveaux-nés étaient enveloppés « *dans de vieux journaux* » [6].

Disette généralisée

De retour de Vienne, le lieutenant T.N. Donovan souligna :

> Le citoyen ordinaire ne peut absolument pas se procurer farine, lait, œufs, beurre, sucre et pommes de terre, alors que la rareté de la viande est telle qu'il y a trois jours sans viande par semaine. Les prix des vêtements sont incroyables [7].

Les appels à l'aide se multiplient

Le 17 décembre 1919, au nom d'une fondation d'aide (la *Emergency Relief Fund*) des personnalités anglaises éminentes comme Robert Cecil, Arthur Henderson, Lionel de Rothschild, lancè-

(1) : Voy . la *Documentation Catholique*, t. III, 1920, p. 315. **(2)** : Voy. *Das Neue Reich*, 18 janvier 1920, p. 241. **(3)** : Voy. *The Times*, 6 décembre 1919, p. 15, compte rendu intitulé : « Central Europe in Chaos ». J'ai moi-même consulté le *Times* à la BDIC (cote : Mfm P89). **(4)** : Cité par *La Documentation Catholique*, t. III, 1920, pp. 317-8. Je n'ai pas pu me procurer la revue *Relief* ; mais je n'ai jamais pris la *Documentation Catholique* en flagrant délit de mensonge dans ses citations, donc je lui fais confiance. **(5)** : Voy. *Morgen* (Vienne), 20 octobre 1919 ; cité par la *Documentation Catholique*, t. III, 1920, p. 405, col. A. **(6)** : Voy. *Corrière dellà Sera* (Milan), 24 décembre 1919, même source que précédemment. **(7)** : Voy. *The Times*, 23 décembre 1919, p. 6, lettre intitulée : « Demandes d'une population affamée ».

rent un « *appel aux sentiments d'humanité du peuple anglais pour fournir un secours immédiat* » aux Autrichiens. Dans une lettre, ils soulignaient :

> Les hôpitaux de Vienne ont vu leur activité réduite à la dernière extrémité, et ils peuvent à tout moment être fermés pour cause de manque de nourriture, du fuel, de matériel médical et de médicaments [1].

Le lendemain, *The Times* publia une liste d'effets à fournir en urgence aux enfants de Vienne (garçon et filles de six à quatorze ans). On réclamait : 78 000 paires de bottes, 58 000 manteaux, 53 000 pardessus, 38 000 paires de chaussettes, 35 000 slips etc. [2]. Dans les orphelinats et dans les écoles, le rachitisme et la tuberculose faisaient des ravages parmi les enfants, à tel point que la mortalité atteignait des niveaux record [3]. A cette époque, les habitants de Vienne recevaient 100 grammes de pain par jour et par tête et il était à craindre que plus aucune nourriture ne soit disponible pendant tous le mois de février 1920, puisque les réserves seraient épuisées le 21 janvier et que les bateaux partis d'Argentine avec des vivres ne devaient arriver qu'à la fin du mois de février (*Id.*).

Le 11 décembre 1919, dans une lettre, l' « évêque » anglican pour l'Europe du Nord et l'Europe centrale, Herbert Bury, lança en appel en faveur des femmes d'origine anglaise et de leurs enfants qui vivaient à Vienne :

> J'ai reçu les comptes rendus les plus déchirants émanant d'Anglais résidant à Vienne à propos de la pénurie de nourriture, de vêtements, de bottes et de chaussures, et de médicaments en cas de maladie, et je suis sûr que si nulle aide ne leur est très rapidement apportée, la plupart de ces femmes d'origine anglaise et de leurs enfants mourront certainement avant la fin de l'hiver [4].



Dessin de Käthe Kollwitz (1924), utilisé dans les campagnes de solidarité

Un pays qui meurt...

De retour de Vienne, sir W. Goode confiait :

> Il n'est pas rare de voir la circulation interrompue ans la grande rue qui conduit au cimetière par toute une série d'enterrements. Les neuf dixièmes emportent des corps d'enfants [5].

Pour survivre, les Autrichiens vendaient tout à des étrangers qui profitaient de la dépréciation de la monnaie nationale pour effectuer de véritables rafles :

> Tout ce qui est transportable s'en va par delà les frontières : montres, bijoux, vête-

(1) : *The Times*, 17 décembre 1919, p. 10. **(2)** : Voy. *The Times*, 18 décembre 1919, p. 11. **(3)** : Voy. *The Times*, 13 décembre 1919, p. 13, article intitulé : « Les Autrichiens pleurent pour avoir de la nourriture ». **(4)** : Voy. *The Times*, 11 décembre 1919, p. 10. **(5)** : Voy. *La Documentation Catholique*, t. III, déjà cité.

ments, étoffes, meubles pianos, matériaux de construction, antiquités, automobiles, installations complètes de magasins et matériels de fabrique... [1].

La situation était telle que même des anciens ennemis appelaient à l'aide ; un compatriote de sir W. Goode, qui stationnait en Autriche, lui lança : « *Pour l'amour de Dieu, retournez chez nous et dites à notre pays ce qui se passe ici* » (voy. *La Documentation Catholique*, t. III, déjà cité).

En Angleterre, justement, une femme dont la mémoire mérite d'être citée, Eglantyne Jebb, fonda la *Save the Children Fund* (Fondation sauvez les enfants). En accord avec le Pape Benoït XV — qui, le 24 novembre 1919, lança un appel en faveur des petits enfants affamés en Europe centrale dans sa lettre encyclique *Paterna jambiu animo* — et avec les autorités de l'église anglicane, elle organisa, le jour des Saints Innocents (28 décembre 1919), des quêtes dans les églises [2].


Sa Sainteté Benoît XV

L'Autriche condamnée à végéter

Quoi qu'il en soit, les panslaves avaient obtenu leur revanche, une terrible revanche. Le vaincu honni était désormais destiné à végéter... Et pour être sûr qu'il ne se relèverait pas, l'article 88 du traité de Saint-Germain déclarait « *inaliénable* » l'indépendance de l'Autriche. C'est-à-dire qu'il lui interdisait, sauf avis contraire de la SDN, de se rattacher à un autre pays. En clair, au mépris des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, les vainqueurs interdisaient un rattachement à l'Allemagne, ce qui aurait été le seul espoir de redressement pour l'État croupion [3].

Cette contradiction fut dénoncée en septembre 1919 par l'élu français Renaudel. Lors des débats sur la ratification du traité de Versailles, il lança :

> Mais l'unité allemande fondée sur la libre disposition des peuples que vous aviez vous-même inscrite dans votre carte de guerre — car c'était un élément de votre carte de guerre que de parler constamment du droit des peuples, — cette unité-là, vous n'avez pas le droit de la refuser à l'Allemagne au nom même de vos principes.
> C'est pourquoi ceux de nos collègues qui ont défendu ici l'idée que l'Autriche allemande devait pouvoir librement se grouper avec l'Allemagne avaient raison.
> Je dis même que c'est une part de justice que vous devez à l'Allemagne. Ce n'est point la sympathie pour l'Allemagne qui nous dicte ces considérations. Lorsque nous élevons notre discussion contre le Traité, tous nos orateurs ici l'ont dit, ce

(1) : Voy. *Das Neue Reich*, 18 janvier 1920, p. 251. Voy. également *The Times*, 23 décembre 1919, p. 6, la lettre du lieutenant T.N. Donovan.

(2) : Voy. *The Times*, 27 décembre 1919, p. 13. Un an plus tard, dans une nouvelle Encyclique (*Annus jam plenus*), Benoit XV demanda que les bénéfices de la quête du 28 décembre soient également reversés pour aider les enfants affamés.

(3) : A propos des débats organisés en France pour la ratification du traité de Saint-Germain, la *Tribuna* de Rome souligna avec raison : « *Le président du Conseil, M. Millerand, expliqua comment et pourquoi l'union de l'Autriche avec l'Allemagne ne pourrait se faire que du consentement unanime de la Société des nations, dont fait partie la France, qui, naturellement, ne donnera jamais un vote favorable. C'est ainsi que le principe de la libre disposition fut encore une fois mis au rancart* » (cité par la *Documentation Catholique*, t. III, 1920, p. 789, col. B).

n'est pas que le Traité soit trop dur à nos yeux pour l'Allemagne, mais, en beaucoup de points, il est maladroit et blesse une justice équitable [1].

Comme on pouvait s'y attendre, ces appels à la raison ne furent pas entendus. Le 16 décembre 1919, au nom des puissances alliées et associées, Georges Clemenceau envoya au chancelier autrichien M. Renner un lettre déclarant que ces puissances s'opposeraient « *à toutes tentatives* » qui, « *contrairement aux stipulations de l'article 88* » du traité de Saint-Germain, « *auraient pour effet de compromettre, d'une manière quelconque, soit directement, soit indirectement, l'indépendance politique et économique de l'Autriche* » (Voy. *Le Temps*, 18 décembre 1919).

L'Anschluss prédit dès 1919

Oui, vraiment, la vengeance des Slaves était complète. Du moins pour l'instant... Car dès 1919, un homme d'État de la vieille Autriche avait prédit :

> [...] l'État autrichien-allemand qu'on a créé et qu'une sanglante mutilation a coupé de toute espèce de communication, ne peut plus tendre que d'un côté, vers le Nord, où sa plus longue frontière l'unit à un puissant peuple de frères. Que l'on maintienne l'état de choses actuel, et aucune puissance au monde ne sera capable d'empêcher tôt ou tard la fusion de l'Autriche avec l'Allemagne. Vouloir interdire cette fusion, c'est prendre bien peu au sérieux les enseignements de l'histoire et se vouer d'avance à un échec [2].

Citons également François Albert qui, au Sénat, déclara avec prescience :

> **M. François Albert.** — Telle que le Traité constitue l'Autriche, on peut dire qu'il place dans la partie sud de l'Europe centrale un véritable cadavre. Voilà un pays sans débouché, sans issue maritime. Quelle tentation pour lui d'aller chercher cette issue du côté de l'Allemagne !...
> Le jour où les Autrichiens auront envoyé des députés à Berlin, en une heure de distraction de l'Europe, qui sera occupée je ne sais où, à la question d'Orient, à moins que ce ne soit du côté des Etats-Unis, que ferez-vous ?
> **M. Jénouvrier.** — La guerre !
> **M. François Albert.** — Non, pas la guerre, car vous ne trouverez pas vos alliés présents et prêts. Vous resterez donc impuissants, vous parlerez avec indignation de chiffons de papiers et vous aurez raison d'être indignés ; mais le fait n'en sera pas moins acquis (*Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs*) [3].



Vienne, 12 mars 1938 : accueil délirant réservé aux Allemands par des Autrichiennes.
Encore aujourd'hui, on présente l'Anschluss comme un « coup de force » d'Hitler. C'est faux. L'Anschluss fut la punition des vainqueurs de 1919 qui avaient suivi les panslaves dans leur volonté de tuer l'Autriche à petit feu.
Dans cette affaire, comme dans bien d'autres, Hitler ne fut que la main de la Justice divine.

* * *

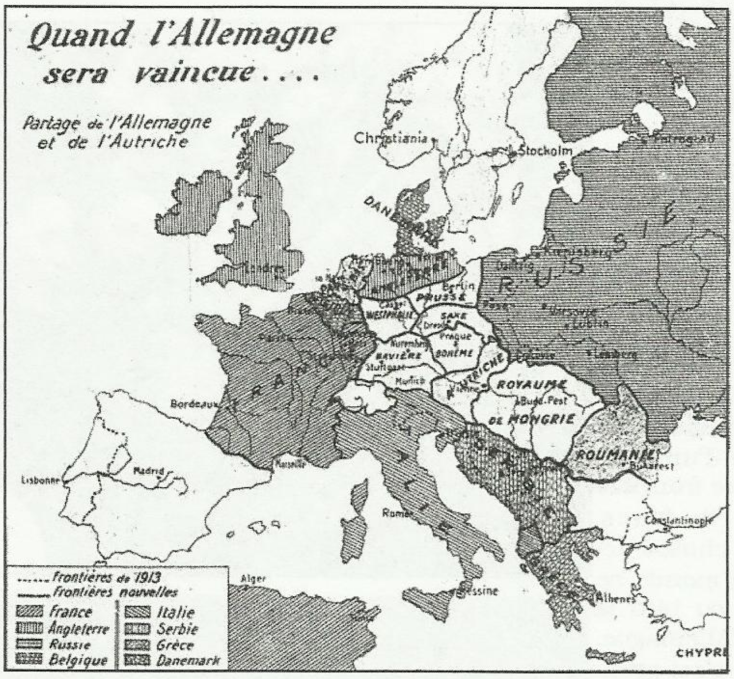
---

(1) : Voy. le *Journal officiel*, 26 septembre 1919, p. 4579. **(2)** : Voy. « Six siècles d'un empire catholique » paru en version française dans la *Documentation catholique*, t. III, 1920, p. 240, col. A. **(3)** : Voy. le *Journal officiel*, 1er juillet 1920, p. 1074.

LE CAS DE L'ALLEMAGNE

La thèse de la responsabilité allemande permet de justifier toutes les revendications

L'Allemagne, pour sa part, ne fut certes pas démembrée comme certains l'auraient voulu (les députés de Gailhard-Bancel, Ruellan, Daudet ; les sénateurs Louis Martin, de Lamarzelle, Imbart de La Tour…. Au Sénat, de Lamarzelle lança : « *Je suis convaincu que la solution de toutes les questions allemandes, et même de toutes les questions mondiales est dans la coupure de l'Allemagne, dans la cessation de l'unité de l'Allemagne* » [1]). Mais la thèse de sa responsabilité unilatérale dans le déclenchement du conflit allait permettre de justifier toutes les réclamations. Dès mai 1919, ainsi, au Sénat, Paul Doumer avait soutenu l'exigence du paiement immédiat, par le vaincu, d'une annuité de plusieurs milliards en lançant :

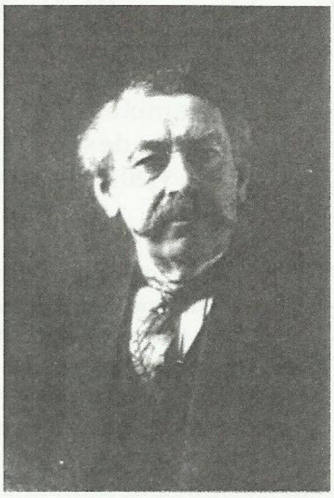


Carte largement diffusée surtout à partir de 1917 en France. Le démembrement de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie était ouvertement demandé.

Après avoir provoqué et accompli sur notre territoire les dévastations sans nombre que vous connaissez, les Allemands osent aujourd'hui protester parce qu'ils vont être appelés à payer à la France une annuité qui, pour les pensions résultant de cette guerre, serait de 8 à 9 milliards ! [2]

Deux ans plus tard, Aristide Briand, qui était alors président du Conseil et ministre des Affaires étrangère, déclara :

> Loin de nous la pensée d'y faire obstacle [au relèvement de l'Allemagne], mais la prospérité du peuple agresseur venant, après sa défaite, contraster avec la ruine du peuple victorieux, ce serait, à la morale la plus élémentaire, un défi que la France ne peut accepter […]. La France réclame son dû, tout son dû [3].



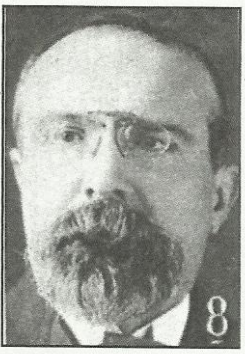
Aristide Briand

A cette époque, la France évaluait à environ 350 milliards ce que lui avait coûté le conflit : 143 milliards de frais de guerre ; plus de 200 milliards de dommages civils. Dans un rapport déposé à la Chambre le 5 août 1919, Louis Barthou invoqua l'article 231 du traité de Versailles pour contraindre l'Allemagne à payer. Ce rapport affirmait (je souligne) :

---

(1) : Voy. le *Journal officiel*, 1er juillet 1920, p. 1068. **(2)** : Voy. le *Journal Officiel* du 21 mai 1919, Sénat, p. 758. **(3)** : Voy. la « Déclaration ministérielle » du 20 janvier 1921. Elle est reproduite dans la *Documentation Catholique*, t. V, 1921, p. 99, col. B.

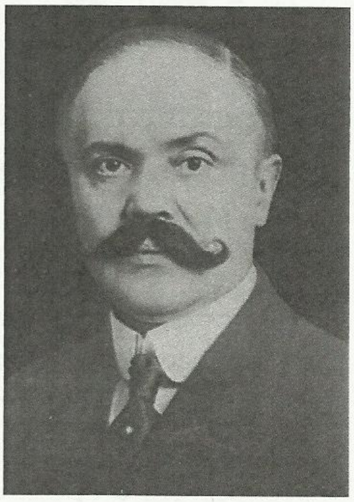
D'après un travail fourni à la Commission de la paix par l'administration des finances, les frais de guerre pour la France s'élèveront à 143 milliards au 31 décembre 1919. D'après un travail très précis de M. Dubois, le montant des dommages serait au minimum de 200 milliards 429 millions. Peut-être n'est-il pas excessif de fixer à 350 milliards ce que la guerre a coûté à la France. **En droit, l'agression dont elle a été victime devrait lui valoir la restitution intégrale de cette somme.** En fait, ni elle ni ses alliés ne toucheront rien pour les frais de guerre. **L'article 231 proclame la responsabilité entière de l'Allemagne, que l'Allemagne a elle-même reconnue** [Quel toupet !]. Mais l'article 232 déclare que, les ressources de l'Allemagne n'étant pas suffisantes pour assurer un payement intégral, elle devra seulement [!] réparer les dommages causés à la population civile de chacune des puissances alliées et associées [1].



Louis Barthou en 1919

Revenons cependant à notre sujet. En 1921, devant la Chambre, le député Pierre Forgeot expliqua que l'Allemagne devrait payer au minimum jusqu'en 1952 à raison de 687 millions de francs-or annuellement jusqu'en 1926 et du double ensuite [2]. Peu après, Louis Loucheur parla de paiements jusqu'en... 1963 (*Ibid.*, p. 199, col. B).

Louis Loucheur. Il contribua à évaluer les « réparations » que l'Allemagne devait verser à la France. Le vaincu aurait du payer jusqu'en 1963. C'était le temps du slogan : « Le boche paiera ».



Notons que Louis Barthou périt le 9 septembre 1934 à Marseille dans l'attentat qui coûta la vie au... roi Alexandre Ier de Serbie (devenue la Yougoslavie). J'y vois le doigt de la Justice divine.



51e Année — N° 18465

LA TEMPÉRATURE

5H

EDITION DE 5 HEURES

Le Matin

UN ABOMINABLE ATTENTAT

Le roi Alexandre Ier de Yougoslavie et M. Louis Barthou assassinés à Marseille par un terroriste macédonien

LE GÉNÉRAL GEORGES EST GRIÈVEMENT BLESSÉ AINSI QUE PLUSIEURS AUTRES PERSONNES DONT L'UNE EST MORTE

Lynché par la foule indignée, le meurtrier a succombé

Une proclamation de M. Gaston Doumergue à la nation

C'est à Briançon que la reine de Yougoslavie en route pour Marseille apprit la tragique nouvelle

Des obsèques nationales seront faites à M. Louis Barthou

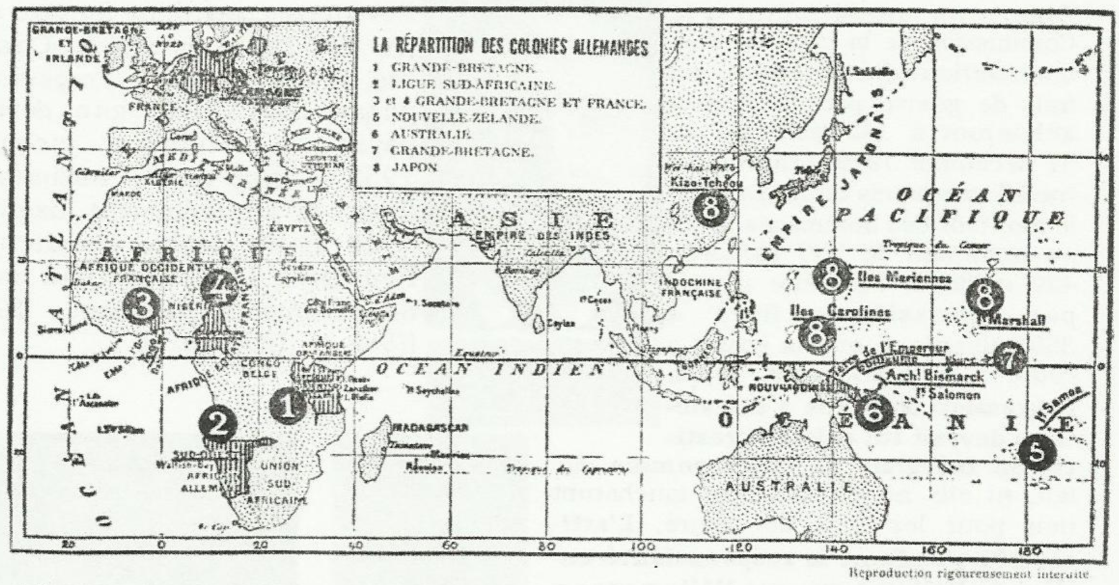
Le fils aîné du souverain assassiné a été proclamé roi sous le nom de Pierre II

Point de vue territorial

De point de vue territorial, le traité de Versailles réduisait l'Allemagne d'environ 14 % (80 000 km² sur un total initial de 540 000 km²), lui ôtant du même coup 8 à 9 millions d'habitants. Les articles 22 et 23 lui enlevaient en outre les quelques colonies qu'elle avait acquises. Officiellement, il s'agissait :

- en Europe, de lui faire « *rendre les territoires qu'elle [avait] usurpés antérieurement par la violence contre la volonté nettement affirmée de leurs habitants* » [3] ;
- hors d'Europe, d'assurer le bien-être des indigènes, car l'Allemagne s'était, disait-on,

(1) : Voy. le rapport de Louis Barthou, reproduit intégralement dans la *Documentation Catholique*, t. 2, 1919, p. 283. **(2)** : Voy. la *Documentation Catholique*, t. V, 1921, p. 103, col. B. **(3)** : Voy. *Géographie de l'Europe*, manuel de 1928 déjà cité, p. 186.



RÉDUCTION DE L'EMPIRE ALLEMAND PAR LE TRAITÉ DE VERSAILLES DE 1919

Le territoire de la Métropole est réduit à l'Ouest et à l'Est. Les colonies sont placées sous le mandat de la France, de l'Angleterre, du Japon, de la Ligue Sud-Africaine, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

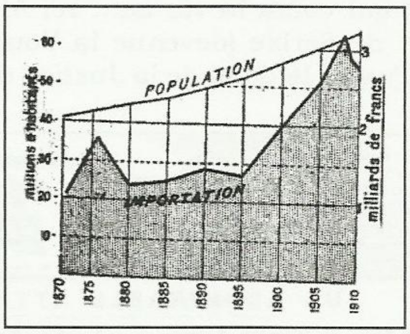
La petite carte ci-dessus montre comment les anciennes possessions coloniales allemandes sont réparties entre les alliés.

très mal conduite à leur encontre : « *Son désir était non pas d'aider, de développer ces peuples, mais de s'emparer de leur sol, pour y établir des colonies européennes. Aucun désir de les élever et de les aider ne soutenait son action* » ; dans « *certains cas* », elle avait même « *compris son intérêt comme coïncidant, non pas avec le progrès, mais avec l'extermination des populations* » [1].

Dans un premier temps, on notera que les pays vainqueurs — les USA, la France, la Russie et l'Angleterre notamment — étaient très mal placés pour, en la matière, se présenter en justiciers.

Une Allemagne très affaiblie

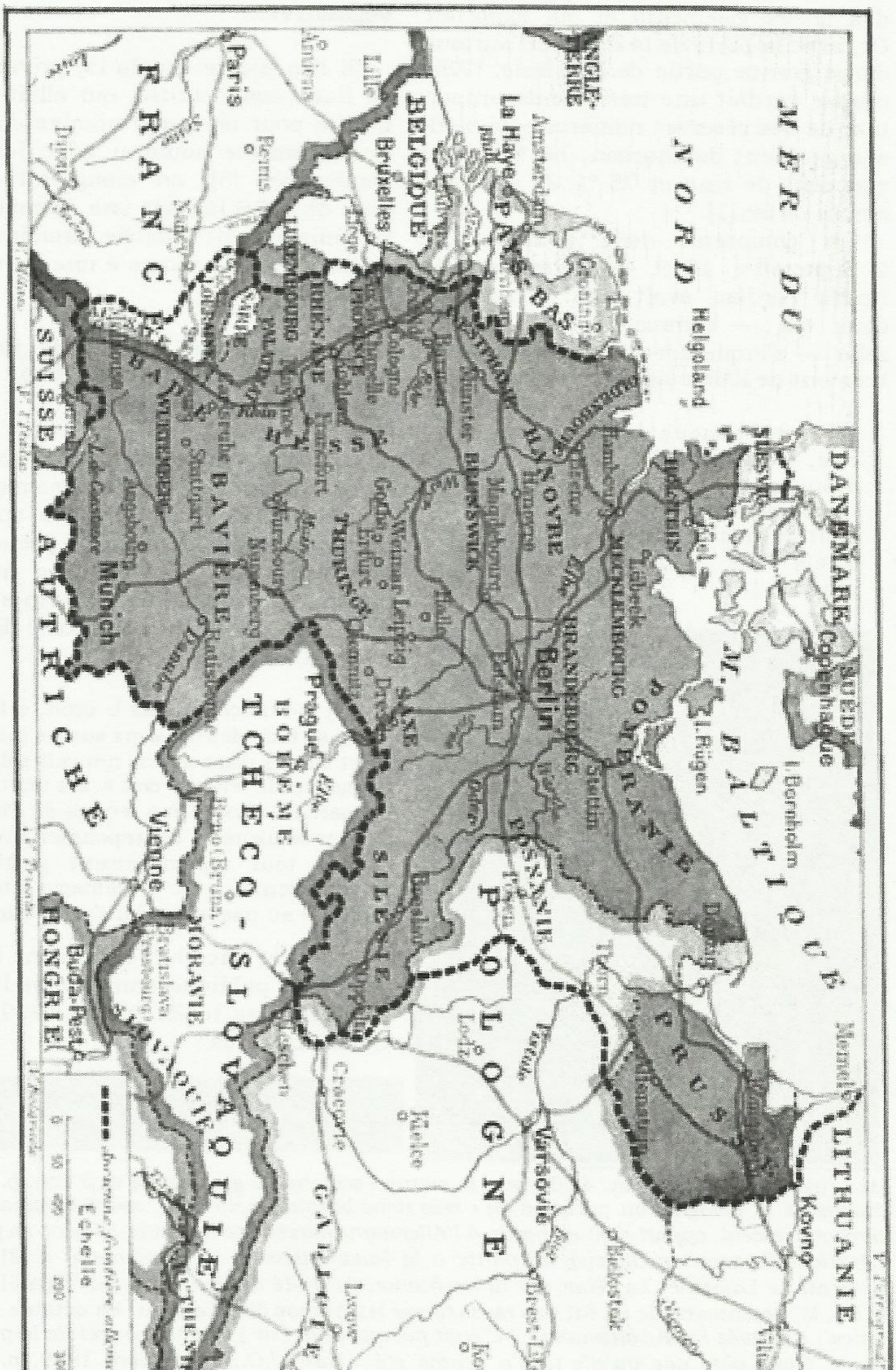
Ensuite, il est nécessaire de souligner que si les amputations territoriales paraissaient, en superficie, d'une importance relative, elles étaient en revanche très graves au point de vue économique. Déjà avant 1914, l'Allemagne, dont la majorité du sol était pauvre, était tributaire de l'étranger pour le ravitaillement de ses habitants. De 1870 à 1910, avec une population qui était passée de 40 à plus de 60 millions d'habitants, ses importations alimentaires avaient triplé, passant de 1 à 3 milliards de francs. En



L'Allemagne qui ne pouvait pas se suffire à elle-même voit ses terres enlevées

1919, avec une superficie réduite de 14 %, elle perdait 15 % de son cheptel et 14 à 17 % de ses surfaces cultivables (selon la culture pratiquée) [2]. Mais le pire survenait avec les richesses du sous-sol. Si, avant 1914, l'Allemagne avait pu importer sans crouler sous les dettes, c'était grâce à son industrie flo-

(1) : Voy. l'exposé de L. Barthou à la Chambre le 5 août 1919, l'auteur disait citer textuellement le président Wilson. **(2)** : Voy. V. Reynouard, *Les responsabilités des vainqueurs de 1918* (éd. VHO, sd), p. 22, encadré du haut.



L'ALLEMAGNE : ANCIENNES ET NOUVELLES LIMITES (1914-1919).

rissante qui s'était développée autour des divers gisements et qui exportait. Or, avec la perte de la Sarre et, surtout, d'une grande partie de la Silésie, l'Allemagne perdait une très grande proportion de ses réserves minières : 26 % de ses gisement de charbon, 68 % de ses gisement de zinc et 75 % de ses gisements de fer [1].

On comprend donc pourquoi, le 2 septembre 1919, le germanophobe André Tardieu avait tenu à rassurer ceux qui — comme l'élu de Lamarzelle — s'inquiétaient du non démembrement de l'Allemagne, en disant :

> Du reste, si nous ne l'avons pas dissociée, nous l'avons affaiblie. Nous lui avons enlevé la Posnanie, c'est-à-dire la terre qui est le berceau des hobereaux, et dont Bismarck disait, il y a 50 ans, qu'elle était le muscle vital du corps prussien [2].



André Tardieu : chantre de la politique germanophobe. Artisan du traité de Versailles.

L'Allemagne condamnée à une vie végétative...

Si l'on ajoute à cela la, privation de sa flotte commerciale, qui allait lui interdire pour un grand nombre d'années un commerce soutenu avec les pays d'outre-mer [3], on comprend que la paix de 1919 laissait une Allemagne irrémédiablement affaiblie, promise sinon à l'asphyxie, au moins à une vie végétative.

La politique anti-allemande justifiée au motif que le « boche » était prêt à repartir comme en 14

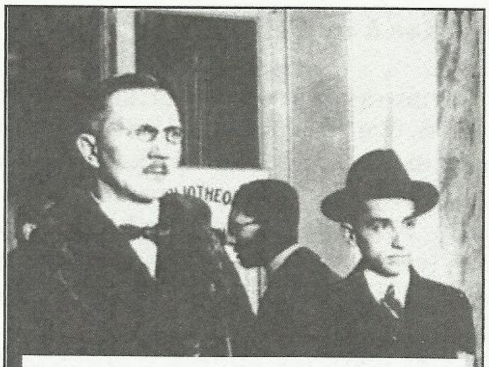
Or, cette volonté d'affaiblir le vaincu, territorialement, économiquement et militairement, était renforcée au motif qu'on décrivait l'Allemagne prête, dans son esprit, à perpétrer une nouvelle agression... comme en 14 ! Fin septembre 1919, l'élu français René Renoult déclara à la Chambre :

> [...] la France n'a pas le droit, selon moi, de se faire des illusions sur les intentions et sur les dispositions nouvelles de l'Allemagne. Le France doit à ses morts, à ses martyrs, aux dures leçons de l'histoire, non seulement de repousser avec horreur tout rapprochement politique et sentimental avec l'Allemagne, mais de croire au pire, quand il s'agit d'elle [4].

Plus net encore, s'exprimant lors de la séance publique annuelle de l'Académie française, le 25 octobre 1919, Émile Boutroux lança :

(1) : *Ibid.*, p. 21 et 22. Voy. également le manuel scolaire de géographie déjà cité, p. 218 ; à propos de la Pologne, on parlait d'un « *très riche bassin houiller qui, avant le remaniement territorial récent, appartenait en partie à l'Allemagne (bassin de la Haute-Silésie), en partie à l'Autriche (basson de Galicie), en partie à la Russie (bassin de Dombrowa)* ». **(2)** : Voy. E. Beau de Loménie, *Le débat sur la ratification de traité de Versailles* (éd. Denoël, 1945), p. 61. M. de Lamarzelle ne fut pas rassuré par les propos d'A. Tardieu. En octobre 1919, il lança : « *Sauvée l'unité allemande ? C'était pis que cela. Car l'Allemagne sort de la guerre et de ce Traité plus une qu'elle ne l'a jamais été* » (voy. *J.O.*, 10 octobre 1919, p. 1589). **(3)** : Dans le manuel de géographie édité en 1928, on lisait encore : « *D'autre part, privée après la guerre de sa flotte de commerce, l'Allemagne a été portée, au moins momentanément, à faire son commerce plutôt avec ses voisins d'Europe qu'avec les pays d'outre-mer. Mais sa flotte se reconstitue rapidement* » (Voy. *Géographie de l'Europe*, p. 208). **(4)** : *J.O.*, 1er octobre 1919, p. 4652

Cependant, de l'autre côté, l'Allemagne se recueille. A la faveur de sa révolution et par l'effet de l'humiliation même qu'elle se vante de subir, sa volonté d'unité nationale, sa séculaire passion de vengeance et de revanche, son instinct de querelle et d'envie, ses ambitions éternelles de conquête et de domination, tous ces traits de son caractère ont acquis une vigueur nouvelle. Jamais on ne la convaincra qu'elle a été vaincue [...]. L'Allemagne donc, dans son fond, reste belliqueuse. Et comme elle est éminemment tenace, patiente, laborieuse, obéissante, intrigante, habile à dissimuler et à tromper, il est vraisemblable que, tôt ou tard si on ne l'en empêche, elle recommencera [1].



1924 : les Allemands Schacht et Meyer sortent d'une réunion de la Commission des « réparations ».

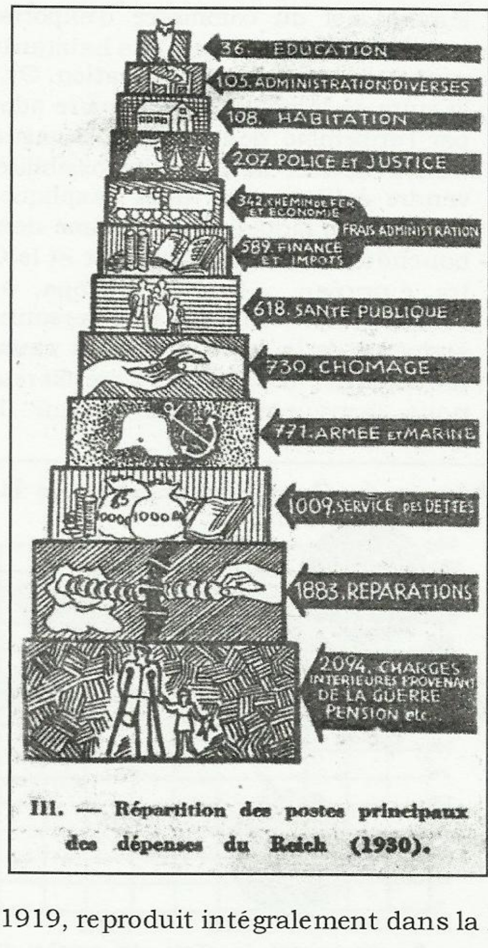
L'Allemagne condamnée à s'épuiser

Voilà pourquoi dans les années qui suivirent, et malgré des gestes de bonne volonté effectués surtout depuis les Etats-Unis, l'étreinte ne se desserra guère, surtout du fait de la France. Le 3 février 1921, Aristide Briand déclara :

> [...] pour nous payer [jusqu'en 1952 !], l'Allemagne doit se créer chaque année des richesses à l'extérieur en développant ses exportations et en réduisant ses importation au strict nécessaire [2].

Autant dire que l'Allemagne devait petit à petit s'épuiser... Surtout que pour éviter « *l'immoralité que constituerait le spectacle de l'enrichissement du vaincu face à la ruine du vainqueur* » (*dixit* A. Briand), il avait été décidé que les exportation allemandes seraient soumises à une taxe supplémentaire, fixée à « *12 % de la valeur des marchandises exportées* » (*Id.*).

Le graphique reproduit ci-contre montre les postes principaux de dépenses du Reich en 1930 (en millions de RM). Les trois principaux étaient dus à la guerre. Sur ces trois, deux (les « réparations » et le « service des dettes ») étaient des conséquences directes du traité de Versailles qui avait exigé des paiements astronomiques en guise de « réparations », enlevé au vaincu des matières premières et entravé son commerce, le contraignant à emprunter pour permettre à l'économie de fonctionner. A eux deux, ces postes représentaient 2,89 milliards de RM, c'est-à-dire davantage que l'éducation, l'administration, l'habitation, la Justice, la santé publique et le chômage réunis (2,74 milliards) ! Preuve que Versailles enchaînait bel et bien l'Allemagne...

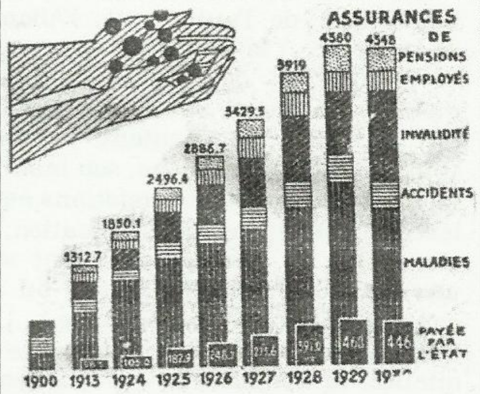


III. — Répartition des postes principaux des dépenses du Reich (1930).

(1) : Voy. le discours d'E. Boutroux le 25 octobre 1919, reproduit intégralement dans la *Documentation Catholique*, t. 2, 1919, p. 643.

Réponse à une objection

Certains pourront répondre que la situation économique en 1930 était principalement due à la crise de 1929. Cette objection est en partie vraie, mais en partie seulement. Le graphique reproduit ci-contre est relativement peu connu : il montre l'accroissement des dépenses sociales dans le Reich en 1913 et dans les années d'après-guerre (en millions de RM). Les chiffres concernant la maladie et l'invalidité prouvent que la santé des Allemands s'aggravait d'année en année depuis la fin de la guerre, ce qui était un signe évident de détresse sociale, et cela bien avant la crise de 29.



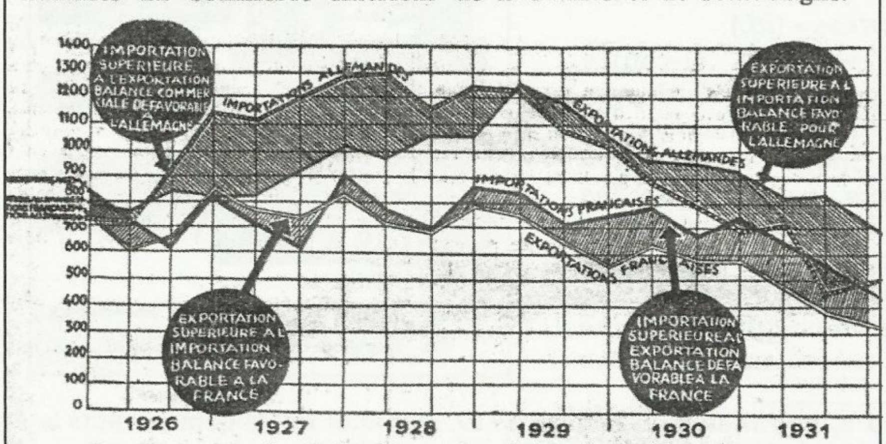
II. — Mouvement des dépenses sociales.

Graphique qui illustre la détérioration globale de l'état de santé des Allemands après la guerre.

En mars 1932, le magazine *Vu* publia un supplément gratuit intitulé : « Enquête en Allemagne ». Concernant la situation économique, un des auteurs du dossier, Roger Francq, écrivit :

> Pour juger de la situation, il ne faut pas perdre de vue que 25 % du commerce allemand est du commerce d'exportation [...]. Près de 20 millions des habitants vivent des industries d'exportation. Or, par la suite de la politique douanière adoptée par l'ensemble des pays, l'Allemagne se trouve devant la quasi-impossibilité de vendre à l'étranger. Ainsi s'explique l'énergie avec laquelle elle réclame des débouchés dans l'Est, le Sud-Est et le Centre européen : la Mitteleuropa. Mais, comme il m'a été dit par une personnalité éminente de la banque : « Pour nous approvisionner des matières premières qui nous manquent [surtout depuis 1919 avec Versailles], il nous faut payer en dollars américains d'excellente qualité, mais quand nous vendons aux seuls clients qui nos rentent, peuples balkaniques et russes [puisque l'absence de flotte interdisait à l'Allemagne le commerce avec l'outre-mer], nous ne recevons que des dollars de qualité inférieure ou des traites qu'il devient impossible de négocier par suite de la crise. »
>
> Sans doute objectera-t-on que, parmi les nations européennes, seule la balance allemande est positive. Mais [avec le graphique ci-dessous] on s'aperçoit que ce crédit est obtenu grâce à une diminution accélérée des importations, signe certain de détresse économique.
>
> A l'inverse de la France, dont l'industrie et l'agriculture s'équilibrent, l'Allemagne ne peut vivre sur elle-même. Les projets « d'autarchie » (économie fermée) ne seraient réalisables qu'à longue échéance. En attendant, l'Allemagne se vide. Comme un particulier acculé, elle subsiste par ses réserves qui, peu à peu, disparaissent.
>
> S'il lui reste des installations splendides capables de travailler à très bas prix de revient et de fournir des masses inouïes de produits presque sans travail humain, elles seront vite inutilisables si l'exportation reste pratiquement interdite ou encore par manque de matières premières.

Balances du Commerce extérieur de la France et de l'Allemagne.



On remarquera la chute des courbes image de la dépression

Pendant la guerre, l'Allemagne a, il est vrai, réussi avec l'Autriche — qui, à ce moment, comprenait Hongrie et Tchéco-Slovaquie, c'est-à-dire des contrées agricoles importantes — à vivre sur elle-même mais au prix d'une insuffisance alimentaire impossible à supporter longtemps.

La situation est pire aujourd'hui si elle ne peut réaliser une union économique avec ses voisins. Aussi est-il fatal que ce soit pour elle une nécessité de vie, nécessité qui entraîne une politique.

Le tort des politiciens de quelque pays qu'ils soient est de voir des questions à travers des textes, des passions, des clientèles et non des faits.

Les faits —hors de toute tendance — les faits véridiques sont on ne peut plus clairs. A vouloir les ignorer, nous allons aux pires aventures. Partout, nous avons entendu dire, non comme une menace, mais presque comme une prière : « On ne peut empêcher de vivre 60 000 000 d'êtres, entreprenants, travailleurs, cultivés, en constant accroissement, dont la densité au kilomètre carré est 133 [...] ».

Ceci, il faut avoir le courage de le transcrire, non seulement pour aider à comprendre les actes d'un grand peuple dont le génie est utile à l'humanité et par conséquent à nous-mêmes, mais pour assurer la paix au monde [1].

HITLER : L'HOMME SUSCITÉ PAR LA PROVIDENCE

Lorsque R. Francq publiait cette sage recommandation, il était toutefois trop tard. Depuis treize ans, l'Allemagne était enchaînée par un traité fondé sur un mensonge : le mensonge de sa responsabilité dans guerre. Et comme il lui avait été impossible de faire entendre la voix de la vérité, pour se délivrer, elle allait quelques mois plus tard appeler un homme suscité par la Providence : Adolf Hitler.

En effet, il faut avoir le courage de le dire : ceux qui voient en Adolf Hitler le produit de l' « esprit revanchiste », du racisme boche ou de l'antisémitisme séculaire européen se trompent ; car ils s'arrêtent aux causes secondes sans distinguer la cause première. Au départ, Hitler est le fruit de la justice divine vengeresse qui punit les menteurs et les hypocrites ; il a été suscité par la Providence pour punir ceux qui imposèrent la scandaleuse « paix » en 1919 entièrement viciée par l'article 231 du traité de Versailles (art. 177 du traité de Saint-Germain).

La paix menteuse de 1919

Fille du mensonge, père de l'injustice, cette « paix » ne l'était qu'en apparence [2]. Car comme l'a rappelé Lanza del Vasto en 1972 :

> Tout le monde sait que dans l'injustice la paix est impossible, car l'injustice est un état de violence et de désordre qui ne peut, qui ne doit pas se maintenir. Elle s'impose par la violence, se conserve par la violence et provoque la violence de la révolte [3].

En novembre 1919, alors que principaux traités de « paix » avaient été signé, l'*Osservatore Romano* écrivit :

> La paix, simple manière de parler ! Une paix qui n'a résolu à fond aucune question essentielle, une paix qui laisse plus d'une porte ouverte à de redoutables

---

(1) : Voy. « Enquête en Allemagne », complément du numéro de *Vu* du 13 avril 1932, p. 8, col. A et B. **(2)** : Parmi les graves injustices commises lors des négociations de paix, il en est une qui ne concerne ni l'Allemagne, ni l'Autriche, mais qu'il est bon de rappeler. En mars 1919, des délégués égyptiens voulurent se rendre à Paris pour y faire entendre les revendications de leur pays. Mais à cette époque, l'Angleterre, qui occupait l'Egypte, ne voulait pas perdre cette partie du globe. Que fit-elle ? Elle saisit les délégués égyptiens et les... déporta à Malte (voy. *L'Europe Nouvelle*, 22 mars 1919, article intitulé : « L'Egypte et la question des nationalités »). **(3)** : Voy. L. del Vasto, *Pages d'enseignement* (éd. du Rocher, 1993), p. 31. Dans un appel aux chefs d'État rédigé début 1919, la Ligue apostolique pour le retour des nations et de l'ordre social à Jésus-Christ avait écrit : « *Il est à craindre que si l'on ne met à la base des graves négociations qui vont avoir lieu le Prince de la paix, Jésus-Christ et son Vicaire, tous les calculs humains n'aboutissent qu'à d'amères déceptions* » (cité par la *Documentation Catholique*, t. I, 1919, p. 27, col. A).

complications politiques en Occident et en Orient, une paix qui a épuisé les plénipotentiaires et qui n'apporte aux peuples que les plus amères désillusions, une paix qui met chaque jour plus à nu l'insuffisance des mesures préventives pour l'après-guerre, paix grosse de périls pour l'ordre politique intérieur des nations et pour l'ordre économique dans l'industrie et le commerce, paix qui est devenue le cauchemar de ceux qui l'on bâclée [1].

Peu après, dans sa Lettre Encyclique *Pacem*, Benoît XV constata à regret : « *Si presque partout on a mis, en quelque façon, un terme à la guerre, si l'on a signé des traités de paix, on n'a pas extirpé les germes d'anciennes discordes* ».

Le Pape ne mentait pas. Dès mars 1919, le quotidien français *Excelsior* avait publié une carte qui montrait les conflits latents que la « paix » en Europe allait créer ou laisser subsister (voy. la carte reproduite ci-dessous). Les nombreux de « points chauds » ne pouvait qu'épouvanter le lecteur impartial et lui faire comprendre que, sans rejet total de l'esprit de Versailles, tôt ou tard, une nouvelle catastrophe s'abattrait sur l'Europe, par la faute des Européens.

Des gens prévoient que la fausse paix de 1919 produira une nouvelle guerre

Le 30 janvier 1920, dans la revue *Renaissance politique, littéraire, économi-*

LA GUERRE DANS LA PAIX : La nouvelle orientation des hostilités



CARTE DE L'EUROPE CENTRALE MONTRANT LA DISPOSITION DES ARMÉES QUI SONT AUX PRISES OU EN CONFLIT LATENT

(1) : Voy. l'*Osservatore Romano*, 6 novembre 1919, article intitulé : « Où ne découvre-t-on pas des responsables ? »

que, René Joahnnet souligna : « *La guerre reprendra le jour où n'importe lequel des vaincus se sentira le cœur de dire non et d'appuyer sa négative par les armes* » [1]. En février 1921, Marcel Cachin prévint : « *il y a plus de causes de guerre aujourd'hui qu'en 1914* » [2].

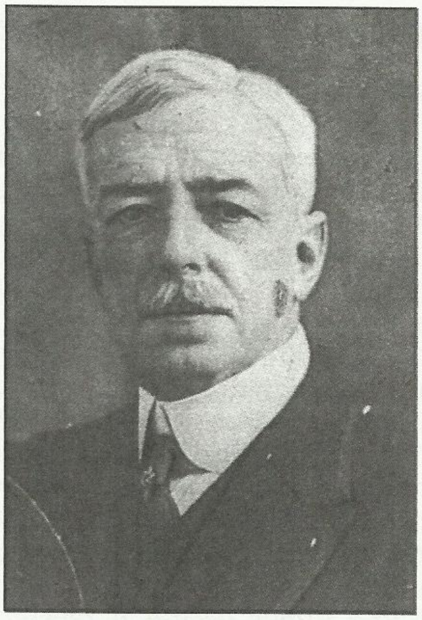
Deux ans auparavant, d'ailleurs, sous le titre : « La Guerre et la Société des nations », le *Nouvelliste de Lyon* avait écrit :

> On parle de plus en plus de la Société des nations et peut-être l'opinion se fait-elle peu à peu que, grâce au Président Wilson, le fléau de la guerre va être appelé à disparaître de la face du monde. Nous serons, quant à nous, beaucoup plus sceptiques. Nous attendrons que nos fils et nos petits-fils aient vu, et bien vu. Sans doute, après une saignée semblable, il y aura une longue série d'années de paix, comme après 1870 ; mais qu'est-ce que cela changera bien à l'histoire du genre humain telle qu'elle s'est déroulée depuis beaucoup de dizaines de siècles ? Aussi bien, même à l'heure actuelle, la fin de la grande guerre, de la guerre entre les nations, n'a pas amené la paix à l'intérieur de chacune d'entre elles : témoin ce qui se passe en Pologne, en Russie et même en Allemagne, à tel point que de la mer de Behring jusqu'à l'Oder ou à l'Elbe, c'est la guerre anarchique et la guerre partout, au lieu de la guerre organisée et savante sur le front des armées [3].

Un journal prévoit l'arrivée de l'homme providentiel

Plus loin, à propos de la SDN naissante, l'auteur écrivait prophétiquement :

> Les traités d'arbitrage, la Cour suprême, le grand tribunal des ambassadeurs, voilà sans doute d'excellents procédés, mais à tout prendre, ce ne sont encore que des procédés [...].
> Vous aurez tout prévu, dans votre charte internationale de la paix éternelle ; tout, excepté le grain de sable qui empêchera la machine de marcher ; tout, excepté l'homme providentiel et divin — divin, hélas ! peut-être pour la justice vengeresse — qui entrera malgré vous dans l'histoire et qui la fera dévier du lit calme et régulier où vous vouliez faire toujours couler ses eaux.



Le délégué anglais à la Conférence de la Paix en 1919 Robert Lansing. Écoeuré par ce qu'il vit, R. Lansing claque la porte et avertit le monde que les traités de paix seraient la source d'une nouvelle guerre.

A. Hitler, l'homme venu pour extirper l'esprit de Versailles

Cet homme envoyé par la divine providence fut Adolf Hitler. Parti de rien, jeune orphelin sans argent, simple sous-officier démobilisé et perdu au sein d'une masse errante, c'est lui qui, de 1933 à 1936, brisa définitivement les chaînes de Versailles. Et c'est lui qui, sous les yeux ébahis du monde, instaura dans son pays le vrai socialisme. Car A. Hitler n'était pas venu uniquement pour détruire, comme Attila, un monde ancien ; il était venu pour montrer à l'Europe une voie nouvelle, celle d'une société sans classe, unie dans le socialisme national. Qu'on me permette à ce sujet une longue, très longue citation.

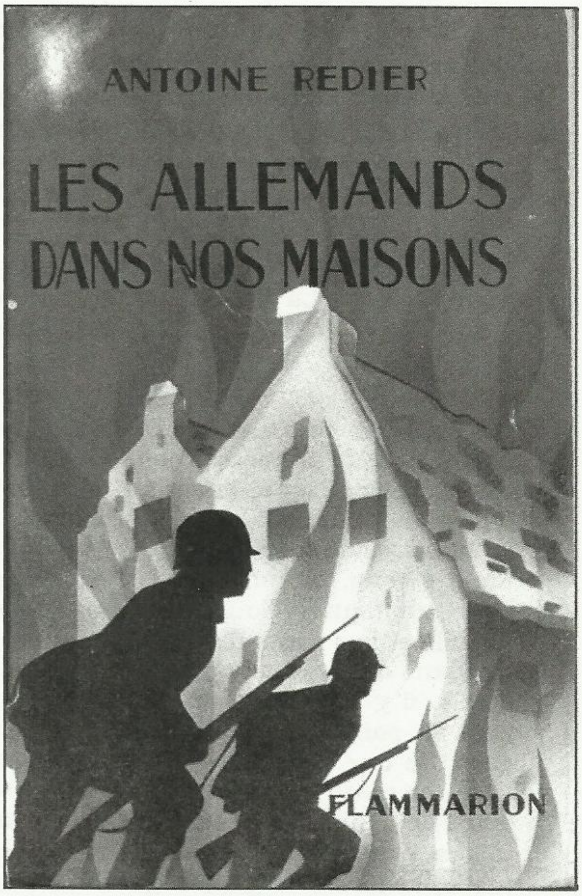
---

(1) : Voy. la *Renaissance...*, 30 janvier 1920, pp. 21-22. **(2)** : Voy. la *Documentation Catholique*, t. V, 1921, p. 164, col. B. **(3)** : Voy. le *Nouvelliste de Lyon*, 9 janvier 1919, article intitulé : « La guerre et la Société des nations ».

LES CONCESSIONS D'A. REDIER

Un auteur antinazi

Elle est extraite d'un livre d'Antoine Redier. Conservateur, patriote et germanophobe, A. Redier prévoyait que la honteuse paix de 1919 engendrerait des catastrophes. Dans les années 30, il fit paraître (chez Alexis Redier) un ouvrage intitulé : *La tragédie du Danube*, dans lequel il dénonçait le traitement qu'avait subi l'Autriche-Hongrie depuis 1919. En 1937, il publia chez Flammarion un autre ouvrage : *Les Allemands dans nos maisons*. Son objet était de mettre en garde les Français car, prétendait-il, l'Allemagne hitlérienne « *s'apprêt[ait], avec une fureur accrue à revenir dans nos maisons, pour s'y vautrer comme naguère sans doute, mais avec le ferme dessein cette fois de les abattre après usage, de les faire sauter ou brûler toutes puis d'emporter nos meubles et nous-mêmes par derrière, mains enchaînées, corde au cou* » (p. 6). On le voit, l'auteur n'aimait pas l'Allemagne et encore moins le IIIe Reich. Mais il estimait qu'il fallait connaître son ennemi, donc en premier lieu Hitler. Voilà pourquoi A. Redier avait pris la peine, pour rédiger son étude, de lire *Mein Kampf* avec attention.



Mauvaise foi de l'auteur lorsqu'il s'agit de « démontrer » que Hitler voulait anéantir la France

Naturellement, les passages anti-français et le racisme pro allemand développés dans le manifeste de Hitler avaient renforcé son opinion selon laquelle les nationaux-socialistes étaient des gros méchants dont l'objectif principal était de conquérir le monde, ce qui impliquait, en premier lieu, de détruire la France. L'auteur, en cela, était de mauvaise foi. Tout d'abord, il trahissait gravement la pensée d'Hitler. A la page 24 de son livre, par exemple, A. Redier affirmait que, selon le Führer, la tâche « *consist[ait], pour les fils de "de la grande allemagne, mère de toute vie" (p. 652) à devenir un jour "les maîtres de la terre" » (p. 686).* » L'auteur avait certes cité textuellement deux passages de *Mein Kampf*, mais il les avait retirés de leur contexte. L'extrait de la page 686 avait été détaché de la « conclusion » du livre, une conclusion en 26 lignes, donc forcément très réductrice. De plus, la phrase complète était la suivante :

> Un État qui, à une époque de contamination des races, veille jalousement à la conservation des meilleurs éléments de la sienne, doit devenir un jour maître de la terre.

Or, pour bien comprendre cette phrase, il était nécessaire de se reporter à la page 400 de *Mein Kampf*, lorsque l'auteur écrivait :

> Mais il est à craindre que l'homme, une fois aveuglé, ne continue à abattre les barrières qui séparent les races, jusqu'à ce que soit définitivement perdu ce qu'il y avait de meilleur en lui. Il ne restera alors qu'une sorte de bouillie unitaire dont les fameux réformateurs que nous entendons aujourd'hui font leur idéal ;



mais ce mélange informe signifierait la mort de tout idéal en ce monde. Je le reconnais : on pourrait ainsi former un grand troupeau, on pourrait fabriquer par cette pot-bouille un animal grégaire, mais d'un semblable mélange ne sortira jamais un homme qui soit un pilier de la civilisation ou mieux encore un fondateur et créateur de civilisation. On pourrait estimer alors que l'humanité a failli à sa mission [...]. Un État raciste doit donc, avant tout, faire sortir le mariage de l'abaissement où l'a plongé une continuelle adultération de la race et lui rendre la sainteté d'une institution, destinée à créer des êtres à l'image du Seigneur et non des monstres qui tiennent de milieu entre l'homme et le singe [1].

La pensée de Hitler était claire : il prétendait que, par suite du métissage, le monde était promis à la déchéance. Dès lors, seul resterait capable de sauver la civilisation (donc, finalement, de diriger), l'État qui aurait su préserver les meilleurs éléments de son peuple. La mission qu'en 1924 Hitler assignait à son peuple n'était donc pas la destruction des autres, mais la préservation de soi en vue du sauvetage de la civilisation.

Quant au passage de la page 652, le voici remis dans son contexte :

> [...] le droit au sol et à la terre peut devenir un devoir, lorsqu'un grand peuple paraît voué à la ruine, à défaut d'extension. Et tout particulièrement quand il ne s'agit pas d'un quelconque petit peuple nègre, mais de l'Allemagne, mère de toute vie, mère de toute la civilisation actuelle. L'Allemagne sera une puissance mondiale, ou bien elle ne sera pas. Mais pour devenir une puissance mondiale, elle a besoin de cette grandeur territoriale qui lui donnera, dans le présent, l'importance nécessaire et qui donnera à ses citoyens les moyens d'exister [p. 652].

Et d'affirmer que les Allemands devaient se procurer des terres, en pensant « *d'abord qu'à la Russie et aux pays limitrophes qui en dépendent* », surtout qu'ils étaient alors livrés au bolchevisme, cette peste politique (p. 653).

On le voit :

a) Hitler, lorsqu'il développait ses idées, parlait de l'Allemagne qui devait devenir « *une puissance mondiale* » et pas *la* puissance souveraine du monde ; comme par hasard, A. Redier avait omis cette phrase capitale ;

b) Hitler ne souhaitait nullement agrandir son pays aux dépens de la France. Certes, à cette époque (1923-1924), connaissant la politique française à l'encontre de l'Allemagne, il nourrissait des sentiments très hostiles envers le voisin d'outre Rhin. Mais dix ans plus tard, la situation avait déjà évolué. Une première preuve fut donnée en septembre 1934 : le 3 de ce mois, profitant de septième Congrès international de la Route qui, cette année-là, se tenait en Allemagne (la décision avait été prise avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir), Rudolf Hess monta à la tribune et acheva son discours en lançant :

---

(1) : Voy. A. Hitler, *Mein Kampf* (Nouvelle Éditions Latines, conforme à l'édition française de 1934), p. 400.

Puisse le fait que le congrès de la Route ne célèbre pas son 25ème anniversaire en France, le pays historique de la construction des routes, mais en Allemagne, être de bon augure pour la réconciliation des deux nations [1].

Une population allemande qui respecte la France

Quelques jours plus tard, se déroula le deuxième congrès de Nuremberg, dont la date coïncidait avec la victoire française de la Marne. Le correspondant du *Matin*, Philippe Barrès, qui couvrait l'événement écrivit :

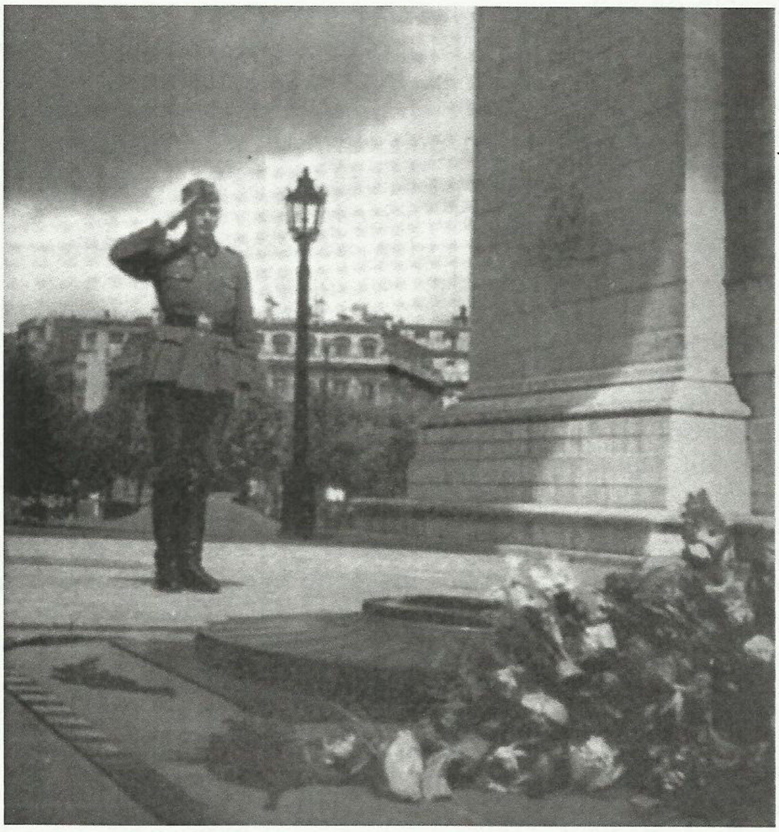
> Le *Journal de Francfort* publie ce matin un historique des combats des premiers jours de septembre 1914 où une part magnifique est faite au courage de nos soldats et à la stratégie de Joffre.
> Après les revues de ce matin, nous avons parlé de ces souvenirs avec quelques chefs nationaux-socialistes, les uns anciens combattants, et les autres plus jeunes. Outre les qualités des chefs et des soldats français, qualités qu'ils ne nient pas [...], ce qui émeut ces hitlériens, c'est toute l'action de Joffre pour redresser ses cadres [...] [2].

État-ce là l'état d'esprit d'un pays qui aspire à prendre sa revanche en écrasant l'ennemi d'hier ? Assurément non.

Un peuple qui se contente de savourer le bonheur retrouvé

L'ambiance à ce congrès trahissait l'état d'esprit d'un peuple uniquement joyeux d'avoir retrouvé l'espoir, après vingt ans de cauchemar. On n'y voyait ni débordement militariste, ni aspiration à la revanche, ni accès de haine antisémite (même sur *Der Stürmer*, l'hebdomadaire de Julius Streicher, se vendait bien...). Après avoir parcouru les rues de Nuremberg, être entré dans des bars, le correspondant du *Matin* racontait :

1940 : un soldat allemand salue le soldat inconnu sous l'Arc de triomphe. Pourquoi ce cliché est-il si peu montré ?



> [...] je suis descendu dans une cave où l'on entendait des violons. C'était un café chantant. Une foule de nazis écoutait un trio d'enfants « prodiges » qui faisait un petit concert. Les traits de ces jeunes acteurs, leurs longs yeux, la précocité même de leurs dons ne laissait guère de doute sur leur race. C'étaient des enfants juifs. La petite fille, très bien douée, recevait beaucoup d'applaudissements et même quelque argent quand elle fit la quête.
> Dehors, on continuait d'entendre les trombones et les pas des partisans.
> A mesure que vient le soir, la ville prend un indéniable charme [...]. A toutes les fenêtres des visages ; dans toutes les guinguettes des musiques et des chants [...]. On danse ici et là.
> A toutes les devantures, Hitler ou quelque chose de lui apparaît [...].

(1) : Voy. *Le Matin*, 4 septembre 1934, p. 3. **(2)** : Voy. *Le Matin*, 7 septembre 1934, p. 3.

L'étranger circule dans tout cela sans difficulté. Parfois, des gens l'observent, discutent sur sa nationalité probable ; mais personne ne l'inquiète [*Id.*].

Trois jours plus tard, l'envoyé spécial eut la chance d'être dans la voiture qui suivait immédiatement celle d'Hitler. Il raconte :

> Je crois n'avoir jamais rien vu de pareil. Sur huit kilomètres de campagne et de rues, le déchaînement ininterrompu des clameurs populaires, des acclamations, des rires et des larmes. L'unanimité des femmes et des hommes, des vieillards et des enfants. Un prodigieux mélange de sentiments nobles, de dévouement et d'hystérie. Et Hitler, au milieu de tout cela, debout dans sa voiture, saluant et souriant [1].



Des Allemands victimes de l'horrible dictature hitlérienne

Un « petit fait vrai »...

Quelques semaines plus tard, P. Barrès eut l'occasion d'assister, à Magdebourg, à un combat de boxe qui opposait un poids léger français, Pladner, au champion allemand de cette catégorie. Ce dernier était naturellement favori et toute la salle lui était acquise. Mais, ô surprise, la victoire revint au Français. P. Barrès écrit :

> L'Allemand, dominé, fut battu dans les règles et j'ai assisté au retournement complet de cette salle. Pas un cri de chauvinisme envers le vaincu allemand, des applaudissements pour le Français par une réaction qu'on trouvera, peut-être, excessive, mais qu'il faut surtout constater, espèce de mouvement d'estime pour notre pays et qui dépassait les cordes du ring [2].

1936 : Hitler tend la main à la France

Deux ans plus tard, le 21 février 1936 (donc un an avant la publication du livre d'A. Redier), dans un entretien capital accordé à Bertrand de Jouvenel pour *Paris-Midi*, Hitler déclara :

> Vous avez devant vous une Allemagne dont les neuf dizièmes font confiance à leur chef. Et ce chef vous dit : Soyons amis.
> Oui, je sais ce que vous pensez tous ; vous dites : « Hitler nous fait des déclarations pacifiques, mais est-il de bonne foi ? Est-il sincère ? » Voyons ! Réfléchissez. Ne serait-il pas ruineux pour nos deux pays de s'entrechoquer sur de nouveaux champs de bataille ?
> Vous voulez que je fasse une rectification à *Mein Kampf* comme un écrivain qui prépare une seconde édition. Si je réussis le rapprochement franco-allemand comme je le veux, ce sera une rectification digne de moi. Ma rectification, je l'écrirai dans le Grand Livre de l'Histoire [3].

---

(1) : Voy. *Le Matin*, 10 septembre 1934, p. 1. **(2)** : Voy. *Le Matin*, 25 septembre 1934, p. 3. **(3)** : Voy. *Paris-Midi*, 28 février 1936. Dans son ouvrage, Georges Champeaux explique pour cet entretien est paru une semaine seulement après avoir été pris (voy. G. Champeaux, *La croisade des démocraties* [Publications du Centre d'Étude de l'Agence Inter-France, 1941], tome I, pp. 121-123). Notons qu'à Nuremberg, l'ancien ministre des Affaires étrangères J. von Ribbentrop confirma qu'Hitler était décidé à rectifier *Mein Kampf* non dans le texte, mais dans les actes de sa politique. Face aux juges, il déclara : « *je m'aperçus que les Fran-*

Cet entretien capital, A. Redier n'en tint pas compte, ce qui confirme sa mauvaise foi.

Aujourd'hui, A. Redier se retrouverait devant les tribunaux pour « apologie »

Quoi qu'il en soit, l'auteur avait étudié de près *Mein Kampf*. Et voici ce qu'il disait à propos de Hitler et de l'hitlérisme, lorsqu'il oubliait ses préjugés (mes commentaires sont en note) :

****

D'autres ouvriers, en France et partout, se défient du socialisme et s'en écartent. Peu le combattent, car ils n'osent. Et parmi ceux qui le réprouvent, beaucoup seraient fort empêchés de le condamner pour des raisons valables. Hitler a dégagé tout de suite, sous le verbiage des prophètes du parti, leur imposture. Dans son livre, qui est aujourd'hui le bréviaire de toute l'Allemagne [1], il explique que les bourgeois, quand ils laissent le peuple à l'abandon et s'enrichissent sans se soucier d'édifier une juste et humaine législation sociale, sont de grands coupables, car ils sèment la haine. Il faut alors que d'autres hommes prennent dans leurs mains la cause des masses ouvrières, et c'est la justification d'une action syndicale bien conduite. « *Si l'activité syndicale, dit-il, se donne comme but d'élever le niveau social d'une classe qui est un des piliers de la nation, non seulement elle n'agit pas contre la patrie et l'État, mais encore son action est nationale au meilleur sens, du mot.* » (p. 53). Mais tel n'est point l'objet du marxisme, dont la mystique est inhumaine et met au cœur des pauvres gens les deux poisons dévastateurs et desséchants de la haine et de l'envie. Ses chefs cependant poursuivent un dessein substantiel et politique : la conquête du pouvoir. Dès lors ils ne sont plus des apôtres, mais des manœuvriers et, c'est un fait, des manœuvriers de la plus abjecte qualité. Ils vaticinaient au début : maintenant ils trahissent. Hitler l'a vu et il le dit : « *Ils en sont arrivés, écrit-il, à ne point souhaiter que les misères de la masse soient soulagées ; car, une fois ses désirs, satisfaits, il se pourrait que cette masse cessât d'être une troupe de combat éternellement et aveuglement dévouée.* » Il a ici des mots durs, mais empreints de pitié, pour le peuple « *incapable de toute sérieuse réflexion* », le peuple « *qui croit toujours découvrir dans ce qu'il comprend le moins des vérités d'autant plus rares* », le peuple, amas de braves gens que ses meneurs possèdent par la terreur « *en disant, le poing tendu, à ceux qui récalcitrent : Si tu n'es pas un camarade, on te brisera le crâne* ».

çais qui rendaient visite à Hitler avançaient toujours l'argument suivant : "Oui, mais il y a votre livre *Mein Kampf*, où vous exposez votre politique à l'égard de la France". *J'ai essayé d'obtenir du Führer une révision officielle de ces passages de* Mein Kampf, *mais le Führer m'a répondu — je m'en souviens textuellement — qu'il était décidé, par des actes, à prouver au monde qu'il avait changé d'avis à ce sujet ; que ce qui était écrit ne pouvait être effacé car cela constituait des données historiques, mais que sa première attitude envers la France avait été motivée par la politique française de l'époque à l'égard de l'Allemagne et que l'on pouvait maintenant ouvrir une nouvelle page dans l'Histoire de ces deux pays* » (*TMI*, X, 244).

(1) : Entièrement faux : un vieux compagnon de route d'Hitler comme Julius Streicher n'avait même pas lu *Mein Kampf* en entier : « *Je reconnais que je ne l'ai jamais lu entièrement. A cette époque, ce n'étaient pas les programmes qui comptaient* » (*TMI*, XII, 350). Hjalmar Schacht le lut en 1930 lorsqu'il se rendit en Amérique, il y vit « *un livre écrit en très mauvais allemand, et l'œuvre de propagande d'un homme qui s'intéressait vivement à la politique* », mais qui souffrait d'un « *manque complet de compréhension pour tous les problèmes économiques* » (*TMI*, XII, 430). « Mein Kampf, ajouta-t-il, *exposait des idées extravagantes et diffuses, il en contenait aussi de fort raisonnables* » (p. 431). L'ouvrage d'A. Hitler était d'une valeur si inégale que « *les journaux allemands, pendant les quelques années qui ont suivi 1933, se virent interdire de publier de leur propre chef des passages de* Mein Kampf » (déclaration d'Hans Fritzche à Nuremberg, *TMI*, XVII, 141). C'est dire à quel point ce livre était considéré ni comme une bible, ni même comme un bréviaire.



Hitler qui, par la suite, a vraiment voulu et réalisé de grandes choses pour le bien des masses allemandes, et a conquis ainsi le droit de juger ceux qui ne faisaient profession de les servir que pour destins coupables, a poussé loin le mépris du socialisme officiel. « *Pas plus qu'une hyène ne lâche une charogne, a-t-il écrit, un marxiste ne renonce à trahir sa patrie* ». Il n'y a rien à dire contre une telle violence, puisque sa vie politique entière n'a été que l'éclatante justification de ce jugement et d'autres de même sorte. Il n'a rendu l'Allemagne à la vie et à l'honneur que pour avoir terrassé d'abord quelques hydres, dont le marxisme.

Le deuxième pas du jeune Hitler sur son grand chemin témoigne aussi d'une perspicacité peu courante. Ce barbouilleur qui, d'artiste peintre, avait dû se mettre au rang de peintre tout court [1], ne faisait peut-être pas comme ses pareils qui chantent et sifflent en passant et repassant leur pinceau sur les murs : il méditait. Un jour, l'auteur de ces lignes entrait dans un débit pour acheter un timbre-poste dans un quartier populeux de Paris. Des ouvriers péroraient sur le zinc. On parlait des nouvelles du jour et de ceux qui font profession de les publier, les journalistes. « Ce sont des farceurs », disait l'un. « Ils nous prennent pour des enfants de huit ans, fit un autre, avec leurs feuilles à gros tirage, où il n'y a que des titres, des images imbéciles et des histoires de brigands. On dirait qu'on les paie pour abrutir le monde... ». Cet homme avait raison, mais occupé à boire il s'arrêta là. Hitler, quand il tenait un journal quel qu'il fût, ressentait une colère pareille, et puis il réfléchissait. Il eut vite découvert que les journaux de la bourgeoisie et ceux du peuple appartenaient presque tous à des financiers juifs ou enjuivés, ou ne subsistaient qu'avec l'agrément ou l'argent de ces puissants seigneurs. Nous avons vu depuis comment il a tranché au couteau la question juive. S'il a pris ou non la recette opportune, c'est une autre histoire. Nous le verrons un peu plus tard atteint, à l'encontre des catholiques, de la même rage sacrée, rage hideuse, mais qui n'est point spécifiquement hitlérienne : elle est teutonique et classée comme telle depuis Jules César [2].

---

(1) : A. Redier reprend ici une vieille calomnie. Certes, Hitler fut refusé à l'académie de peinture, mais outre qu'il n'en était pas pour autant un barbouilleur (ceux qui ne peuvent pas à devenir des sportifs professionnels ne sont pas pour autant des handicapés physiques), en 1909-1910, il put gagner sa vie (maigrement, certes, mais tout de même) comme dessinateur et aquarelliste installé à son propre compte (voy. *Mein Kampf*, pp. 42-43).

(2) : Encore une légende tenace chez les germanophobes. Dès 1915, des catholiques allemands y avaient répondu avec bon sens : « *Vouloir nier que [la théorie directement ou indirectement antichrétienne] mise ici à la charge de la philosophie allemande ait en effet ses représentants en Allemagne, qu'elle y joue un rôle dans la littérature et dans la vie, serait porter atteinte à la vérité. Mais l'Allemagne ne détient pas le monopole sous ce rapport.*

Ce qui est à l'honneur de cet homme, c'est d'avoir vu, de son taudis d'ouvrier, ce que des gens cultivés, informés et point sots continuent, dans les autres pays d'Europe et spécialement chez nous, d'ignorer magnifiquement : la mainmise de la finance internationale, qui est elle-même aux mains d'Israël, sur la presse de grande, information et, par elle, sur la tête et le cœur, sur l'âme même de la chrétienté tout entière. Il a, ce primaire, des mots terribles, mais des mots d'artiste, quand il parle du juif. Partout où il rencontre une pourriture, il flaire sa présence et la découvre. « *Sitôt*, écrit-il, *qu'on porte le scalpel dans un abcès de cette sorte, on met au jour, comme un ver dans un corps en putréfaction, un petit youtre tout ébloui par la lumière subite.* » (p. 64). Il déteste les juifs dans la mesure immense où il aime l'Allemagne ; il les a détestés dès le premier jour, non comme par la suite pour des raisons mystiques, des raisons de race, mais pour le mal que, de ses yeux de jeune garçon honnête, il a vu qu'ils faisaient à la patrie allemande.

Il a franchi, à la déclaration de guerre, un troisième pas, un grand pas, qui l'a fait passer pour toujours de son Autriche natale à la grande Allemagne de ses rêves. Il explique, avec la candeur qui est la marque de son livre curieux, vaniteux et indigeste, un livre de près de 700 pages de grand format, que, tout enfant, il trouva dans la bibliothèque paternelle une histoire populaire de la guerre franco-allemande de 1870-1871. Il dévora ce livre et en sortit ébloui, mais grandement troublé. « *Voilà donc ce qu'ont fait les Allemands, la gloire qu'ils ont conquise ! Mais pourquoi,* s'écrie-t-il, *mon père et les autres Autrichiens n'ont-ils pas pris part à cette guerre ? Ne sommes-nous pas, tout pareils aux autres Allemands ? Ne suivons-nous pas la même route ? Je dus conclure, une secrète jalousie au cœur, que tous les Allemands n'avaient pas le bonheur d'appartenir à l'État de Bismarck.* »

De ce jour, il se mit à mépriser, puis a haïr, non l'Autriche allemande, mais les Habsbourg et leur empire bariolé [1]. Et, à la déclaration de guerre, il prit du service en Bavière plutôt que de s'enrôler sous des princes « slavisants » [...].

Quatrième et suprême démarche. La guerre est finie et perdue. « *Le 10 novembre 1918*, écrit-il, *un pasteur vint à l'hôpital militaire pour nous faire une petite allocution. Alors nous apprîmes tout... et qu'il fallait accepter l'armistice avec la confiance dans la magnanimité*

Partout où la culture moderne prospère, l'esprit antichrétien lève aussi la tête. Il a opéré ses ravages en France, non moins que partout ailleurs, surtout depuis la séparation de la morale et de la religion à l'école. Gaudeau en attribue la cause à l'influence de la philosophie allemande : expédient commode, mais sans valeur ici. Et si la dépendance est prise en considération, alors l'Allemagne n'a sûrement pas été un apôtre, mais aussi un disciple. L'autonomisme moderne est plus vieux que la philosophie allemande ; il a pour berceau la Renaissance italienne, où Nietzsche a trouvé les représentants les plus remarquables de sa morale du maître et seigneur. Longtemps avant Hegel, Hobbes a défendu l'omnipotence de l'État, Rousseau la souveraineté absolue du peuple, et la politique sans morale honore son chef dans Machiavel. La philosophie matérialiste française, dès le XVIIIème siècle, alors qu'une puissante aspiration vers l'idéal aspirait la littérature allemande, atteignit déjà le comble de la perturbation, en substituant la recherche la plus raffinée de la jouissance à toute règle morale strictement obligatoire. La prétention qu'il existe en Allemagne une éthique antichrétienne ne saurait donc être considéré comme un reproche extraordinaire. Le monstrueux de l'accusation française réside dans l'insinuation que cette théorie constitue le dernier mot de la philosophie allemande et que son influence s'est plus ou moins étendue à tout le peuple allemand » ; voy. G. Pfeilschifter, *La culture allemande, le catholicisme et la guerre* (éd. L. van Langenhuysen, 1915), pp. 120-1.

(1) : A. Redier simplifie exagérément, au point de tomber dans le mensonge. Hitler se mit à mépriser l'empire des Habsbourg un peu plus tard, sous l'influence d'un de ses professeurs d'Histoire : « *Qui aurait pu étudier l'histoire de l'Allemagne avec un tel professeur sans devenir l'ennemi d'une dynastie dont l'influence sur les destinées de la nation s'avérait aussi désastreuse ?* » écrit-il dans *Mein Kampf* (p. 26).

du vainqueur. Je n'y pus tenir. Il me fut impossible d'en entendre davantage. Brusquement la nuit envahit mes yeux ; et, tâtonnant et trébuchant, je revins au dortoir où je me jetai sur mon lit et enfouis ma tête brûlante sous la couverture et l'oreiller. » (p. 203). [1]

Et puis les semaines, les mois passent et il se redresse. « *Le monde, pense-t-il, n'appartient qu'aux forts, qui pratiquent les solutions totales.* » Cependant, autour de lui, où est la force ? Il ne voit partout que dégoût, lassitude, abandon. Et voici qu'à l'origine de cette démission allemande, il reconnaît ses deux grands ennemis. Les marxistes qu'avant la guerre il haïssait déjà, ce sont eux qui ont tiré dans le dos des soldats et saboté la guerre. Les juifs, qui n'ont point de patrie et vivent du malheur d'autrui, il les retrouve aujourd'hui, affairés, parlant haut, trahissant au grand jour. Alors son regard d'honnête homme, car il est ici d'une sincérité et d'une humanité touchantes qui forcent le respect, son regard le porte sur les masses allemandes dont la détresse et le désarroi font peine. Il sent tout de suite que les classes dites « élevées », les bourgeois, ont perdu tout sens du bien public et ne sont absolument pas en état de réagir pour eux-mêmes, encore moins pour le peuple. Il conçoit à ce moment, il ose concevoir qu'à ces foules abandonnées, débandées, perdues, il rendra lui-même la force et la joie, avec l'honneur. Ce travail de géant, il est seul parmi ceux qui vivent, souffrent et pensent autour de lui, à le croire à la fois nécessaire et possible : il l'entreprendra donc seul. Il décide, ce sous-officier démobilisé, sans argent, sans instruction, sans crédit, sans famille, sans autres amis qu'une poignée de pauvres hères de sa sorte, il décide qu'il « fera de la politique ».



Hitler pose simplement au milieu des ouvriers d'une usine Siemens. Combien d'entre eux étaient-ils d'anciens communistes ?

Il a réussi pour deux raisons.

La première est qu'il a pensé juste.

Les bourgeois libéraux s'étonnent que de toutes parts surgissent des autoritaires et qu'on les suive. Ils cherchent, à cette revanche tardive, mais inévitable et naturelle, de la sagesse contre le désordre, des explications baroques plutôt que d'accepter une défaite pénible à leurs habitudes d'esprit. L'autodidacte Hitler, avec sa jugeote de fils de cordonnier, a reconnu du premier coup la vérité ; et il l'a proclamée de telle sorte, qu'il s'est fait entendre aussitôt de millions d'hommes.

L'anarchie est partout, parce que les philosophes d'abord, les partisans en-

---

(1) : A. Redier a coupé le texte pour éviter de dire que ce pasteur prévoyait qu'une paix très dure serait imposée à l'Allemagne. Hitler se rappelle que, les larmes aux yeux, le « *vieil homme* » déclara « *qu'à l'avenir notre patrie serait exposée à une dure oppression, parce que maintenant la guerre était perdue et que nous devions nous en remettre à la grâce du vainqueur* » (voy. *Mein Kampf*, p. 203). Cette paix dure, injuste, scandaleuse, était à l'origine de l'hitlérisme ; mais ça, A. Redier, ne voulait absolument pas le reconnaître.

suite, ont voulu qu'il en fût ainsi. Tantôt par malice, tantôt d'un cœur généreux mais en parfaite candeur ou indigence d'esprit et pour un béat amour de l'humanité, de la liberté, du progrès, devenus sur leurs lèvres des mots usagés et rien de plus, ces imposteurs, ces naïfs ou ces brouillons ont harcelé l'autorité dans l'État, dans la profession, dans la famille. L'autorité, quoiqu'elle eût un vieux passé et la vie dure, a finalement mordu la poussière. Les hommes sur la surface de la terre ne sont guère à l'heure présente qu'une triste multitude, un troupeau en déroute, avec des loups parmi les moutons. A ce troupeau, il est opportun de rendre des bergers et que ceux-ci soient solides et connaissent leur métier.

Ce sont là des vérités premières, des vérités de bonnes femmes. Elles l'emportent sur toutes les autres, parce qu'elles datent de l'origine du monde et qu'elle dureront autant que lui. Des fourbes et des niais les méconnaissent périodiquement. Il arrive alors, comme dans le cas de cet Adolf Hitler, que de toutes petites gens les retrouvent dans leurs souvenirs d'enfance et les annoncent avec assez de bonheur pour les remettre à la mode.

Car il n'a rien inventé, cet homme simple, il n'a rien créé. Son génie est seulement d'avoir dit des choses banales, répété des lieux communs, proclamé des maximes qui, depuis les premiers âges de l'humanité, ont passé de bouche en bouche et ne périront pas.

On a fabriqué en France, en 1789, une *Déclaration des Droits de l'Homme* pleine de fantaisie. On y décidait, parmi d'autres trouvailles, que chacun de nous était libre et ne devait de comptes qu'à sa conscience. C'était touchant, mais absurde et le peuple n'y devait gagner qu'une effroyable oppression supplémentaire ; car les plus zélés, les seuls habiles à s'affranchir, à se déchaîner en vertu de ce texte agréable, ce fut comme toujours les forts, les malins, les grands rapaces, que de ce jour ne connurent d'autres frein que leur propre vouloir, frère jumeau de leur bon plaisir. On les pendait sous les régimes d'autorité. Au nom de la liberté que gens de bonne éducation, plusieurs baptisèrent doctement libéralisme, ils se mirent à pressurer et à détrousser le misérable troupeau des hommes. Nous savons qu'ils continuent, qu'à chaque pas en avant de la démocratie, ils renchérissent et ce n'est pas fini. Cependant leurs victimes se consolent avec un grand mot. Elles se rengorgent, pauvres têtes, quand on fait état dans les harangues officielles de la libre volonté du peuple. Ainsi les Français moyens, réduits en esclavage, se croient-ils naïvement maîtres d'eux-mêmes et de tout. Ils prennent pour un article de foi que leur jugement est souverain. Chacun se tient pour un petit monarque, malgré les chaînes que des bandits de droit commun et bien vêtus ont mises à son poignet, s'enivre de posséder une conscience affranchie, c'est-à-dire une boussole détraquée dont la libre et folle aiguille a licence de ne point marquer le Nord. Certains portent soutane et s'en vont ainsi ; candides et sans sagesse, oubliant le Polaire, oubliant comme saint Pierre, mais beaucoup plus de trois fois chaque



Hitler jette par-dessus bord les droits de l'homme et toutes les foutaises qui en découlent, et il instaure le *vrai* socialisme.

matin, celui qui a mis cet astre indicateur au firmament. L'Allemand Hitler, qui n'est pas allemand ici, mais un garçon tout neuf, formé par une mère vigilante aux seules, aux solides disciplines domestiques, répond à nos étourdis, avec la sagesse des siècles et des bonnes maisons, que nous ne sommes pas libres du tout, mais soumis comme tout ce qui existe et sans excepter les plus futés d'entre nous, à de hautes lois, des lois inscrites dans le ciel, des lois que, selon sa formation, on peut appeler lois divines ou seulement supérieures, mais lois inéluctables, lois que notre fragile conscience n'a pas le pouvoir de créer, qu'elle peut seulement reconnaître, afin de s'y soumettre. Ces lois sont féroces, comme toutes les lois, et ne tolèrent aucune désobéissance, même consciencieuse. Il ne s'agit pas de conscience ici, ni de bonne foi : l'erreur de bonne foi n'est que vanité, orgueil ; elle reste une erreur, et on la paie. Se tromper avec sincérité, c'est toujours se tromper. Il faut voir clair, user avec modestie de son intelligence pour aller à la découverte du seul vrai chemin, et le suivre. Ou bien on tombe comme un nigaud dans les pièges de la route. Ainsi nos Français se trouvent-ils aujourd'hui sur le derrière, en jurant, la main sur le cœur, qu'ils ne l'ont pas fait exprès. « *Nous pouvons essayer, écrit Hitler, de connaître les lois afin de nous y plier à bon escient : nous en affranchir, jamais.* » (p. 243). Et voila mise à terre toute une idéologie professée par la France et recommandée par elle à l'univers depuis un siècle et demi. Oui, mise à terre ; et justement par un Germain, un fils de cette brumeuse Germanie qui a inventé l'individualisme, le libéralisme, l'anarchie et nous a tranquillement inoculé ces virus [Pour la réponse à cette calomnie, voy. la note des catholique allemands ci-dessus.]. Nous, qui passions pour spirituels, de faux prophètes, attentifs aux sirènes venues du nord et de l'est, ont pu nous abêtir et cela dure. Hitler dans ses bons jours, ceux du début, n'était pas si lourdaud.



Hitler avait conscience qu'il fallait respecter l'ordre naturel. D'où les résultats spectaculaires qu'il a obtenus, même si son idéologie était encore imparfaite sur bien des points.

On a mis dans la tête de la multitude que l'autorité était dans le nombre. C'est évidemment ingénieux, mais c'est absurde; elle est dans la valeur propre de la personne qui commande. « Un homme en vaut un autre » disent nos primaires. « Il n'y a pas d'homme nécessaire », proclamaient les grands ancêtres. A ces sottises Hitler répond, comme ferait un enfant bien élevé qui a reçu tour à tour des gifles et des gâteaux et sait qui les lui a donnés et de quelle main experte : « *Un vrai maître ne peut pas être remplacé ni un grand poète, ni un grand penseur, ni un grand homme d'État, ni un grand général.* » Il ajoute, ce qui est d'une évidence bien lumineuse, mais un peu offensante pour les diseurs de sornettes dont la terre est aujourd'hui couverte : « *Renoncer à rendre hommage à un grand esprit, c'est se priver de la force immense qui émane des hommes et des femmes illustres... C'est une force que de respecter un homme de génie ; ce n'en est pas une que de respecter la masse.* » (p. 352).

Il est féroce pour la majorité, et je veux bien que ce soit un blasphème, mais c'est un excellent blasphème, dont il faut le louer. Tout ce qu'il dit de l'inepte loi du nombre est d'une sagesse élémentaire. « *On a plus de chance, assure-t-il, de voir un chameau passer par le trou d'une aiguille que découvrir un grand homme au moyen d'une élection* ». Et encore : « *Les représentants de la majorité, c'est-à-dire de la sottise, ne haïssent rien plus violemment qu'un homme supérieur.* » Et ceci sur le parlementarisme, qui est assez violent, mais à quoi on ne peut pas objecter grand-chose : « *Il n'y a au monde que le juif qui puisse apprécier cette institution aussi sale et aussi fourbe que lui-même* ».

Chacun sait que la loi des lois pour le syndicalisme révolutionnaire qui a mis en esclavage le monde ouvrier, c'est que tous les travailleurs se valent et qu'il n'y a pas lieu de distinguer entre un manœuvre et un ouvrier qualifié. C'est absurde, mais c'est admis. Pas pour Hitler, qui, donnant tranquillement la préférence aux maximes sages sur les âneries, entend qu'on juge chacun sur la qualité de son travail.

Nous vivons, en démocratie parlementaire, sous le régime de l'irresponsabilité. Je ne vais pas louer l'Allemand Hitler de ressentir du mépris pour un tel régime. Il n'est, en cela, qu'un homme de l'espèce la plus banale, un homme qui sait que deux et deux font quatre et le dit sans y penser. Je ne le loue donc pas, mais je note qu'il a un sens parfaitement droit, vigoureux et digne d'estime, des conditions du commandement à tous les degrés, savoir : liberté d'action totale, autorité sans condition sur le subordonné ; responsabilité sans limite vis-à-vis du ou des supérieurs. Ce n'est pas tout à fait, en France, le cas de nos ministres, qui ont loisir de faire les pires folies et, à l'heure du châtiment, de nous tirer la révérence. Hitler ne voulait pas de cela quand il était encore un ouvrier. Il est aujourd'hui Führer-Chancelier du Reich et ne le veut pas davantage. Il a raison, et l'Allemagne s'en trouve bien.

Dans la bourgeoisie libérale, où l'on se pique de mépriser la politique, on professe que l'économique, à l'heure qu'il est, doit primer tout le reste dans la conduite des peuples. Hitler répond qu'on « *ne meurt pas pour une affaire, mais pour un idéal* » (p. 164). Et il propose au peuple allemand de s'incliner « *devant des dieux plus nobles que l'argent* » (p. 435).

A cela nos libéraux répondront qu'il ne s'agit pas de chevaucher des chimères, mais de conduire les affaires publiques avec prudence. Ces bourgeois, amis non de la mesure, haute vertu française, mais du juste ou sot milieu, n'ont pas de plus sévère souci que de se tenir en politique à égale distance des partis violents. Hitler réplique qu'il faut agir nationalement, avec toute la fougue qu'exigent les solutions extrêmes. Il a ainsi vaincu, ce juste, les extrémistes allemands qu'il avait devant lui. Il a bien fait. Et prenons garde à nous.

Hitler n'était pas un démocrate, mais il respectait le peuple et récompensait chacun selon ses mérites. « *Il a raison, et l'Allemagne s'en trouve bien* » écrivait A. Redier en 1937



Il ne propose d'ailleurs à ses compatriotes que des vertus substantielles et fécondes, celles justement dont la démocratie n'a cure : le goût



Ci-dessus et ci-dessous : des jeunes filles du Service du Travail de la jeunesse féminine aident des familles aux travaux ménagers.

de l'effort, l'audace, l'esprit de décision. Il a sur la discrétion, vertu virile, vertu des forts, maîtres d'eux-mêmes, des mots pleins de bonheur. Il recommande le travail pour lui-même, pour les joies et l'honneur qu'on en tire, et il chante les louanges de ce qui vaut plus que tout ici bas, car il n'est de grandeur humaine qu'à ce prix : l'esprit de renoncement. Plus humble, mais non moins nécessaire, est la vertu de propreté. La démocratie française a bourré de stupidité, par le truchement d'instituteurs révolutionnaires, la tête de nos paysans et elle a volontairement laissé leurs pieds dans le fumier. L'Allemagne hitlérienne connaît ce luxe, ce grand luxe des pauvres : la netteté des maisons, des jardins, des vêtements et des ongles.

Enfin, il a pensé qu'il est sans doute excellent d'aimer l'humanité, mais à condition que ce soit d'amour pratique, agissant, efficace ; et qu'alors il est élémentaire d'éprouver d'abord sur ses

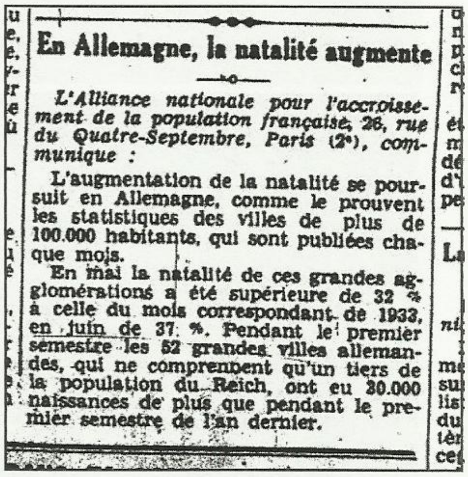
« L'Allemagne hitlérienne connaît ce luxe, ce grand luxe des pauvres : la netteté des maisons, des jardins, des vêtements et des ongles » (A. Redier)





« [Hitler] *a prié ses compatriotes de commencer par le commencement. Que chacun aime sa famille en premier lieu, et puis son village, et que tous ensemble donnent leur cœur à la patrie allemande. Là il a frappé juste* ». (A. Redier)

proches sa capacité de tendresse. Bref il a prié ses compatriotes de commencer par le commencement. Que chacun aime sa famille en premier lieu, et puis son village, et que tous ensemble donnent leur cœur à la patrie allemande. Là il a frappé juste. La farce de l'internationalisme est la plus redoutable entreprise qui ait encore été conçue contre l'humanité. Cette humanité qu'on prétend adorer, en fait on la dessert et on la bafoue, puisque pour la mieux voir on regarde par-dessus la tête de ses proches. On ignore ceux-ci, ce qui déjà serait grave, et bientôt, ce qui devient atroce, on arrive à les haïr et finalement à se battre au couteau, au nom de gens qu'on ne voit pas, contre ceux qu'on connaît. Ainsi on court à un régime de haine et de poing tendu : c'est à quoi nous avons abouti en France. En Allemagne, il n'est plus question de pareilles histoires, l'objectif suprême de l'ouvrier Hitler ayant été, dès le premier jour de se dresser seul en avant des masses internationales et, par la vertu de sa parole et du feu qui brûlait en lui, de les nationaliser.



En Allemagne, la natalité augmente

L'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française, 26, rue du Quatre-Septembre, Paris (2e), communique :

L'augmentation de la natalité se poursuit en Allemagne, comme le prouvent les statistiques des villes de plus de 100.000 habitants, qui sont publiées chaque mois.

En mai la natalité de ces grandes agglomérations a été supérieure de 32 % à celle du mois correspondant de 1933, en juin de 37 %. Pendant le premier semestre les 52 grandes villes allemandes, qui ne comprennent qu'un tiers de la population du Reich, ont eu 30.000 naissances de plus que pendant le premier semestre de l'an dernier.

Le Matin, 2 septembre 1934, p. 2

« *Je me suis adressé, a-t-il écrit, à des hommes qui croyaient le contraire de ce que j'avais à leur dire et qui voulaient le contraire de ce que je croyais nécessaire.* » (p. 464).



« *Comment [Hitler] a-t-il réussi? Parce que ses idées sans doute étaient justes et opportunes, et c'est une bonne raison* » (A. Redier).

Comment a-t-il réussi? Parce que ses idées sans doute étaient justes et opportunes, et c'est une bonne raison. La seconde raison, excellente aussi, c'est sa méthode.

Pour fixer cette méthode. Il a d'abord défini son but. Ce but, au lendemain d'une guerre qui a mutilé et humilié la patrie, sera le rétablissement de la puissance nationale. Hitler, c'est exactement Scharnhorst après Iéna. Il ne s'agit d'ailleurs pas, explique-il, « *de se demander : Comment fabriquerons-nous des armes ? mais : Comment créerons-nous l'esprit qui rend un peuple capable de porter des armes ? Dix pistolets dans les mains d'un lâche ne valent pas mieux qu'un gourdin dans celles d'un brave. Il faut restaurer dans les cœurs allemands la volonté de vivre ; et pour cela la grande affaire n'est pas de pérorer devant les éléments restés sains ; il faut s'emparer de la masse, qui est antinationale* », et la retourner comme une crêpe. En fait, il va se trouver en présence d'une armée haineuse de quinze millions de marxistes, démocrates et autres pacifistes. Ces foules, il pose en principe qu'avant de rien entreprendre pour le salut de l'Allemagne, il arrachera violemment de leurs cœurs et de leurs cerveaux le Poison international. Pour ce but, la conquête des masses à l'idée du relèvement national, quels moyens prendre ? Là non plus, Hitler n'a rien inventé. Il a pris ceux qui dans tous les temps et tous les lieux ont porté et porteront sur cette matière humaine bien définie qu'on appelle la multitude. Notamment, il a emprunté à ses ennemis les démagogues une certaine recette infaillible. Nous avons vu en France, pendant la période électorale qui a abouti au triomphe du Front populaire, quel parti les fauteurs de haine ont pu tirer de certaines formules magiques comme celle des « Deux cents familles ». On désignait nommément aux plus basses convoitises deux cents trésors faciles à prendre et dont chaque électeur pensa tout de suite que, s'il votait rouge, il aurait sa bonne part. C'était ignoble, mais d'excellente psychologie. Il faut présenter aux masses des notions claires et peu nombreuses et les répéter sans se lasser. Hitler a fait dans sa carrière pour la conquête du pouvoir un nombre inimaginable de discours devant des auditoires dont je n'ai pas besoin de dire que, les choses se passant en terre allemande, ils furent presque toujours

« [Hitler] *s'est mis en devoir de communiquer aux foules son propre enthousiasme* » (A. Redier).



colossaux. A ces foules, il n'a cessé de répéter, crier, hurler les mêmes choses.

Il a, bien entendu, fait appel aux sentiments beaucoup plus qu'à l'intelligence. Comptant sur la parole, et sur la sienne, pour s'emparer de toute l'Allemagne, il s'est mis en devoir de communiquer aux foules son propre enthousiasme. Il a fait honte aux gens assemblés devant lui d'être des Allemands humiliés ; il a, au feu de son propre orgueil, enflé le leur. Quand il avait bien jeté dans l'exaltation toute une salle, toute une ville, toute une province, il recommençait, se répétait, donnait aux foules éberluées la joie de s'exciter à nouveau deux fois, trois fois, dix fois, jusqu'à épuisement. Alors il était leur maître, et sans retour.

Aujourd'hui les Allemands sont, selon son vœu, en état de porter d'un bras solide les armes puissantes et nombreuses dont il les a dotés [1]. Il n'y a plus de traité de Versailles, plus de vainqueurs, mais une Allemagne casquée, fière, qui a faim peut-être [2], mais que soulèvent de hautes passions. Pour l'heure, elle n'en demande pas plus, car elle est ivre : ses enfants l'aiment et sont prêts pour elle aux derniers renoncements.

Des mondains, des hannetons, qui ne savent rien, mais parlent de tout, continuent de colporter qu'Adolf Hitler est un imbécile heureux, un jouet dans la main de plus puissants maîtres. Hitler est grand chef, qui sait ce qu'il veut et qui jusqu'ici a fait ce qu'il a voulu. Et si nous ne nous mettons pas en mesure de barrer, pour ce qui nous concerne, la route aux desseins de cet homme, nous sommes perdus [3].

****



« Hitler est grand chef, qui sait ce qu'il veut et qui jusqu'ici a fait ce qu'il a voulu. » (A. Redier)

Dans les pages suivantes, A. Redier attaquait le racisme d'Hitler, mais il répétait :

> J'ai dit qu'il n'avait rien inventé, mais seulement exprimé, comme le font encore tant de bonnes gens dans les chaumières, la sagesse des siècles : en cela il a été et restera grand [p. 21].

Hitler était venu montrer la voie à l'Occident

Autant de propos qui, aujourd'hui, vous mèneraient droit au tribunal. Quoi qu'il en soit, les concessions d'A. Redier sont très importantes. Elles confirment que Hitler n'était pas un Attila ou un monstre sorti de l'enfer. Non, il était venu pour montrer la voie à l'Occident

(1) : A qui la faute ? Tant que l'Allemagne avait été faible, les vainqueurs avaient méprisé ses revendications... **(2)** : Encore un légende subsista jusqu'en juin 1940, lorsque les Français virent les soldats allemands s'installer sur le sol. Georges de la Fourchadière écrivit alors : « *Nous avons été plutôt épatés en les voyant arriver, ces farouches conquérants ! D'abord, on nous les représentait sous un aspect affamé et squelettique... car il était bien entendu que, depuis notre victoire de 18, ils se nourrissaient de saucisses faites avec des pneus d'auto bourrés de sciure de bois et de graisse d'auto. Ce qui, d'après les résultats obtenus, doit être un fameux régime. Car nos invités sont des gars plutôt costauds.* » (Cité par Paul Allard dans *La guerre du mensonge* [Les Éditions de France, 1940], p. 263). **(3)** : Voy. A. Redier, *Les Allemands dans nos maisons*, pp. 8 à 20.

en déroute. Un peu partout dans le monde, d'ailleurs, des gens lucides — comme Adrien Arcand au Canada, Jean Boissel en France... — comprirent qu'il fallait l'entendre et s'entendre ; qu'entre le capitalisme et le bolchevisme mortifères, le socialisme national était la voie de salut.



Hitler en compagnie d'anciens combattants britanniques. Un peu partout en Europe et dans le monde, des gens lucides comprirent qu'il fallait l'entendre et s'entendre. Pour sauver l'Europe prise entre le bolchevisme et le capitalisme.

TOUJOURS VERSAILLES

Mais si Hitler avait brisé les chaînes de Versailles, il n'avait pas pu éradiquer l'esprit de Versailles. Aveuglés par leurs préjugés, leurs craintes stériles ou leur clientélisme, beaucoup — bourgeois, chrétiens démocrates, nationalistes étriqués... — quittèrent la voie de la raison. Refusant de comprendre que l'hitlérisme n'était pas un bloc, que *Mein Kampf* n'était ni une nouvelle bible, ni un livre doctrinal figé ; qu'il avait été rédigé dans un contexte bien précis mais qui avait depuis bien changé, que la NSDAP n'avait aucune doctrine définie [1], que Hitler ne voulait plus, comme en 1924, un règlement de compte avec la France, ces petits esprits sonnèrent le tocsin contre « l'ennemi héréditaire », le « boche », le « militarisme prussien »... Eux qui auraient dû contribuer à l'édification d'un front uni pour la paix par la réconciliation et l'entente, ils ont finalement servi le clan des bellicistes.

Alors, ce qui devait arriver arriva : comme en 1914, l'Allemagne fut acculée à la guerre. Immédiatement, cette lutte fut présentée comme celle de la « civilisation » contre la « barbarie ». Et pour mieux se convaincre, tous les bourgeois, les nationalistes étriqués et les chrétiens ressortirent l'argument suprême : preuve, dirent-ils, que le national-socialisme est une doctrine sortie de l'enfer, elle s'est alliée avec le communisme athée et exterminateur. Le 20 septembre 1939, par exemple, dans *La Cité Chrétienne*, le chanoine Jacques Leclercq écrivit à propos de l'Allemagne : « *L'aide des russes ne peut guère qu'achever de la discréditer aux yeux du monde civilisé* » [2].

La mauvaise foi des gogos

Ils n'avaient pas vu (ou, plus exactement, ils avaient fait semblant de ne pas voir) que, d'un côté comme de l'autre, cette alliance était purement tactique. Staline savait qu'elle pousserait Hitler à effectuer le geste fatal en Pologne ; Hitler, lui, voulait éviter l'extension du conflit germano-polonais et, au cas où cette extension surviendrait, prévenir une guerre sur deux fronts.

---

(1) : « [...] *le parti national-socialiste ne possédait pas de théorie de parti au sens où les marxistes possédaient une théorie mûrie et élaborée. Tous les théoriciens du Parti étaient contestés. Les théories de Gottfried Feder avaient été interdites. Le théoricien Rosenberg a été et est resté jusqu'à la fin discuté au sein même du Parti. Le manque de théorie dans le Parti était si grand que l'impression même du programme, si restreint que fût le programme du Parti, fut interdite dans les journaux allemands* » (déclaration d'Hans Frietzche à Nuremberg ; *TMI*, XVII, 141). **(2)** : Voy. *La Cité Chrétienne*, 20 septembre 1939, p. 623, col. B.

Ci-contre : *La métamorphose de Staline selon les gogos*
1940 - quand il est l'allié d'Hitler ;
1941 - quand l'Allemagne envahit l'URSS
1942 - quand il est définitivement l'allié des démocraties
(dessin paru en 1943 dans *Kladderadatsch*)



La mauvaise foi des gogos apparut d'ailleurs nettement lorsque, à partir du juillet 1941, Staline se retrouva brutalement dans le camp des démocraties. Les bourgeois, les nationalistes étriqués et les chrétiens auraient alors dû reprendre leur argument de septembre 1939 en l'appliquant cette fois à ceux qui se présentaient comme les « croisés de la civilisation ». Mais non ! Ce qui avait été faux lorsqu'il s'agissait du IIIeme Reich était cette fois une évidence : l'alliance Churchill-Staline à laquelle allait bientôt se joindre Roosevelt était parfaitement excusable et ne prouvait rien, parce qu'elle était une alliance purement tactique ; la démocratie libérale restait l'antithèse du stalinisme ; un revirement allait intervenir...

Mais les mois passèrent en rien ne vint. Bien au contraire, l'Amérique, la Grande-Bretagne et l'URSS apparaissaient de plus en plus soudées. Leurs représentants se rencontraient souvent pour discuter de l'après-guerre du partage du monde. Car la guerre, ils allaient ensemble la gagner grâce à leurs moyens de destruction formidables : vagues de forteresse volantes, centaines de tonnes de bombes incendiaires, villes englouties en une seule nuit, dizaines de milliers de femmes et d'enfants transformés en torches vivantes ou suffoqués dans les abris en quelques heures. Autant de moyens qui n'étaient pas en accord avec les lois d'humanisation de la guerre, des lois que les « croisés de la civilisation » auraient pourtant dû respecter. Mais les gogos ne s'en émurent pas ; la nouvelle de la destruction de Dresde glissa sur leur conscience comme l'eau sur les plumes d'un canard.

Puis vint l'atomisation d'Hiroshima et de Nagasaki : pour abattre plus rapidement l'adversaire sans engager leurs propres soldats, les « croisés de la civilisation » avaient trouvé le moyen de faire descendre le feu du ciel sur la terre, tuant en une seconde chez l'ennemi des dizaines de milliers de non combattants (femmes, enfants, vieillards...). Images dignes de l'Enfer : déserts calcinées, corps brûlés, noircis, tordus, mélangés à l'asphalte fondu... Les gogos, et plus particulièrement les chrétiens, auraient dû réagir face à l'utilisation de

tels procédés véritablement diaboliques ; car on imagine quelle aurait été leur réaction si la bombe atomique avait été employée par Hitler. Mais depuis avril 1945, leur regard était tourné ailleurs : leurs yeux fixaient les camps d'Ohrdruf, de Vaihingen et de Bergen-Belsen, où les libérateurs avaient trouvé des centaines de cadavres. Vingt-six ans après 1918, la propagande anglo-américaine leur refaisait le coup, en plus grand, des « atrocités allemandes » et des « charniers boches » (voy. pages suivantes). Et les gogos y crurent, trop heureux de faire taire les scrupules qu'avaient pu faire naître un instant dans leur esprit la collusion des « croisés de la civilisation » avec Staline et leur emploi de méthode de guerre diaboliques. Désormais, tout était justifié au nom du : « Les nazis ont fait pire ».



Juin 1919 : les plénipotentiaires allemands sortent de la conférence de « Paix ». En 1945, il n'y pas eu de conférence ; après la reddition inconditionnelle, les dirigeants allemands furent arrêtés et beaucoup d'entre eux pendus...

1945-46, c'est 1918-19 en pire

Entre temps, le 30 avril 1945 — il y a soixante ans —, l'homme que la divine Providence avait suscité pour libérer l'Europe du mensonge de Versailles et lui montrer la voie s'était suicidé, son œuvre ayant été anéantie. Huit jours plus tard, le 8 mai, la résistance héroïque du peuple allemand et de ceux qui étaient venus à son aide s'achevait dans les ruines de Berlin.

Novembre 1918-juin 1919 allait se répéter, mais en pire :

- en 1918, le vainqueur avait permis au vaincu de demander un armistice, lui permettant de préserver son territoire et, pour un temps au moins, ses institutions ; en 1945, conformément à ce qu'il avait annoncé deux ans plus tôt, le vainqueur ne s'arrêta qu'une fois le vaincu entièrement laminé ;
- en 1918, Guillaume II avait pu se réfugier à l'étranger où il resta jusqu'à sa « bonne mort » en 1941 ; en 1945, Hitler n'eut d'autre choix que le suicide ;
- en 1919, l'Europe avait été remaniée et peu d'expulsions brutales avaient eu lieu ; en 1945, elle fut partagée et coupée en deux par un rideau de fer, et les expulsions brutales se comptèrent par millions ;
- en 1919, le vaincu avait été chargé de la responsabilité unilatérale du déclenchement de la guerre ; en 1945, il fut en outre accusé d'avoir commis le plus odieux crime de tous les temps, un crime unique dans son ampleur et son horreur : l' « Holocauste » ;
- en 1919, aucun « Tribunal de l'humanité » ne fut érigé qui aurait été chargé de juger les hauts dignitaires vaincus et de poser les bases d'une histoire officielle aux dogmes inattaquables [1] ; en 1945, l'humanité assista aux tragiques

(1) : La France avait réclamé et, dans un premier temps, obtenu que Guillaume II et d'autres dirigeants allemands soient extradés ; mais par la suite, l'Angleterre était revenue sur sa décision. Le 15 mars 1920, Raymond Poincaré s'en plaignit ouvertement dans la *Revue des Deux Mondes* écrivant : « *Lorsqu'elle [la France] a constaté que M. Lloyd George, après avoir annoncé à son de trompe l'extradition de Guillaume II et des autres coupables, renonçait à ses projets, elle a craint que cette première marque de faiblesse n'encourageât la résistance du Reich, sur d'autres chapitres du traité* ».



Le monument au Kaiser monte toujours !

Les cadavres s'ajoutent tous les jours aux cadavres qui, depuis trois ans, s'amoncèlent pour la « gloire » du roi de Prusse !

L'horrible fléau dépasse tous ceux qui ont affligé le monde depuis les plus grandes calamités et les révoltes de la nature aux plus sanguinaires et plus sombres dates de l'histoire.

O Guillaume II ! ta mémoire exécrée de l'Univers se perpétuera à travers les siècles.

Tu es et resteras pour l'humanité, le plus terrible ennemi.

Les épidémies, les cataclysmes, Attila, l'éruption des volcans, toutes les fureurs aveugles, tous les maux, tu les as dépassés.

Ta mémoire et ta race maudite survivront... éternellement pour être honnies !

N° 147. AOUT 1917 EDIT. POPUL . 15 c

L'IMAGE

PUBLICATION HEBDOMADAIRE

1945

Le propagandistes n'ont rien inventé

Ils ont repris les mêmes « trucs » qu'en 18, ne faisant que profiter d'une Allemagne qui, bien plus meurtrie qu'en 1918, offrait des spectacles bien pis.

1917 : LA PROPAGANDE DES VAINQUEURS NOUS MONTRE LES « CHARNIERS BOCHES »
(il s'agissait de soldats morts au combat)
(extrait de *L'Image*, n° 147, août 1917)

THE ILLUSTRATED LONDON NEWS

SATURDAY, APRIL 28, 1945.



THE USUALLY GENIAL GENERAL EISENHOWER SHOWS BY HIS GRIM ASPECT HIS HORROR OF GERMAN BRUTALITY: THE MACABRE SCENE OF VICTIMS MURDERED BY S.S. GUARDS AT OHRDRUF CAMP.

The scene of the appalling massacre at Ohrdruf camp, about 10 miles south of Gotha, was visited recently by General Eisenhower, with Generals Bradley and Patton. The General, standing in the centre of the group, square-jawed and grim, indicates by his pose how he regards this grisly atrocity. Here, the partly-clad bodies of thirty-one men lay huddled grotesquely together where they had been murdered by S.S. guards because they were too ill to be moved. In a wooden shed near by, many more bodies were found, which had been sprinkled with quicklime. Those in the hut had died either from starvation, torture or disease, or they had been beaten to death. Those in front of the hut had been shot in the back of the head excepting for one American shot in the throat. According to one prisoner who hid, some 2000 others died, and were taken in trucks to adjoining woods and burnt. U.S. Army authorities have compelled civilians at Ohrdruf to witness the horrors.

A

1945 : LA PROPAGANDE DES VAINQUEURS NOUS REFAIT LE COUP DES « CHARNIERS BOCHES »
(il s'agissait de déportés morts de maladie dans une Allemagne dévastée)



Ce que sont devenus, en captivité allemande, de jeunes et vigoureux combattants

Etait-il besoin d'un nouveau témoignage de la férocité systématique déployée par l'ennemi dans le traitement des prisonniers qui tombaient entre ses mains ? Voici un document accablant qui nous arrive des Balkans et qui montre des prisonniers roumains employés par les Allemands dans les carrières de pierres en Serbie. L'aspect de ces malheureux en dit long sur leurs souffrances morales et physiques. Nombre de ces soldats, partis pleins de santé, ont succombé aux mauvais traitements.

1918 : LA PROPAGANDE DES VAINQUEURS NOUS MONTRE LES VICTIMES DE LA « FÉROCITÉ SYSTÉMATIQUE » DES ALLEMANDS



Häftlinge des Konzentrationslagers Auschwitz

1945 : LA PROPAGANDE DES VAINQUEURS NOUS MONTRE LES VICTIMES DE LA « BARABARIE NAZIE »

UN CAMP DES DÉPORTÉES DES FLANDRES A HAVELBERG
(ALLEMAGNE)



Les tortures atroces infligées aux populations belges par le plus barbare et le plus implacable des ennemis, ne seront jamais entièrement connues, tant elles sont, hélas, nombreuses. Contre les femmes même, la férocité de l'ennemi s'est donnée libre ccurs : de pauvres malheureuses, pour des motifs futiles, souvent même sans l'apparence de raison, ont été déportées, loin de leurs maris, de leurs enfants, dans des camps où les privations matérielles et les souffrances morales les ont transformées en véritables martyres.

1915-1918 : LA PROPAGANDE NOUS MONTRE LES ATROCES SOUFFRANCES DES « MARTYRES » DES « CAMPS DE DÉPORTÉES »



1945 : LA PROPAGANDE NOUS MONTRE LES ATROCES SOUFFRANCES DES « MARTYRES » DES « CAMPS DE DÉPORTÉES »

UN RECUEIL UNIQUE DE DOCUMENTS SENSATIONNELS

N'OUBLIONS JAMAIS !

Album de Grand Luxe : : : : : Couverture en couleurs !

Dévoilant, pour la première fois, dans toute leur véridique horreur,



les atrocités et les crimes commis par les A...

L'ouvrage, de 36 pages, contient de nombreuses photographies d'une exécution parfaite, et des compositions de nos meilleurs artistes, dessinées avec un réalisme poignant.

Une grande carte panoramique des ruines complète la documentation. Un texte bref et basé uniquement sur des informations strictement contrôlées accompagne les gravures.

Pour conserver en votre cœur et en celui de vos Enfants
TOUJOURS ROBUSTE ET TENACE, LA HAINE DES BARBARES TUDESQUES
Ayez sans cesse sous les yeux
LEUR ŒUVRE DEVASTATRICE ET SANGUINAIRE
Reproduite, avec l'implacable fidélité de l'objectif, dans

N'OUBLIONS JAMAIS !

En vente partout, au prix de : **60** centimes.

Envoi franco contre 75 cent. en un mandat, adressé à l'Administration de JEUNE FRANCE
3, rue de Rocroy, Paris (Xe).

1915

1945

LE MÊME DISCOURS

VENGEANCE !

Les journaux quotidiens, les journaux périodiques, les journaux du monde entier ont parlé de Buchenwald, d'Auschwitz et de tous les camps de torture nazis, ont éructé leur fiel et leur dégoût. Il est difficile de trouver des mots neufs. Mais les mots sont trop pauvres; la littérature n'est pas de mise devant l'horreur. Une seule chose compte : les actes. Nous pensons à ces charniers, nous pensons aux forfaits perpétrés par les Huns, par la race de bandits qui a terminé sa carrière, nous pensons à tous ces morts, à tous ces regards pleins d'angoisse tournés vers le ciel, à toutes ces poitrines trouées et rouges, à toutes ces longues agonies hurlantes, à tous ces poings tendus dans un sursaut désespéré — et nous sentons monter en nous un immense désir de vengeance, de vengeance sans pitié, une soif inapaisée de justice et de colères éternelles.

Hommes de tous les pays du monde, que le mot « allemand » soit dans votre bouche comparable au plus sacrilège des blasphèmes, que le fait d'être Allemand soit considéré par vous comme la plus épouvantable des tares sociales.

Hommes de tous les pays du monde, hommes et femmes de toutes les nations libres, hommes et femmes de bonne volonté, nous vous formulons une prière, avec ferveur : N'oubliez jamais ! Entretenez votre haine au long des siècles et des siècles, faites-en une qualité immortelle et inéluctable — et si, dans vingt ans, un Allemand mourant vient vous demander un verre d'eau, crachez-lui à la face, et achevez-le.

Ah ! qu'un seul cri plein de sang sorte de toutes les gorges ! L'heure n'est plus au pardon, ni aux larmes; l'heure est au châtiment. Qu'un seul cri unanime retentisse sur la surface du globe : **VENGEANCE !** Vengez nos Morts. Vengez ceux qui sont tombés pour que crève la bête. Vengez toutes ces longues suites de souffrances et de meurtres. Qu'un seul hurlement résonne dans l'espace, se répète en mille échos terribles : **VENGEANCE !**

Roger MINNE.

farces de Nuremberg et de Tokyo. Tragiques parce que les procès de Nuremberg ont permis de jeter les bases de la « terre promise » par les vainqueurs : ses dogmes historiques, sa contre religion universelle de l'« Holocauste » et sa contre morale...

En 1945, c'est donc 1918, mais en pire : les violences, les injustices et les mensonges ont été plus étendus, plus profonds, plus graves... De plus, les vainqueurs n'ont pas reproduit les « erreurs » qui, vingt-six ans plus tôt, avaient permis l'apparition de l'homme providentiel : le peuple allemand, et toute l'Europe avec lui, ont été rééduqués, une rééducation qui s'impose avec plus de force de génération en génération.



Dieu abandonne le monde « civilisé »

Mais ne nous leurrons pas. Le Psaume 126 prévient : « *Si le Seigneur n'édifie pas la maison, c'est en vain que travaillent ceux qui la construisent. Si le Seigneur ne garde pas la cité, c'est en vain que veillent ceux qui sont chargés de la garder* ». Si les vainqueurs de 1945 ont pu s'imposer et, jusqu'à aujourd'hui, empêcher la venue d'un homme providentiel, c'est parce que Dieu le veut bien. Et on le comprend. Après la saignée de 14-18 et la paix honteuse de 19, il en a suscité un dans les années 20. Il l'a mené au pouvoir en dix ans, alors que cet homme n'était parti de rien, absolument rien, et il a fait que son expérience du pouvoir soit concluante. En six ans, un relèvement jamais vu a été opéré : un peuple humilié, déchu et sans espoir a retrouvé l'honneur, la force et la confiance. Tout cela pour que le monde réagisse, qu'il se libère de l'esprit de Versailles et qu'il prenne exemple. Or, qu'a fait le monde ? Il n'a pas entendu cet homme, il lui a cherché querelle et, finalement, il l'a écrasé avec des moyens diaboliques.

Dès lors, on comprend que Dieu n'ait pas donné une deuxième chance à ce monde ingrat ; qu'il se soit dit : « Après avoir dansé en 1918 sur les ruines du dernier empire catholique en Europe et applaudi les francs-maçons qui détruisaient la colonne de la Vierge sur la place principale de Prague, tu danses en 1945 sur le cadavre de Hitler. Vraiment, tu l'aimes la démocratie, qu'elle soit libérale ou populaire ? Très bien, je te la laisse. Mieux : je fais en sorte qu'elle devienne le régime universel obligatoire avec pour bras armé cette Amérique qui t'a "libéré". Vas-y. Débrouille-toi seul avec elle maintenant. Moi, je me retire ».



Dessin paru en prière page de *l'Humanité*, le 24 avril 1945

Les déchéance s'accélère

A partir de cet instant, les événements se sont succédés en s'amplifiant : écroulement des grands empires d'Europe ; irruption de la société de consommation en vue de la jouissance immédiate et effrénée (les « trente glorieuses ») ; apostasie des hommes d'Église (avec Vatican II) ; chute vertigineuse des valeurs d'ordre, d'amour de l'effort, de respect du travail ; mai 68 en France, Woodstock aux États-Unis, libération sexuelle avec ses conséquences (avortements, divorces, familles fragilisées...).

A ce sujet, qu'on me permette à nouveau une longue citation. Je l'estime nécessaire car aujourd'hui encore — surtout dans les milieux chrétiens — on affirme que le national-socialisme était profondément amoral ; qu'au nom

d'une déification de la Nature et de la Force, d'un paganisme ressurgi des fond des âges, d'un rejet de toute morale qualifiée de « judéo-chrétienne », il aurait prôné la jouissance sans frein, le jeu, le culte du corps, les spectacles immoraux, la contraception, le sexe libre...

Certes, je ne nie pas qu'il ait existé dans le IIIe Reich des individus profondément amoraux, des libertins, des jeux, un certain culte du corps, une photographie érotique (voy. page suivante), des gens qui pratiquaient le naturisme... Des clichés sont venus jusqu'à nous, qui le démontrent sans contestation possible. Mais sur ce sujet comme sur bien d'autres, il faut se garder de toute généralisation abusive. Au sein du IIIe Reich, tout cela était anecdotique. Par exemple, le culte du corps était véhiculé par des clichés qui, dans leur immense majorité, n'avaient rien d'érotique. Les lieux de débauche n'avaient pas pignon sur rue. Quant aux plages — toujours ouvertes aux touristes étrangers — elles étaient fréquentées, sauf exception, par des gens qui ne pratiquaient pas le naturisme.

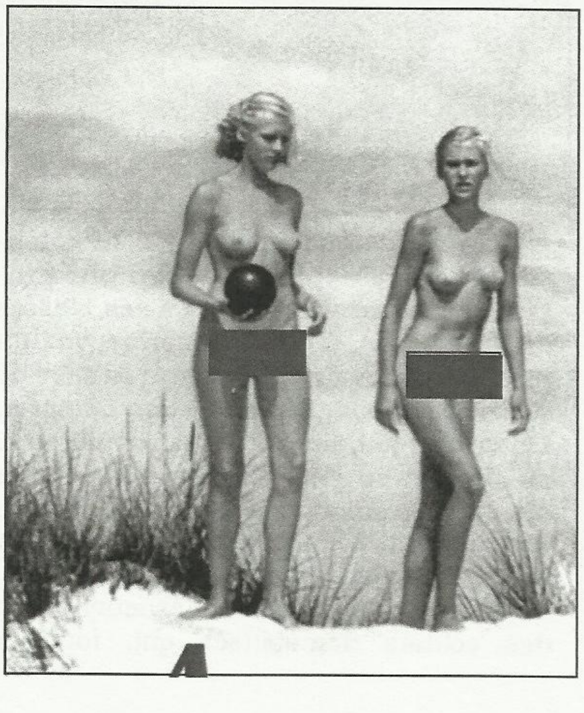
Allant plus avant, j'affirme que, loin d'avoir encouragé la débauche, le national-socialisme l'a freinée. J'en veux pour preuve le témoignage d'Ambroise Got. De mars à juillet 1919, ce citoyen français avait été attaché à la mission militaire française à Berlin. Ainsi put-il observer longuement la société allemande après la défaite. En 1921, il publia un ouvrage intitulé : *L'Allemagne après la débâcle* (Imprimerie Strasbourgeoise). Le chapitre XXII était intitulé : « La déchéance morale du peuple allemand ». On lisait :

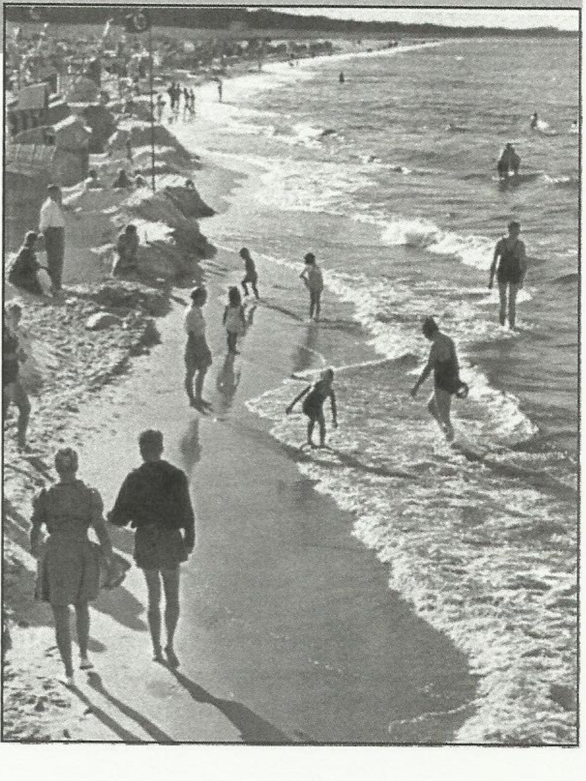
****

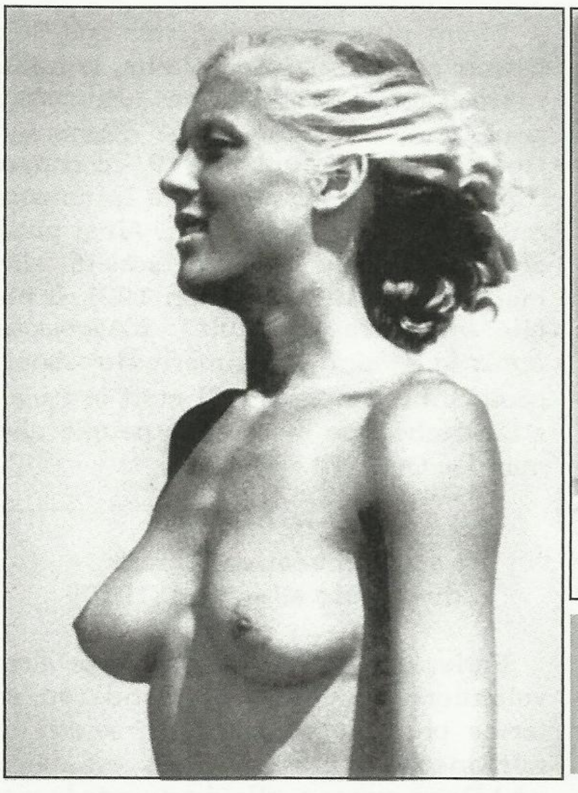
La déchéance morale du peuple allemand [1919]

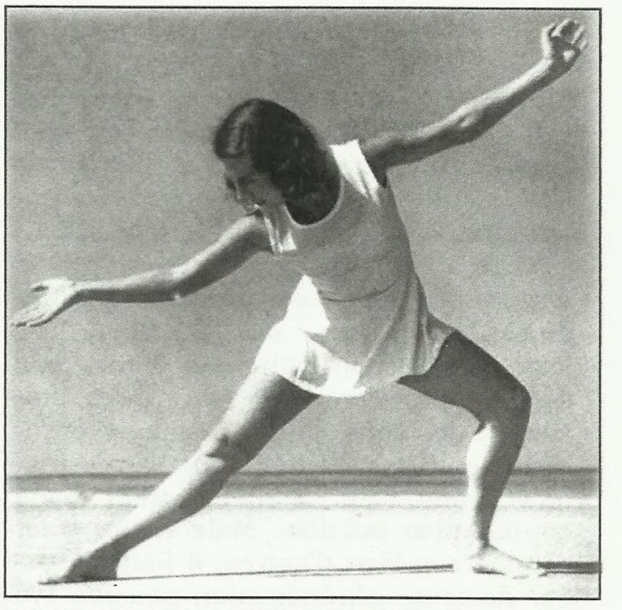
Paris, que les Allemands appelaient volontiers la Babylone du monde, ou, en terme plus discourtois : la maison de tolérance de l'Europe, Paris est détrôné ! Dans aucune ville du monde le vice ne s'étale, impudique, brutalement orgueilleux comme à Berlin. On dirait que dans leur défaite les Allemands tirent vanité de leur immoralité — ou plutôt

A gauche : dans les années 30, deux jeunes allemandes pratiquent le naturisme.
A droite : une plage « traditionnelle » en Allemagne (voy. le drapeau à croix gammée). Ce genre de plage, il en existait de très nombreuses, qui étaient ouvertes aux touristes du monde entier et où personne ne pratiquait le naturisme...

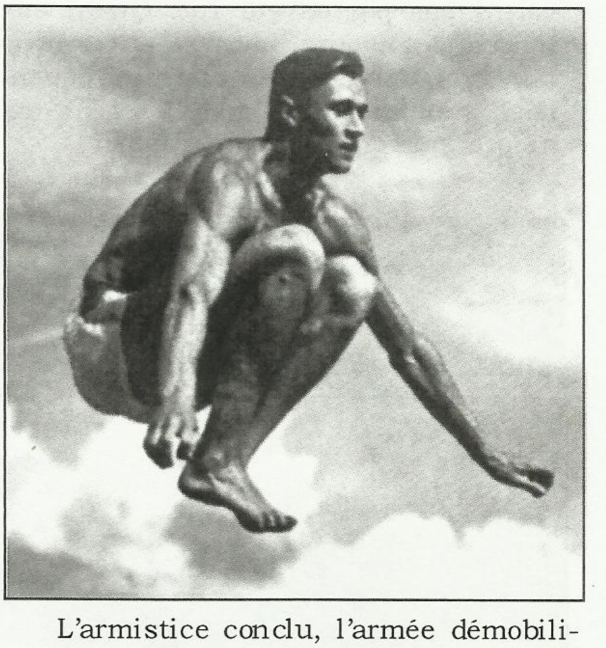








Ci-contre : sous Hitler, l'érotisme au service du culte du corps. Mais on oublie que la plupart des clichés destinés aux campagnes pour la santé du corps n'avaient rien d'érotique (voy. en haut et en bas).



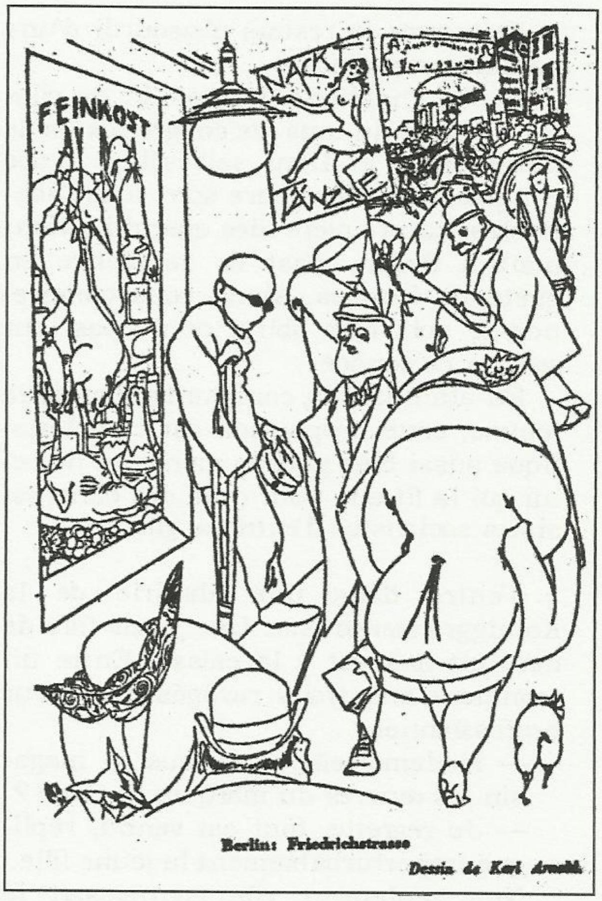
de leur amoralité, car ils ont perdu la notion exacte de la limite du bien et du mal — qu'ils veulent nous « épater ». Berlin cherche-t-il uniquement à s'étourdir, est-ce là la conséquence de la démoralisation afférente à la défaite, ou bien les causes du mal remontent-elles plus loin ? Faut-il y voir les symptômes d'une déchéance déjà avancée ? Avant la guerre Berlin se vantait déjà de se « Nachtleben », de sa vie nocturne. Il cherchait à rivaliser avec Paris, opposant ses cafés et ses cabarets aux nôtres, ce qui, au reste, n'empêchait pas les Allemands d'affluer sur les boulevards en foules compactes. Pendant la guerre le besoin de jouissances matérielles qui caractérise l'Allemand parvenu fut naturellement un tant soit peu réfréné. Pourtant on ne s'est pas fait faute de se divertir à Berlin. Les profiteurs de la guerre et les nouveaux riches ne se sont pas privés de faire bombance. La police, corrompue, fermait les yeux sur certains endroits du Westend où sévissait la débauche. Que de fois les « Feldgrau » ou troupiers allemands de passage dans la capitale ne se sont-ils pas plaints des turpitudes auxquelles ils assistaient ? C'est même là, dit-on, une des raisons de leur démoralisation.

L'armistice conclu, l'armée démobilisée, la crise des plaisirs devint une fringale qui s'empara de toutes les classes de la société. Tout le monde voulait prendre sa revanche des cinq années de restrictions. On dépensa sans compter, les uns au jeu, les autres au restaurant, au cabaret ou chez les courtisanes. On disait que, puisqu'on allait tout perdre, mieux valait ne rien laisser à l'État. On brûlait la mèche par les deux bouts.

D'une part, crise de désoeuvrement des soldats démobilisés qui, fourbus

par la guerre, désemparés par le tumulte et la gaîté factice des grandes villes, ne concevaient plus la nécessité du travail et de la production. De l'autre, chez les possédants, égoïsme forcené et envie féroce de jouissances.

Ces deux symptômes, qui se correspondent et se complètent, illustre la dissolution morale de l'Allemagne. Ce n'est pas la joie de vivre qui brille dans les amusements de la Babylone germanique, cette joie n'est qu'une façade creuse, c'est le morne désespoir, l'incertitude des jours qui viennent, le besoin de noyer ses chagrins, d'oublier. Ce n'est qu'un fard. Que l'on gratte ce fard et derrière le visage maquillé des fêtards, on découvrira le visage blême et flétri du Michel allemand.



L'Allemagne dans les années 20 : une société profondément injuste et décadente.
Le national-socialisme balayera tout cela...

La prostitution, contre laquelle s'élevait si véhémentement l'ancienne Kaiserin, a pris à Berlin les dimensions d'une plaie sociale contre laquelle il n'y a aucun remède. Quand le soir vient et que flamboient les globes électriques — l'éclairage était bien insuffisant jusqu'au moment de mon départ — on voit affluer le long cortège des filles galantes. Elles viennent de partout, elles débouchent de toutes les ruelles, elles occupent toutes les portes cochères. Tous les cafés du centre leur appartiennent. Il faut aller bien loin de le Westend, sur le Kurfürstendamm, pour trouver des cafés de famille.



A partir de 5 heures du soir, la Friedrichstrasse est à elles, surtout dans la partie septentrionale. La nuit, elles sont partout. Certains cabarets, certains bals ou tripots s'en servent comme racoleuses. Telles des araignées, elles attirent la victime de marque dans leur toile ; d'accord avec les garçons et les gérants, l'infortuné est étrillé de belle façon.

Un jour que je me trouvais en visite chez un membre notoire du parti communiste, qui se gavait de belles tranches de pain blanc grassement beurrées en ingurgitant un authentique café, il me demanda de but en blanc si je n'avais pas besoin de femme :

— Vous savez, je me fais fort de vous procurer toutes les adresses désirables, des endroits sûrs où vous n'aurez rien à craindre !

Et comme je restais abasourdi d'une pareille proposition :

— J'ai l'habitude, ajouta-t-il, de piloter dans Berlin tous les congressistes de notre parti, et Dieu sait s'il y a des congrès. Ces messieurs sont tous insatiables. La première idée quand ils viennent à Berlin, c'est de se mettre en quête de femmes. Alors, vous comprenez, je suis bien obligé de ne pas leur refuser ce service.

En attendant la communisation de la femme, cette proposition est caractéristique aussi bien pour la mentalité de celui qui la fit que pour celle des congressistes socialistes d'extrême gauche.

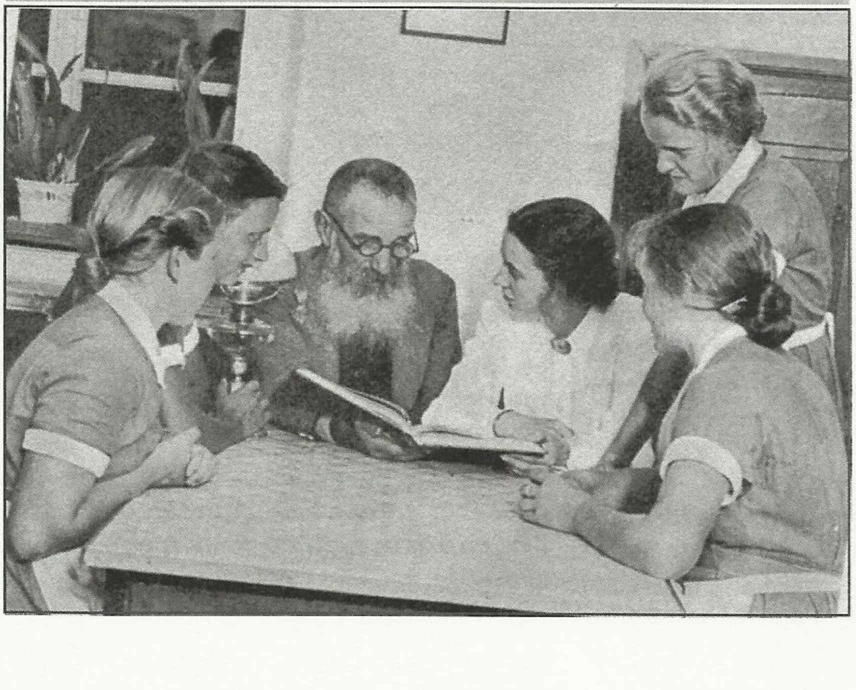
J'entre dans une librairie de la Kœniggrætzerstrasse. Une jeune fille de dix-huit ans est à la caisse. Entre un monsieur aux traits ravagés de noceur professionnel :

— Mademoiselle, avez-vous en magasin les œuvres du marquis de Sade ?

— Je regrette, tout est vendu, réplique imperturbablement la jeune fille.

Non seulement elle connaissait le marquis de Sade ; mais c'était encore une des spécialités de la maison. Le marquis de Sade et tous nos auteurs voluptueux du XVIIIe siècle sont actuellement en vogue à Berlin.

Années 30 : après leur activité, des jeunes filles du Service du Travail de la jeunesse féminine écoutent un vieillard leur raconter ses souvenirs. Sous Weimar, elles auraient peut-être vendu du Sade dans une librairie...



Il n'y a pas qu'eux. Dans tous les éventaires de librairie ambulante s'étale une littérature frelatée de bas étage, comme on en trouve, hélas ! aussi chez nous.

Au deuxième congrès des soviets on vendait [...] une petite brochure publiée par la Bibliothèque sanitaire des ouvriers, éditée sous la direction du Dr Zadeck. Cette brochure, qui coûte seulement 40 pfennigs et qui porte le n° 11 de la collection, s'intitule : *Les Maladies de la femme et leur prophylaxie* avec une annexe : *La Préservation contre la grossesse.* Elle [...] a déjà atteint un tirage de 210 000 exemplaires.

Parmi tous les livres et opuscules socialistes [...] on voyait une pile énorme de ces brochures... Le deuxième jour il n'y en avait plus une seule. Les congressistes, sans nul doute, ardents de se convertir au malthusianisme, avaient épuisé tout le stock.

Ce n'est pas cette ardeur des social-démocrates et des soviétistes que je trouve étrange, c'est l'anarchie qui ressort de l'exhibition de pareils traités et de leur édition par une bibliothèque populaire.

Il convient de souligner qu'il y a en ce moment en Allemagne un courant très puissant en faveur de la diminution de la natalité. On dit — non sans apparence de raison — qu'une bonne partie de la population va être obligée d'émigrer et que, plutôt que de condamner ses enfants à l'expatriation, il est préférable d'en limiter le nombre.

J'ai acheté cette brochure et j'en ai lu attentivement le texte orné d'illustrations. On y expose très clairement et très succinctement tous les moyens propres à prévenir la concep-



Sous Hitler, des infirmières rétribuées visitaient les familles de la campagne afin de s'assurer de la bonne santé de la progéniture. Quelques années auparavant, l'Allemagne favorisait l'avortement...

tion. La péroraison dont voici la traduction textuelle est une formelle profession de foi malthusienne :

« *Indépendamment des raisons ci-dessus énumérées, qui sont commandées par des considérations sanitaires impérieuses dues à la mère et à l'enfant, il est d'autres points de vue d'un ordre moins sanitaire que sociologique qui font apparaître désirable dans la population indigente l'emploi de mesures préventives contre la conception. Tant que les logements urbains destinés à la population ouvrière ne suffiront que pour tout juste trois ou quatre personnes et qu'il ne pourra être question d'y caser une nombreuse famille ; tant que la femme d'ouvrier devra aller à la fabrique, ses couches à peine terminées, et qu'elle devra priver son nouveau-né de l'alimentation naturelle : le sein ; tant qu'un tiers des enfants de prolétaires, et davantage, est emporté dès les premières années, alors que les survivants, manquant d'air et de lumière, de nourriture et de soins, sont atteints de troubles digestifs, de rachitisme, de scrofulose et de tuberculose ; tant que durera cet état de choses, aucune personne sensée ne verra d'inconvénient à ce que la population indigente prenne des mesures préservatrices contre une natalité trop forte. En fin de compte il vaut encore mieux prévenir la grossesse, que de l'interrompre artificiellement ainsi qu'on a coutume de le faire partout, en violant le Code et, qui pis est, en péchant contre la santé et la vie* ».

Les annonces de « *moyens sûrs contre la conception* » s'étalent librement dans tous les journaux berlinois. On ne parle plus d'accroître la population du pays pare la bigamie ou même la polygamie qui fut pratiquée après la guerre de Trente ans dans certaines régions transformées en désert.

L'Allemagne plantureuse de jadis doit se restreindre dans tous les domaines et, pour ne pas être obligée de bannir son surplus de population, elle en est réduite à tolérer la propagande malthusienne.

Si, encore, il n'y avait que des annonces de ce genre. J'ai trouvé un jour par

hasard dans un grand quotidien berlinois une annonce rédigée à peu près en ces termes, je ne l'ai plus sous les yeux : « Dépêchez-vous ! Occasion unique ! Il nous reste encore en magasin quelques exemplaires du livre *Perversion et vie sexuelle*. Envoi discret contre remboursement. » Suivait l'adresse du libraire.

Quelques jours après, en lisant la *Freie Presse*, j'appris que la brochure avait été confisquée, mais que l'envoi serait fait à tous ceux qui l'avait commandée aussitôt que la confiscation serait levée.

La maison Vogler et Cie publie en quatre volumes l'œuvre de Mantegezza : le premier volume, qui traite *De la Physiologie de la femme*, coûte 8,50 marks ; le deuxième, *De l'Hygiène de l'amour*, 7,50 marks ; le troisième, *De la Physiologie de l'amour*, 7 marks, et le quatrième, *Des Rapports sexuels de l'homme*, 7 marks également.

La censure qui avait interdit le livre *Révélations en matières sexuelles*, a levé son interdiction et la libraire Teisner l'expédie contre remboursement pour 4,90 marks.

Felix Monthus publie des *Tableaux des mœurs d'une époque galante* qui paraissent en feuilleton dans la *Presse Libre*, alias la *Freie Presse*.

Un grand quotidien berlinois annonce en quatrième page l'édition de dix-huit sensationnelles études de mœurs (Le mot « sensationnel », banni pendant la guerre, a fait sa réapparition). Il s'y trouve naturellement un roman sur les Homosexuels : *L'un des trop nombreux, ou la tragique histoire d'une déchéance, Les Révélations d'une voyante, Les Avatars d'un somnambule et la bibliographie d'une hystérique* (*La fille d'Orlach, la possédée*). Il y a même *L'amour d'une morte* qui nous transporte dans les régions mystérieuses de la quatrième dimension. Un conte sur *La Magie secrète*, un roman réaliste sur une garnison maritime, la biographie d'un légionnaire étranger, le *Docteur Feodora*, roman d'une femme-homme etc., complétant la liste.

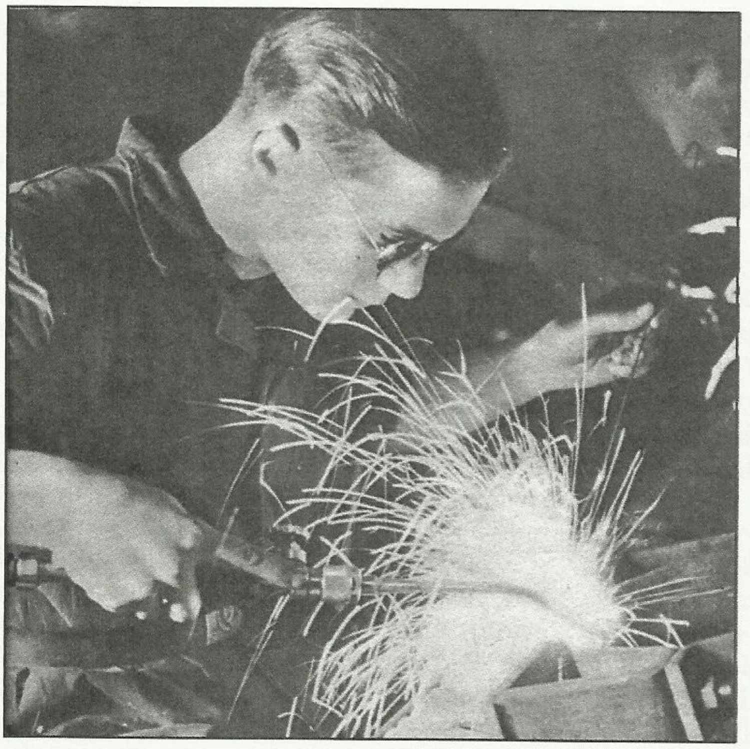


Sous Hitler, cet homme travaille comme « conteur ». Dans les jardins publics de sa ville, il raconte des histoires aux enfants... et aux parents.

Ces citations sont puisées au hasard entre cent, entre mille. Les insertions de ce genre pullulent dans tous les journaux et surtout dans les feuilles spéciales.

Auprès du passage Panoptikum, rendez-vous des soldats, des matelots en goguette, des filles et des souteneurs, se trouve une autre galerie qui débouche dans la Behrenstrasse et dont j'ai, oublié le nom [...]. Tout au milieu de la galerie se trouve une vitrine à deux compartiments. Dans l'une, les messieurs en quête de maîtresses viennent exposer leurs vœux, tandis que dans l'autre ces dames se proposent, en vantant leurs qualités morales et surtout physiques.

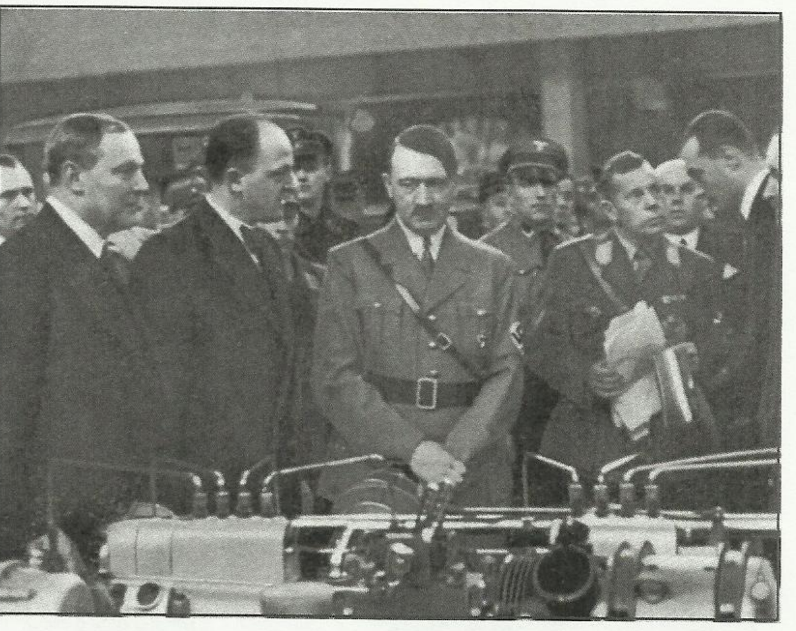
Jusqu'à présent, je croyais que cette traite humaine était le privilège de la quatrième page des journaux où, sous prétexte de conversation, d'excursion, d'échange de leçons, ou même de « mariage ultérieur » on cherchait hypocritement un moyen d'entrer en ma-



Ci-contre : un jeune allemand participe à un concours national du meilleur ouvrier.
Ci-dessous : Hitler au « salon de l'automobile », contemple un moteur Mercedes.

Non content d'avoir éliminé le chômage, Hitler avait remis à l'honneur le travail dit « manuel » et encourageait les talents.

On sait que plus une société est laborieuse, moins elle est victime du vice...



tière... Je me suis frotté les yeux, et j'ai bien dû me rendre à l'évidence. Voici une agence de publicité dont le but unique est la prostitution et qui travaille en plein jour sous l'œil complaisant des agents.

Des centaines, des milliers de badauds défilent matin et soir devant la vitrine, le dimanche on fait queue. La boîte aux lettres, placée à gauche de la vitrine, reçoit les missives amoureuses ou plutôt commerciales, car chacun cherche à achalander sa denrée. Je ne me rappelle plus exactement quelle est la taxe d'affichage, mais je crois que c'est 50 pfennigs.

Des dames qui doivent avoir le diable logé dans leur porte-monnaie n'hésitent pas à joindre leur photographie à la lettre. De cette façon, les intéressés peuvent se rendre compte *de visu* des charmes de la personne et comparer la description de l'offre avec l'image.

Devant la vitrine, les discussions vont leur train. Les amis débattent sérieusement entre les propositions qu'ils ont sous les yeux. On voit sortir des calepins, des crayons, et furieusement on note l'adresse des lettres ; tout cela sans vergogne, en présence d'une foule de curieux. De temps en temps un intéressé se détache qui vole vers l'objet de ses rêves ou de ses convoitises.

Côté hommes, c'est la cohue des femmes qui se livrent impudemment au même manège.

C'est écoeurant !

Les journaux immoraux qui se débitent dans les kiosques sont foison. Sous couleur d'« éclaircissement social » il en paraît tous les jours de nouveaux. L'affaire est lucrative, et on ne se fait pas faute d'exploiter l'engouement du public.

Voici l'immonde *Bourbier* (*Der Sumpf*), qui étale avec complaisance toutes les turpitudes sociales, toutes les bassesses. Voici la *Wahrheit* ou la *Vérité*, qui a la spécialité de divulguer tous les scandales de la société berlinoise et d'aller farfouiller dans les alcôves et les tables de nuit princières. Voici une feuille rose : *Berlin la Nuit*, qui va nous dévoiler les mystères du « Nachtleben » de la capitale et la dernière aventure amoureuse de Mlle X... ou de Mlle Z... Des annonces d'un genre spécial fleurissent en quatrième page de ces feuilles. On y trouve naturellement les adresses de tous les établissements de plaisir.

Voici le *Freie Press* ou *Presse Libre*, il serait plus juste de dire « libertine », qui dans son numéro 15 publie un leading article intitulé : « Le paragraphe 175 ou l'homosexualité des nos femmes ».

Le paragraphe 175 est le fameux paragraphe du Code pénal contre l'homosexualité des hommes. Or, selon le folliculaire, auteur de cet article, l'amour ferait bien des ravages dans la capitale et sous le masque de l'hypocrisie et de la morale il nous énumère les vices dont est gangrenée la société berlinoise :

1. La prostitution, 2. L'homosexualité des femmes, 3. la peur de l'enfant.

C'est sans doute pour ce troisième motif qu'il s'est fondé à Berlin une « société de bien public » dont le but est « la limitation de l'obligation d'engendrer ». Cette organisation éminemment sociale et humanitaire a un organe qui a pour titre *Aufklärung*, c'est-à-dire en mauvais français « Éclaircissement » [...].

Dans le n° 7 du 15 avril de cet organe malthusien, je vois imprimé en grosses lettres : « Préservatifs ». C'est l'article de fond qui remplit toute la première page :

« *La guerre, est-il écrit, a amené, il est vrai, un bouleversement politique, mais la surpopulation est demeurée. Un million et demi d'hommes dans la force de l'âge ont été tués et autant seront enlevés à la vie économique en suite de leurs graves mutilations. Mais d'autre part, les effectifs de paix de l'armée seront ramenés de 800 000 à 100 000, de sorte que plusieurs centaines de mille ouvriers vont affluer dans la vie économique. Par surcroît, les chantiers géants qui travaillent dans la marine disparaîtront à peu près complètement et avec eux du même coup ceux plus petits qui en dépendent. Les établissements qui travaillaient directement ou indirectement pour l'armée seront très limités ; il ne peut donc être question d'une diminution de la surpopulation. La famille, conclut la feuille, ont le devoir de restreindre le nombre de leurs enfants.* »

Et l'*Aufklärung* demande l'abrogation du paragraphe 184, alinéa 3, du Code pénal, qui interdit toute réclame pour les moyens anticonceptionnels, sous peine de prison jusqu'à une année et d'une amende jusqu'à 1 000 marks.



L'hitlérisme mettra fin à la propagande pour l'avortement libre...

Le Dr Goldstein, qui est l'éditeur de l'*Aufklärung*, poursuit énergiquement sa campagne dans le n° 8 du 1er mai 1919. L'article de fond s'occupe cette fois de la fausse couche artificielle. Nous y notons quelques curieuses déclarations :

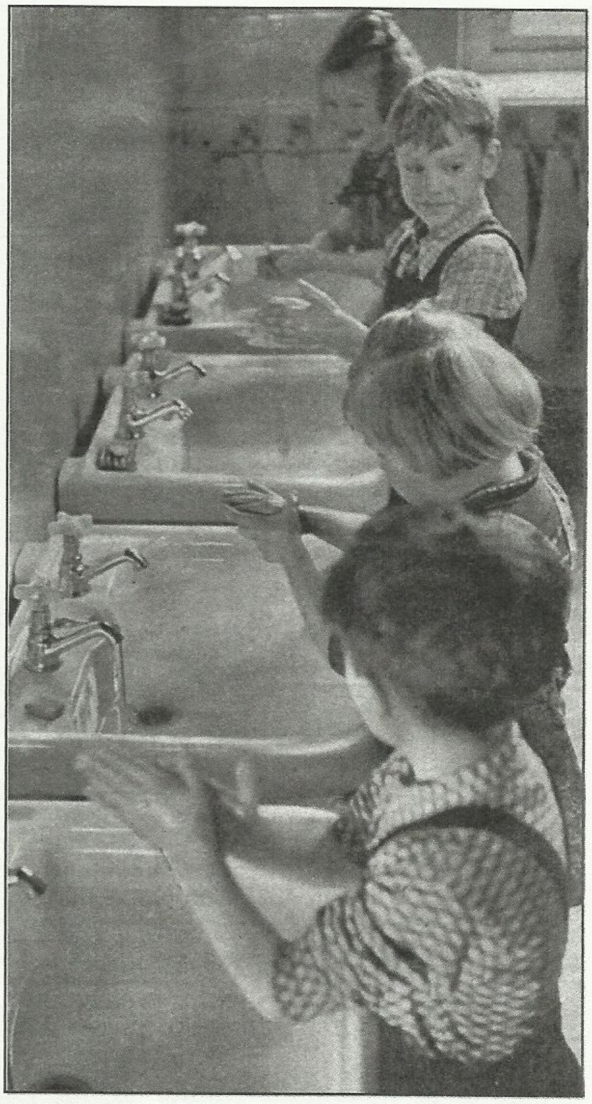
« *Le dernier malheur, dont on ne peut encore concevoir l'étendue causée par l'obligation d'engendrer, a été la grande guerre. Par suite de sa prolificité extrême, la population de l'Allemagne s'était élevée à 67 millions d'habitants, alors que celle de la France, où l'on savait se soustraire, mieux qu'en Allemagne, à l'obligation d'engendrer, demeurait aux alentours de 40 millions. C'est pour cela que Guillaume II et sa caste devinrent la proie d'un orgueil démesuré et s'imaginèrent qu'ils pourraient écraser la France en quelques semaines.* »

Ailleurs nous trouvons sous la forme suivante une invite directe à l'avortement : « *Il n'y a jamais d'accident, quand c'est le médecin qui procède à l'opération. Les rares accidents qui se sont produits sont toujours le fait de charlatans. Aux mains du médecin, l'interruption de grossesse est une opération tout à fait anodine et au cours des deux premiers mois ce n'est qu'un jeu d'enfant.* »

Il y a sur la moralité des jeunes allemandes des phrases qui font frémir : « Aujourd'hui, dit l'auteur, la liberté des jeunes demoiselles va très loin, et quand l'une a de la malchance, elle sait fort bien de quelle façon se débarrasser de son fardeau, malgré la frayeur que le *Berliner Tageblatt* et d'autres feuilles politiques cherchent à répandre au sujet de l'avortement artificiel. »

Outre l'abrogation du paragraphe 184, le Dr Goldstein demande donc également l'abolition du paragraphe 218 qui concerne les fausses couches artificielles.

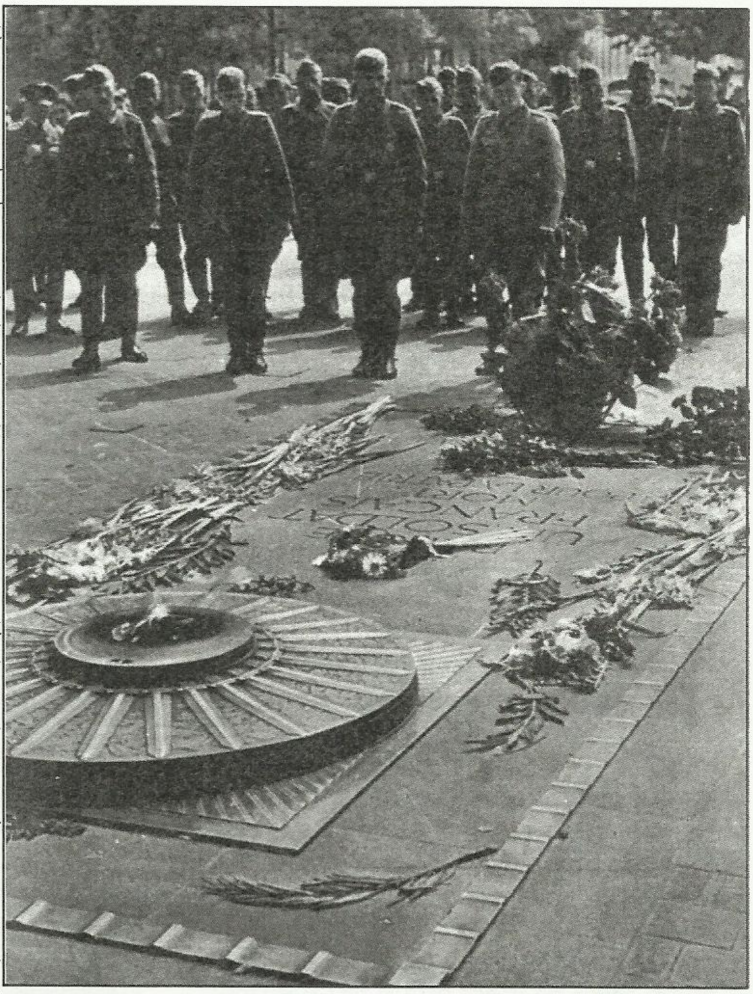
Il est d'autres qui tourmentent les libertins et les débauchés de la capitale et qu'ils s'efforcent de faire abroger. L'un de ces paragraphes, le plus « ignominieux », est le n° 175 qui a pour but de réprimer l'homosexualité. Non seulement certaines feuilles se sont employées en faveur de l'abrogation de ce paragraphe, mais encore il s'est trouvé des cinématographes qui ont fait de la propagande en ce sens, en représentant un film qui a pour titre *Autrement que les autres*.



Une société saine qui s'occupait de sa jeunesse...

J'avais déjà vu *Sous les Tilleuls*, un film prophylactique contre la syphilis, inspiré nettement par les *Avariés* de Brieux, pièce qui est du reste très en vogue en Allemagne. Sous en faux semblant scientifique, cette pièce, dont l'action illogique ne tient pas debout, nous introduisait dans une maison publique et nous faisait assister au défilé de femmes mi-nues allant à la visite médicale. Il y avait là-dedans un mélange abominable de musc et de lysoforme qui donnait des nausées.

Je croyaient avoir atteint le point culminant du mauvais goût au service de l'immoralité quand j'assistai, quelques semaines après, à une véritable apologie de la pédérastie, apologie d'autant plus honteuse que le protagoniste est un fameux médecin allemand : le conseiller sanitaire Dr Magnus Hirschfeld, qui, dans sa vénalité, a eu le cynisme de se placer au centre du drame. A quel degré d'inconscience ou d'aberration l'Allemagne a-t-elle sombré pour permettre un si répugnant spectacle ?



Des soldats allemands à Paris visitent la tombe du soldat inconnu. Des combattants rendent hommage à un ennemi mort pour sa patrie. Dans la jeunesse, Hitler encouragera les valeurs traditionnelles de virilité et de sacrifice opposées à la promotion de l'hédonisme et de l'homosexualité telle qu'on la vit sous Weimar.

Le film fait défiler devant nos yeux ébahis tous les pédérastes de l'antiquité et des temps modernes. J'y reconnus Frédéric le Grand, donc un cas de lèse-majesté ! Je fus fort surpris de ne pas y voir nos contemporains. C'eût été, ma foi, un titre de gloire pour eux. Je regrette que mes connaissances incomplètes ne m'aient pas permis des noms sur toutes ces « victimes de la méchanceté et de la cruauté humaines ».

Ce défilé est intercalé dans une pièce une l'on montre un homosexuel grand artiste — ils sont tous artistes — victime du chantage éhonté d'un misérable, traîné finalement devant les tribunaux, en vertu du fameux paragraphe, et condamné par le juge — qui ne peut faire autrement — au minimum de la peine : huit jours de prison. Boycotté par tous ses amis, mis au ban de la société, le grand artiste en est réduit à chercher un soulagement dans la mort. Parallèlement à cette tragédie nous assistons à l'éclosion de l'amour de l'homosexuel pour un de ses élèves qu'il préfère à la sœur, ce dont celle-ci reste fort dépitée ; nous assistons également à un bal d'hommes où des pédérastes se donnes rendez-vous.

Dans sa plaidoirie qui est le morceau capital, le clou du film, le Dr Hirschfeld à l'inconscience d'en appeler à la révolution française, de citer Napoléon, Voltaire et Zola. Que je sache, l'auteur de *J'accuse* ne s'est jamais fait l'apôtre de l'homosexualité, et la Révolution de 1789 poursuivait des buts infiniment plus nobles que n'est l'abrogation du fameux paragraphe.

La conclusion qui découle de la pièce est celle-ci : les normaux, ce sont les pédérastes, les anormaux, c'est vous, c'est moi, c'est tout le monde. Il faut dédaigner ceux-ci. Il faut avoir pitié de ceux-là et au lieu de les châtier, il faut les aider, leur prodiguer des consolations et des encouragements, les admi-

rer presque. Dame, n'est pas pédéraste qui veut ! Il est donné, selon le Dr Hirschfeld, qu'aux âmes d'élite d'avoir ce vice-là, pardon, cette sublime vertu.

Au Passage-Theater, l'un des plus importants cinémas de *Sous les Tilleuls*, *La Dame en fourrure*, drame du « masochisme », fait tous les soirs salle comble. Le « masochisme » (d'après les romans de Sacher Masoch, un juif hongrois) est une aberration sexuelle : le besoin de souffrir et de faire souffrir dans l'amour. Il va de soi que le protagoniste de ce nouveau drame est encore le Dr Magnus Hirschfeld qui a su exploiter habilement dans les journaux l'histoire d'un lieutenant de la Garde que l'on trouva récemment étranglé dans son lit. Ce lieutenant s'était étranglé involontairement au cours de ses périlleuses manipulations « masochistes ». L'affaire fit sensation et le savant Hirschfeld, appelé comme expert, diagnostiqua le masochisme. C'est à croire que la mort avait été truquée pour les besoins de la réclame.

Décidément, Berlin se délarve et arrache brutalement tous les voiles de la décence et de la pudeur. Les journaux allemands annoncent à grand bruit, comme un succès de la « Kultur », que le paragraphe 175 a été abrogé. Le film *Autrement que les autres* y est sûrement pour quelque chose, et le « Sanitästrat » Hirschfeld également. Nous le complimentons de son succès.

Désormais, les homosexuels pourront s'en donner à cœur joie dans la plus libre des villes. Après avoir éclipsé Babylone, Berlin s'en prend à Sodome. Il parviendra aussi à la surpasser.

La censure des films n'existe plus en Allemagne. La Révolution en a fait table rase. Il paraît que les *Ligues réunies de l'industrie des films* vont la rétablir, mais il va sans dire que cette censure n'aura qu'un caractère consultatif et que les représentants des différentes firmes seront toujours d'accord pour fermer l'œil sur leurs mutuelles élucubrations.

Mais la morale sera sauve !

A en juger par le nombre incroyablement élevé des films dits « sexuels », la censure, si censure il y a, s'est montrée jusqu'à ce jour bien tolérante. Sous une forme plus ou moins voilée dans les titres, les fabricants de films spéculent sur le goût perverti du public pour tout ce qui touche le côté sensuel et sexuel de la vie. Si le titre est parfois hypocrite, la teneur du film est toujours dévergondée. Voici par exemple les nouveaux numéros que nous offre la plus importante revue spéciale de l'industrie du film : *Les dangers de la rue ; Où tu es, mon amour sera ; Ta vie pour une nuit* (se joue en Orient) ; *La jeune fille et les hommes* (ou la déchéance morale d'un âme pure de jeune fille) ; *Celles qui n'aiment que pour l'argent ; Marguerite, l'histoire d'une fille déchue ; Tu erreras sans repos* (la belle pécheresse) ; *La vengeance de Hedda* (ou la fille de la prostituée) ; *La pécheresse* (un réquisitoire contre nos meurs actuelles) ; *Demi-vierge ; Éclat et misère des courtisanes ; Prostitution.*

Loin des films honteux parus sous Weimar, l'Allemagne nationale-socialiste promut — fait peu connu — l'industrie du dessin animé. Ici, une jeune femme peint des dessins.



Afin que l'on ne croie pas que ces pièces soient une exception, voici la cueillette que nous avons faite au petit bonheur dans un autre organe de film : *Le serf de la glèbe* (problème criminel, sensationnel, érotique, sadique) ; *Enfants de l'amour ; L'amour obligatoire dans l'État libre* (élaboration dramatique des idées de la socialisation de l'amour, de la femme et du mariage) ; *Lou la coquette ; Filles modernes ; Esclaves de la sensualité* etc.

Tous les cinémas se sont mis à représenter ces films et les fabricants qui ont encouragé les spectateurs dans cette voie sont aujourd'hui pris eux-mêmes dans l'engrenage. Des foules énormes, où l'on voit des enfants et des jeunes filles de douze ans, se pressent l'après-midi et le soir dans toutes les salles de cinéma. Le film immoral est implanté, ce sera une tâche dure que de le déraciner. A moins que, ainsi que je l'ai ouï dire, les Américains n'opèrent une rafles des cinémas berlinois et n'y fassent jouer leurs films moralisateurs dont les bonnes intentions ne compensent pas les sottises et la décadence artistique. Pauvre cinéma, en quelles mains es-tu tombé ?

Si le cinéma berlinois a subi une pareille déchéance, que dire du théâtre ? Si Paris se débat dans la crise du théâtre, du fait des revendications du personnel et des surtaxes de l'État, il n'est pas exagéré de déclarer que Berlin est en proie à un véritable marasme quant à la production dramatique et à la valeur des pièces que l'on représente. Je n'en veux pour exemple que la *Boîte de Pandore* (die *Büchse von Pandora*) qui se joue au [...] et qui dépasse de loin les horreurs que nous offre le Grand Guignol. Jamais, au grand jamais de pareilles aberrations ne furent mises en scène. Jugez-en :

Au premier acte, une jeune fille devient l'amante d'un homme dont elle avait tué le père. Et au moment où il va s'emparer d'elle, elle s'écrie, Chimène jouant le rôle de Rodrigue : « Et dire que c'est sur ce canapé que j'ai tué ton père. » Le jeune homme emballé ne s'arrête pas pour si peu.



1944 : la société allemande de cinéma Tobis réalise un film intitulé : « Je me souviens », adaptation d'une nouvelle de Gottfried Keller : *Roméo et Juliette de village*. L'histoire de deux jeunes gens dont l'amour est impossible à cause de la haine que se vouent leurs familles pour un lopin de terre. Désespérés, ils mettront fin à leurs jours.
C'est « à l'eau de rose », certes, mais c'était tout de même plus propre que « La boîte de Pandore ».

Au deuxième acte, nous sommes à Paris avec les deux amants et l'impresario de la belle qui partage ses faveurs. Naturellement, nous nous trouvons au milieu d'une société corrompue où toutes les femmes sont des courtisanes. De cette façon, elle pourra commodément entretenir tout le monde. L'héroïne — triste héroïne — essuie les propositions d'un trafiquant de blanches. Toute la famille la pousse à la prostitution. De cette façon, elle pourra commodément entretenir tout le monde. Après avoir frôlé ce danger sans y succomber, elle est en butte aux persécutions d'une lesbienne. Nous assistons égalelent à une scène répugnante : un vieux satyre qui hésite entre une petite fille de douze ans et le groom de l'ascenseur.

Au troisième acte, la déchéance est complète : l'héroïne se prostitue à Londres sous les yeux de son amant et de son impresario qui, désoeuvrés, mourrant de faim, l'ont envoyée dans la rue

chercher des clients qu'elle ramène sur la scène. L'amant et l'impresario gisent sur un grabat et disparaissent dans une soupente quand la pratique arrive. Nous voyons défiler un Bernois puis un Japonais — ce doit être un Japonais à en juger par sa face simiesque et ses yeux bridés — qui se livre à un âpre marchandage. L'amant révolté apparaît ; le Jaune, croyant être tombé dans un guet-apens se jette sur lui, l'étrangle et le piétine avec de hideuses contorsions. Le Japonais s'en va tranquillement cependant que l'impresario abruti jette le cadavre dans la soupente et s'en va au bar étancher sa soif.

Sur ces entrefaites survient la lesbienne du deuxième acte qui, repoussée de nouveau, veut se pendre sur la scène pendant que la fille est sortie se mettre à l'affût d'un nouveau client, mais la corde — de l'ersatz sans doute — casse et la lesbienne est surprise par un colosse qui ramène l'héroïne. Ce colosse, il n'y a pas d'erreur, c'est Jack l'Éventreur, et il le prouve séance tenant, en éventrant la lesbienne à coups de couteau qui ne sont pas de l'ersatz.

Au lieu d'être horrifiée, l'héroïne se sent prise d'une crise de rut pour ce monstre et l'attire dans la soupente près du cadavre encore chaud de son amant. Là, elle se donne à lui. Soudain, nous entendons des cris épouvantables. Jack l'éventre à son tour. Puis il revient posément sur la scène, relève la robe de la lesbienne et essuie son coutelas ruisselant de sang, à son jupon.

Le rideau tombe...

La *Boîte de Pandore* a un succès prodigieux. Bien que la pièce se joue depuis deux mois la salle est toujours comble. Et jusqu'à présent aucune voix ne s'est élevée pour protester contre l'immoralité d'un tel spectacle auquel assistent des jeunes filles.

Les restrictions relatives à la visite des théâtres et des cinémas par les enfants et les jeunes gens, restriction sévèrement appliquées sous l'ancien régime, sont en effet tombées. La licence et l'anarchie morale triomphent partout.



Caricature d'un médecin juif paru dans *Le Champignon vénéneux*, ouvrage de contes publié en 1938 par *Der Stürmer* de Julius Streicher.

Le comble de l'inconscience et de l'amoralité se trahit dans la fondation de l' « institut pour la science sexuelle », dont tous les journaux ont parlé élogieusement, presque dithyrambiquement. Cet institut se propose d'explorer scientifiquement toutes les questions sexuelles, de réaliser une œuvre sociale pratique et de favoriser l'éclaircissement sexuel. Il a été inauguré le 1er juillet de *In den Zelten*, à coup de millions, dans l'ancien hôtel du prince Hatzfeld.

L'Institut se subdivise en deux sections : l'une purement scientifique, l'Institut de recherches ; la deuxième d'un caractère pratique avec de nombreux laboratoires ; je passe sur toutes les autres subdivisions : biologie sexuelle, sociologie sexuelle etc. etc., destinées à jeter la poudre aux yeux des profanes. Au fond, cet institut n'a qu'un but et ce but est lucratif. Pour en illustrer le caractère, qu'il nous suffise d'en nommer le directeur : c'est l'illustre Dr Hirschfeld du film *Autrement que les autres*. Sûrement ce film va lui attirer la

clientèle de tous les pédérastes de la capitale, et Dieu sait s'ils sont nombreux ! Il a choisi deux collaborateurs, sémites et âpres au gain comme lui, je suppose, le Dr Arthur Kronfeld qui se qualifie modestement de neurologue (oh ! ce goût pour les noms étrangers !) et le dermatologue Dr Friedrich Wertheim qui soignera les maladies de la peau, et quelques autres aussi.

Car il va sans dire que l'Institut ne se contentera pas de recherches platoniques. Si on a battu avec tant d'acharnement la grosse caisse de la réclame, c'est pour battre le rappel des nigauds. Nous lisons en effet parmi les attributions de l'Institut : consultations médicales sur les rapports du mariage avec la profession, expertise et traitement des constitutions et des états psychopathiques et neurotiques (??), traitement des maladies des organes sexuel, de la stérilité etc., traitement des maladies psychonerveuses, et ainsi de suite. Il y en a pour une colonne. Le Dr Magnus Hirschfeld ferait bien de nous dire s'il a trouvé aussi un remède contre la stérilité des porte-monnaie.

La section dite de cinématographie et de photographie, dirigée par le Dr August Bessunger, élabore les films « scientifiques » aux fins d' « éclaircissement sexuel » (sexuelle Aufklärung) qui est bien la plus abominable trouvaille de la « Kultur ».

Et les gazettes de Berlin nous annoncent orgueilleusement que cet Institut est le seul de ce genre dans le monde civilisé.

Eh bien ! qu'ils le gardent. Nous ne leur envions pas.

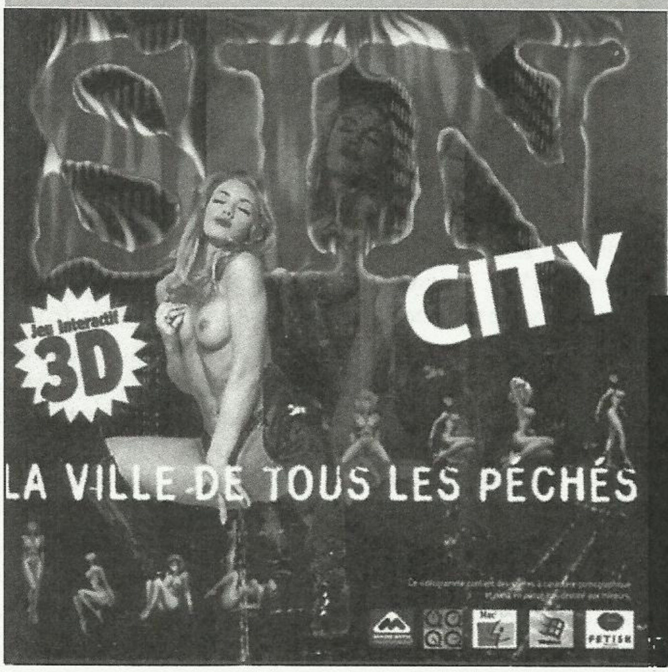
****

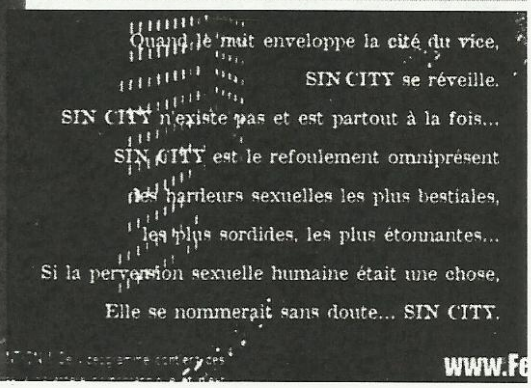
POURQUOI JE PLEURE AUJOURD'HUI

Inutile de dire que le national-socialisme a balayé tout cela. Or, soixante ans après la mort d'Hitler, quels les fruit de cette victoire que les gogos ont voulu et qu'ils fêtent encore ? Où en est l'Occident ? Il a largement dépassé Weimar...

Enfin, notre époque est secouée par des crises économiques, victime du désordre mondial, des guerres, les inégalités Nord-Sud, des menaces sur le climat, sur la biosphère et le système écologique, avec une technoscience qui s'emballe, renforçant le désordre des idées...

Soixante ans après l'écrasement du national-socialisme, la décadence connue sous Weimar est cent fois dépassée. Certes, nos contemporains n'ont rien inventé, ou presque, mais les moyens techniques mis à leur disposition assurent une diffusion beaucoup plus grande des horreurs. Ci-dessous un jeu pornographique « interactif » intitulé : « Sin City » (la ville du péché). V. Reynouard se l'est procuré en 1998 ; pas dans un sex-shop, chez un simple vendeur de journaux.
Aujourd'hui, avec Internet, il n'y a même plus besoin de se déplacer. La débauche sans frein arrive directement chez le citoyen...





Soixante ans après la victoire des « bons » et le « Serment de Mauthausen » qui prônait « *l'édification d'un monde nouveau, juste et libre pour tous* » [1] une partie de l'humanité vit sous le seuil de la pauvreté pendant que l'autre gaspille de façon éhontée. Mais même chez les nantis, le bonheur n'est pas au rendez-vous. Il y a vingt ans déjà, Pierre Feschotte constatait à propos de l'Occident :

> L'insatisfaction et l'angoisse se sont déplacées du domaine primitif de la survie physique au malaise intérieur : on ne meurt plus en Occident de froid, de faim ou des épidémies qui ont ravagé l'Europe voici quelques siècles. Mais on s'entretue sur les routes ; les plus favorisés voient leur taux de suicide augmenter, quand même ils ne fuient pas notre monde en abaissant leur niveau de conscience par des drogues de toutes sortes.
> Le malheur provenait jadis de querelles stupides entre des Dieux (Iliade !), de la Nature ou de la fatalité, mais il venait de l'extérieur. On a de plus en plus le l'impression que l'homme, placé par les découvertes de la Sciences au seuil du Paradis terrestre, ne sait plus qu'inventer pour se rendre la vie impossible, mais de l'intérieur. Que s'est-il donc passé dans les fonds secrets de l'âme humaine ? [2]

La solution n'est pas à rechercher dans les « *fonds secrets de l'âme humaine* » ; elle est devant nous, elles nous est montrée par l'Histoire : en 1945, le monde a écrasé l'homme que la Providence avait suscité pour le sauver : A. Hitler. Aujourd'hui, le monde en meurt, abandonné de Dieu, dans la boue du gaspillage, de l'anarchie et de la luxure...

Ne comptez pas sur moi pour le pleurer.

Si je pleure aujourd'hui, c'est en repensant au 30 avril et au 8 mai 1945, jours maudits où l'Occident (et sans doute le monde) a signé son arrêt de mort.



(1) : Voy. *Le Choc. 1945 : la presse révèle l'enfer des camps nazis* (éd. de la FNDIRP, 1985), p. 147. **(2)** : Voy. P. Feschotte, *Les mirages de la Science* (éd. Les Trois Arches, 1990), pp. 21-22.

HITLER : L'HOMME DE LA PROVIDENCE...

FACE AUX MENTEURS DE 1919

COMPLEMENT :

SUITE A DE NOMBREUSES REACTIONS, VOICI LES REPONSES AUX QUESTIONS LES PLUS INTERESSANTES

Sur le dernier numéro spécial...

VINCENT REYNOUARD PERSISTE ET SIGNE

*Le dernier numéro spécial : « **Hitler, homme de la Providence face aux menteurs de 1919** » a suscité de nombreuses réactions, questions et demandes de précisions. Sachant qu'elles intéressent tout le monde, V. Reynouard a choisi de répondre publiquement aux plus intéressantes. Les question sont écrites en italique, les réponses en caractères droits.*

La publication de cette étude était-elle prudente ?

N'est-ce pas dommage, après avoir été reconnu innocent du délit d' « apologie de crime de guerre », de publier un texte qui sera perçu par vos adversaires comme une apologie du nazisme ?



Réponse : Je n'ai pas à m'interroger sur ce que pourront penser mes adversaires. Refuser de publier une étude ou, même, la publier en gommant certains passages qui pourront déplaire, c'est sombrer dans l'autocensure. Moi, je refuse de m'autocensurer. J'expose librement ce que je crois être la vérité, toute la vérité, et je ne cache pas ma sympathie pour le national-socialisme. Pourquoi le ferai-je ? Les vrais criminels, ce sont les vainqueurs de 1945 : quel est leur bilan soixante ans après ? Ce sont eux qui ont menti et qui ne cessent de mentir, qui pillent et pourrissent la planète, qui exploitent de façon éhontée les population du tiers-monde ; qui ont pratiqué (même sur leurs populations) des expérimentations humaines à grande échelle, qui ont utilisé et qui utilisent des armes effroyables (bombes atomiques, Napalm, armes à l'uranium appauvri...), qui favorisent l'avortement à la chaîne, qui démoralisent la jeunesse en ne lui offrant aucun idéal digne d'être vécu (l'hédonisme, ça ne va pas très loin...), qui tuent les âmes en véhiculant l'indifférentisme religieux... Lorsque l'ayatollah Khomeiny parlait du « grand satan américain », il avait raison. Satan se sert de la démocratie, qu'elle soit libérale ou populaire, pour faire périr les

âmes. Le fascisme, c'était une réaction saine contre cette plaie ; réaction imparfaite, certes, mais tout de même...

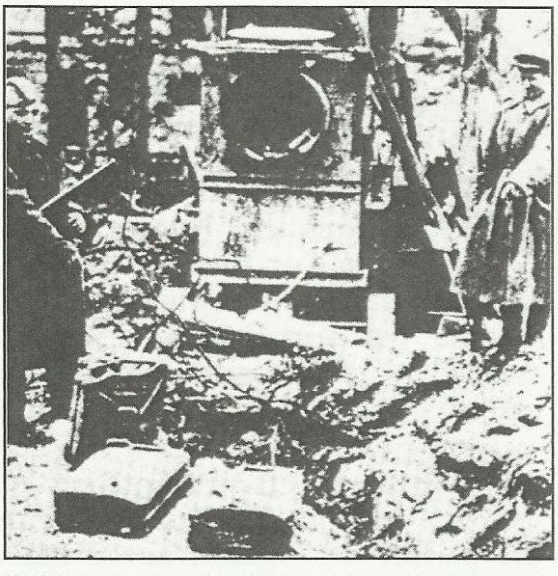
Mes adversaires vont-ils me poursuivre pour « apologie du nazisme » ? Je ne ferai pas alors comme ceux qui, dans cette situation, lancent des imprécations contre Hitler, les IIIe Reich, les SS, que sais-je encore, pour tenter de se dédouaner. Au contraire, j'assumerai. Car ce sera alors l'occasion de dresser un bilan comparé du national-socialisme et de l'idéologie démocratique (ne parlons même pas du bolchevisme...). Cette comparaison, je ne la crains point...

SUR LE SUICIDE D'ADOLF HITLER

Dans votre étude, vous tenez pour acquis que Hitler s'est suicidé dans son bunker le 30 avril 1945. Mes questions sons les suivantes :

1. Pourquoi rejetez-vous la thèse selon laquelle Hitler serait parvenu à fuir Berlin ?

2. Admettons que Hitler se soit suicidé :



Un Soviétique montre ce que l'on présente comme les restes de Hitler, avec trois bidons qui auraient contenu l'essence ayant servi à brûler son cadavre.

a. Ne considérez-vous pas qu'il se soit agi d'un acte de lâcheté de sa part ? H. Göring, lui, a préféré survivre à la défaite. Ainsi a-t-il pu, à Nuremberg, repousser bien des accusations mensongères portées contre le national-socialisme. Il ne s'est suicidé qu'au dernier moment. Si Hitler avait comparu à Nuremberg, il aurait certainement balayé biens des accusations portée contre le national-socialisme, et en particulier cette de « génocide »...

b. Je crois que pour les chrétiens, rien n'excuse le suicide. La personne qui se suicide est damnée. En tant que catholique, n'êtes-vous pas gêné de défendre la mémoire d'un damné ?

Les raisons pour lesquelles je crois en la thèse du suicide

1. J'avoue humblement que je n'ai pas étudié en profondeur la question de la mort du Führer. Pour plusieurs raisons :

a. Dès qu'un personnage connu meurt dans des circonstances plus ou moins tragiques, les rumeurs les plus folles surgissent, surtout si son cadavre ne peut pas être clairement identifié. La France connaît l'affaire Louis XVII. Mais bien d'autres exemples pourraient être cités : un livre est paru (dont le titre est, je crois : *L'Énigme sacrée*) selon lequel Jésus n'est pas mort sur la croix ; très longtemps, des personnes ont cru (et certaines le croient encore) que Paul VI était encore vivant, caché quelque part dans les caves du Vatican ou ailleurs ; j'ai aussi entendu dire que le navigateur Alain Colas, disparu en 1979, vivait sur une île...

Par conséquent, je ne suis pas surpris qu'Hitler ait donné naissance à de telles rumeurs. Je souli-

gne d'ailleurs que, si l'on se focalise davantage sur la thèse de la survivance après le 30 avril 1945, certains prétendent que Hitler serait mort avant le 30 avril 1945. En 1983, ainsi, Robert Christophe fit paraître un livre dans lequel il soutenait que le Führer avait été dans l'attentat du 20 juillet 1944 et qu'il avait été ensuite remplacé par un sosie [1].

J'attribue toutes ces rumeurs au besoin de « merveilleux » qui habite chaque homme, un besoin que certains savent exploiter pour se forger une réputation ou gagner de l'argent. Je n'y attache donc guère d'importance.

b. Lorsque, en mars 1947, Ladislas Szabo, auteur du livre : *Je sais que Hitler est vivant,* prétendit que le danger menaçait de voir les « *organisations souterraines du nazisme* » ressurgir et repartir en guerre sur une consigne du Führer, il exagérait [2]. La suite l'a d'ailleurs démontré. Mais je crois tout de même qu'un Hitler vivant après la défaite aurait rédigé ses mémoires afin de laver l'honneur de son peuple et se serait arrangé pour qu'elles soient publiées au moins après sa mort. Or, on n'a jamais rien vu de concret, rien. Cet Hitler vivant après le 30 avril 1945 me paraît trop vaporeux pour avoir existé...

c. Voilà d'ailleurs pourquoi la question de la survivance d'Hitler ne m'intéresse pas. Il en serait autrement s'il existait un « testament politique » postérieur au 30 avril 1945 et portant la signature de Hitler. La question de l'authenticité serait alors étroitement liée à celle de la survivance. Mais comme il n'existe rien, je persiste à croire que Hitler s'est finalement suicidé et je ne vois pas l'utilité de perdre son temps à étudier cette question.

Je ne juge pas l'acte ultime de Hitler et je ne réécris pas l'Histoire

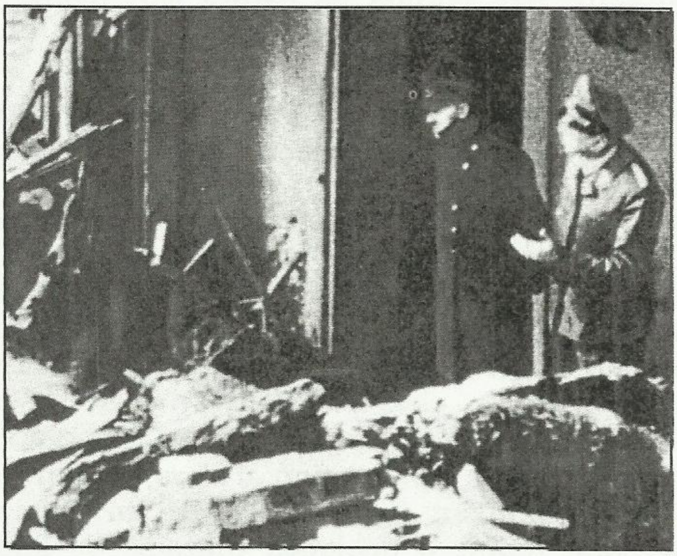
2. Concernant son suicide, je ne me permettrai jamais de juger le geste ultime de Hitler et surtout pas de parler de lâcheté. C'est facile de juger quand on est tranquillement assis chez soi. Faites, je vous en prie, un effort pour vous replacer dans la situation d'alors. Berlin, le bunker, fin avril 1945 ; un empire réduit à quelques centaine de kilomètres carrés, un pays laminé, des bombardements incessants, la mort partout, un ennemi qui a juré votre écrasement total ; la vie terrée, des nuits sans sommeil, des mauvaises nouvelles en rafale, le stress permanent... Parler de lâcheté est porter un jugement au mieux téméraire, au pire injuste.

Quant à réécrire l'histoire avec des si... « Si Hitler ne s'était pas suicidé, les vainqueurs auraient fait... ou n'auraient pas fait... Hitler aurait pu dire... ou n'aurait pas pu dire.... », tout cela, c'est au conditionnel passé. Or, comme l'a écrit Georges Chameaux : « *L'histoire ignore ce mode de conjugaison* » [3]. Si Hitler avait été attrapé vivant, y

---

(1) : Voy. R. Christophe, *Adolf Hitler*, 1889-1944 (éd. Belfond, 1983). **(2)** : « *Le danger est palpable et il acquiert des proportions de plus en plus grande, comme le démontre clairement le complot bactériologique récemment découvert en Allemagne. Les organisations souterraines du nazisme cesseront d'exister comme telles quand elles auront assez de forces pour reparaître à la lumière du jour, et elles n'hésiteront pas à revenir en lutte ouverte dès qu'elles recevront la consigne du Führer.* » (voy. L. Szabo, Je sais que Hitler est vivant [éd. SFELT, 1947(?)], pp. 7-8). **(3)** : Voy. G. Champeaux, *La croisade des démocraties*, tome I : « Formation de la Coterie de la guerre » (Publications du Centre d'études de l'Agence Inter-France, 1941), p. XXV.

aurait-il eu un procès de Nuremberg comme celui que l'on a vu ? Aurait-il pu défendre l'honneur du peuple allemand ? Aurait-il été drogué pour tout avouer ? Nul ne le sait, nul ne le saura jamais, point final.



Hitler contemple 1945 les ruines de la chancellerie. A l'image de ce bâtiment, tout s'effondre autour de lui. Il sait que tout est fini et que les vainqueurs réclament sa tête...

Rien ne prouve que Hitler serait damné

3. Malgré son suicide, nous, n'avons aucune certitude qu'Hitler est damné. Il est vrai que, d'après la morale chrétienne, nulle raison ne peut justifier le de mettre fin à ses jours, sauf une permission ou une inspiration expresse et évidente de Dieu maître de la vie. Pas même la perspective de supplices atroces ou la crainte de manquer à son devoir. Le suicide reste un homicide et, par là même, un péché mortel qui mène en enfer.

Les trois conditions pour qu'il y ait péché mortel

Mais je me permettrai de vous rappeler que pour qu'il y ait péché mortel, trois éléments doivent être réunis. Il doit y avoir :

a) matière grave,
b) pleine connaissance (du fait que l'action posée est un péché mortel),
c) plein consentement (à commettre ce péché).

Il va de soi que l'homicide est une matière grave et que, à admettre la thèse officielle, Hitler a pleinement consenti à son suicide (on ne l'a pas « suicidé »). Par conséquent, les éléments a) et c) sont réunis.

La « pleine connaissance » est-elle toujours présumée chez un chrétien ?

Seulement, le Führer avait-il pleine connaissance de la gravité de l'acte qu'il commettait ? Autrement dit : a-t-il pu croire de « bonne foi » qu'il ne commettait pas un péché mortel en se suicidant (ce qui constitue une excuse absolutoire) ? Sans doute répondrez-vous : Hitler avait reçu une éducation chrétienne, donc il savait. Permettez-moi alors d'effectuer un parallèle. Fin 1946, quelqu'un posa la question suivante à la revue doctrinale *l'Ami du Clergé*. Quelle aurait dû être, sous l'occupation, la conduite des aumôniers chargés de confesser des prisonniers de la Gestapo dont on pouvait penser qu'ils projetaient de se suicider « *parce qu'ils redoutaient de livrer, sous les tortures, les noms de leurs amis de la Résistance* ». Sachant que ces personnes agissaient pour des raisons de charité (éviter que d'autres ne se fassent appréhender) et qu'elles estimaient le suicide permis dans ces cas extrêmes, donc qu'elles n'avaient pas « pleine connaissance » du mal qu'elles allaient accomplir, fallait-il « *les laisser dans leur bonne foi* » ou, au contraire, les interroger sur leurs intention et, en cas de vo-

lonté de suicide, les en détourner en leur disant que c'était un péché mortel ?

Dans sa réponse, *L'Ami...* admettait tout d'abord que même si « *l'immoralité du suicide [était] de droit naturel* » (donc que tout homme en est conscient, et surtout un chrétien), cette immoralité pouvait cependant être méconnue, au moins quand un sentiment louable pouvait paraître justifier le suicide. En guise d'exemple, l'auteur citait l'*Ancien Testament* qui racontait le « *suicide dramatique* » de Razias : sur le point d'être capturé par ses adversaires, cet ancien de Jérusalem avait mis fin à ses jours, « *aimant mieux mourir noblement que de tomber entre des mains criminelles et de subir les outrages indignes de sa propre noblesse* » (II-Machabées, XV, 42-46).

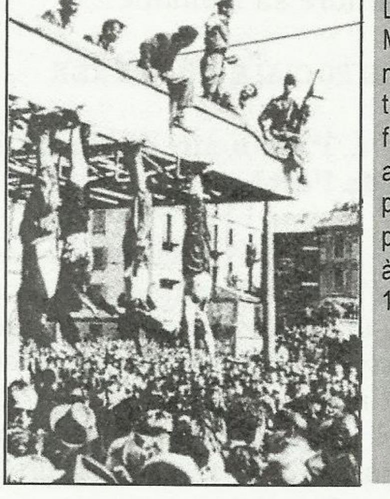
L'Ami... en concluait ceci : face à une personne estimant que le suicide pouvait être autorisé (voire même obligé) dans des cas extrêmes, l'aumônier pouvait, devait même se taire. Car on avait alors « *de sérieuses raisons de craindre qu'une mise au point de sa part n'aboutisse pas à empêcher le suicide et ne serve qu'à troubler dangereusement la bonne foi* » du prisonnier, rendant ainsi le péché qu'il allait commettre formellement mortel (puisque la « pleine connaissance » serait alors une réalité) [1].

Cette réponse apporte la preuve qu'un suicide ne mène pas forcément en enfer.

Rien ne prouve que Hitler ait eu « pleine connaissance » de la gravité de son acte

Revenons maintenant à A. Hitler. Certes, il n'était pas prisonnier. Mais sa situation était-elle si différente ? C'était un prisonnier en sursis. Il savait qu'en cas de défaite, si mort n'était pas constatée, il serait recherché partout, traqué dans les moindres recoins par toutes les polices du monde et sans espoir d'obtenir l'asile politique quelque part. Quant au sort qui lui serait réservé après sa capture inévitable, il pouvait raisonnablement craindre le pire : d'abord on le torturerait, puis on l'humilierait publiquement et, enfin, on le ferait mourir ignominieusement afin que son image soit à jamais souillée. Dans son édition du 30 avril 2005, *La Dernière Heure* a écrit :

> Conformément aux ordres du Führer — qui avait été très marqué d'apprendre que le corps de son vieil allié Benito Mussolini avait été pendu et exhibé — les deux corps [le sien et celui d'Éva Braun] seront brûlés, dans les jardins mêmes de la chancellerie [2].



Les corps de Mussolini, de sa maîtresse C. Petacci et deux deux fidèles assassinés avec eux sont pendus par les pieds et exposés à la foule en 1945.

Cette simple précision démontre qu'en se suicidant, Hitler voulait éviter, tout comme Razias, « *de tomber entre des mains criminelles et de subir les outrages indignes de sa propre noblesse* ». Très probablement, il le voulait non seulement pour lui, mais

(1) : Voy. *L'Ami du Clergé*, 2 janvier 1947, pp. 189-90. **(2)** : Voy. *La Dernière Heure*, 30 avril 2005, p. 10, col. B.

aussi pour le national-socialisme et pour l'Allemagne. Il savait qu'aucune renaissance ne serait possible si la guerre se terminait avec un Führer brisé, enchaîné, exhibé nu, tué et dont le corps serait laissé sur un gibet...

Par conséquent, il est possible que le 30 avril 1945, A. Hitler ait sincèrement cru que son suicide était autorisé, légitime même, du fait de sa position. S'il en est ainsi, il a agi avec une conscience erronée, c'est-à-dire sans la « *pleine connaissance* » qu'il commettait un péché mortel. Dès lors, il n'y a pas eu de péché mortel...

J'ai bien écrit : « il est possible que... ». Je n'en ai pas certitude, personne n'en a la certitude. C'est une affaire entre Hitler et Dieu. Mais je n'ai aucune raison de croire que Hitler est damné, et, en conséquence, je n'ai aucune raison d'être gêné de défendre sa mémoire.

L'ŒUVRE SOCIALE DU FÜHRER

La remise à l'honneur du travail manuel et de l'artisanat

A la page 103, vous publiez la photographie d'un jeune allemand qui participe à un concours national du meilleur ouvrier. Vous expliquez que Hitler avait remis à l'honneur le travail manuel et qu'il encourageait les talents. Pouvez-vous dire comment il y est parvenu ?

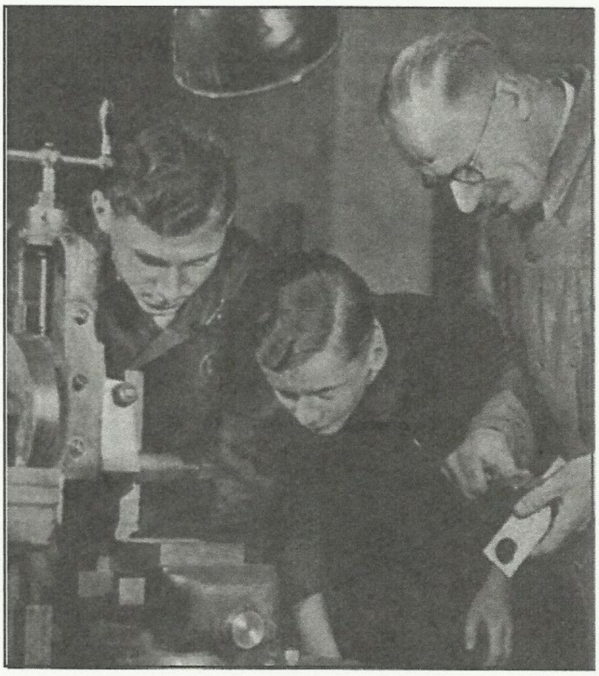
Le « Front du Travail »

Arrivés au pouvoir, les nationaux-socialistes créèrent le Front du Travail. En février 1937, le monde de l'artisanat fut profondément remanié. Sous l'égide du Front du Travail, des corps de métiers (Gewerke) furent créés. Groupés par professions, ils réunissaient les patrons, les ouvriers et les apprentis auparavant séparés dans des associations indépendantes (et parfois rivales). Chaque corps de métiers possédait une maison commune (Gemeinschaftshaus) qui en formait le centre culturel et social. Il était également chargé de former un groupe d'atelier (Werkschar), sorte de « troupe de choc doctrinale ». En outre, dans chaque localité, tous les artisans du Front du Travail allaient être réunis en un groupe artisanal local, dirigé par un chef de l'artisanat local. Ainsi les nationaux-socialistes parvinrent-ils à souder verticalement et horizontalement le monde de l'artisanat, ce qui permit de créer des structures d'aide et d'émulation.

Le « fonds d'établissement » pour les jeunes artisans

La principale d'entre elles était le « fonds d'établissement ». Ce fonds permettait d'attribuer à de jeunes artisans désireux de s'établir un crédit personnel ainsi qu'une somme

Sous la conduite d'un maître, deux jeunes Allemands apprennent leur travail...



permettant de constituer un fond de roulement pour trois mois. Pour en bénéficier, le jeune devait être membre du Front du Travail, avoir suivi les cours professionnels du Front du Travail, pris part aux concours de métiers et « *avoir fait preuve d'un bon esprit à l'égard des doctrines nationale-socialistes* » [1]. Grâce à ce fonds, les jeunes artisans capables mais dont les parents n'étaient pas assez riches pour leur permettre de s'installer allaient tout de même pouvoir débuter dans la vie sans être contraints de rester ouvriers chez un patron ou — pire — dans une usine. Prenant la parole lors de l'instauration de cette structure d'aide, le chef du bureau de l'artisanat du Front du Travail, Paul Walter, déclara :

> Il est de l'intérêt du peuple allemand que la jeune génération du patronat artisanal ne soit pas seulement recrutée d'après la situation de fortune des parents, mais que les jeunes artisans les plus capables par leurs connaissances professionnelles et par leur caractère deviennent patrons [*Id.*].

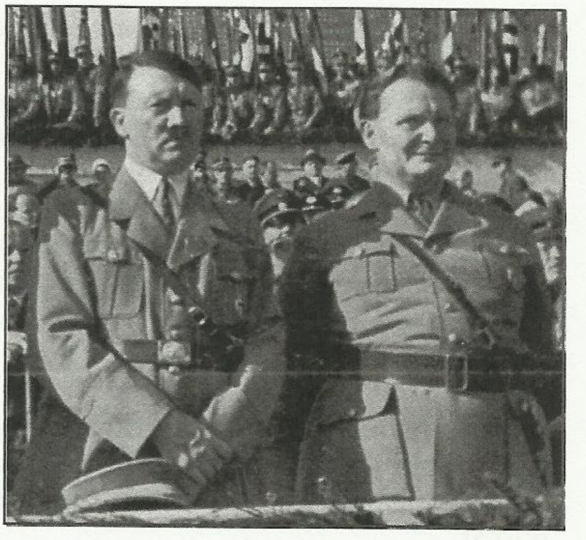
Bel exemple de *vrai* socialisme...

Sur le « remède miracle » qui permit le relèvement économique

Quel fut le remède miracle qui permit aux nationaux-socialistes de relever le pays en quelques années seulement ?

Votre question est vaste ; elle mériterait une étude complète qu'il est impossible de mener ici. Je me contenterai de répondre en exposant le principe général et en donnant un exemple particulier.

Principe général : dans le IIIe Reich où l'économie était dirigée en vue du bien commun, quand il fallait résoudre un problème, toutes les énergies étaient rassemblées pour le solutionner.



Hitler et Göring lors d'une fête du 1er mai. Göring s'occupa du « plan de Quatre ans », pilier de l'économie dirigée allemande.

Exemple : en mars 1937, à l'issue du premier Plan de quatre ans, Hermann Göring constata que, malgré les efforts fournis, une insuffisance de 17 % par rapport aux besoins de ravitaillement subsistait en Allemagne. Le gouvernement prit alors les mesures suivantes à réaliser pendant le deuxième Plan de quatre ans :

1. Déblocage d'un crédit d'un milliard de RM (200 millions en 1937, avec évolution progressive chaque année pour atteindre 300 millions en 1940) afin d'amender 2 millions d'hectares de terrains ; regroupement des terres ; subventions spéciales pour la transformation des prairies en terres de culture ;

2. Diminution forcée de 30 % des prix des engrais azotés, avec effet rétroactif au 1er janvier 1937 ; diminution de 25 % des prix de la potasse ; diminution prix du transport des engrais à base de chaux. Afin que l'industrie des engrais puisse supporter ces baisses forcées, mise en place

(1) : Voy. le *Bulletin périodique de la presse allemande*, n° 470, p. 24.

d'une politique pour augmenter de 30 % l'utilisation des engrais. D'où :

a. subventions prévues pour la construction de silos et de fosses à fumier modernes dans les fermes.

b. encouragement à l'augmentation de la production des pommes de terre utilisées dans l'industrie de la viande, par la hausse du prix de la pomme de terre destinée aux animaux (17 à 20 pfennigs).

3. Afin que cette augmentation ne se répercute pas finalement sur la viande, déblocage de subventions d'État.

4. Contrôle des cultivateurs avec établissement d'un plan descriptif permettant de se rendre compte de la possibilité de production de chaque exploitation. Mesures contre les cultivateurs incapables d'augmenter la production allant du simple avertissement à l'affermage du domaine à un cultivateur expérimenté.

5. Construction de logements à loyers réduits pour la main-d'œuvre agricole. Crédit de 44 millions affecté à cette destination. Subvention de 1 800 RM à tout cultivateur faisant construire une maison.

6. Crédits très avantageux prévus pour l'achat de machines agricoles.

Les sommes promises pouvaient paraître folles. Mais l'État savait qu'en renforçant la production agricole, il allait favoriser non seulement le commerce, mais aussi le repeuplement des campagnes avec la venue de familles d'ouvriers. D'où la nécessité de nouvelles écoles, de nouveaux de commerces, de médecins, de garagistes supplémentaires etc. Voilà pourquoi dans son éditorial du 24 mars 1937, le *Berliner Lokal-Anzeiger* put se féliciter ainsi :

> Les nouvelles mesures constituent un nouveau renforcement de la force économique de la classe paysanne et de la valeur qu'on lui attribue. Elles contribueront à arrêter la désertion des campagnes et à appuyer une politique saine de repopulation... Les prescriptions de Göring ne constituent pas seulement un important fondement de consolidation pour le Plan de quatre ans ; elles sont en outre un élément d'une politique économique d'équilibre et de justice [Voy. le *Berliner Lokal-Anzeiger* , 24 mars 1937.].

Une fois ces mesures connues, la *National-Zeitung* écrivit :

> Ici également se rencontre l'avantage pratique d'un gouvernement national-socialiste. Le but est reconnu, et avec l'énergie habituelle, on emploie, sans hésiter longuement, les moyens et les forces nécessaires pour l'atteindre. C'est à cette résolution que l'Allemagne nationale-socialiste doit les succès de ces quatre premières années, qui, pour l'étranger, représentent un miracle [Voy. la *National-Zeitung*, 24 mars 1937.].

Finalement, la méthode nationale-socialiste n'avait rien d'extraordinaire : elle consistait à jeter par-dessus bord les droits l'homme avec leur liberté individuelle pour privilégier le bien commun.

Les indices qui démontrent la réussite sociale du national-socialisme

Comme « preuve » de la réussite économique du national-socialisme, on cite souvent le chômage qui aurait été quasiment éradiqué en 1938 ; il aurait alors touché 1,3 % de la population active contre 14,6 % en 1933. Cependant, on connaît la facilité avec laquelle il est possible soit de truquer les chiffres (en radiant des chômeurs des listes pour des raisons diverses), soit de donner artificiellement du tra-*

* Source : François-Georges Dreyfus, *Le IIIe Reich* (éd. de Fallois, 1998), coll. « Le livre de poche », p. 218.

vail aux gens, en recourant aux formations, aux emplois inutiles sous-payées etc. A ce sujet, je note qu'en 1935, le Secours d'hiver venait encore en aide à 13 millions d'Allemands, ce qui représente un nombre bien supérieur à celui des chômeurs officiellement recensés. N'est-ce pas la preuve qu'il y avait trucage ?



Des jeunes filles allemandes participent à une quête du charité. Sous Hitler, les œuvres d'assistance fonctionneront à merveille...

Votre erreur consiste à ne pas faire la différence entre les catégories d'assistés. Les secours n'étaient pas réservés aux seuls chômeurs complets. Les petits pensionnés, les chômeurs partiels, les veuves, les invalides en bénéficiaient également. A tous ces gens, il fallait ajouter leurs familles : épouses, enfants et, parfois, parents ou proches dépendants. Voilà pourquoi le nombre d'assistés était bien supérieur à celui des chômeurs complets recensés.

Pour l'hiver 1935-1936, ainsi — celui que vous prenez pour référence —, les aides ont été données à non seulement 1,27 million de chômeurs complets, mais aussi : 350 000 indigents assistés, 860 000 petits retraités du travail, 1,61 million d'assistés divers et — surtout — 8,70 millions de membres des familles d'assistés [1].

Les deux tiers des secours revenaient donc aux familles, c'est-à-dire en premier lieu aux épouses et aux enfants. Voilà pourquoi, je le répète, le nombre d'assistés dépassait largement celui des chômeurs (complets ou non).

A mon avis, bien mieux que les statistiques concernant le chômage, quatre indices démontrent la réussite sociale du national-socialisme : le chiffre d'affaire du commerce de détail, les versements aux caisses d'épargne, les sommes récoltées lors de la Journée (annuelle) de Solidarité nationale (le 5 décembre) et le taux d'habitants aidés par le Secours d'hiver. Les voici :

Chiffre d'affaire du commerce de détail :
1933 : 22,7 milliards de marks ;
1937 : 31 milliards de marks [2].

Versements aux caisses d'épargne :
1933 : 11,4 milliards de marks ;
1937 : 16,1 milliards de marks [*Id.*].

Sommes récoltées lors de la Journée de Solidarité nationale :
1934 : 4 021 000 de marks ;
1935 : 4 084 812,49 de marks ;
1936 : 5 363 267,51 de marks ;
1937 : 7 964 102,76 de marks [3].

Taux d'habitants aidés par le Secours d'hiver
1933-34 : 25,3 %
1934-35 : 21,1 %
1935-36 : 19,4 %
1936-37 : 16,1 % [4]

(1) : Voy. le *Bulletin périodique de la presse allemande*, n° 465, p. 21, col. A. **(2)** : Voy. *Deutsche Allgemaine Zeitung*, 27 janvier 1938. **(3)** : Sources : le *Bulletin périodique de la presse allemande*. Pour 1934 à 1936, *Bulletin* n° 468, 14 février 1937, p. 23. Pour 1937, *Bulletin* n° 479, 30 décembre 1937, p. 28. **(4)** : Voy. le *Bulletin...*, n° 477, 26.09.37, p. 20.

Le troisième indice est très éloquent : plus les années passaient, plus il y avait de dons, ceux-ci ayant presque doublé en trois ans. Considérés avec les deux premiers, il apporte la preuve non seulement que les citoyens gagnaient plus, mais aussi que le tissu social s'était resserré sous Hitler, car la générosité des gens dépend avant tout de leur sentiment d'appartenance à une communauté de destin. Voilà pourquoi suite à la publication de ces résultats, un dignitaire allemand, Günter d'Alquen, put déclarer :

> Nous voulons nous démontrer et nous nous démontrerons à nous-mêmes que le mouvement national-socialiste dépasse de plus en plus les cadres du Parti et les organisations, pour devenir la possession commune au fond du cœur de tout un grand peuple [Voy. le *Völkischer Boebachter*, 7 octobre 1937.]

De même que le dons augmentaient, le taux des gens à aider diminuait sensiblement, passant de 25 % à 16 %. C'est sans conteste une preuve de réussite sociale... que les démocraties envient. Le 17 avril 1937, d'ailleurs, la *National-Zetung* écrivit :

> Où donc, dans le monde des démocraties, hélas ! si satisfaites d'elles-mêmes et si présomptueuses y a-t-il une œuvre de solidarité identique ou seulement analogue ? Le grandiose résultat de l'œuvre du Secours d'hiver jette bas toutes les lamentables excitations de certaines coteries à l'étranger... En pratiquant ainsi en Allemagne, le socialisme agissant, nous pratiquons en même temps le christianisme en action [Voy. la *National-Zeitung*, 17 avril 1937.]

Quelques mois plus tard, ce même journal déclara :

> Dans d'autres pays, on fait de la « démocratie » la panacée de toutes les difficultés. On a élevé sur le pavois les principes de la « liberté », de l'« égalité » et de la « fraternité » et l'on ne se lasse pas de présenter ce fait comme le degré suprême auquel on peut arriver. Mais, c'est justement dans les pays où l'on adore la démocratie, où l'on dispose d'immenses territoires pour en exploiter le sol, que règne la crise pendant la saison froide, que les malheureux font des marches de la faim et viennent même frapper à la porte des pouvoirs politiques [Voy. la *National-Zeitung*, 6 octobre 1937.]

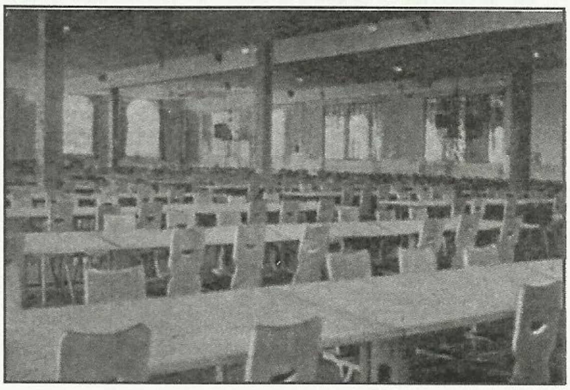
L'amélioration des conditions de travail sous Hitler

J'ai lu un jour que sous Hitler, un organisme spécial s'occupait d'embellir les usines et les ateliers afin d'améliorer les conditions de travail des ouvriers. Est-ce vrai ?

L'office de la « Beauté du Travail »

Oui, c'est vrai. Il s'agissait de l'office de la « Beauté du Travail ». En 1937, après quatre ans d'activité, cet office avait dépensé 600 millions de marks pour l'amélioration des installations dans les usines. Il avait également dépensé 8 millions de marks pour l'amélioration des installations des navires, permettant d'en aménager 324*.

Une cantine d'une une « usine modèle » sous le IIIe Reich. L'office de la « Beauté du Travail » fit une œuvre sans précédent pour les ouvriers.



* Voy. le *Bulletin périodique de la presse allemande*, n° 479, p. 35, col. B.

En mai 1938, le chef du Front du Travail, Robert Ley, put dresser le bilan suivant. Grâce à l'action de cet office : 23 000 ateliers avaient été embellis, 13 000 vestiaires et lavabos construits pour les ouvriers, 6 000 cours d'usines aménagées, 800 foyers construits, 17 000 réfectoires et salles de récréation et 1 200 organisations de sport édifiées. Les usines qui contribuaient à améliorer le mieux la vie de l'ouvrier devenaient des « établissements modèles nationaux-socialistes » ; elles recevaient le Drapeau d'or du Front du travail allemand (*Ibid.*, n° 484, p. 21, col. A).

L'office des Loisirs

Cette structure travaillait en collaboration avec l'office des Loisirs qui s'occupait de procurer aux ouvriers des distractions saines. En 1937, par exemple, 110 000 ouvriers travaillaient dans 550 camps pour la construction des autoroutes. Pour eux, l'office des Loisirs organisa deux ou trois représentations de cinéma mensuellement dans chaque camp, 3 000 soirées récréatives et 4 000 concerts. Des trains de théâtre ambulant avaient également été créés, qui permettaient de donner des représentations dans les campagnes. Ajoutons à cela les concerts et les expositions d'art dans les usines. Pour l'année 1936-37, 34 millions de personnes avaient pris par aux réunions organisées par l'office des Loisirs (*Ibid.*, n° 479, p. 35, col. B).

L'office d'Éducation populaire

Les nationaux-socialistes avaient également créé l'office d'Éducation populaire qui se subdivisait en sections : section musicale, section sportive, section des voyages et congés payés. La section musicale travaillait en étroite collaboration avec les Jeunesse hitlérienne ; fin 1937, elle avait déjà organisé 4 400 concerts vocaux pour 800 000 auditeurs. Pour la seule année 1937, elle organisa 22 000 réunions qui eurent 6,5 millions d'auditeurs, dont 2 millions pour les fêtes et les réunions d'usines et d'ateliers (*Id.*).

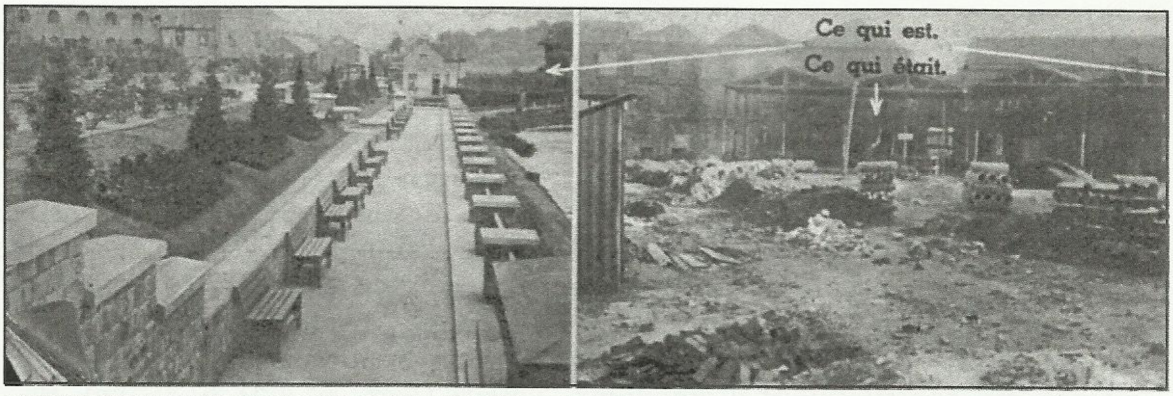
Au 1er mai 1938, on était arrivé à

Grâce à l'action de l'office d'Éducation populaire, la pianiste Ellen Ney s'apprête à jouer devant un auditoire constitué des travailleurs d'une usine, de l'ingénieur en chef au plus modeste ouvrer. Avant de jouer, elle donne des explications sur les œuvres des maîtres de la Musique. Le *vrai* socialisme était en marche...



Ellen Ney





Exemple d'embellissement réalisé par l'office chargé de cette tâche : la cour d'une usine qui était jonchée de détritus inutiles a été entièrement nettoyée et réaménagée en parc pour le repos des ouvriers.

un total de 62 000 réunions auxquelles avaient pris part 10 millions de personnes, 48 000 représentations théâtrales avec 22,1 millions de spectateurs, 4 700 représentations de cinéma pour avec 18,6 millions de spectateurs, 11 000 concerts avec 5,6 millions d'auditeurs, 1 300 expositions d'usines, 121 000 réunions culturelles (*Ibid.*, n° 484, p. 21, col. A).

La section des voyages fut également une grande réussite. En 1935, elle avait eu 3 millions de voyageurs ; en 1936, 6 millions et en 1937, 9 millions. Des échanges commençaient en outre à être organisés : en octobre 1937, 125 Italiens de Dopolavoro avaient été reçus en Allemagne afin d'y visiter les principales villes ; peu après, un train emportant 425 Allemands était parti pour l'Italie (*Ibid.*, n° 479, p. 35, col. B). Grâce à cet organisme, de simples ouvriers avaient pu effectuer des voyages ou des croisières en Norvège, à Madère, en Italie, au Portugal. De 1934 à mai 1938, 384 croisières avaient ainsi été organisées avec 490 000 participants (*Ibid.*, n° 484, p. 21, col. A).

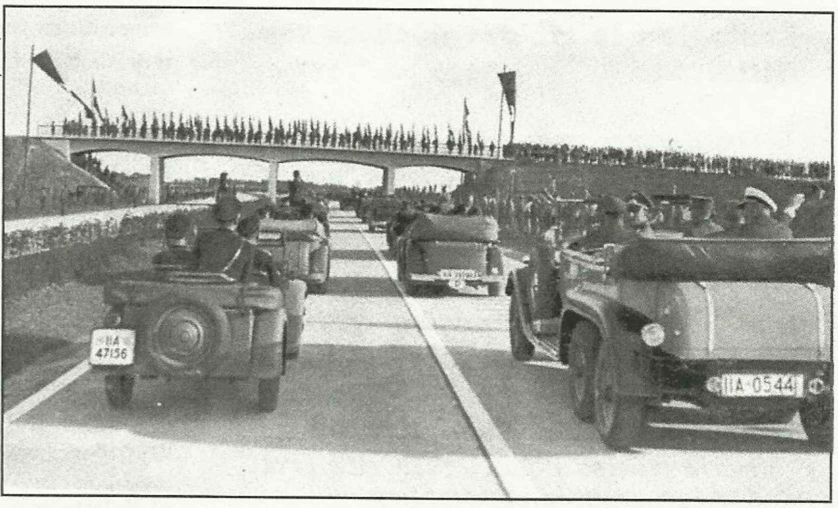
Face à cette réussite, Robert Ley écrivit :

> Tout ce que nous créons a un grand but : de développer, conformément au caractère fondé sur notre sang et conformément à notre nature allemande, un ordre social juste, et de conquérir pour notre peuple allemand le niveau de vie le plus élevé. Ce que le peuple allemand, malgré un sol ingrat et un espace trop étroit pour assurer son existence, a réalisé en quatre ans par l'union de ses volontés organisées, et pour conquérir l'avenir et la joie de vivre, est sans exemple au monde. Le peuple allemand conquiert la joie, la joie de toutes les choses belles et grandes de la vie [Voy. le *Völkischer Beobachter*, 27 novembre 1937.].



Robert Ley, chef du Front du Travail, visite une famille nombreuse.
Par son action, R. Ley fut l'un des plus grands socialistes du siècle passé. Arrêté en 1945, il se suicida.

La mondialisation de la guerre mit fin à cette œuvre grandiose. Arrêté en 1945 par les vainqueurs et emmené à Nuremberg pour y être jugé, R. Ley préféra se suicider quelques jours avant le début du procès. C'était le 25 octobre 1945.



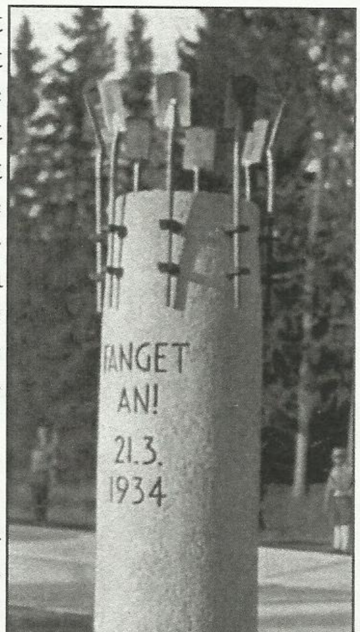
Inauguration d'une autoroute sous Hitler

L'essor de l'automobile sous Hitler

Dans votre étude, page 103, vous publiez une photo montrant Hitler au salon de l'automobile. On a beaucoup parlé de l'essor de l'automobile en Allemagne sous Hitler. Avez-vous des chiffres qui viennent l'illustrer.

Réponse. En 1932, il y avait (en chiffres ronds) 1 633 000 véhicules en circulation en Allemagne, dont 561 000 automobiles transportant des voyageurs (soit une automobiles pour cent habitants environ). Quatre ans plus tard, il y avait 2 848 000 véhicules dont 961 000 autos (soit une pour cinquante-quatre habitants). En quatre ans, la vente des automobiles de tourisme avait quintuplé (pour une production passant de 52 000 à 327 000 unités), celle des camions septuplé, et celle des motos triplé (pour une production passant de 47 000 à 163 000 unités)*.

C'est à cette époque qu'a été conçu le projet de la voiture populaire, la célèbre « Volkswagen ». Dans un pays où l'économie était dirigée, Hitler souhaitait que cette voiture fût construite uniquement avec des produits nationaux, ce qui impliquait l'emploi du caoutchouc synthétique, des métaux nouveaux et des résines artificielles, d'où un effort accru de la recherche dans ces domaines. Le Führer souhaitait en outre que le projet ne portât pas seulement sur la voiture elle-même, mais aussi sur les garages et les conditions d'entretien, afin que les coûts soient minimes pour le consommateur. Là encore, bel exemple de *vrai* socialisme dans une société rationnelle.



Un monument simple qui, sous Hitler, avait été érigé afin de rappeler l'oeuvre accomplie pour l'essor de l'automobile. Hitler ne s'était pas uniquement soucié de motoriser l'Allemagne. Il avait également agi pour que des routes adéquates soient construites, afin de faciliter les voyages.

* Ces information proviennent en majorité du *Völkischer Beobachter*, livraison du 14 février 1938, alors que s'ouvrait la sixième Exposition internationale de l'Automobile.

Écologie : le tri des déchets sous Hitler

On déclare que l'Allemagne nationale-socialiste était très en avance sur les problèmes liés au respect de l'environnement et à l'écologie. De nos jours, il est beaucoup question de trier les déchets ménagers afin d'en recycler certains. A ce propos, une personne m'a dit que si Hitler avait vraiment été écologiste, il aurait instauré le tri des poubelles. Cette pratique existait-elle sous Hitler ?

Votre contradicteur aurait mieux fait de se renseigner avant de parler. Car le tri des déchets s'est pratiqué à grande échelle sous Hitler. Certes pas dans les premiers temps. Mais le 26 novembre 1936, le gouvernement allemand édita une ordonnance qui prescrivait le ramassage et la récupération des vieux matériaux. Elle était signée de W. Köhler, commissaire pour le contrôle des matériaux, et instituait un « *ramassage régulier* » (art. 2) auprès des particuliers (art. 6). L'article 7 dressait la liste de tout ce qui devait être trié en vue de la récupération :

> a) Chiffons de toute nature, à savoir :
> Chutes d'étoffes provenant de travaux de couturiers, restes d'étoffe, vieux tapis, carpettes, rideaux, linge usagé, vieux vêtements, chaussettes, bas, tricots, déchets de laine, de coton, de soie artificielle, toile, toile à sacs, sacs de jute, matériel d'emballage en jute, bouts de ficelle, toiles à laver, chiffons de laine à reluire ;
> b) Vieux objets et débris :
> De cuivre, de laiton, vieux appareils d'éclairage de toutes sortes, vieilles lampes à gaz ou à pétrole, vieux fils et garnitures de sonnette, vieux accumulateurs, vieilles casseroles en aluminium, capsules de bouteilles, vieilles baignoires, vieux fourneaux, tubes usagés, feuilles de papier d'argent, d'autres matériaux d'emballage en papiers métalliques, étain, vieilles piles, tuyauterie en métal, lampes électriques ;
> c) Ferraille et acier, par exemple :
> Outils et machines hors d'usage, chaudières, fourneaux, applications de portes, vieux clous, vis, chaînes, vieilles poêles, vaisselle usagée, tuyaux de plomb, cuvettes de vidange, vieux réchauds à gaz, tuyaux de gaz, vieux réchauds ordinaires ;
> d) Vieux papiers de toutes sortes :
> Journaux, livres, revues, contenu de corbeilles à papier, couvercles de dossier, archives (sous garantie de mise au pilon) ;
> e) Pelleteries :
> Peaux de lièvres, de lapins et autres ;
> f) Verrerie :
> Bouteilles de toutes sortes, sauf flacons de produits pharmaceutiques ;
> g) Os (seulement si le ramassage rapide est possible) [...].

En janvier 1937, en outre, les journaux annoncèrent que les déchets de cuisines seraient désormais récupérés à grande échelle pour servir à l'alimentation de 150 000 porcs qu'on allait faire venir dans la capitale et dont la vente servirait aux œuvres de bienfaisance. Afin de renseigner les ménagères, les autorités firent distribuer des porcs en carton. Sur leur ventre étaient inscrits les aliments à jeter désormais dans une poubelle spéciale (restes de pommes de terre, de légumes, de salades, des fruits, coquilles d'œufs, marc de café, pain...) et ceux qu'il ne fallait pas leur donner (épices, citrons, pelures d'orange ou de banane...)*.

Les spectacles sous Hitler

Vous affirmez que le national-socialisme a supprimé les spectacles de mauvais goût comme ceux qu'Ambroise Got avait pu voir sous la république de Weimar. Pour cela, il a dû prendre des mesures, c'est-à-dire édicter des textes de lois, des directi-

* Voy. le *Bulletin périodique de la presse allemande*, n° 469, p. 31, col. A.

ves. Mais vous n'en citez aucune, ce qui fragilise votre exposé. Pourriez-vous combler cette lacune ?



Un cliché peu connu : pendant la guerre, Édith Piaf chante sur une scène allemande pour les travailleurs volontaires partis dans le Reich (source : *Les Hommes au Travail*, 15 novembre 1943, p. 7).

Le 15 mai 1935, le gouvernement national-socialiste promulgua une loi qui instituait un statut général pour tous les théâtres du Reich (voy., par exemple, le *Hamburger Fremdenblatt* du 16 mai 1935). Contrairement à ce qu'on a pu prétendre, ce texte n'avait pas été rédigé dans le but de mettre les scènes en coupe réglée. Les directeurs de théâtres avaient le droit de faire jouer les pièces qu'ils voulaient, mais le ministre de la Propagande pouvait intervenir pour interdire certains spectacles ou, au contraire, en maintenir certains autres (dans la mesure où un tel maintien pouvait être tolérable pour l'entrepreneur).

Pour le cinéma, les autorités procédèrent différemment. Elles créèrent une « corporation du cinéma » qui rassemblait les metteurs en scène, les producteurs, les techniciens et les acteurs. Lorsque le besoin s'en faisait sentir, le ministre de la Propagande réunissait la corporation pour lui donner des directives. Une réunion de ce genre eut lieu par exemple le 14 décembre 1935 à Berlin (voy. la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, 15 décembre 1935). Là encore, il ne s'agissait pas de mettre le 7ème art en coupe réglée, mais, tout d'abord, de rationaliser le travail afin d'obtenir des résultat meilleurs. J. Goebbels proposa par exemple :

- la répartition de la production sur toute l'année, afin d'éviter l'encombrement et le travail hâtif en certaines saisons, suivi du chômage ;
- l'interdiction, pour les producteurs, d'exiger que les directeurs de salle soient obligés de commander un film avant qu'il ne soit achevé, afin de diminuer les risques de commandes à l'aveuglette ;
- l'interdiction de commencer un film avant que les rôles ne soient achevés et remis pour l'étude aux acteurs une semaine au moins avant les prises de vue ;
- le relèvement et l'étalement sur toute l'année de l'appointement des acteurs, cela afin qu'il leur soit possible de refuser toute production n'ayant pas un caractère artistique sérieux.

En 1935, la production du cinéma allemand se montait à 180 films par an, soit quinze par mois. Lors de la réunion de décembre à Berlin, J. Goebbels déclara que chaque année, on comptait « *3 à 6 bons films* », « *le théâtre ne [pouvant] présenter des résultats aussi satisfaisants* »*. En 1937, sur 95 films, « *3 [furent reconnus] recommandables pour leur haute valeur, 18 pour leur valeur ar-*

* Voy. le *Bulletin périodique de la presse allemande*, n° 455, p. 27, col. B.

tistique et 3 pour leur valeur raciale » (*Ibid.*, n° 479, p. 35, col. A.) Preuve que les nationaux-socialistes étaient loin de régenter le monde de spectacle, sans quoi ils auraient jugé bons la majorité des pièces et des films produits...

Finalement, la hausse du niveau moral des spectacles sous Hitler doit être recherchée moins dans les lois et les directives publiées à partir de 1935 que dans l'émigration d'une grande partie des individus qui, sous Weimar, concevaient, produisaient et mettaient en scène les pièces et les films sordides.

Ceux qui restèrent (il s'agissait des moins décadents) pensèrent trouver une voie de sortie en produisant des spectacles d'un goût toujours douteux mais à caractère patriotique, destinés à être joués dans les cérémonies nationale-socialistes. Sans doute supposaient-ils que le patriotisme excuserait le malséant. Ils se trompaient. Le 10 novembre 1935, J. Goebbels publia une note énergique qui dénonçait le « *mauvais goût patriotique* » (voy. le *Völkischer Beobachter*, 11 novembre 1935). Il ordonna un contrôle renforcé de tous les projets destinés aux cérémonies.

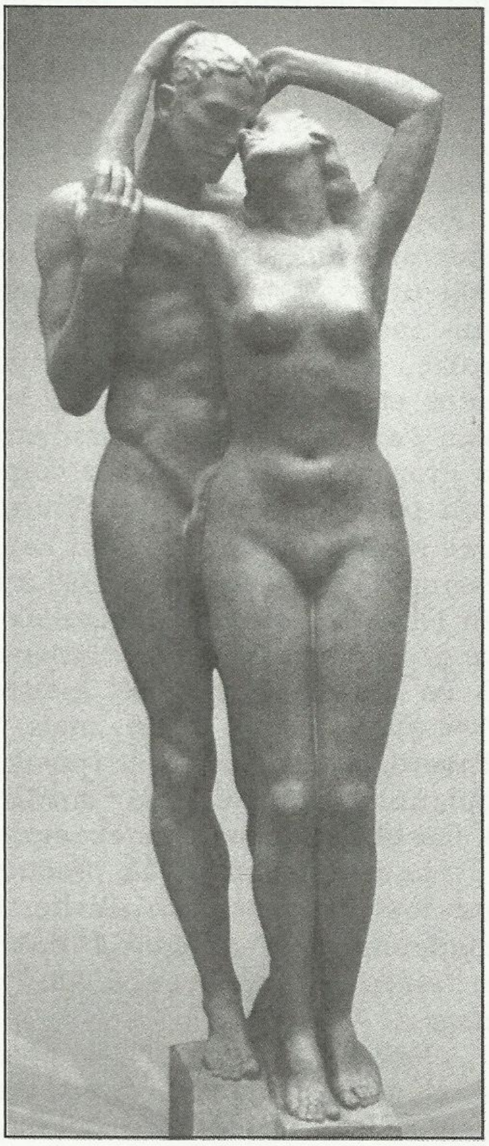
On aurait cependant tort d'en déduire que les nationaux-socialistes furent des puritains. En décembre 1935, J. Goebbels affirma que la censure ne devait « *pas être mesquine et se choquer d'une saine gaîté* ». Et de préciser (en substance) :

> Le national-socialisme ne veut pas d'une atmosphère de puritanisme. [...] le cinéma ne doit pas être guindé et se lancer dans les tirades héroïques à jet continu. Le peuple va au cinéma pour se distraire. Les producteurs devront toujours penser qu'ils travaillent pour le peuple tout entier. Ils devront présenter la vie telle qu'elle est, mais avec un sincère optimisme [1].

Un an plus tard, lors d'une assemblée de la Chambre de la Culture, le ministre de la Propagande s'éleva « *contre les hypocrites qui, sous prétexte de décence, prétend[ai]ent bannir de l'art une certaine sensualité* » [2].

Le national-socialisme chercha toujours le juste équilibre...

Sculpture de Josef Thorak (1889-1952). Ce genre d'œuvre n'était pas interdite sous Hitler.



(1) : Voy. le *Bulletin périodique de la presse allemande*, n° 455, p. 27, col. B. **(2)** : Voy. le *Bulletin périodique de la presse allemande*, n° 467, 9 novembre 1936, pp. 30-1.

Le national-socialisme et l'avortement

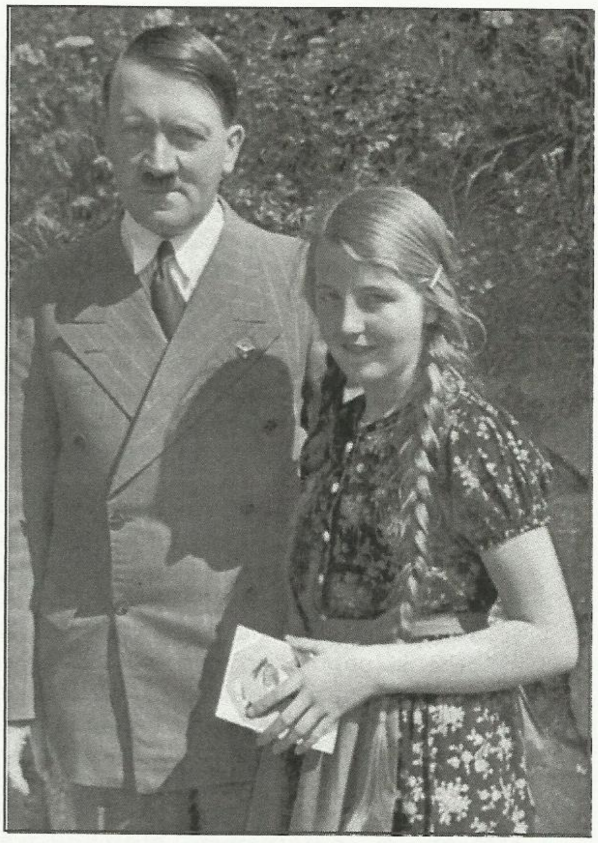
A la page 104 de votre numéro spécial sur Hitler, vous publiez une photo qui montre de jeunes enfants saluant le Führer. Vous expliquez : « L'hitlérisme mettra fin à la propagande pour l'avortement libre... ». C'est un peu court, car on pourrait trouver un cliché semblable où de jeunes enfants saluent par exemple Jacques Chirac. Or, la France a commémoré il y a peu les 30 ans de la loi Veil qui légalise l'avortement. Si, donc, vous souhaitez démontrer que le IIIe Reich a lutté contre l'avortement, il faut produire un document net, pas une banale photo montrant des jeunes qui saluent un chef d'État.

Vous avez raison : le cliché publié ne démontre rien. Mais je ne l'ai jamais présenté comme la preuve de quoi que ce fut.

Vous voulez trouver un document net ? Procurez-vous le *Code pénal* allemand après la réforme de 1936. A défaut, consultez le *Berliner Börsen-Zeitung*, et plus particulièrement la livraison du 6 novembre 1936 au matin. Vous y trouverez la synthèse d'un rapport rédigé par M. Freisler, alors secrétaire d'État au ministère de la Justice. Parmi les points relevés dans le nouveau Code pénal figurait celui-ci : « *La protection du mariage est garantie : les tentatives publiques pour déconsidérer le mariage, la propagande anticonceptionnelle [...] sont sévèrement réprimés* ».

Sous Hitler, le rapt d'un enfant était puni de mort

Dans votre étude, vous publiez une photo qui montre des enfants en train de se laver les mains, la légende porte : « Une société saine qui s'occupait de sa jeunesse ». *J'ai entendu dire que sous Hitler, enlever un enfant pour demander une rançon était puni de mort, même si l'enfant ne subissait pas de sévices. Est-ce vrai ?*



Hitler protégea la jeunesse

C'est vrai. En juin 1936, dans le cadre de la réforme du Code pénal, le gouvernement promulgua une loi qui punissait de mort quiconque aurait enlevé ou séquestré un enfant dans le but d'extorquer une rançon à sa famille. Étaient considérés comme enfants les citoyens âgés de moins de 18 ans. Cette loi avait un effet rétroactif au 1er janvier 1936.

Commentant cette loi, le *Völkischer Beobachter* écrivit :

> L'enlèvement d'un enfant, dans le but d'extorquer une rançon, est un des crimes les plus odieux qu'il y ait. Non seulement le ravisseur s'attaque à de jeunes êtres sans défense et exploite, pour de vils intérêts d'argent, la communauté familiale, fondée sur les liens sacrés du sang, mais il faut encore ajouter à cela le

désordre brutal apporté à la paix nationale et à l'ordre public. Une véritable panique peut s'emparer de la population, si celle-ci se sent livrée sans défense aux agissements des voleurs d'enfants. L'exemple d'autres pays qui souffrent suffisamment de ces méthodes de gangsters parle un langage assez éloquent.
L'Allemagne nationale-socialiste veut être un asile de paix et de sécurité. L'Allemagne nationale-socialiste refuse de faire comparaître la population devant le crime et elle se sent assez forte pour mettre fin aux exploits de quiconque oserait menacer les fondements de la sécurité de la population.
La jeunesse allemande est la foi et l'espoir de la nation, le fondement du bonheur du peuple. Pour qui s'attaque à elle, la pitié n'est pas de circonstance. Le gouvernement allemand a la conviction qu'il a toute la population derrière lui, lorsqu'il considère l'enlèvement d'un enfant en vue d'exiger une rançon comme un crime méritant la mort et qu'il promet de le punir. Pour protéger la jeunesse, seule une action rapide est efficace. C'est pour cela que le gouvernement allemand n'a pas hésité à frapper de la peine de mort le rapt d'un enfant en vue de l'extorsion d'une rançon [l'affaire avait été jugée à la Cour d'assises de Bonn], car c'est la seule peine qui semble un châtiment proportionné à ce crime inhumain [Voy. *Völkischer Beobachter,* 23 juin 1936.].

L'œuvre des infirmières nationales-socialistes

A la page 101 de votre étude, vous affirmez que sous Hitler, « des infirmières rétribuées visitaient les familles de la campagne pour s'assurer la bonne santé de la progéniture ». *Vous appuyez cette affirmation par une photographie certes très belle, mais qui ne prouve finalement pas grand-chose. Pouvez-vous me donner davantage d'informations sur ce sujet ?*

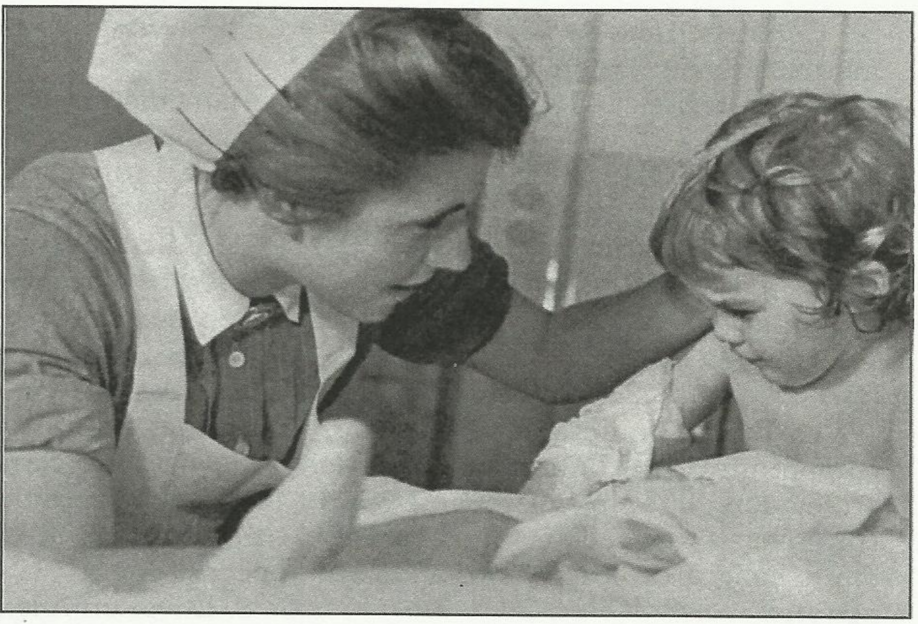
Réponse. Sous Hitler, le service d'assistance sociale, dont le chef était M. Hilgenfeldt, avait créé trois grands mouvements d'infirmières : la Croix Rouge allemande (qui ne nous intéresse pas ici) les infirmières nationale-socialistes (*NS Schwestrenschaft,* fondé le 17 mai 1934) et la Ligue des infirmières libres. Ces dernières étaient rattachées à l'assistance nationale-socialiste ; elles collaboraient aux œuvres d'assistance dans les cliniques, les sanatoriums, les infirmeries d'usine, les pouponnières, les garderies et les autres services d'hygiène ou d'assistance.

Les infirmières nationale-socialistes sont celles qui nous intéressent ici. Elles s'occupaient des questions d'hygiène et d'assistance des services communaux ; elles remplissaient la fonction d'assistantes sociales, avec la mission de créer « *un état d'esprit favorable à la natalité* », et s'occupaient des futures mères en assurant les consultations prénatales dans maternités. Une fois l'enfant né, l'infirmière veillait à la santé du nourrisson et donnait des conseils à la mère au sujet de l'alimentation et de l'hygiène. Par la suite, elle devait assurer le suivi, écartant de l'entourage les malades contagieux, visitant régulièrement le jeune après son entrée à l'école et proposant l'envoi en colonie de vacances. Une fois l'enfant devenu grand, c'est à elle qu'il devrait s'adresser au moment de fonder une famille [1].

La photo que j'ai publiée dans le dernier numéro montre une infirmière nationale-socialiste.

En 1937, il y avait 8 000 infirmières alors que les besoins se montaient à 15 000. Leur formation était la suivante : avant d'entrer dans une école, elles devaient effectuer,

(1) : Voy. la *Westfälische Landeszeitung*, 28 février 1938, compte rendu de l'allocution de Kathe Boettger, supérieure du corps des infirmières nationale-socialistes.



Une infirmière nationale-socialiste. Leur action fut importante dans le redressement de l'Allemagne.

comme toutes les jeunes filles allemandes (depuis janvier 1937), un stage de « travaux ménagers ». Ce stage consistait à aider une famille de la ville et une famille rurale afin d'acquérir « *la connaissance de toutes les question concernant l'économie domestique et la direction ménagère* ». Une fois à l'école, les élèves commençaient par travailler dans des jardins d'enfants ou dans des pouponnières afin d'apprendre à soigner les petits. En même temps, elles devaient fortifier leur santé par une pratique régulière des sports. Ensuite, elles allaient suivre des cours destinés à leur faire acquérir les connaissances spéciales suivant les fonctions auxquelles elles se destinaient.

La formation était entièrement gratuite, mais en contrepartie, les élèves devaient s'engager à travailler au moins deux années comme infirmières. Leur travail était rémunéré suivant leur ancienneté et leur grade. Les plus volontaires (et les plus douées) pouvaient suivre des cours dans une école de perfectionnement afin de devenir infirmière-major, directrice ou, au plus haut, infirmière régionale de confiance du Parti. Le versement d'une pension était en outre prévu à la retraite [1].

LA CAS DE L'AUTRICHE

Vous affirmez qu'en 1919, le traité de Saint-Germain condamnait l'Autriche à mourir à petit feu. Je suppose donc qu'après l'Anschluss, les Allemands ont dû trouver un pays en pleine crise économique, un pays qu'il fallut secourir. Avez-vous des informations sur le sujet.

Quelques indices qui illustre la crises économique en Autriche

Il est vrai que si, en 1938, les Allemands avaient trouvé une Autriche pleine de vitalité, mon jugement porté sur le traité de Saint-Germain serait erroné. Mais ce ne fut pas le cas. Voici quelques chiffres qui montrent l'état de l'Autriche par rapport à l'Allemagne en 1933 et 1937 [2].

1. Naissances (par 1 000 habitants) :
   A Berlin. 1933 : 8,7 ; 1937 : 14,8
   A Vienne. 1933 : 7,3 ; 1937 : 6,2

2. Nombre de véhicules en 1937 (pour 1 000 habitants) :
   En Allemagne : 22
   En Autriche : 6

(1) : Voy. la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, 8 janvier 1938 et la *Westfälische Landeszeitung*, 28 février 1938. **(2)** : Voy. *Tagespost*, 10 avril 1938.

3. Construction de nouveaux immeubles (base 100 en 1932)
En Allemagne. 1934 : 200 ; 1937 : 240
A Vienne : 1934 : 50 ; 1937 : 40

4. Consommation annuelle de beurre par habitant (en kilos)
Allemagne. 1932 : 7,5 ; 1937 : 8,9
Autriche : 1932 : 2,9 ; 1937 : 2,7

Ces quatre indices suffisent pour comprendre que l'Autriche vivait la crise alors que sa voisine du Nord connaissait un essor sans précédent. Face à cela, les Allemands réagirent.

L'aide allemande après l'Anschluss

L'appel à la mobilisation

L'Anschluss fut proclamé le 15 mars 1938. Six jours plus tard, le commissaire au plébiscite Bürckel lança un appel aux Allemands pour une souscription nationale d'aide urgente. Cet appel était le suivant :

> Allemands !
>
> Les années de crise économique ont atteint particulièrement les couches les plus pauvres de la population allemande d'Autriche.
> Dans les quartiers ouvriers de nos grandes villes, beaucoup de nos compatriotes vivent dans des conditions qui ne sont pas dignes de l'humanité. C'est sur ce point que doivent porter nos premiers secours.
> J'ai institué une souscription nationale qui doit nous permettre de prendre les premières mesures efficaces.
> C'est pourquoi j'invite tous ceux qui veulent exprimer leur reconnaissance au Führer à apporter, selon leurs moyens, leur contribution à cette première action socialiste [Voy. *Neues Wiener Tagblatt*, 21 mars 1938.].

Les premières mesures

Immédiatement, l'organisation allemande du Secours d'hiver prit les mesures suivantes :

1. Affectation d'une somme de 8 millions de marks pour achats de vivres destinés à parer aux misères les plus criantes dans les villes industrielles de Vienne, Gratz, Innsbruck et Linz ;
2. Envoi en Autriche de 150 cuisines roulantes pour la distribution de soupes et de repas aux nécessiteux ;
3. Envoi en Allemagne, avant le 10 avril 1938, de 20 000 enfants autrichiens pour un séjour leur permettant de refaire leurs forces [1].
4. Distribution de 245 tommes de conserves de viande aux familles les plus nécessiteuses [2]

De son côté, le ministre de l'Intérieur allemand offrit 75 000 marks à l'œuvre des auberges de la jeunesse, pour la construction d'un grand foyer à Linz (*Id.*).



Hitler et Bürckel. C'était à l'époque du plébiscite dans la région de la Sarre. On se souvient que ce plébiscite donna une très large majorité la victoire à l'Allemagne contre la France.
L'expérience ayant été concluante, M. Bürckel fut chargé d'organiser le plébiscite en Autriche en avril 1938. Là aussi, le succès fut éclatant.

(1) : Voy. *N.W.T.*, livraison du 24 mars 1938. **(2)** : Voy. *N.W.T.*, livraison du 30 mars 1938.

Göring, les médecins allemands et la ville de Hambourg font des dons

Le 26 mars, H. Göring prononça à Vienne un grand discours qui dressait, en 17 points, le programme de reconstruction économique prévu pour l'Autriche [1]. Deux jours plus tard, il affecta la somme de 100 000 marks pour « *les SA et ouvriers d'Autriche dans le besoin* » ; pour leur part, les médecins du Reich donnèrent une subvention de 100 000 marks [2].

Dans le même temps, grâce à la mobilisation des organisations caritatives de Hambourg, 26 wagons de vivres et d'objets d'habillement partirent pour Vienne, emmenant 300 000 livres de café, 40 000 livres de légumes secs, 80 000 livres d'oranges, 96 000 boîtes de conserves de poisson, du riz etc. Le gauleiter annonça en outre qu'il offrait gratuitement aux ouvriers nationaux-socialistes autrichiens 1 000 voyages en mer (Voy. *N.W.T.*, 2 avril 1938).

Premières mesures en faveur de l'agriculture

Dans les jours qui suivirent, d'autres mesures d'urgence furent prises en faveur de l'agriculture :

1. Ajournement des ventes aux enchères jusqu'au 30 juin 1938 (afin de donner une ultime chance aux déshérités dont on allait saisir les biens) ;
2. 10,6 millions de marks en subventions destinées à faciliter à des cultivateurs l'achat de terrains ;
3. 4,7 millions de marks pour la remise en état des fermes ;
4. 14 millions de marks pour travaux agricoles ;
5. 33 000 marks pour les pacages ;
6. Premier achat, pour le Reich, de 20 wagons de pommes, 60 000 hectolitres de vin, 1 600°kg de bétail et de chevaux ;
7. Baisse de 32 à 45 % du prix des engrais ;
8. Crédit de 133 000 marks pour l'achat d'engrais ;
9. Subvention jusqu'à 75 % du prix des silos [3].

Mesures pour faire repartir l'industrie

Afin de faire repartir l'industrie, les chemins de fer du Reich passèrent une commande de wagons aux ateliers de Vienne et de Gratz pour 45 millions de schillings (30 millions de marks). Cette commande allait permettre à la fabrique de Gratz l'embauche de 600 ouvriers. D'autre part, la Reichsbahn promit d'engager 1 600 ouvriers nouveaux dans ses propres ateliers [4].

Mesures envers les nécessiteux

Les nécessiteux ne furent pas oubliés. La presse du 6 avril annonça les mesures suivantes :

1. Pour les mutilés, veuves et descendants d'anciens combattants autrichiens, 7,3 millions de marks mis par le Reich à la disposition des autorités compétentes afin qu'elle assurent un secours d'urgence ;
2. Pour les accidentés du travail, 340 000 marks ;
3. Pour une aide immédiate notamment dans le Tyrol, 5 millions de marks (voy. *N.W.T.*, 6 avril 1938).

---

(1) : Un résumé de ce discours a été publié dans le *Bulletin périodique de la presse allemande*, n° 483, pp. 21-22. **(2)** : Voy. le *Bulletin périodique de la presse allemande*, n° 483, p. 19. **(3)** : Voy. *N.W.T.*, 3 avril 1938. **(4)** : Voy. *N.W.T.*, 5 avril 1938.



Peu après l'Anschluss, Hitler, qui vient de revoir son village natal, et de fleurir la tombe de ses parents, est accueilli par une foule en liesse.

Le plébiscite du 10 avril 1938

Certes, cette avalanche d'aides n'était pas totalement désintéressée. Les nationaux-socialistes avaient en vue le plébiscite du 10 avril 1938. Mais les chiffres étaient là, qui démontraient la grave crise chronique dont souffrait l'Autriche depuis vingt ans. Ajoutons que si le pays avait été prospère, cette propagande aurait été inepte, car on n'attire pas à soi un riche en lui octroyant une aumône.

Je termine avec le plébiscite. Purent voter tous les Autrichiens nés après le 10 avril 1918 ainsi que tous ceux qui, depuis mars 1933, avaient perdu la nationalité autrichienne pour des raisons politiques, même s'ils avaient pris depuis la nationalité allemande. La question était la suivante :

> Approuves-tu la réunion, effectuée le 13 mars 1938, de l'Autriche au Reich allemand, et votes-tu pour la liste de notre Führer Adolf Hitler ?*

Les premiers résultats furent proclamés le 10 avril à 23 h 30 par le Reichsstatthalter Arthur Seyss-Inquart : ils donnaient le « oui » vainqueur avec 99,75 % des voix. Le 29 avril, les résultats définitifs furent publiés, que voici :

Inscrits : 4 360 651
Suffrages exprimés : 4 348 050

* Voy. le *Bulletin périodique de la presse allemande*, n° 483, p. 25.

Ont voté oui : 4 331 070
Ont voté non : 11 343
Bulletins nuls : 5 637

Soit, le « oui » vainqueurs à 99,74 % si l'on ne prenait en compte que des bulletins exprimés [1].

LE NATIONAL-SOCIALISME ÉTAIT-IL D'ESSENCE ANTICHRÉTIENNE ?

Permettez-moi tout d'abord de vous poser deux petites questions auxquelles j'attends des réponses par « oui » ou par « non » :

1. Sous Hitler, Alfred Rosenberg était-il chargé de la formation spirituelle du peuple ?

2. Son livre, Le Mythe du XXème Siècle, *a-t-il été officiellement condamné par l'Église catholique ?*

Si la réponse est « oui » à ces deux questions, n'est-ce pas la preuve que Hitler et son mouvement s'opposaient au christianisme en général et au catholicisme en particulier ?

Je réponds « oui » aux deux premières questions.

1. Oui, par un décret du 24 janvier 1934, A. Hitler a chargé :

> le partisan Alfred Rosenberg de la surveillance de toute la formation spirituelle et intellectuelle et de l'éducation du parti et de toutes les associations synchronisées ainsi que de l'œuvre « Force par la joie »

Il n'y a là rien d'étonnant. National-socialiste de la première heure, A. Rosenberg avait pris une part active à l'élaboration du programme du Parti. Son premier livre, publié en 1922, avait été rédigé pour répondre à ceux qui s'interrogeaient sur les différents points du programme et sur la manière de les interpréter. Il avait pour titre : *La nature, les principes fondamentaux et les buts de la NSDAP.*

2. Oui, le 8 février 1934, le pape Pie XI a approuvé la condamnation et la mise à l'Index décidées la veille par les cardinaux préposés à la sauvegarde de la foi et des mœurs du livre d'A. Rosenberg : *Der Mythus des 20 Jahrhunderts* [2].

Très sévère, la *Documentation catholique* écrivit : « *son ouvrage, quoi qu'en dise l'auteur, rejoint les œuvres scandaleuses des Bezbojnik les plus pervers* » [3].

J'ajoute qu'en réponse à cette condamnation, A. Rosenberg fit paraître un petit ouvrage intitulé : *An die Dunkelmaenner unserer Zeit. Eine Antwort auf die Angriffe gegen den « Mythus des 20 Jahrunderts »* (Hoheneichen Verlag, Munich). Ce livre fut lui aussi condamné et mis à l'Index par un décret de la Suprême S. C. du Saint-Office le 19 juillet 1935.

Alfred Rosenberg en 1930



(1) : Voy. *Deutscher Reichsanzeiger*, 29 avril 1938. (2) : Voy. le décret de la Suprême S. C. du Saint-Office, 9 février 1934, signé Giosuè Venturi. (3) : Voy. *La Documentation Catholique*, n° 694, 10 mars 1934, col. 612.

Pas d'opposition radicale

Cependant, doit-on en déduire que le national-socialisme se serait opposé au christianisme en général et au catholicisme en particulier ? Si l'on parle d'opposition radicale, je réponds : non. La meilleure preuve est que le point 24 du programme du Parti rendu public le 24 janvier 1920 prévoyait la liberté des croyances religieuses. Certes, comme catholique intégriste, fidèle à l'enseignement traditionnel de l'Église, je suis opposé à la liberté religieuse *en tant que principe garanti par l'État*. Mais le problème n'est pas là : pour l'heure, je déclare que si, vraiment, le christianisme avait été radicalement incompatible avec le national-socialisme, le gouvernement allemand n'aurait pas pratiqué la tolérance religieuse.

Pour qu'il ait pu y avoir incompatibilité radicale, il aurait déjà fallu que le national-socialisme eût une doctrine clairement définie. Or, comme l'a rappelé à Nuremberg l'avocat d'A. Rosenberg :

> [...] le national-socialisme s'efforçait de se créer une philosophie culturelle et une idéologie propres, mais il était loin de les avoir encore dégagées [*TMI*, XVIII, 116].

La NSDAP n'était pas un bloc monolithique

Quand Hitler arriva au pouvoir, il avait regroupé autour de lui des personnes qui voulaient tout d'abord se libérer des chaînes de Versailles afin de remettre l'Allemagne en ordre, de tirer le peuple de la misère et d'écarter le péril bolchevique. C'était son objectif n° 1. Un objectif urgent, car le péril menaçait. Pour le réaliser, Hitler choisit de mener une action purement politique, sans se soucier des disputes religieuses ou philosophiques.

Le cas du « racisme »

En particulier, le racisme du Führer — contraire, dans ses outrances, au christianisme — lui servit tout d'abord à pallier le manque de cohésion nationale dont souffrait l'Allemagne, une Allemagne qui était restée longtemps un groupement de régions indépendantes, avec pour centre de gravité la Prusse. Les fréquents appels à la pureté raciale et à la pureté du sang nordique devaient créer cette unité qui manquait.

Par la suite, le racisme permit à Hitler de soutenir ses revendications coloniales. Ce fait apparut clairement lors de l'entretien que le Führer accorda en janvier 1936 à Mme Titayna, envoyée spéciale de *Paris-Soir Dimanche*. Le dialogue suivant s'instaura :

> [Mme Titayna] — [...] la repopulation démographique, telle qu'elle a été prêchée en Allemagne créera l'expansion démographique... donc des guerres... vous vous plaignez de ne pas avoir de pain et vous voulez plus d'hommes ?
> [A. Hitler] — L'humanité comprend des peuples plus ou moins doués. Parmi ceux que leurs qualités devraient favoriser, il en est dont l'existence matérielle est restreinte, tandis que d'autres, plus primitifs, ont à leur disposition de vastes territoires non exploités. Je place parmi les premiers les peuples européens [...].
> — Et c'est à cause de la force démographique de l'Allemagne que vous avez besoin de colonies ?
> — Vous ne pensez pas ?
> — Comment pouvez-vous attendre ce but... de manière pratique ?
> — Si la conscience des autres peuples admettait cette notion d'équilibre, de justice, les détails matériels seraient peu de chose à régler*.

* Voy. le *Bulletin périodique de la presse allemande*, n° 457, p. 3, col. A.

Le message du Führer était clair : nous sommes un peuple fondateur de la civilisation et plein de vitalité ; en conséquence, nous avons droit à des territoires...

Pour Hitler, le racisme était donc commode : il permettait de soutenir avec force des objectifs très prosaïques, c'était un outil politique plus qu'un principe idéologique ou philosophique intangible. Mais quels qu'aient été les sentiments profonds du chef de la NSDAP, ses prises de position devaient nécessairement attirer à lui tous les racistes outranciers. Parmi eux figurait A. Rosenberg selon lequel le « *mythe du sang nordique* » allait « *remplace[r] les anciens sacrements* »*.

Toutefois, je crois que si, sous Hitler, l'Allemagne avait pu trouver sa place dans le monde en devenant un pays uni et une puissance coloniale, en quelques décennies, les outrances du racisme allemand auraient été mises au rancard, et avec elles les quelques braillards qui les véhiculaient.

Le cas de la religion

Il en est de même avec la religion. Pour parvenir au pouvoir, Hitler s'entoura d'une foule hétéroclite, dont une partie était constituée d'anti-chrétiens radicaux, certains athées, d'autres « païens »... Au-delà de l'objectif n° 1 à atteindre (briser les chaînes de Versailles), tous ces gens avaient des visions très différentes de la société à bâtir. L'erreur consiste aujourd'hui à se focaliser sur les déclarations des seuls anti-chrétiens, même s'ils occupaient des rangs élevés, pour prétendre dégager une doctrine qui, en vérité, n'existait pas.

Une autre erreur consiste à croire qu'A. Rosenberg aurait été un personnage omnipotent, qui aurait entièrement régenté la formation intellectuelle et spirituelle du peuple allemand. En vérité, même si son poste avait un titre ronflant, au sein de cette administration complexe dont les pouvoirs des différentes branches n'étaient pas toujours bien définis, son avis était avant tout consultatif. A Nuremberg, il expliqua que le Führer l'avait rangé dans la catégorie de ceux « *qui devaient étudier à fond les problèmes posés [et] les exposer en conférences après les avoir médités* » (*TMI*, XI, 468). Puis il précisa :

> Les pouvoirs exécutif et législatif étaient entre les mains des ministères compétents, à savoir : ministère de l'Éducation, ministère de la Propagande du Reich. La représentation générale du Parti était entre les mains de la chancellerie du Parti. Cette chancellerie me priait, le cas

A l'occasion des réceptions organisées pour le nouvel an (1935), A. Hitler reçoit le corps diplomatique du Vatican.



* Voy. *Der Mythus des 20 Jahrhunderts*, p. 114 de l'édition allemande ; p. 105 de l'édition française publiée par les éditions Avalon en 1986. On lit : « *Mais maintenant s'éveille une foi nouvelle : le mythe du sang, la conviction de défendre, avec cette sève sacrée, l'essence divine de l'homme, la croyance incarnée dans la conscience la plus claire que le sang nordique représente ce mystère qui remplace les anciens sacrements* ».

échéant, de prendre position sur certaines questions ; mais cela ne l'engageait nullement et elle n'était pas obligée de s'en tenir à mes vues [*Id.*]

J'ajoute que même si — comme il l'admit à Nuremberg — A. Rosenberg porta personnellement des jugements très sévères sur les confessions traditionnelles [1], en tant que membre de la NSDAP et du gouvernement, il respecta le point 24 sur la tolérance religieuse. Le 22 août 1934, ainsi, dans un discours, il précisa « *que le national-socialisme avait pour principe la tolérance en matière de religion* » et que même s'il « *n'interv[enait] pas dans les questions de doctrine* », l'État « *prot[égeait] les confessions religieuses* » [2]. En disant cela, A. Rosenberg pensait peut-être au cas de la revue *Nordland* qui venait d'être interdite et son directeur destitué pour avoir attaqué le catholicisme (*Id.*).

Un an plus tard, le ministre de l'Intérieur Wilhelm Frick souligna que personne n'était persécuté en Allemagne à cause de ses croyances catholiques. Toutefois, il ajouta :

L'État ne s'oppose pas à ce que la jeunesse catholique reçoive une éducation religieuse, mais il ne peut tolérer que de pseudo groupements confessionnels se mêlent de donner une éducation politique sous un prétexte religieux [3].

Le national-socialisme voulait une séparation entre l'Église et l'État

Toute la pensée pragmatique du national-socialisme se trouvait résumée dans cette simple phrase. Les



A. Rosenberg lors de sa captivité à Nuremberg, pendant le procès. Il se défendra jusqu'au bout mais sans illusion...

hitlériens ne voulaient une séparation nette entre l'Église et l'État. D'où certaines tensions inévitables. De nos jours on se focalise sur ces tensions pour parler d'une incompatibilité radicale entre le « nazisme » et la morale. On « oublie » cependant de dire que, très souvent, ces frictions s'inscrivaient dans le problème millénaire des relations entre la puissance de l'Église et celle dite temporelle. Le moyen âge fourmille de luttes entre les empereurs et les papes. La Révolution française a prétendu nommer un clergé qui lui a fait serment de fidélité (les fameux « prêtres jureurs ») ; elle a traqué, déporté et fusillé sans pitié les prêtres dits « insermentés ». L'Allemagne de Bismarck a connu le « Kultur Kampf ». La France du début du XXe siècle a promulgué les lois laï-

(1) : « *Dr THOMA [avocat de Rosenberg] — Monsieur Rosenberg, vous êtes également accusé d'avoir persécuté les Églises, ce qui ressort tout particulièrement de votre "Mythe du XXe siècle". Estimez-vous qu'à l'égard des Églises vous êtes quelques fois allé trop loin ?*
« *ACCUSÉ ROSENBERG. — Naturellement, j'admets qu'à l'égard des confessions traditionnelles j'ai formulé un jugement personnel particulièrement sévère.* » (*TMI*, XI, 469).
(2) : Voy. le *Bulletin périodique de la presse allemande*, n° 440, dernière page, col. B.
(3) : Voy. le *Bulletin périodique de la presse allemande*, n° 450, p. 28, col. A.

ques de Combes bien plus sévères à l'encontre des membres des congrégations religieuses que ne le furent les lois antijuives de Vichy à l'encontre des israélites. Les bolcheviques ont promu l'athéisme et massacré de très nombreux ecclésiastiques. Le Mexique a connu une répression antireligieuse farouche...

Finalement, la révolution nationale-socialiste a été douce pour les religions. L'hitlérisme s'est contenté d'affirmer que les croyances ne devaient pas interférer avec l'action politique. Voilà d'ailleurs pourquoi, le ministre de l'Instruction publique du Reich, M. Rust, dénonça les catholiques qui parlaient de « notre Führer Jésus-Christ » en opposition avec le Führer A. Hitler. Dans un discours prononcé à Coblence le 22 juin 1934, il déclara :

> Le Christ à dit : « Mon royaume n'est pas de ce monde ». Le Führer, au contraire, a écrit sur ses drapeaux : « Pour la liberté et le pain quotidien ». Or, personne ne peut douter que ces principes se trouvent sur des plans absolument différents et qu'ils n'ont rien de commun [*Id.*].

D'où cette conclusion du ministre : « *Allez dans vos églises, mais venez vous grouper sous nos drapeaux* » (*Id.*). Nous étions loin de l'image que véhicule aujourd'hui la propagande. A Nuremberg, d'ailleurs, A. Rosenberg expliqua que la politique scolaire était restée hors de ses compétences. A la question : « *avez-vous été mêlé à la politique scolaire de l'État national-socialiste ?* », il répondit :

> Je n'ai, à proprement parler, pas eu d'influence sur la politique scolaire. L'organisation scolaire dépendait du ministère de l'Éducation et de l'organisation intérieure des écoles, qui ne doit pas être confondue avec la discipline du Parti, ainsi que l'organisation des universités étaient [...] l'affaire du ministère compétent [*TMI*, XI, 468].

L'enseignement religieux perdure sous Hitler

Sous Hitler, l'enseignement religieux perdura dans les écoles de l'État, c'est-à-dire les écoles non confessionnelles. En janvier 1937, M. Freyberg, ministre d'Anhalt, publia des prescriptions pour débarrasser cet enseignement de ses « résidus judéo-orientaux ». S'agissait-il de remplacer l'enseignement du christianisme par celui du paganisme ? Non, il s'agissait de mener les deux de front. Voici les principaux passages de cette circulaire :

> De même que les idées nationale-socialistes de notre peuple étaient influencées par des conceptions non allemandes et étrangères à notre race, la doctrine religieuse chrétienne présente souvent des traits qu'il faut considérer comme judéo-orientaux. Cette opposition a eu pour résultat que la jeunesse, qui est attachée avec ferveur au national-socialisme, s'est détournée de la religion chrétienne. Un national-socialiste ne peut pas rester sans religion.
> Le christianisme et le national-socialisme font également dériver leurs principes moraux d'un Dieu créateur du monde et d'un ordre de l'univers. Toute la législation du national-socialisme est l'expression de l'ordre éternel prescrit par Dieu, et qui régit le monde et la vie. Si jamais une législation s'est mise au service de Dieu et de l'ordre de sa création et lui obéit, c'est bien la législation nationale-socialiste qui, bien qu'elle ne parle pas de Dieu, suit les voies de son ordonnance éternelle des choses. Comme le peuple est lié par Dieu en une unité indissoluble, tout schisme provoqué par la lutte entre les confessions est contraire à la volonté de Dieu. L'enseignement religieux devra contribuer à surmonter la discorde confessionnelle dans notre peuple et pour cela insister sur les sources du sentiment allemand de Dieu.
> Cet enseignement ne devra pas être dogmatique. L'Ancien Testament ne devra être enseigné que par des extraits prudemment choisis, lorsque l'étude des questions raciales et la compréhension du Nouveau Testament le rendront né-

cessaire. L'Ancien Testament manifeste l'esprit typiquement juif et la décadence d'un peuple inaccessible à Dieu. Dans le Nouveau Testament, il conviendra surtout de traiter les Évangiles synoptiques. La personne de Jésus en est le centre. Il devra être présenté comme le héros intrépide, combattant passionnément toute hypocrisie religieuse, comme celui qui secourt et console tous ceux qui sont « dans la peine de l'accablement », l'ami des enfants, le Sauveur de tous ceux qui le suivent. En outre, il conviendra constamment de signaler la lutte implacable de Jésus contre l'esprit juif. On conclura de cela que Jésus n'a pas non plus appartenu par sa race au judaïsme [1]. L'histoire sainte traitera de la foi allemande. Elle a pour but de familiariser les jeunes gens avec la piété germanique et allemande, depuis l'époque préhistorique, jusqu'à l'époque actuelle. En exposant la religion des Germains, on montrera particulièrement la survivance des anciennes croyances dans les mœurs et les coutumes (solstice d'hiver, coutumes pascales et de Pentecôte, solstice d'été etc.). Les religions des peuples nordiques devront être traitées d'une façon approfondie. L'enseignement du catéchisme sous une forme continue est laissé à l'Église dans la préparation de la première communion [2].

Une telle circulaire, affirmant qu'un jeune ne « *peut rester sans religion* » serait impensable aujourd'hui en France et dans de très nombreux pays d'Europe. Sauf, bien entendu, à considérer comme une religion les droits de l'homme, la démocratie et la Shoah...

Succès inattendu pour des livres religieux

En mai 1938, la *Deutsche Allgemeine Zeitung* signala le succès inat-



Sous Hitler, procession de la Fête Dieu à Salzbourg, avec les traditionnelles « perches de parade ». Hitler a protégé les confessions...

tendu que le public allemand avait réservé depuis quelques temps à des ouvrages traitant de questions théologiques. C'est ainsi qu'un ouvrage onéreux et relativement technique, *Heures du christianisme*, publié par la maison Eckhardt avait été vendu en dix-huit mois à plus de 12 000 exemplaires. Quant à l'ouvrage de M. Schültz, *Pourquoi je suis encore chrétien*, il en était à son 15ème mille [3].

Tout comme pour le racisme, je crois que si l'hitlérisme s'était instauré définitivement en Allemagne, les rapports entre l'État et l'Église se seraient apaisés après quelques années.

(1) : Faux. Jésus était descendant de Juda et de David par la Vierge Marie. Notons que si Jésus n'avait pas appartenu au judaïsme, les juifs ne cesseraient de le dire, afin de le mépriser comme un vulgaire goy. Or, ils l'ont toujours considéré comme un juif hérétique... (Note de VR) **(2)** : Voy. la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, 26 janvier 1937. En tant que catholique, je ne souscris pas à cette façon de voir les choses. Pour moi, « *surmonter la discorde confessionnelle* » c'est faire cesser les schismes et faire taire les hérétiques. Ce n'est pas, comme semble le suggérer l'auteur, tenter de pratique le syncrétisme religieux. Mais c'est un autre problème... (Note de VR). **(3)** : Voy. la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, 20 mai 1938.



Le 26 mars 1946, à Nuremberg, le Tribunal interdit à la Défense d'apporter des « *preuves tendant à établir l'injustice du traité de Versailles ou son imposition par la force* ». Il savait en effet que si ces preuves étaient apportées, c'est toute l'histoire des années 1900-1940 qui s'effondrerait.

Ce travail qui a été interdit à la Défense en 1946, je l'ai réalisé — sans doute imparfaitement — pour le soixantième anniversaire de la disparition d'Adolf Hitler.
Le lecteur qui aura la patience de me lire jusqu'au bout comprendra pourquoi, en mars 1946, les juges de Nuremberg n'ont pas hésité à violer de façon éhontée les droits de la Défense. Car lorsqu'on connaît l'histoire — vraie — de l'Europe entre 1850 et 1920, on comprend non seulement qu'Hitler a été suscité par la Providence pour punir les menteurs de 1919 et montrer à l'Occident la voie du salut, mais aussi qu'en anéantissant son œuvre, l'Occident (et sans doute le monde) a signé son arrêt de mort.

Vincent Reynouard

Diffusion : Vision Historique Objective—B.P. 256—B-1050 Bruxelles 5
Éditeur responsable : Herbert Verbeke